

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

LES CONCURRENTS
DE
J.-J. ROUSSEAU
A L'ACADÉMIE DE DIJON
POUR LE PRIX DE 1754

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée par

ROGER TISSERAND



1936

IMPRIMERIE NOUVELLE, 6, RUE PAUL-MOREL

VESOUL

LES CONCURRENTS
DE
J. - J. ROUSSEAU
A L'ACADÉMIE DE DIJON
POUR LE PRIX DE 1754

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

LES CONCURRENTS
DE
J.-J. ROUSSEAU
A L'ACADÉMIE DE DIJON
POUR LE PRIX DE 1754

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée par

ROGER TISSERAND



1936

—
IMPRIMERIE NOUVELLE, 6, RUE PAUL-MOREL

—
VESOUL

LES CONCURRENCS
DE
J.-J. ROUSSEAU
A L'ACADEMIE DE DIJON
POUR LE PRIX DE 1754



INTRODUCTION



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

LE MANUSCRIT DE J.-J. ROUSSEAU LES CONCURRENTS

Les archives de l'Académie de Dijon possèdent les discours présentés pour le prix de 1754, sauf deux : celui de Rousseau, l'autre d'un auteur resté inconnu.

La compagnie avait reçu douze travaux, numérotés de 1 à 12. Le discours de Rousseau eut le n° 6, le second manquant le n° 12.

Ceux qui ont été conservés sont reliés avec les manuscrits envoyés pour les prix de morale de 1743, 1747, 1750 et 1757.

Tous les auteurs désirant concourir, qu'ils fussent de France ou de l'étranger, le pouvaient, à l'exception des académiciens résidants. Mais la note accompagnant l'énoncé de la question — rappelant une partie de la délibération du 16 juin 1741 (1) — indiquait qu'« ils ne se feront connaître ni directement, ni indirectement ; ils inscriront seulement leurs noms dans un billet cacheté, et ils adresseront leurs ouvrages franco de port à M. le secrétaire perpétuel de l'Académie, qui les recevra jus-

(1) « Le sujet pour le prix sera donné tous les ans à la fin du mois d'août, et ceux qui auront travaillé seront tenus de faire remettre à leurs frais, et de la manière qu'il se pratique dans les autres académies, leurs ouvrages au secrétaire, qui ne les recevra point, passé le 1^{er} avril. Et ledit secrétaire sera tenu de les rapporter à l'Académie cachetés comme il les aura reçus. » Les sujets devaient porter alternativement sur des questions de physique, de morale et de médecine. Voir le premier Registre de l'Académie à la date du 16 juin 1741. Ce Registre, qui s'ouvre à la naissance de l'Académie et relate la première séance, laquelle eut lieu le vendredi 13 janvier 1741 « sur les trois heures de relevée », se ferme sur le résumé de la séance du 16 janvier 1761. Il fut mal tenu. Le président à la Chambre des comptes de Bourgogne Richard de Ruffey, nommé académicien honoraire le 16 février 1759, et qui fut vice-chancelier de 1762 à 1770, pouvait écrire : « De plus de trente séances qui se tenaient dans l'année, il n'y en avait pas le tiers où l'on fit quelques lectures d'ouvrages, dont jamais il ne se faisait d'extraits : à peine en retenait-on le titre, tellement que le registre académique qui contient le retenu de vingt années n'a pas cent pages d'écriture. » *Histoire secrète de l'Académie de Dijon*, ms. 1625-1626, Bibl. de D., et édit. Lange, pp. 46-47. Richard de Ruffey dira encore que ce registre est un « monument de désordre, de paresse et d'ignorance ; les mots y sont la plupart estropiés ; il est écrit de toutes sortes de mains et de toutes sortes de styles ». *Op. cit.*, Notes pour servir à l'hist. secrète, note 42 ; éd. Lange, p. 106.

qu'au 1^{er} avril inclusivement des années pour lesquelles les prix sont proposés ».

Il est entendu d'autre part que l'Académie « brûle tous les billets joints aux ouvrages qui lui sont envoyés lorsqu'elle ne leur adjuge ni prix ni accessit » (1). Le secret n'était pas bien gardé. Les billets ont été sûrement détruits, car nous n'en avons pas découvert un seul, mais ils ont été conservés pendant longtemps, puisque Richard de Ruffey (2) a connu les noms de beaucoup de concurrents et qu'il les a inscrits lui-même à la première page des manuscrits ou sur un feuillet séparé. Ainsi, sur vingt et un travaux présentés pour le prix de 1743, dix-neuf portent le nom et parfois l'adresse de leurs auteurs; sur vingt-deux envoyés en 1747, onze seulement restent anonymes; les noms de dix auteurs sont dévoilés sur les treize qui ont concouru en 1750.

L'indiscrétion n'a point cessé en 1754, et huit concurrents sur douze sont connus.

Le manuscrit de J.-J. Rousseau

Sur les treize travaux qui ont participé au concours de 1750, les archives académiques n'en possèdent plus que neuf. Les manquants sont : le discours qui a remporté le prix, celui de Rousseau, coté 7 (3); le discours qui a obtenu le premier accessit, celui de Grosley, de Troyes — qui avait signé Du Chasselat — coté 10; le discours qui a eu le deuxième accessit, dont l'auteur était l'abbé Talbert, coté 4; le discours d'un auteur inconnu, coté 3.

Toutes les pièces principales ayant pris part au concours de 1750 ont, par conséquent, disparu.

De moins grands ravages ont été faits dans les archives de 1754 : seuls deux manuscrits manquent. Nous pensons

(1) V. par exemple, les séances du 17 juillet 1772 (Reg. acad., t. VI) et du 21 août 1785 (Reg. acad., t. XIV).

(2) Richard de Ruffey n'a pu connaître les noms des concurrents qu'après son entrée à l'Académie.

(3) « ...Le prix, indique le Registre, a été adjugé à M. Rousseau et remis entre les mains de M. Tardy, receveur des décimes de Dijon, chargé du pouvoir dudit sieur Rousseau, lequel sieur Tardy en a donné sa décharge. » Tardy a signé la décharge dans la marge de la page annonçant la séance du dimanche 23 août 1750. La procuration de Rousseau fut donnée par acte reçu Perret et Regnaut, notaires à Paris, le 20 juillet. Rousseau habitait alors à l'hôtel du Languedoc, rue de Grenelle Saint-Honoré, paroisse de Saint-Eustache.

même qu'il ne faut déplorer qu'une perte, à la vérité immense. En effet, à propos du travail coté 12, le Registre porte à la date du vendredi 28 juin 1754 qu' « il a été décidé qu'elle (la pièce) serait renvoyée à l'adresse qui y est marquée, ce qui a été fait ». L'auteur avait dû mander au secrétaire que si son discours n'était pas jugé digne d'une récompense, il désirerait qu'on le lui retournât. Puisque l'Académie voulut bien se dessaisir de ce travail, c'est qu'elle ne tenait point à le conserver, comme elle en avait le droit.

La perte du discours coté 12 peut donc nous être, à tout prendre, légère. Il n'en va pas de même pour celle du travail de Rousseau. Nous aurions été fier de l'éditer, car nous pouvons penser qu'il devait différer du texte publié. Dans la Préface au Discours de 1750, Rousseau écrivait : « Comptant peu sur l'honneur que j'ai reçu, j'avais depuis l'envoi, refondu et augmenté ce discours, au point d'en faire, en quelque manière, un autre ouvrage; aujourd'hui, je me suis cru obligé de le rétablir dans l'état où il a été couronné. J'y ai seulement jeté quelques notes et laissé deux additions faciles à reconnaître, et que l'Académie n'aurait peut-être pas approuvées. J'ai pensé que l'équité, le respect et la reconnaissance exigeaient de moi cet avertissement. » La Préface au Discours de 1754 ne pouvait rien contenir de pareil, et nous ne possédons aucune preuve que le texte donné par Rousseau à l'impression fût semblable à celui du manuscrit envoyé à l'Académie de Dijon, ou profondément remanié comme l'avait été, au dire de Rousseau, le travail de 1750 avant la distribution du prix. L'auteur n'ayant obtenu aucune récompense avait toute liberté, sans en rendre raison à personne, de publier son ouvrage comme il l'entendait, en le faisant précéder, si cela lui convenait — ce qu'il fit — de la « question proposée par l'Académie de Dijon », pour expliquer la cause de son travail.

Le « monument de désordre » qu'est le premier Registre académique n'indique pas les dates d'arrivée ou de dépôt des discours. Nous pouvons les situer approximativement. On sait que le secrétaire recevait les pièces des concurrents jusqu'au 1^{er} avril inclus. Constamment, chaque année, les ouvrages parvinrent dans le courant du mois de mars, sauf, à partir de 1761, deux exceptions que nous

connaissions, car les Registres, dès le deuxième, furent très consciencieusement tenus (1).

Il nous est par conséquent permis d'avancer qu'en cinq mois, le prix de 1750 ayant été adjugé le 23 août, Rousseau avait eu le temps de « refondre » et d' « augmenter » son discours, « au point d'en faire, en quelque manière, un autre ouvrage ». N'agit-il pas de même pour le travail de 1754 ? Les *Confessions* nous apprennent seulement qu'avant le 1^{er} juin, il en avait « esquisé la dédicace » avant de partir pour Genève. « Je l'achevai à Chambéry et la datai du même lieu. » Rousseau la terminait donc le 12 juin (2). Sa principale occupation de l'hiver suivant fut de corriger les épreuves du discours (3).

On ne connaîtra jamais, pensons-nous, les manuscrits que Rousseau présenta aux concours de 1750 et de 1754. Nous avons presque la certitude qu'ils sont perdus.

Tandis que pour le premier discours, Richard de Ruffey eut soin d'insérer sur un feuillet attaché au carton contenant les prix de morale : « M. Perret (4) a la pièce 7^e de 1750, M. Rousseau de Genève », puis sur un autre feuillet : « M. Rousseau de Genève. M. Perret a pris cette pièce en communication », aucune indication ne subsiste quant au second discours, si ce n'est une note dans la marge du Registre, indubitablement postérieure à 1754, comme le prouve l'encre bien moins passée, et rédigée ainsi : « C'est le discours de Rousseau. » Elle se trouve en face de la ligne où est écrit : n° 7.

Tout semblerait prouver que Claude Perret a conservé la pièce. Il l'a cependant rendue, et, à l'époque de la Révolution, le discours de Rousseau avait réintégré les archives. Il n'avait peut-être pas repris sa place dans le carton des prix de morale, parce que Perret ou le secrétaire n'aurait pas omis d'enlever les deux notes de Richard de

(1) Les premiers mémoires reçus furent ceux qui prirent part au concours de 1742 (physique) ; le seul mémoire présenté pour le prix de 1791 a été le dernier qui parvint à l'Académie. On sait que les sociétés savantes disparurent à la suite du décret du 8 août 1793.

(2) V. Dédicace au discours, p. 41.

(3) *Confessions*, livre VIII.

(4) Avocat au Parlement de Bourgogne, Claude Perret (1720-1788) entra à l'Académie le 9 juin 1747 ; il fut secrétaire pour les belles-lettres du 3 janvier 1772 au 4 mai 1774. Cf. Milsand, *Notes et documents pour servir à l'histoire de l'Académie de Dijon*, p. 401 et p. 323.

Ruffey, mais il était là, dans la vaste armoire. C'est au cours du XIX^e siècle qu'il a disparu, et le discours de 1754 a dû sortir en même temps des archives. Quelques vieux académiciens, dans les premières années du XX^e siècle, savaient encore la vérité, qu'ils se refusaient à divulguer, qu'ils s'efforçaient de recouvrir d'un voile épais, en fils respectueux. On sut seulement que les deux discours n'existaient plus. Un membre influent de la compagnie les avait peut-être emportés.

Les concurrents

Les notes de Richard de Ruffey nous apprennent que le premier discours a pour auteur « M. Lerbert, professeur en droit à Berne », le deuxième « M. Baulos Bournan, de Bazas », le quatrième « M. Marteau, médecin Daumale » (*sic*), le cinquième « M. d'Argenson », le septième « M. l'abbé Talbert, chanoine de l'église de Besançon, et membre de l'Académie de ladite ville », le huitième « M. Etasse, étudiant en droit à Rennes », le dixième « M. de la Serre, de l'Oratoire ». Nous ignorons les noms des auteurs des troisième, neuvième et onzième discours.

Il est possible et même probable que l'Académie connut dès le mois d'avril le nom de celui qui présentait le travail coté 6. En effet, le président de Brosses écrivait à sa femme : « Rousseau de Genève a donné pour le prix de Dijon cette année une pièce dont Gauffecour grille d'impatience de savoir d'avance le succès. C'est lui qui l'a envoyée. Tâche donc de tirer les vers du nez à Fontette (1), mais ne lui dis pas le nom, car ils n'oseraient plus donner un prix à Rousseau s'ils savaient qu'elle fût de lui. Sa pièce « sur l'inégalité des conditions » cassait les vitres, et est encore terrible à ce qu'ils m'ont dit, quoique fort adoucie par ses amis... » (2). Confier un secret à la présidente était bien imprudent, car elle aimait fort le monde et n'avait point par conséquent le bavardage en horreur. Nous ne croyons pas trop nous avancer en disant

(1) Fevret de Fontette (1710-1772), conseiller au Parlement de Bourgogne, troisième directeur de l'Académie de 1753 à 1756, chancelier de 1762 à 1764. Cf. Milsand, *Notes et documents*, p. 377 et pp. 320 et 321.

(2) Th. Foisset a publié cette lettre dans son ouvrage *le Président de Brosses*, p. 545.

qu'il est à peu près sûr que l'anonymat ne dura pas longtemps.

Quant à l'abbé Talbert, il avait déjà concouru en 1747 (1) et en 1750 (2). Lauréat en 1754, il le sera encore en 1772 pour son « Eloge historique de Jacques-Bénigne Bossuet, évêque de Meaux », non sans peine (3). Talbert devint membre non résidant de l'Académie de Dijon le 7 décembre 1775, puis honoraire non résidant le 28 février 1782 (4). La compagnie reçut de lui le 15 janvier 1784 (5) la traduction en vers d'une partie de l'*Illiade*.

Le travail de l'abbé Laserre ne put prendre part au concours. Le Registre n'en donne point la raison, mais elle est facile à découvrir. Au lieu d'inscrire son nom dans un billet cacheté, Laserre signa à la dernière page du texte. Bien qu'il n'ait pas été admis au concours et qu'il n'apporte rien de plus que ce que nous rencontrerons dans d'autres travaux, nous publions son discours. C'est que Laserre, de l'Oratoire, à Beaune, entra à l'Académie, en qualité de correspondant, le 8 janvier 1762 (6). Ce jour même, il lisait une ode sur les grands hommes de Dijon (7); le 28 février 1766 (8), la compagnie écoutait son discours, qui venait d'être couronné à Marseille, sur les sources de la décadence du goût; le 7 février 1772 (9), le Dr Maret, secrétaire perpétuel, présentait de la part de Laserre une héroïde intitulée : *Servilie à Brutus*; le 11 mai 1775 (10), Laserre faisait connaître à l'Académie « un fragment d'un poème sur l'éloquence qui a pour objet la sensibilité ». Laserre enfin remporta le prix de 1775, dont le sujet était : « Quels sont les avantages que

(1) V. Arch. acad., prix de morale de 1747, n° 9.

(2) Nous savons que le discours de Talbert a disparu, qu'il portait le n° 4 et qu'il avait obtenu le deuxième accessit.

(3) V. notre ouvrage : *l'Académie de Dijon de 1740 à 1793*, III^e partie, 1^{er} ch. L'éloge de Bossuet par Talbert a été publié à Dijon, chez Causse, en 1773; il compte 86 pages.

(4) Cf. Milsand, *Notes et documents*, p. 410.

(5) V. R. g. acad., t. XIII. Sur l'abbé Talbert, v. la note p. 431 du ms. 2065, Bibl. de D.

(6) Cf. Milsand, *Notes et documents*, p. 389.

(7) V. Reg. acad., t. II. Cette ode fut insérée dans les *Mémoires de l'Académie*, année 1769, p. 119.

(8) V. Reg. acad., t. III.

(9) V. Reg. acad., t. VI.

(10) V. Reg. acad., t. VII.

les mœurs ont retirés des exercices et des jeux publics chez les différents peuples et dans les différents temps où ils ont été en usage ? » Quatre pièces avaient été présentées au concours (1).

Nous possédons un curieux éclaircissement sur le manuscrit de d'Argenson. C'est encore une lettre du président de Brosses, qui explique : « M. d'Argenson m'a remis un paquet pour l'Académie... Il doit être remis au secrétaire Petit absolument avant le 1^{er} avril (2). Ne manque pas aussitôt ma lettre reçue de vérifier avec lui s'il a reçu le paquet. Je demande absolument qu'il soit vu et que la pièce concoure avec les autres prix. M. d'Argenson m'a recommandé cela plus que Dieu. C'est quelque auteur de ses protégés. Diderot me parle beaucoup du sujet de ce prix ; il le trouve fort beau, mais impossible à traiter dans une monarchie. C'est un philosophe terriblement hardi » (3). Cette lettre est si pressante, l'importance que d'Argenson attache à la remise du manuscrit entre les mains du secrétaire de l'Académie dans les délais réglementaires est si grande qu'un doute naît aussitôt : se pourrait-il que d'Argenson prit une telle affaire tant à cœur, même si elle concernait le plus protégé des protégés ? C'est bien lui-même qui est l'auteur du travail : la note mise par Richard de Ruffey au bas de la première page du discours l'indique, Sainte-Beuve l'écrit, comme nous le verrons tout à l'heure, et la thèse soutenue par l'ancien ministre des Affaires étrangères dans ses *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France*, le confirme, ainsi que nous nous en rendrons compte.

Le marquis d'Argenson a beaucoup écrit et n'a rien publié. Son fils, le marquis de Paulmy, réunit des extraits de ses œuvres en deux volumes parus sous le titre de *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France comparé avec celui des autres Etats, suivies*

(1) V. notre ouvrage *l'Académie de Dijon de 1740 à 1793*, III^e partie, 1^{er} ch. Le discours de Laserre fut édité à Dijon, chez Causse, en 1775 ; il compte 32 pages.

(2) On sait que le 1^{er} avril était la date extrême à laquelle devaient parvenir les manuscrits pour pouvoir prendre part aux concours.

(3) Foisset a publié cette lettre dans son ouvrage *le Président de Brosses*, pp. 544 et 545. A la note 2 de la page 544, il écrit : « C'était d'Argenson lui-même. »

d'un nouveau plan d'administration et d'Essais dans le goût de ceux de Montaigne. Ce dernier ouvrage fut réédité en 1787 sous le titre de *Loisirs d'un ministre d'Etat*. L'arrière-petit-neveu de l'écrivain, René d'Argenson, fit une autre édition en 1825, fort infidèle et que Sainte-Beuve critiqua fortement (1); enfin, René d'Argenson « s'est décidé en maugréant, à en donner une plus complète et plus franche dans la Bibliothèque elzévirienne de Janet » (2). Cette édition date de 1857-1858. De 1859 à 1867 parurent en neuf volumes *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, « publiés pour la première fois d'après les manuscrits autographes de la Bibliothèque du Louvre pour la Société de l'histoire de France, par E.-J.-B. Rathery ». Sainte-Beuve avait étudié quelques passages des manuscrits dont il parla à trois reprises, les 3, 10 et 17 novembre 1855 (3). Un quatrième « lundi », le 20 juin 1859, a été consacré à l'édition de *Journal et Mémoires*.

Venus par héritage dans la famille de Luxembourg (la mère du duc de Luxembourg était fille du marquis de Paulmy), les manuscrits de d'Argenson furent compris comme biens d'émigré, transférés dans les archives du Directoire, à la Bibliothèque du Conseil d'Etat qui devait devenir la Bibliothèque du Louvre. Ils furent détruits en 1871.

René-Louis de Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson, était né le 18 octobre 1694. Conseiller au Parlement (1715), conseiller d'Etat, intendant du Hainaut et Cambrésis (1720), nommé ambassadeur en Portugal où il ne se rendit pas, il devenait ministre des Affaires étrangères le 28 novembre 1744. Dans sa jeunesse, il aima à fréquenter le club de l'Entresol que l'abbé Alary — qui fut le sous-précepteur du futur Louis XV — avait fondé et que hantaient l'abbé de Saint-Pierre, Montesquieu, l'abbé de Pomponne, de Noirmoutiers, de Coigny, de Caraman, de Matignon, de Lassay, etc. Il n'avait pas trente-sept ans quand le club fut fermé sur l'ordre du cardinal Fleury inquiet des discussions audacieuses de ses membres. On s'y entre-

(1) Dans un article paru au *Globe* le 16 juillet 1825, v. *Causeries du lundi*, t. XIV, note de la page 238.

(2) V. *Causeries du lundi*, t. XIV, note 1 de la page 239.

(3) *Causeries du lundi*, t. XII.

tenait de « nouvelles publiques », de « conjectures politiques » ; on y lisait des mémoires sur le droit public, l'histoire des traités, l'histoire des finances françaises, l'histoire des Etats généraux. « C'était à la fois, dit Sainte-Beuve, un essai de club à l'anglaise et un berceau d'Académie des sciences morales et politiques » (1). « Le secrétaire d'Etat de la République de Platon », comme le maréchal de Richelieu appelait d'Argenson (2), fut renvoyé du ministère le 10 janvier 1747. Il n'y était resté guère plus de deux ans. « Son premier étonnement passé, il redevint aisément ce qu'il était la veille, un homme studieux, un grand lecteur, l'étant avec délices, faisant de son cabinet son royaume et son monde, et plein de pensées sur les livres et sur les choses » (3). Sa carrière publique était terminée. « Mais il resta le témoin très attentif, et non complètement désintéressé, de ce qui se passait autour de lui, partageant son temps, comme il le disait lui-même, « entre la bonne compagnie et une meilleure, qui est la retraite », vivant du reste beaucoup avec ses livres, dont le fonds très augmenté par son fils, le marquis de Paulmy, se retrouve à la Bibliothèque de l'Arsenal » (4). De son côté, Sainte-Beuve avait écrit le 3 novembre 1855 : « En parlant des premiers écrits de Rousseau, sa sympathie aussitôt se déclare ; il lui reconnaît, à travers ses exagérations, noblesse, élévation, éloquence, et qui plus est, d'être un bon politique. Il avait concouru, en même temps que lui, sur le sujet de l'*inégalité des conditions* proposé par l'Académie de Dijon, et il ne lui en voulait point de se l'être vu préférer (nous savons que Sainte-Beuve se trompe). D'Argenson n'avait plus rien dans sa retraite ni de l'ancien ministre ni même de l'homme qui tient à un rang quelconque : c'était un homme de lettres amateur » (5). Le 20 juin 1859, Sainte-Beuve disait de d'Argenson : « C'est surtout un fourrageur d'idées et un chercheur » (6).

(1) « Lundi » du 3 novembre 1855, t. XII, p. 86.

(2) *Ibid.*, note 1, p. 105. V. aussi Rathery, Introduction, p. XXXI.

(3) *Ibid.*, p. 106.

(4) Rathery, Introduction, p. III.

(5) *Causeries du lundi*, t. XII, p. 124.

(6) *Ibid.*, t. XIV, p. 256.

Dans sa maison de Segrès, près d'Arpajon, où il passait l'été, d'Argenson recevait Voltaire, Condillac, La Condamine, d'Alembert. Il mourut le 26 janvier 1757.

Le marquis d'Argenson ne fut point lauréat de l'Académie de Dijon. Il n'en fit point partie non plus. Mais le marquis de Paulmy, ayant épousé Mlle Fyot de la Marche, fille du premier président au Parlement de Bourgogne, devint membre honoraire non résidant le 24 janvier 1766 (1).

(1) Cf. Milsand, *Notes et documents*, p. 400.

LA LECTURE DES TRAVAUX

LES JUGEMENTS DE L'ACADÉMIE

Rousseau écrit : « Ce fut je pense, en cette année 1753 que parut le programme de l'Académie de Dijon » (1). Ses souvenirs étaient exacts. Le 13 juillet 1753, « il a été mis en délibération quel sujet l'Académie doit proposer pour le prix de morale de l'année 1754, et il a été décidé qu'on proposerait la question suivante : « Quelle est la source de l'inégalité parmi les hommes, et si elle est autorisée par la loi naturelle ? » (2).

Le 26 avril 1754, la lecture des pièces commençait (3). Elle se terminait le 28 juin. Six séances lui avaient été consacrées : le 26 avril pour le n° 1, le 3 mai pour les n°s 2 et 3, le 10 mai pour le n° 4, le 14 juin pour les n°s 5 et 7, le 21 juin pour les n°s 6, 8 et 9, le 28 juin pour les n°s 11 et 12.

Quelles sont les différentes thèses ?

On connaît la doctrine de Rousseau. L'homme à l'état de nature n'avait point de vertus ni de vices; il était fort et agile, et jouissait du bonheur dans la solitude qui l'entourait. Puis, il se rapprocha des autres hommes. Intelligent, il inventa le langage. Pitoyable, il se créa une

(1) *Confessions*, livre VIII.

(2) Reg. acad., t. I.

(3) Les ouvrages étaient jugés par les directeurs de l'Académie, au nombre de cinq : le doyen du Parlement, deux conseillers, le plus ancien de « Messieurs les gens du roi » et le vicomte-mayeur de la ville de Dijon (art. VII du testament de Pouffier, le fondateur de l'Académie). Les académiciens honoraires (primitivement au nombre de six, v. art. V du testament de Pouffier) et « les quatre académiciens pensionnaires de la classe qui fera pour chaque année le sujet du prix... auront en cette occasion voix délibérative ». V. délibération du 16 juin 1741, Reg. acad., t. I. — Tous les discours étaient écrits en français, bien que les concurrents eussent la latitude de les rédiger en français ou en latin. En 1750, un seul travail était en latin. La langue de Cicéron reculait devant la langue maternelle. Dans certains collèges, une évolution s'est faite. « Le français conquiert une place modeste puis honorable à côté du latin. Ces conquêtes se marquent dès la première moitié du XVIII^e siècle où l'enseignement se donne, souvent, en français et non en latin, où l'on prononce dans les solennités, des discours en français... La rhétorique française fait de plus en plus concurrence à la rhétorique latine. » D. Mornet, *Les Origines intellectuelles de la Révolution française*, pp. 174 et 175.

conscience et une morale. Possédant une famille, il organisa des sociétés. La félicité et la liberté étaient son lot. Mais naquirent la vanité, le désir de surpasser les autres, la propriété du sol et des outils nécessaires à la culture, l'inégalité, la fortune, la misère, le despotisme.

Nous retrouverons Rousseau et il nous accompagnera, son « livre à la main », lorsque nous entreprendrons la lecture des travaux de ses concurrents.

Le discours coté 1, dont l'auteur est, comme nous le savons, « M. Lerbert, professeur en droit à Berne », soutient la thèse suivante : Au moment de leur naissance, les hommes sont tous égaux. Mais, sans tarder, les dons de la nature et ceux de la fortune créent l'inégalité. Est-elle autorisée par la loi naturelle ? Oui, car elle est d'institution divine, et la fin de l'univers est toute unie et toute simple : « C'est la gloire de Dieu ou la manifestation de ses perfections divines. » La devise du discours est une phrase du *De natura deorum* (II, 29) : « Quid jam de hominum genere dicam ? Qui quasi cultores terrae constituti. »

Le discours portant le n° 2 est de « M. Baulos Bournan, de Bazas ». Aucun homme, affirme-t-il, n'a le droit de se plaindre de l'inégalité, parce que « les honneurs, les dignités, les richesses sont entre les mains de Dieu », qui en dispose comme il l'entend, « et que l'emploi qu'on en doit faire est assigné le jour de leur distribution ». Il serait par conséquent très injuste de se plaindre « sur le refus d'un bien qui ne nous appartient pas, ou d'en user contre les vues du suprême dispensateur ». La source de l'inégalité parmi les hommes vient de leurs péchés et de leurs passions, et elle est autorisée par la loi naturelle. L'auteur prend sa devise dans le 148^e psaume : « Laudate dominum de terra... reges terrae et omnes populi. »

Le troisième discours, dont nous ignorons l'auteur, soutient que l'inégalité a pour cause l'ambition et qu'elle n'est pas autorisée par la loi naturelle. « Les anciens philosophes, les sages et les législateurs ont regardé l'égalité comme naturelle et comme nécessaire à la pratique de la vertu. » Les peuples, eux aussi, ont toujours voulu conserver ou rétablir la liberté et l'égalité et s'y sont employés de toutes leurs forces. Ce n'est donc pas l'iné-

galité, mais bien plutôt l'égalité qu'autorise la loi naturelle. Cet auteur choisit comme devise le 11^e vers (III, 1) de Lucrèce : « Floriferis ut apes in saltibus omnia libant. »

M. Marteau, médecin d'Aumale, dont la devise est : « O me terque, quaterque beatum optima si sua sors queat unicuique videri », a envoyé le discours coté 4. La loi naturelle, dit-il, veut le bonheur de l'homme, et ce qui tend à ce bonheur est d'accord avec la loi. Les hommes sont égaux par nature. Si la raison les a faits dépendants, c'est parce qu'elle a eu pour but de les rendre heureux, et elle a créé des sociétés. Tout rapproche les hommes, mais pour que leur union ne connût point de troubles, il convenait que des lois fussent établies et que, par conséquent, des distinctions fussent acceptées. C'est à cette condition que l'harmonie pouvait être durable. Les gouvernements modérés ont agi ainsi. Chez eux, l'égalité n'existe plus, mais l'inégalité instituée et consentie est très conforme aux volontés de la loi naturelle.

Tous les discours furent écrits sur des papiers de formats moyens ou petits et d'une pâte commune, sauf le n^o 5. Nous sommes en face d'un manuscrit très soigné, sur grand et beau papier, calligraphié par un copiste rompu au métier : c'est le travail de René-Louis de Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson. Il avance que les passions sont cause du bouleversement des conditions. La force a créé le droit, puis, quand la barbarie disparut peu à peu devant la civilisation, les talents remplacèrent la force. Enfin, la fortune vint, qui couronna « des hommes sans talent et sans vertu ». Des maux sont nés de l'inégalité. Ils doivent forcément exister dans des gouvernements aristocratiques et républicains, mais non point avec la monarchie qui peut y remédier facilement et promptement, car son véritable intérêt est de ne commander qu'à des hommes aussi égaux que possible entre eux. L'inégalité porte un germe de mort. Supprimons-la donc. « Les hommes ne sont subordonnés qu'aux lois et à la force publique qui maintient les lois » ; ils sont nés égaux et « doivent rester tels par les règles de la politique comme par les décrets de la nature ». La sentence de d'Argenson

est : « Rectorem te posuerunt; noli extolli : Esto in illis quasi unus ex ipsis. » (Ecclesiastique, XXXII.)

Voici le n° 7. C'est le discours * de l'abbé Talbert. L'homme connu d'abord « un état d'innocence et de justice ». L'inégalité qui, du reste, y aurait été impossible, n'était point alors autorisée par la loi naturelle. Mais, à cet état originel succéda « un état de désordre, juste châtiment de l'homme coupable ». A partir de ce moment, la loi naturelle autorisa l'inégalité, parce qu'elle était nécessaire. L'égalité est impossible. Moïse ne l'établit pas : il se rendit nettement compte que l'amour-propre et la cupidité étaient trop ancrés dans le cœur de l'homme. Quels maux ne naîtraient point si l'égalité régnait ! Mais sachons qu'il n'y a point divers degrés de félicité parmi nous, car l'inégalité du bonheur ne vient pas de l'inégalité des conditions. L'Épître de saint Paul aux Romains (XIII) fournit à l'abbé Talbert sa devise : « Quae autem sunt a deo ordinata sunt. »

Le huitième discours est de « M. Etasse, étudiant en droit à Rennes ». « L'innocence, la paix et l'immortalité » étaient le lot de l'homme, maître des faiblesses de sa nature, maître de tous les êtres vivants. Hélas ! il a désobéi, et ses descendants, qui devaient hériter de sa puissance, portent le poids de sa faute. Ainsi l'inégalité parmi les hommes a été voulue par Dieu. Elle est la punition du crime originel de la nature humaine et le moyen d'empêcher les désordres de nos passions. L'auteur choisit pour devise le vers 823, liv. VI, de l'*Enéide*, mais il remplace *vincet* par *urget* : « Urget amor patriae laudumque immensa cupido. »

L'auteur du neuvième discours est resté inconnu. Sa devise est prise dans Horace (liv. IV, ode VII, « Ad Torquatum ») : « Pulvis et umbra sumus. » Esprit bizarre qui se perd dans des dissertations étrangères au sujet, il soutient que l'inégalité a été instituée par Dieu, qu'elle est donc non seulement autorisée par la loi naturelle, mais conforme à elle.

L'abbé Laserre a envoyé le discours coté 10, dont la devise est tirée du Lévitique (XXV, 39) : « Si paupertate compulsus vendiderit se tibi frater tuus, non cum opprimes servitute famulorum. » La loi naturelle autorise

l'inégalité, que les passions ont créée. Dieu fait servir nos passions à l'exécution de ses desseins. L'inégalité, au surplus, « met en jeu mille vertus qui seraient oisives sans elle ». Mais lorsque l'inégalité laisse vivre l'ambition, l'avarice, elle ne saurait être permise par la nature. « L'inégalité de puissance » est autorisée par la loi naturelle. Elle est nécessaire. Comme il existe une inégalité de talents, Dieu a voulu une inégalité de puissance. Tous les peuples se sont donné des maîtres. La religion nous fait « une loi de la subordination ». L'Écriture dit que « le prince est le ministre de Dieu ». La religion autorise pareillement l'inégalité des richesses. L'aumône aide à gagner le ciel.

Nous ne connaissons point le nom de l'auteur du onzième discours, dont le titre est : « Sur l'origine et la cause de l'inégalité des conditions, et sur sa conformité avec la loi naturelle. » L'inégalité a une « cause universelle et morale : la faiblesse et les passions de l'homme », des « causes particulières et physiques : les services, les talents, l'industrie et le travail ». Elle est selon la loi naturelle, puisque c'est Dieu qui l'a créée. Les lois sont indispensables. La nature veut la subordination, mais celle-ci, loin de séparer les hommes, les rapproche dans l'entraide et dans la charité. Le deuxième vers et le commencement du troisième vers de la première satire d'Horace, liv. I, « *Ad Maecenatem* » servent de devise à l'auteur : « *Seu ratio dederit, seu fors objecerit, illa contentus vivat.* »

Les jugements de l'Académie

A la fin des discours, une note très laconique se réduisant presque toujours à un seul mot indique le jugement qui a été porté.

Sur la première pièce, on lit « lue », c'est-à-dire qu'elle ne sera point retenue pour la décision finale. La deuxième et la troisième sont annotées pareillement. La quatrième est honorée d'un « *relegatur* » : elle sera par conséquent reprise quand viendra la discussion au terme de laquelle les lauréats seront choisis. La cinquième a obtenu d'abord, quand elle fut examinée pour la première fois, à la séance du 14 juin, le « *relegatur* ». puis l'Académie a changé d'avis, le mot a été barré, et au-dessous un autre mot fut

écrit qu'il est impossible de lire. Nous croyons déchiffrer « neaul », est-ce « néant » ? Enfin, les deux mots ont été grattés superficiellement. Le jugement à intervenir a dû être fort laborieux ; l'Académie, sachant peut-être quel était le concurrent, consentit à donner le « relegatur », et, devant la thèse quelque peu extravagante, modifia ensuite son point de vue. Les discours sept et huit eurent le « relegatur ». Quant à la pièce n° 9, elle fut notée successivement « lue », « relegatur » et « rejiciatur. La pièce est l'ouvrage d'un esprit faux et inconséquent ». Le discours n° 10 n'ayant pas concouru n'a point été jugé. Le n° 11 reçut le « relegatur ».

L'Académie avait donc à choisir entre quatre discours : les nos 4, 7, 8 et 11. Le 19 juillet, la compagnie décida de donner le prix à la pièce cotée 7, et, « ouverture faite du billet cacheté, il a été reconnu que l'auteur de ladite pièce est M. l'abbé Talbert, chanoine de l'église de Besançon, et membre de l'Académie de ladite ville ». A la pièce cotée 8 fut adjugé l'accessit : « l'auteur est M. Etasse, étudiant en droit à Rennes. » Le prix, qui consistait en une médaille d'or de la valeur de 300 livres, était décerné dans la séance publique du dimanche 18 août 1754.

La compagnie dijonnaise ne pouvait être accusée de couronner des esprits subversifs ou même un peu hardis. Les deux lauréats étaient dignes d'être cités comme des modèles d'orthodoxie politique et religieuse. La pensée de l'Académie sur le concours de 1754 se trouve dans les pages qui parurent dans le *Mercure de France* à cette occasion. Les voici :

« M. Gelot... fait la critique de la méthode qu'ont suivie le grand nombre d'auteurs qui ont concouru, et dont les pièces ont été rejetées.

« Les auteurs, dit M. Gelot, qui ont traité de l'inégalité des conditions, plus ingénieux qu'exacts, ont orné leurs sujets, mais ils ont manqué la ressemblance. Leurs écrits forment, si l'on veut, une suite d'idées brillantes, mais on ne peut se dissimuler que l'expérience de tous les siècles et l'histoire de toutes les nations les démentent... La liberté qu'ils accordent à l'homme, dégénère en licence effrénée ; il n'est aucune subordination qu'ils ne traitent d'esclavage intolérable... Aucun d'eux n'a daigné recourir

à l'Histoire : quel guide plus éclairé pouvait mieux leur indiquer la route qu'ils devaient suivre pour parvenir à la vérité ? »

« Ainsi la censure de M. Gelot tombe sur tous les discours qui ont concouru, sans cependant avoir pour objet celui qui a été couronné, et celui qui l'a approché de plus près.

« Il dit ensuite qu'il a existé et qu'il existe encore des sociétés où la nature se montre sans nuages, que ses ressources et ses faiblesses s'y laissent aisément saisir par l'observateur impartial. Les Scythes et les Germains, dans des siècles plus reculés; de nos jours, les peuples de l'Amérique offrent une multitude de preuves, de faits, de circonstances, qui apprennent à connaître l'état primitif de la société; les défauts visibles et grossiers où le manque de subordination précipita autrefois, et retient encore les nations barbares citées en exemple, forment autant de principes, desquels il est naturel de conclure avec M. Gelot « que dans toute société perfectionnée, je veux dire celle « où les lois, les sciences et les arts fleurissent, l'inégalité « des conditions est nécessaire, qu'elle est liée à la constitution de cette société, qu'elle en est la base et le « soutien; et par une seconde conséquence de ce principe fondée sur l'expérience de toutes les nations, que « cette inégalité de condition est conforme à la loi naturelle. »

« Il va plus loin; il expose les dangers continuels de cet état de barbarie, où l'on ne peut espérer ni sûreté ni agréments, d'où les talents et les arts sont bannis, et où l'esprit et l'intelligence, qui sont la meilleure portion de notre existence éprouveraient bientôt le même sort. « Ceux donc qui ont regardé l'inégalité des conditions comme contraire à la loi naturelle, ne sont tombés dans cette erreur que faute d'avoir connu la loi naturelle, et de lui avoir donné toute l'étendue qu'elle doit avoir. L'homme est né pour la société; la négative de cette proposition serait une absurdité... S'il est un cas où un homme existe sans faire partie d'aucune société, il est singulier, et ne peut être ici d'aucune considération... Mais donnez à cet homme un compagnon de solitude, vous verrez bientôt les préceptes et les obligations de la loi naturelle s'accroî-

tre à leurs égards. Multipliez ce nombre d'hommes, cette même loi naturelle reçoit de nouvelles explications, prescrit de nouveaux devoirs, qui se combinent et se multiplient conformément à tous les cas et à toutes les situations où les membres de la société peuvent se trouver... De là se forment les rangs et les distinctions, en un mot l'inégalité des conditions. La société n'est peut-être pas aussi parfaite qu'elle pourrait l'être; mais il serait injuste de la juger sur les abus qu'elle tolère, plutôt que sur les biens qu'elle procure... Ce sont des hommes qui la composent et qui la régissent; ils ne peuvent toujours se dépouiller de leurs passions, de leurs faiblesses et de leurs erreurs; les lois de cette société sont leurs ouvrages, quelquefois ils portent le sceau de l'humanité. »

« La différence des caractères est une des preuves naturelles dont M. Gelot se sert pour établir l'inégalité des conditions; il fait sentir aux philosophes orgueilleux, qui ont déclamé contre ce principe fondamental de toute société, combien eux-mêmes ils seraient à plaindre si leurs sophismes acquéraient assez de crédit pour changer l'état des choses. Il termine son discours par cette sage conclusion : « Que chaque membre de la société jouisse
« avec modération des avantages qu'elle lui procure, qu'il
« évite avec prudence l'effet de quelques abus qu'elle est
« forcée de tolérer, mais que dans tous les cas il respecte
« l'ordre établi. »

« Le problème intéressant de l'inégalité des conditions l'est devenu davantage par la manière ingénieuse et sage avec laquelle M. Talbert, chanoine de l'église de Besançon, et membre de l'Académie de la même ville, l'a développé dans le discours que l'Académie couronne aujourd'hui. Son style, ses preuves et ses réflexions annoncent partout un philosophe éclairé, un auteur chrétien, et un orateur élégant.

« Sa religion a aidé sa raison dans ses recherches, et leurs lumières réunies lui ont fait trouver dans le cœur de l'homme même la solution du problème. »

« Pour ne rien ôter aux beautés de ce discours, il faudrait le rapporter en entier; mais comme M. Talbert est

disposé à le faire imprimer (1), le public jugera par lui-même des talents de l'auteur et des motifs qui ont déterminé l'Académie à le couronner. »

M. Etasse, étudiant en droit à Rennes, est le seul concurrent que l'Académie ait jugé digne d'entrer en lice avec M. Talbert. Son discours a pour devise : *Urget amor patriae laudumque immensa cupido*. Pour faire son éloge, il suffit d'annoncer qu'il a suivi le même plan, et saisi les mêmes idées que son rival; mais il a été moins heureux dans l'exposition, et n'a pas su répandre sur son sujet autant de beautés réelles que M. l'abbé Talbert » (2).

Richard de Ruffey, dans son *Histoire secrète de l'Académie de Dijon*, révéla le nom de celui qui proposa le sujet du prix de 1750. C'était Claude Gelot. Celui-ci, après les très vives attaques lancées contre la compagnie pour

(1) Sauf les discours de Rousseau et de Talbert, aucun des travaux présentés pour le prix de 1754 n'a été publié. En tout cas, les archives de l'Académie de Dijon, le catalogue des livres imprimés de la Bibliothèque nationale. Auteurs, le *France littéraire* de Quérard, sont muets à ce sujet. Ajoutons cependant que le professeur de droit à Berne Lerber, qui envoya le discours coté 1, est l'auteur d'un ouvrage paru à Berne en 1773 sous le titre : *Essais sur l'étude de la morale*, et signé : Sigismond-Louis Lerber (sic). Ces *Essais*, divisés en trois parties, traitent de « l'activité naturelle de l'homme », de « la vie de l'homme », de « la loi naturelle ». Sur ce dernier point, Lerber s'exprime ainsi : « C'est dans la nature de l'homme qu'il faut chercher l'origine de la loi naturelle. Ces deux termes s'expliquent l'un par l'autre, et l'idée qu'ils me présentent n'a rien d'obscur ni d'embarrassant. La disposition des organes du corps et des facultés de l'âme est telle chez nous qu'elle ne peut que nous inviter sans cesse de la manière la plus pressante à répondre aux vues que l'être suprême s'est proposé de remplir par notre ministère, et c'est cette tendance vers la fin qui nous est propre qu'on appelle la nature de l'homme. L'usage libre de nos forces doit nous fournir les moyens de parvenir à cette fin et, comme l'examen de leur rapport avec notre destination appartient à la raison, les jugements qu'elle en porte constituent ce qu'on nomme la loi naturelle. » Lerber écrit encore : « Le principe de la loi naturelle, selon moi, se réduit à dire que l'homme doit vivre conformément à sa destination. » — Le discours de l'abbé Talbert vit le jour avec de nombreuses modifications et plusieurs additions, comme nous le verrons. L'opuscule, publié sans nom d'éditeur ni d'imprimeur, est intitulé : « Discours qui a remporté le prix de l'Académie des sciences de Dijon en l'année 1754, par M. l'abbé Talbert, chanoine en l'église illustre de Besançon et membre de l'Académie de cette ville. *Quelle est la source de l'inégalité des conditions parmi les hommes; si elle est autorisée par la loi naturelle.* » A la dernière page, on lit : « lu et approuvé ce 15 décembre 1754. Crébillon. Permis d'imprimer, à la charge d'enregistrement à la Chambre syndicale, ce 17 décembre 1754. Berryer. » On trouvera un exemplaire du discours imprimé à la Bibliothèque publique de Dijon, fonds

avoir osé couronner Rousseau, dut se repentir profondément de l'idée qu'il avait eue. Il garda une rancune profonde à Rousseau, et il fut probablement le plus acharné à le combattre en 1754. Nous en avons la preuve par le titre du mémoire qu'il lut à la séance du 17 décembre 1756 (Reg. acad., t. I) : « La société vengée des attentats d'un misanthrope ou réfutation du discours de M. Rousseau de Genève sur l'inégalité des conditions. »

Le prix de 1750 avait fait naître des suspicions et même des hostilités. En couronnant Talbert et Etasse, la compagnie dijonnaise donnait tous les apaisements possibles. Elle pouvait être assurée de ne point voir sa tranquillité troublée, et Gelot dut écrire avec assurance les lignes que le *Mercur de France* allait publier.

Le travail de Rousseau fut immédiatement rejeté. Nous nous sommes déjà aperçus que si l'Académie avait besoin d'une séance — les séances duraient deux heures et demie — pour entendre la lecture de la pièce n° 1 et discuter de sa valeur; d'une autre pour les n°s 2 et 3; d'une troisième pour le n° 4; d'une quatrième pour les n°s 5 et 7, la compagnie prenait connaissance en une seule fois des n°s 6, 8 et 9. Nous constatons encore que la pièce 6, le discours de Rousseau, n'a pas été lue dans l'ordre qui devait être suivi. Il est donc sûr que les académiciens, ou du moins les plus importants, avaient pris connaissance entre temps du discours et que la décision était arrêtée avant que fût lue en séance une partie de l'ouvrage de Rousseau. Le registre académique porte cette note : « Elle (la pièce) n'a pas été achevée de lire à cause de sa longueur et de sa mauvaise tradition, etc. » Que veut dire cet *et cætera* ? Nous ne pouvons le savoir. Mais deux motifs ont été indiqués. Examinons-les. Le discours était donc beaucoup plus long que les autres. On voit, par notre publication de ceux-ci, qu'ils sont très brefs eu égard au texte publié par Rousseau. Ce texte, dans l'édition de Du Peyrou, compte 87 pages de 270 mots, la dédicace, la préface et les notes non comprises.

Nous pourrions former l'hypothèse qu'au point de vue de la quantité le texte manuscrit et imprimé avait des proportions à peu près égales, et que l'auteur, dans ses suppressions ou dans ses additions, n'en a guère modifié

la longueur et qu'il développa et approfondit sa pensée dans les notes nombreuses et détaillées qui suivent le discours. Et ces notes ont été ajoutées après coup, c'est-à-dire seulement à l'époque où la proclamation du prix ayant été faite, Rousseau pensa à la publication. Au reste, Rousseau n'en avait point donné à son premier discours manuscrit, puisqu'il a « seulement jeté quelques notes » pour le faire imprimer. Enfin, dans l'« Avertissement sur les notes » précédant le discours de 1754, il écrit : « J'ai ajouté quelques notes à cet ouvrage... ces notes s'écartent quelquefois assez du sujet pour n'être pas bonnes à lire avec le texte... »

Le discours de 1750 (1) n'avait que 66 pages de 140 mots. D'autres travaux qui remportèrent des prix de morale comptent : celui de 1743, 23 pages; celui de 1754, 35 pages; celui de 1757, 42 pages; celui de 1769, 53 pages; et si celui de 1772 atteignit 86 pages, le discours couronné de 1775 ne dépassa pas 32 pages. Encore faut-il déduire deux ou quatre pages réservées pour le titre ou qui demeureraient blanches, sans oublier que le texte était presque toujours imprimé en assez gros caractères.

On peut donc estimer que la trop grande longueur du manuscrit est un motif, mais bien difficilement acceptable, parce que tout à fait secondaire. Voici la vraie cause du rejet : il est sûr que la thèse de Rousseau, aux yeux de l'Académie de Dijon, ne se rangeait pas du tout dans la bonne tradition, soutenue par Talbert et Etasse. En assurant que « l'homme qui médite est un animal dépravé », Rousseau ne pouvait pas trouver d'écho chez des érudits. En avançant « que le premier qui se fit des habits ou un logement, se donna en cela des choses peu nécessaires », il faisait hausser les épaules aux bourgeois bourguignons; en osant assurer « le premier qui ayant enclos un terrain, s'avisa de dire, *ceci est à moi*, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs, n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : Gardez-vous d'écouter cet imposteur; vous êtes perdus si vous oubliez

(1) A Genève, chez Barillot et fils.

que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne », en ayant l'audace d'écrire de telles choses, Jean-Jacques faisait se dresser contre lui tous les membres d'une société pour qui les biens matériels, les bonnes vignes de Bourgogne et les solides maisons de Dijon, étaient très hautement appréciés. Cette fois, il convenait de rejeter avec colère en même temps qu'avec crainte les doctrines brutales et anarchiques du dangereux Rousseau. On avait pu accepter les « brillants paradoxes » (1) du concurrent de 1750. Mais aujourd'hui, on avait affaire avec un ennemi de la société et de la propriété, et, dans son indignation, l'Académie « oublia qu'elle avait moins à juger des doctrines que des mérites littéraires » (2). Elle voulut ignorer désormais celui qui, par le prix qu'elle lui avait décerné en 1750, était devenu célèbre du jour au lendemain.

Bien plus tard, en 1770, Rousseau vint herboriser aux environs de Dijon. La présence du maître (3) fut connue. Le samedi 30 juin, dans les *Annonces et Affiches de Dijon* (22^e feuille), paraissait une « Epître d'un citoyen de Dijon à J.-J. Rousseau à son passage en cette ville au mois de juin 1770 ». L'enthousiaste Dijonnais s'écriait :

Digne objet de respect, de vœux et de tendresse,
Cher Rousseau ! Tout Dijon s'apprête à te fêter ;
Demeure parmi nous, souris à l'allégresse,
Tu la fais naître ici, daigne ici la goûter :
Dérise un peu ce front ceint d'un laurier antique
Que t'offrit en ces lieux l'innocente critique.
Ton automne s'approche, il s'avance à grands pas :
Ainsi pour assurer au drame de ta vie
Un dénouement digne d'envie,
Cultive des plaisirs les tranquilles appas.

« Tout Dijon » ne fêta point Rousseau. L'Académie resta silencieuse.

(1) Richard de Ruffey, *Hist. secrète de l'Acad. de D.*, édit. Lange, p. 95, note 27.

(2) *Mémoires de l'Acad. de D.*, 1871-1873, p. 28 : « J.-J. Rousseau ou un lauréat de l'Académie de Dijon », par J. Tissot.

(3) « Voltaire est « roi », Rousseau est le « maître », D. Mornet, *les Origines intell. de la Révol. fr.*, p. 476.

LES SOURCES

Des auteurs très différents ont pris part au concours de 1754. On en rencontre « qui sont du Nord, et qui sont du Midi ». La question à laquelle ils devaient répondre semble vieille comme le monde : elle pouvait se présenter à l'esprit des premiers hommes vivant en société. De quel côté devons-nous orienter nos recherches pour découvrir, non pas toutes les sources, nous n'avons pas eu cette prétention et ce serait du reste impossible, mais quelques-unes de ces sources ?

Pour éclairer notre marche, il fallait d'abord nous demander pourquoi, au milieu du XVIII^e siècle, l'Académie de Dijon proposait ce sujet pour l'un de ses prix. Aurait-elle fait un tel choix un siècle plus tôt, si elle eût existé ? Non. Car une seule solution aurait été apportée par les concurrents, eussent-ils été cinquante ou cent : L'homme est resté le même depuis sa sortie du Paradis terrestre. Le péché originel lui a donné des vices. Dieu, dans sa bonté, lui a laissé des vertus, et ces vertus et ces vices demeurent en lui depuis ce temps. Les prêtres lui montrent le chemin du ciel, et les princes le dirigent sur la terre. La source de l'inégalité parmi les hommes est la faute originelle de nos premiers parents. L'inégalité est conforme à la loi naturelle, puisqu'elle est voulue par Dieu.

Une époque vint où l'on estima que l'homme s'était profondément transformé. L'on s'efforça alors de chercher ses origines, de savoir d'où venaient les institutions, et l'on compara l'état de société et l'état de nature. Cette époque commence dans le dernier quart du XVII^e siècle et se continue jusqu'à la veille du jour où l'Académie de Dijon choisit son sujet de l'inégalité des conditions.

En 1691, l'ouvrage de Locke : *Du gouvernement civil* paraissait en français. En 1706-1707, le Français Barbeyrac traduisait, en les enrichissant de belles préfaces, les livres de l'Allemand Pufendorf : le *Droit de la nature et*

des gens et les *Devoirs de l'homme et du citoyen* (1). En 1724, Barbeyrac donnait une traduction exacte, précédée d'un remarquable commentaire, du *Droit de la guerre et de la paix* — dont une traduction française avait déjà paru en 1687 — du savant hollandais Jean-Hugo de Groot, dit Grotius. En 1747, le Genevois Burlamaqui publiait ses *Principes du droit naturel* et, en 1751, ses *Principes du droit politique*. L'*Essai sur l'homme* de Pope, paru en 1730, avait été traduit à plusieurs reprises. Des rééditions de ces ouvrages étaient faites dans toute la première moitié du XVIII^e siècle.

Enfin Montesquieu mettait au jour les *Lettres persanes* en 1721, les *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* en 1734, l'*Esprit des lois* en 1748.

Tous ces travaux, auxquels viennent s'ajouter la *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte* et le *Discours sur l'histoire universelle* de Bossuet, ont servi aux concurrents de 1754. Nous rencontrerons encore quelques autres ouvrages pendant la lecture des discours.

Quant à Rousseau, l'on connaît les sources où il a puisé (2). Ce n'est pas seulement dans ses méditations à travers la forêt de Saint-Germain qu'il a trouvé « l'image des premiers temps » ; et quand il se mit à assurer « d'une faible voix » à ses semblables : « Insensés qui vous plaignez sans cesse de la nature, apprenez que tous vos maux vous viennent de vous », il avait lu et écouté Diderot et Condillac, étudié Pufendorf, Grotius et Barbeyrac, Mandeville, Locke, Sidney, Buffon, des voyageurs.

Les auteurs, y compris Rousseau, n'ont pas manqué de remonter à l'antiquité gréco-latine. L'abbé Talbert, en particulier, parla longuement de Sparte, dont, en 1750, les deux lauréats disaient déjà la grandeur.

Rousseau s'exclamait alors : « Oublierais-je que ce fut dans le sein même de la Grèce qu'on vit s'élever cette cité

(1) « Barbeyrac, dira Voltaire en 1767, est le seul commentateur dont on fasse plus de cas que de son auteur. Il traduisit et commenta le fatras de Pufendorf ; mais il l'enrichit d'une préface qui fit seule débiter le livre. » *Lettre à S. A. Mgr le Prince de Brunswick*.

(2) Cf. Jean Morel, *Recherches sur les sources du discours de l'inégalité*, dans les *Annales de la société Jean-Jacques Rousseau*, t. V, 1909, pp. 120 à 198. M. Morel indique qu'il n'a pas étudié les sources du discours dans l'œuvre de Montesquieu.

aussi célèbre par son heureuse ignorance que par la sagesse de ses lois, cette république de demi-dieux plutôt que d'hommes tant leurs vertus semblaient supérieures à l'humanité ?... Là, disaient les autres peuples, les hommes naissent vertueux, et l'air même du pays semble inspirer la vertu » (1).

Grosley écrivait : « La force de la Grèce semblait être dans les mœurs et dans la simplicité, compagne ordinaire d'une heureuse ignorance. Athènes, en s'éclairant, courut à sa ruine. Lacédémone se soutint plus longtemps par la force de son institution... » (2).

La frugalité des Spartiates, comme la simplicité de Cincinnatus et l'austérité de Caton prenaient rang depuis longtemps parmi les thèmes favoris des professeurs de rhétorique. On se plaisait à penser à la cité idéale de Platon, à la Sparte de Lycurgue, à la Crète de Minos. On parlait avec piété, avec ferveur de ces républiques grecques et latines qui avaient créé la dignité humaine dans la liberté et l'égalité. Lacédémone, Athènes, la Rome antique sont les démocraties exemplaires. On se trompait. Lacédémone avait été gouvernée par une oligarchie despotique; Athènes avait supprimé la liberté individuelle; Rome avait connu une république aristocratique, puis une démocratie césarienne : là, l'égalité ne pouvait être, ici rampait la servitude. Cependant, les songes étaient beaux.

Platon rêvant d'une république placée sous le règne de la vertu que les lois imposent, Aristote uni à Platon pour affirmer que le bien est la fin suprême de l'humanité, avaient transporté d'enthousiasme les hommes du XVI^e siècle. On ne s'arrêtait pas à l'oppression que l'Etat faisait peser sur les citoyens et on oubliait la classe des esclaves. On voulait croire que l'antiquité tout entière n'avait connu que l'âge d'or, et que Tibulle, Ovide, Sénèque, Martial, Juvénal chantaient l'ère de bonheur et

(1) « Discours qui a remporté le prix à l'Académie de Dijon en l'année 1750 sur cette question proposée par la même Académie : si le rétablissement des sciences et des arts a contribué à épurer les mœurs, par un citoyen de Genève. » A Genève, chez Barillot et fils, pp. 20 et 21.

(2) « Discours qui a balancé les suffrages de l'Académie de Dijon pour le prix de 1750 par M. D. C. de Troyes en Champagne. Seconde édition », p. 12.

d'innocence qui ne cessait de durer sous le règne de Saturne toujours présent.

La Boétie avait été un citoyen de ces républiques antiques. Dans la *Servitude volontaire* reviennent les noms de la Grèce et de Rome, se perçoit le souvenir d'Harmodius, d'Aristogiton, de Brutus, et Venise apparaît comme la belle République subsistant encore à l'époque où le « jeune garçon de seize ans », dont parle Montaigne, errait dans le temps et dans l'espace, à la recherche de l'égalité, de la liberté et de la fraternité. La Boétie affirme que les hommes naissent libres et égaux : « subjects à la raison; et serfs de personne ». Il est clair « que nature, le ministre de Dieu, et la gouvernante des hommes, nous a tous faicts de mesme forme et, comme il semble, à mesme moule, à fin de nous entrecognoistre tous pour compaignons, ou plustost frères. »

Aussi les tyrans seront-ils certainement châtiés avec sévérité par Dieu. « De ma part, je pense bien, et ne suis pas trompé, puis qu'il n'est rien si contraire à Dieu, tout liberal et debonnaire, que la tyrannie, qu'il reserve bien là bas à part pour les tyrans et leurs complices quelque peine particuliere. »

Le *Contr'un* n'est guère qu'un thème d'« exercitation ». Les concurrents pour le prix de 1754 n'y ont point puisé. Cependant le pamphlet de La Boétie avait proclamé avec force les titres naturels de l'homme, revendiqué hautement les droits naturels du citoyen.

Lorsque Jean Bodin, dans sa *République*, présente les différentes formes de gouvernement, réapparaissent Sparte, Rome et Venise. « Il faut voir en toute République, écrit Bodin, ceux qui tiennent la souveraineté pour juger quel est l'Etat : si la souveraineté gît en un seul prince, nous l'appelons monarchique; si tout le peuple y a part, nous disons que l'Etat est populaire; s'il n'y a que la moindre partie du peuple, nous jugeons que l'Etat est aristocratique. » Bodin ne reconnaît point « la quatrième, mêlée des trois » admise par Aristote, Polybe, Cicéron, Machiavel, qui affirmaient que les républiques de Sparte et de Rome, auxquelles Machiavel ajoutait la république de Venise, étaient des exemples de ce quatrième Etat. Quel est, pour Bodin, le meilleur gouverne-

ment ? L'Etat populaire est le plus digne de louanges, car il s'efforce d'arriver à la justice et à l'égalité : il est « la vraie image de la république », si l'on demeure dans le domaine de la spéculation. Dans la pratique, en effet, il en va tout autrement. Egalité, justice, autant de chimères qui, si l'on cherche à les réaliser, amènent des catastrophes. Puis, « demander conseil au peuple n'est autre chose que demander sagesse aux furieux ». Ensuite, les conseils sont « éventés » en public et ne peuvent être suivis rapidement. Enfin, la vertu ne vit point dans les républiques populaires parce que le peuple, pour garder sa puissance, réserve les charges aux « vicieux ». L'Etat démocratique, incapable de réaliser son idéal, tombe dans l'anarchie. L'aristocratie est un moindre mal, mais l'Etat gouverné par elle va à la ruine à cause de la crainte et de la défiance régnant entre ceux qui mènent les affaires. Le seul gouvernement qui convienne, c'est la monarchie. Du reste, « les lois de la nature nous guident à la monarchie » dont la forme la meilleure est « la monarchie dévolue par droit successif au mâle le plus proche du nom et hors partage ».

Quand la Fronde, dernier sursaut de la bourgeoisie et de la noblesse, a pris fin, c'est le pouvoir qu'a prôné Bodin qui, dans toute sa pureté et son absolutisme, tient la France. Il trouve son expression la plus haute et la plus complète dans l'ouvrage de Bossuet : *Politique tirée des propres paroles de l'Ecriture sainte*. Le livre paraissait en 1709, cinq ans après la mort de son auteur.

La politique n'est, pour Bossuet, qu'une partie de la théologie. Si l'homme est né sociable, c'est que « l'amour de Dieu oblige les hommes à s'aimer les uns les autres; ils sont frères comme enfants de Dieu ». Des nations se sont immédiatement formées et le gouvernement a été aussitôt nécessaire pour mettre un frein aux passions et à la violence et établir l'union parmi les hommes. Cette union a lieu quand « chacun renonçant à sa volonté la transporte et la réunit à celle du prince ». Avant, ce n'est que chaos, qu'anarchie. Lorsque le chef sera détenteur de la souveraineté, l'état social pourra être réglé par des lois, car « selon le droit primitif de la nature, nul n'a de droit particulier sur quoi que ce soit, et tout est en

proie à tous ». Le droit de propriété est né à l'époque où Moïse, après la conquête de Chanaan, ordonna que la terre fût partagée entre le peuple.

Le premier gouvernement a été le gouvernement paternel, parce que Dieu, au commencement, exerça lui-même l'empire parmi les hommes. L'établissement des premiers royaumes s'est fait par la force, et certaines monarchies se sont fondées par le consentement des peuples : ainsi Abimélech a été placé sur le trône par les gens de Sichem. Bossuet reconnaît qu'il existe d'autres formes légitimes de gouvernement, et il ne veut point céler que les Israélites, à l'origine, vivaient en république, mais c'était Dieu qui en était le chef. Il n'est point douteux, c'est Bossuet qui parle, que l'Etat monarchique est le plus commun, le plus ancien et le plus naturel. De même que les enfants naissent tous soumis à leur père, de même « les hommes naissent tous sujets ». L'état monarchique est encore le plus durable, le plus fort, le plus opposé à la division. Rejoignant Bodin, Bossuet affirme que la monarchie héréditaire est la meilleure de toutes les formes monarchiques.

L'autorité royale est sacrée, paternelle, absolue, soumise à la raison et « son propre caractère, c'est la bonté ». Quelle majesté dans le prince ! « Le prince, en tant que prince, n'est pas regardé comme un homme particulier : tout l'Etat est en lui ; la volonté de tout le peuple est renfermée dans la sienne. Comme en Dieu est réunie toute perfection et toute vertu, ainsi toute la puissance des particuliers est réunie dans la personne du prince... Considérez le prince dans son cabinet : de là partent les ordres qui font aller de concert les magistrats et les capitaines, les citoyens et les soldats, les provinces et les armées par mer et par terre. C'est l'image de Dieu, qui, assis dans son trône au plus haut des cieux, fait aller toute la nature. »

L'intérêt du prince et l'intérêt de l'Etat sont les mêmes pour tout bon sujet. Le peuple doit toujours pleine et complète obéissance sauf le cas où le prince donnerait un ordre contraire à la loi de Dieu, tomberait dans l'impiété ou irait jusqu'à la persécution, mais la résistance ne pourrait être que passive et les remontrances ne sauraient être que respectueuses.

La royauté doit la justice. Celle-ci est établie sur la religion; elle appartient à Dieu, qui la donne aux rois. Tandis que dans la monarchie arbitraire, les sujets sont esclaves, ne possédant rien en propre, pas plus leur vie que leurs biens, dans la monarchie légitime les personnes jouissent de la liberté, la propriété des biens est inviolable, sous la protection des lois, « contre lesquelles tout ce qui se fait est de nul droit ».

Dans l'Épître au dauphin, par laquelle s'ouvre la *Politique*, l'abbé Bossuet, neveu de Bossuet, écrit : « Toute la politique y est renfermée; et tout ce qui doit servir de règle, et de modèle, dans le gouvernement des choses humaines. La fin que l'auteur s'y propose ne peut être plus haute, ni plus utile : c'est la vraie gloire des princes, et leur véritable bonheur, inséparable de la félicité publique... L'autorité sur laquelle tout y est appuyé, ne peut être ni plus incontestable, ni plus sacrée : c'est celle des saintes Ecritures; et celui qui y parle partout, c'est le souverain maître des rois. »

Cette théorie complète de la monarchie absolue et de droit divin s'appuyait sur la Bible, le *De regimine principum* de saint Thomas, sur Aristote et sur Hobbes. Cependant, il ne faudrait pas croire que Hobbes, dont la doctrine sera citée avec indignation par un concurrent, a pu conduire Bossuet à des conclusions semblables au *De Cive* ou au *Leviathan*. La guerre, soutient Hobbes, est l'état de nature, le plus fort l'emporte et sa victoire est légitime, parce que naturelle. Le droit de la nature est celui de la force et dura jusqu'au temps où les hommes, guidés par leur intérêt, cherchèrent à instituer un ordre qui leur garantît la paix. Ils établirent le gouvernement d'un seul, lui donnèrent toute la puissance possible afin qu'il pût les protéger sûrement contre tout retour à l'état de nature. Bossuet ne suit point Hobbes. Raison, conscience, religion concourent à la limitation de l'autorité royale. Le prince a de grands devoirs. Le gouvernement arbitraire est « contraire à l'humanité et à la société ».

Dans la Préface, il est dit que la *Politique* a été composée en même temps que le *Discours sur l'histoire universelle*. « Aussi ont-ils entre eux une liaison essentielle,

et tendent-ils tous deux au même but. L'auteur ayant ramassé dans ces deux ouvrages tout ce que les livres saints, tout ce que les histoires sacrée et profane ont de plus propre à faire connaître au prince, la religion, et à lui donner les règles et les principes du gouvernement le plus sage et le plus parfait. » La plupart des concurrents tireront profit du *Discours sur l'histoire universelle* comme de la *Politique*, et retrouveront l'Écriture sainte à travers ces deux ouvrages.

La doctrine monarchique, telle qu'elle est présentée dans la *Politique*, ne demeurera pas dans une immobilité semblable à celle de la religion ainsi que le pensait Bossuet. Elle était déjà battue en brèche par Fénelon. « C'est le plus bel esprit et le plus chimérique de mon royaume », disait Louis XIV de Fénelon. Les vues et les projets de réforme de l'auteur du *Télémaque* justifient la parole du Grand Roi. En bien des points, Fénelon se rencontre avec Bossuet. Dans les *Dialogues des morts*, il s'élève contre la monarchie arbitraire, « gouvernement barbare où il n'y a de lois que la volonté d'un seul homme ». Mais le roi n'est pas l'image vivante de l'État, la nation n'est point absorbée en lui, et il faut établir des institutions entre le roi et le peuple. Écoutons Mentor, et nous apprendrons que le gouvernement absolu a de funestes effets, que le roi doit toujours avoir en vue l'intérêt de ses sujets. Fénelon a construit sa cité idéale, c'est Salente, où le bonheur est si complet que la misère ne peut y trouver place, la liberté non plus. Habits, nourriture, meubles, grandeur et ornements des maisons, Mentor a tout réglé. Il a divisé les citoyens en sept classes, et chacune doit porter un costume différent dont la couleur sera toujours la même. La république de Bétique est le rêve de Fénelon, celle de Salente représente pour lui le type exemplaire pour la constitution de toute organisation sociale (1).

Les *Considérations sur le gouvernement de la France* du marquis d'Argenson, publiées par le marquis de Paulmy, en 1764, étaient connues depuis longtemps par des

(1) « L'ouvrage le plus lu, et de beaucoup, au XVIII^e siècle, en dehors des œuvres des philosophes, est certainement le *Télémaque* de Fénelon. » D. Mornet, *les Orig. intell. de la Révol. fr.*, p. 137.

copies manuscrites (1). Voltaire les avait lues dès 1739 et disait que c'était un ouvrage d'Aristide. Rousseau ajoutait cette note trois pages avant la fin du *Contrat social* : « *Dans la république, dit le marquis d'Argenson, chacun est parfaitement libre, en ce qui ne nuit pas aux autres.* Voilà la borne invariable; on ne peut la poser plus exactement. Je n'ai pu me refuser au plaisir de citer quelquefois ce manuscrit, quoique non connu du public, pour rendre honneur à la mémoire d'un homme illustre et respectable, qui avait conservé jusque dans le ministère le cœur d'un vrai citoyen et des vues droites et saines sur le gouvernement de son pays. » L'ouvrage de d'Argenson avait été écrit au plus tard en 1732, puisque Rathery indique qu'il existait à la Bibliothèque du Louvre « l'article 375 d'un manuscrit du même auteur : *Pensées sur la réformation de l'Etat*, article qui est de l'année 1733, et dont le sommaire est ainsi conçu : « Première idée de l'admission de la démocratie dans le gouvernement monarchique, dont j'ai fait un traité à part » (2). Ce traité portait de nombreuses variantes et corrections de la main de l'auteur. Rathery écrit que ce manuscrit « fait partie des *Papiers d'Argenson* à la bibliothèque du Louvre, n° 61. Il porte pour titre : *Jusques où la démocratie peut estre admise dans le gouvernement monarchique*, et pour épigraphe ces deux vers de *Britannicus* qui résument l'idée constante de l'auteur, la conciliation de la monarchie et de la liberté :

Que dans le cours d'un règne florissant
Rome soit toujours libre et César tout-puissant » (3).

D'Argenson est en même temps démocrate et monarchiste; il est l'adversaire acharné de l'aristocratie et du régime féodal. Le roi devrait détenir la puissance publique concernant l'intérêt général, tandis que les pouvoirs locaux administreraient les intérêts locaux. Entre le roi et

(1) « M. d'Argenson, écrit Sainte-Beuve, n'était pas encore ministre lorsqu'il composa cet ouvrage, et il était sorti du ministère lorsqu'il le revit pour y mettre la dernière main. » *Causeries du lundi*, t. XII, 3 novembre 1855, p. 78. Sainte-Beuve disait encore : « En cessant d'être un homme d'Etat et un ministre possible, d'Argenson tournait de plus en plus aux idées de réforme sociale et de pure philanthropie. » *Ibid.*, p. 118.

(2) *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, Introduction, p. IV, note 2.

(3) *Ibid.*, p. V, note 1.

le peuple, il n'y aurait point d'intermédiaires. C'est une thèse diamétralement opposée qu'avait soutenue Boulainvilliers dans son *Histoire de l'ancien gouvernement de France* (1727). Pour Boulainvilliers, le gouvernement féodal est le chef-d'œuvre de l'esprit humain.

Nous avons cru intéressant de faire place dans nos notes qui suivent le discours de d'Argenson aux idées que l'auteur avait déjà exprimées dans les *Considérations sur le gouvernement de la France*. Nous verrons aussi à ce moment que Sainte-Beuve avait raison d'affirmer que d'Argenson avait lu Montesquieu (1).

Il ne semble pas que certains écrits de Voltaire aient retenu l'attention des concurrents. La prudence leur a interdit de se faire l'écho des *Lettres philosophiques*, dont l'apparition, en 1734, avait causé un immense scandale. L'auteur y explique, par exemple, que « la nation anglaise est la seule de la terre qui soit parvenue à régler le pouvoir des rois en leur résistant, et qui d'efforts en efforts ait enfin établi ce gouvernement sage où le prince, tout-puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire du mal; où les seigneurs sont grands sans insolence et sans vassaux, et où le peuple partage le gouvernement sans confusion ». Il apprend aux Français qu'à l'inverse de ce qu'ils voient chez eux, le commerce est honoré de l'autre côté de la Manche, que le fils d'un pair du royaume et le frère d'un ministre d'Etat y sont marchands, qu'« un homme, parce qu'il est noble ou parce qu'il est prêtre, n'est point exempt de payer certaines taxes », que les paysans jouissent d'un réel bien-être et que beaucoup « ont environ cinq ou six cents livres sterling de revenu », ce qui ne les empêche pas « de continuer à cultiver la terre qui les a enrichis, et dans laquelle ils vivent libres ». Les concurrents ne paraissent point non plus avoir utilisé les *Discours sur l'homme*, publiés en 1738, dont le premier s'intitule : « De l'égalité des conditions », et où Voltaire avance que

Les mortels sont égaux ; leur masque est différent.

Il écrit aussi :

C'est du même limon que tous ont pris naissance.

(1) *Causeries du lundi*, t. XII, 3 novembre 1855, p. 122.

Et :

On dit qu'avant la boîte apportée à Pandore
Nous étions tous égaux : nous le sommes encore.
Avoir les mêmes droits à la félicité,
C'est pour nous la parfaite et seule égalité.

Les *Caractères* de La Bruyère eurent un très grand nombre de lecteurs, et leur succès ne faiblit pas. Les concurrents au prix de 1754 l'ont sûrement lu, le relisent quand ils rédigent leur discours et particulièrement les chapitres « Du souverain ou de la république » et « Des esprits forts ». Il y a près d'un quart de siècle qu'a paru l'*Essai sur l'homme* de « l'illustre Pope », ainsi que l'appelle Voltaire, et les traductions françaises se sont succédées à la cadence d'une par an. Le poète anglais chante l'homme possédé du désir du bien et de l'aversion du mal comme rempli de croyance en Dieu ou même de l'amour de la vie et de la crainte de la mort. Et Pope affirme après Bolingbroke que « tout ce qui est, est bien ». Locke, dans son traité *Du gouvernement civil*, fonde la politique sur la raison et la justice, non sur l'obéissance à des dogmes ou des droits divins. L'homme a des droits imprescriptibles : droit de propriété, droit de liberté personnelle, droit de légitime défense. Le souverain tient son pouvoir du consentement des peuples. Locke dira pourtant, au chapitre IX, que le pouvoir législatif a pu être attribué par le contrat primitif à un seul ou à ses héritiers. Au milieu du XVIII^e siècle, Grotius et Pufendorf sont « les classiques du droit naturel » (1). La traduction que Barbeyrac a faite de leurs ouvrages connaît un grand succès. Burlamaqui est le continuateur de Grotius et de Pufendorf. Ils sont cartésiens. Ils cherchent à établir l'évidence rationnelle de principes et de définitions à l'aide desquels ils expliquent la loi, l'autorité de la loi. Puis, ils déduisent les conséquences nécessaires, établissent ce que sont, rationnellement, le droit de la guerre et de la paix, le droit de la nature et des gens, le droit naturel comme le droit politique.

Grotius, Pufendorf, Burlamaqui pensaient que les idées de raison et de justice étaient partout les mêmes et qu'il était possible de construire, dans l'abstrait, la cité par-

(1) Cf. J. Morel, p. 160.

faite, capable de donner le bonheur à l'humanité tout entière. Montesquieu jugeait tout autrement. Il rejette les théories rationnelles pour soutenir la théorie réaliste. Il ne raisonne pas sur les lois, mais fait une observation réaliste des lois. Son livre s'ouvre par cette phrase : « Les lois, dans la signification la plus étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses. » Montesquieu examine toutes les lois comme des produits naturels. Il passe ensuite au gouvernement. « Le plus conforme à la nature, dit-il, est celui dont la disposition particulière se rapporte le mieux à la disposition du peuple pour lequel il est établi. » Il y a trois formes de gouvernement : la république, la monarchie et le despotisme, l'aristocratie tendant à se confondre avec la démocratie : « Plus une aristocratie approche de la démocratie, plus elle est parfaite. » Quand Montesquieu dit : « Abolissez dans une monarchie les prérogatives des seigneurs, du clergé, des villes, vous aurez bientôt un Etat despotique », nous voyons l'erreur de d'Argenson : si César est tout-puissant, Rome ne peut pas être libre. La nature du gouvernement est ce qui le fait être tel et son principe est ce qui le fait agir. Le principe de l'Etat populaire est la vertu, mais « il faut observer, écrit l'auteur dans l'Avertissement, que ce que j'appelle la vertu dans la république est l'amour de la patrie, c'est-à-dire l'amour de l'égalité. Ce n'est point une vertu morale, ni une vertu chrétienne; c'est la vertu politique; et celle-ci est le ressort qui fait mouvoir le gouvernement républicain ». Dans la vertu politique, Montesquieu donnera place même à la frugalité et au désintéressement. Le principe du gouvernement monarchique est l'honneur, celui du gouvernement despotique est la crainte. Les lois sont bonnes quand elles tendent à fortifier le principe du gouvernement. Elles sont efficaces quand elles assurent la force de l'Etat, défendent la liberté politique, règlent l'emploi des revenus publics, conviennent au climat, au terrain, aux mœurs du pays, etc. La constitution anglaise est bien la constitution modèle. Un gouvernement mixte est le meilleur de tous. Le pouvoir doit arrêter le pouvoir. Aussi faut-il que les trois pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire soient séparés. Montesquieu voudrait une monar-

chie avec des pouvoirs intermédiaires que formeraient une aristocratie héréditaire et un parlement politique. Il prône la tolérance en matière religieuse. Il combat l'esclavage. Montesquieu est le théoricien de la monarchie constitutionnelle.

Le plus grand monument de la science politique dans la première moitié du XVIII^e siècle est l'*Esprit des lois*. A peu près tous les concurrents utilisent l'ouvrage de Montesquieu, et ils n'ignorent ni les *Lettres persanes* ni les *Considérations*. Ils connaissent les ouvrages qui peuvent leur être de quelque utilité. Ils sont loin de manquer d'érudition. Leurs travaux, certes, ne peuvent être comparés à celui de Rousseau, et les discours de Talbert et d'Étasse ne font pas brillante figure à côté du discours du citoyen de Genève. Mais il était intéressant, croyons-nous, de publier les productions de ceux qui, en 1754, furent les concurrents du futur auteur du *Contrat social*.

Pour terminer, nous tenons à redire que le jugement de l'Académie a été faussé. Les attaques lancées contre elle après la distribution du prix de 1750 avaient été si violentes qu'elle eût pu tout craindre en 1754 en couronnant de nouveau Rousseau, même la révocation de ses lettres patentes, c'est-à-dire sa disparition immédiate.

Grâce à l'Académie de Dijon, en 1750, Rousseau avait connu aussitôt la célébrité. Sans elle, en 1754, il s'avancait sur le chemin de l'immortalité.

DISCOURS I

« **M. LERBERT**, professeur en droit à Berne »

DISCOURS I

QUESTION

Quelle est la source de l'inégalité parmi les hommes, et si elle est autorisée par la loi naturelle.

Messieurs,

La vie humaine offre à nos yeux tour à tour l'égalité la plus parfaite, et l'inégalité la plus frappante. Ce contraste dépend du point de vue sous lequel on l'envisage. Par leur constitution originelle, les facultés du corps et de l'esprit sont essentiellement les mêmes chez les hommes : nous apportons tous au monde avec nous le sentiment, la raison et une certaine puissance d'agir. Par une destination commune, les hommes sont appelés à vivre heureux (1) : notre naissance nous donne à tous les mêmes prétentions et les mêmes droits au bonheur. Jusqu'ici, on ne trouve que de l'égalité parmi nous : mais c'est à ce terme aussi que l'inégalité commence. Les facultés du corps et de l'esprit, qui en général paraissent les mêmes chez les hommes, sont susceptibles de modifications variées à l'infini. La disposition particulière des organes des sens, le degré d'intelligence, et la mesure des forces motrices, diffèrent dans chaque individu autant et plus que l'objet auquel il les applique. Appelés tous par notre naissance à vivre heureux, il s'en faut bien que nous paraissions avoir les mêmes secours pour y parvenir : la santé, la beauté, les talents, le pouvoir, le rang, les richesses et tous ces autres accidents de la vie qu'on regarde comme les instruments du bonheur, sont partagés de manière entre tous, qu'il

(1) « Tous les hommes, dit Pascal (*Pensées*, Preuves de la religion), recherchent d'être heureux : cela est sans exception, quelques différents moyens qu'ils y emploient, ils tendent tous à ce but. » Burlamaqui écrit : « Pour peu que l'homme réfléchisse sur lui-même, il reconnaît bientôt qu'il ne fait rien qu'en vue de son bonheur, et que c'est la dernière fin qu'il se propose dans toutes ses actions, ou le dernier terme auquel il les rapporte. C'est là une première vérité dont nous sommes instruits par le sentiment intérieur et continué que nous en avons. » *Principes du droit naturel*, 1^{re} part., ch. V, § IV, p. 53. V. aussi 2^e part., ch. IV, § IX, p. 182-183. — Pope s'écrie : « O bonheur ! Le but et la fin de notre être... » *Essai sur l'homme*, t. II, épître IV, p. 55. — Bossuet assure aussi, dans la première des *Méditations sur l'Evangile*, que « tout le but de l'homme est d'être heureux ». — Montaigne affirme que « le dernier but de notre visée, c'est la volupté. » *Essais*, I, XIX. Si nous voulions dresser la liste des philosophes qui avancèrent que le bonheur est la fin de l'homme, il nous faudrait remonter à Socrate, qui a près de lui Aristippe de Cyrène.

semble presque impossible que des chemins si opposés puissent jamais conduire au même but (1).

C'est cette inégalité, qui résulte de la distribution différente des dons de la nature et des biens de la fortune dont il est question maintenant : elle fait ce qu'on appelle l'état de l'homme (2), s'il s'agit de savoir quelle est sa source, ou, ce qui revient au même, il s'agit d'approfondir pourquoi dans cette vie l'état de l'un est si différent de l'état de l'autre. Si nous sommes une fois parvenus à trouver la véritable raison de cette inégalité, il sera facile, j'espère, de faire voir que la loi naturelle ne peut que l'autoriser.

L'inégalité parmi les hommes n'est pas l'ouvrage des hommes : il n'appartient à personne de régler à son choix ni son rang ni celui des autres. Nos efforts et nos travaux ne peuvent jamais nous mener qu'à cette même place qui a été assignée à un chacun longtemps avant son existence. L'ordre établi de la vie humaine est du même genre que le cours ordinaire de la nature : l'un, ainsi que l'autre, est certainement d'institution divine (3).

Pour développer bien ce grand principe, il est nécessaire de remonter à l'origine première de toutes choses, et de pénétrer, s'il se peut, dans le plan même de Dieu, lorsqu'il forma l'homme et l'univers (4). La fin de l'univers une fois trouvée nous servira de guide pour chercher celle de l'homme, et la fin de l'homme à son tour, connue et prouvée, peut seule expliquer cette inégalité qui règne parmi nous. Et qu'on ne dise pas que c'est entreprendre témérairement sur les conseils impénétrables de la sagesse suprême que de rechercher avec trop de curiosité les causes finales. Dieu n'exige point de nous l'ignorance d'aucune vérité, qui nous intéresse, et il ne s'oppose point à

(1) « La santé, les biens de la fortune, de l'éducation, de la condition, et d'autres avantages extérieurs dépendent pour l'ordinaire de diverses conjonctures qui en font un partage fort inégal. » Burlamaqui, *Princ. du dr. nat.*, 2^e part., ch. XII, § XII, 1^o, p. 310. — Rousseau écrit : « Je conçois dans l'espèce humaine deux sortes d'inégalité : l'une que j'appelle naturelle ou physique, parce qu'elle est établie par la nature, et qui consiste dans la différence des âges, de la santé, des forces du corps, et des qualités de l'esprit ou de l'âme ; l'autre qu'on peut appeler inégalité morale ou politique. » *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, p. 59.

(2) « Les différents états de l'homme ne sont autre chose que la situation où il se trouve par rapport aux êtres qui l'environnent, avec les relations qui en résultent. » Burlamaqui, *Princ. du dr. nat.*, 1^{re} part., ch. IV, § I, p. 41.

(3) « Tel est premièrement l'état de l'homme par rapport à Dieu, qui est un état de dépendance absolue. » Burlamaqui, *Princ. du dr. nat.*, 1^{re} part., ch. IV, § II, p. 42.

(4) « Car ce même Dieu qui a fait l'enchaînement de l'univers... » Bossuet, *Discours sur l'hist. univ.*, Part. III, ch. II.

des efforts, qui ne tendent qu'à sa louange et à notre bien-être (1).

La fin générale de l'univers est une et simple. C'est la gloire de Dieu ou la manifestation de ses perfections infinies. Il n'est point dans ce Tout prodigieux de partie si petite qui ne se rapporte à ce but : et par conséquent, il faut y rappeler aussi le monde que nous habitons. Il doit faire admirer la puissance, la sagesse, la bonté et la justice divines par l'éclat de sa parure et par l'étendue de son utilité (2).

La fin particulière de l'homme est plus composée, ou plutôt on trouve chez lui plusieurs fins différentes. Notre situation est telle que nous paraissions par un double rapport, appartenir tantôt tout entiers à l'univers et tantôt tout entiers à nous-mêmes. Mais il faut ne considérer à présent que cette partie de notre destination, qui peut nous intéresser davantage. C'est l'administration de la terre. L'homme doit être le ministre des volontés de Dieu ici-bas, et c'est pour cet effet qu'il a reçu tous ces dons divers, qui relèvent si fort l'excellence de sa nature.

C'est ici où nous devons trouver la solution du problème que nous cherchons : et mon sujet même demande que j'entre dans une discussion un peu plus exacte de bien des choses qui ne paraissent pas d'abord avoir aucune liaison avec lui. Il faut faire voir tout ce qu'emporte ce terme d'administration du Monde, qui lui-même ne présente peut-être pas un sens assez net et assez déterminé. Il faut faire remarquer aussi que cette fin particulière de l'homme et la fin générale de l'univers sont si étroitement liées ensemble, que l'une devient le moyen de l'autre. Je me flatte que la suite de ce discours justifiera ces détours apparents. Je crois en connaître l'issue, Messieurs, et j'ose vous inviter à m'y suivre. Si contre mes espérances cette route ne nous conduit pas où nous voulons aller, elle nous offrira du moins plusieurs points de vue agréables à l'œil et quelques découvertes utiles pour d'autres usages.

PREMIÈRE PARTIE. — L'homme est né pour administrer la Terre. Tous les philosophes anciens l'ont reconnu. Si l'on demande ce que c'est que d'administrer la Terre, je réponds en peu de mots que c'est conduire à leurs fins tous ces êtres

(1) Rousseau écrit : « La religion nous ordonne de croire que Dieu lui-même ayant tiré les hommes de l'état de nature immédiatement après la création, ils sont inégaux parce qu'il a voulu qu'ils le fussent ; mais elle ne nous défend pas de former des conjectures tirées de la seule nature de l'homme et des êtres qui l'environnent, sur ce qu'aurait pu devenir le genre humain s'il fût resté abandonné à lui-même. Voilà ce qu'on me demande, et ce que je me propose d'examiner dans ce discours », p. 62.

(2) « La fin que Dieu s'est proposée par rapport à ses créatures, et en particulier par rapport à l'homme, ne peut être... que sa gloire ; et de l'autre, que la perfection et le bonheur de ses créatures... Car la gloire de Dieu consiste à manifester ses perfections, sa puissance, sa bonté, sa sagesse, sa justice. » Burlamaqui, *Princ. du dr. nat.*, 2^e part., ch. II, § III, pp. 156-157.

répandus sur notre globe, qui par eux-mêmes et sans notre secours ne sauraient point y parvenir. Et dès ici, l'on peut voir quelles sont et les fonctions de notre charge et les bornes de notre pouvoir. Excepté l'homme, tout ce qu'on trouve ici-bas est privé ou de vie ou de raison. Une moitié de la nature est immobile, l'autre ne peut que s'égarer. En vain chaque portion de matière avait reçu mille propriétés qui devaient servir à embellir le monde et à le rendre utile. Ces trésors seraient restés ensevelis à jamais dans le sein du néant si l'homme n'était survenu. Il possède seul les qualités nécessaires pour mettre la dernière main à la nature (1). Il doit mouvoir. Il doit diriger. Le monde doit tenir de lui presque tous ces avantages dont il emprunte sa pompe et sa gloire. La terre, qui n'eût été sans nous qu'une solitude affreuse, va devenir par nos soins un jardin délicieux. Les ronces et les épines vont faire place à la rose et au jasmin. De vastes forêts, qui n'inspiraient que de l'effroi, seront converties en riches moissons et en prairies riantes. Les fleuves, resserrés dans leurs canaux, fertiliseront ces plaines que leurs débordements allaient réduire en marécages impraticables. Les plantes ne périront plus par leurs semblables : disposées avec ordre, elles croîtront en liberté et seront le charme de la vue : l'amertume naturelle de leurs fruits sera changée en une douceur agréable et salutaire. Les animaux, tous féroces et sauvages par leur naissance, seront ou domptés ou détruits : ils ne répandront plus partout la crainte et la désolation. De nombreux troupeaux peupleront la campagne : le bœuf labourera les champs et le cheval portera son maître (2). On cherchera au fond des mers les merveilles de la création ; on les retirera des abîmes de la terre. L'or et l'argent prendront entre nos mains mille formes nouvelles et peut-être trop séduisantes. L'émeraude et le diamant redoubleront l'éclat du jour. Le monde jouira de ses richesses. Dieu sera connu : son nom sera célébré. Des régions d'ailleurs incultes et désertes lui offriront le tribut de leurs aromates. Des temples et des autels, élevés en tous lieux, s'efforceront de répondre par leur structure, autant que notre impuissance peut le permettre, aux idées que nous devons avoir de sa grandeur et de sa sainteté. Toutes les nations lui rendront hommage, chacune selon ses lumières

(1) « Les hommes par leurs soins et par de bonnes lois, ont rendu la terre plus propre à être leur demeure. Nous voyons couler des rivières là où étaient des lacs et des marais : c'est un bien que la nature n'a point fait, mais qui est entretenu par la nature. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XVIII, ch. VII, p. 147.

(2) « A mesure que les hommes se multiplient, la terre se peuple de proche en proche ; on passe les montagnes et les précipices ; on traverse les fleuves, et enfin les mers, et on établit de nouvelles habitations. La terre, qui n'était au commencement qu'une forêt immense, prend une autre forme ; les bois abattus font place aux champs, aux pâturages, aux hameaux, aux bourgades, et enfin aux villes. On s'instruit à prendre certains animaux, à apprivoiser les autres, et à les accoutumer au service. » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. I, Deuxième époque.

ou son ignorance. Des cités immenses et superbes vont servir d'ornement à la Terre et de domicile à l'homme. Elles seront habitées par un peuple intelligent, sociable et heureux. On trouvera parmi nous l'ombre de ces perfections, dont la lumière est placée si loin de nous. Notre industrie, notre police, nos mœurs, nos vertus et même nos vices deviendront un spectacle intéressant pour l'univers. Des inventions également ingénieuses et hardies mettront en œuvre les forces les plus cachées de la nature : elle verra sortir de son sein un monde artificiel, son imitateur et son émule. On admirera Dieu jusque dans les ouvrages de l'homme.

Voilà ce que j'appelle l'administration de la terre : ou plutôt voilà de quoi s'en former une notion légère et imparfaite. Qu'on ne craigne pas cependant que Dieu, en imposant cette tâche aux mortels, leur impose un travail ou trop pénible ou trop difficile. L'esprit de l'homme, si borné à tout autre égard, est capable de saisir ce plan, et sa main, instrument qui d'abord paraît si méprisable, suffit pour l'exécuter. La sagesse suprême sait pourvoir à tout : et pour nous mettre en état de surmonter les difficultés d'une entreprise si considérable, elle n'emploie qu'un moyen bien simple. Nous recevons avec la vie un principe secret d'activité, qui nous porte sans cesse au mouvement, qui ne peut s'éteindre qu'avec nous-mêmes, et dont la force doit être d'autant plus vive et plus durable, que c'est dans cette activité même que nous trouvons notre bonheur (1). Un sentiment flatteur et délicieux doit accompagner chaque opération du corps et de l'âme, qui prendra sa source dans cette activité, pourvu du moins que l'opération elle-même soit dirigée sur les fins de la nature, et c'est ce sentiment, quel que soit son nom, qui fait tout le prix de notre existence. Mais nous aurons occasion d'en parler encore. Contentons-nous de faire remarquer à présent que par cet artifice admirable le bien du monde tourne au profit de l'homme, le travail devient la récompense du travail, et administrer la terre n'est au fond autre chose qu'en jouir.

Je vous ai déjà prévenus, Messieurs. Il se peut que j'aille trop loin, mais j'ai cru l'exposition de ces vérités nécessaire. Pour percer le mystère de l'inégalité, qui a lieu parmi nous,

(1) « L'état naturel de l'homme... est... un état d'indigence et de besoins toujours renaissants, auxquels il ne saurait pourvoir d'une manière convenable qu'en faisant usage de son industrie par un travail continu. » Burlamaqui, *Princ. du dr. nat.*, 1^{re} part., ch. IV, § V, p. 45. Pascal assure qu'« ils (les hommes) ont un instinct secret qui les porte à chercher le divertissement et l'occupation au-dehors, qui vient du ressentiment de leurs misères continuelles ; et ils ont un autre instinct secret, qui reste de la grandeur de notre première nature qui leur fait connaître que le bonheur n'est en effet que dans le repos, et non pas dans le tumulte... », et plus loin que « notre nature est dans le mouvement ; le repos entier est la mort ». (*Pensées*, Misère de l'homme sans Dieu. Divertissement). — V. Voltaire, *Remarques sur les pensées de M. Pascal* (XXIII) : « ...Job a bien dit : L'homme est né pour le travail, comme l'oiseau pour voler. »

j'ai pensé qu'il ne suffisait pas ou de prouver par quelque argument métaphysique ce dogme connu qu'il ne peut point y avoir dans l'univers deux êtres parfaitement semblables, ou bien d'alléguer simplement notre condition présente comme cause prochaine. Il m'a paru que remontant de la cause prochaine à la cause éloignée, il fallait montrer d'une manière plus claire que l'arrangement des choses de ce monde, tel que nous le voyons, est tel aussi qu'il devait être. Et cela fait, nous allons nous rapprocher de notre sujet à grands pas.

Je n'ai pas tout dit : il s'en faut bien. Mais j'en ai dit assez, je crois, pour faire comprendre que l'administration de la terre, prise dans sa totalité, est un ouvrage bien grand et bien vaste. Elle tend à accomplir toutes les fins possibles de tous les êtres quelconques. Elle a le monde pour objet. Elle est aussi variée et aussi étendue que la nature même. Elle embrasse par conséquent toutes les sciences, tous les arts, tous les métiers et toutes les professions de la vie humaine. Nos travaux et même nos jeux, il n'est rien qui ne lui appartienne. Mais deux réflexions viennent demander place ici.

Chaque partie de la nature fait un art, et pour convenir de la chose, il ne faut qu'expliquer les termes. Tout ce qui nous entoure dans ce monde nous présente sans cesse quelque fin qu'on doit remplir, et par là même certains moyens qu'on doit mettre en œuvre. Ainsi, il y a de l'art en tout, puisque ce mot dans son sens primitif et véritable ne signifie qu'une facilité à employer les moyens nécessaires pour arriver à une fin connue. Il est vrai que par un usage établi le titre d'art a été adjugé exclusivement à un petit nombre de professions qui demandent une application et une habileté particulière : mais il est certain aussi que dans l'ordre naturel des choses les fonctions même les plus communes de la vie ordinaire peuvent prétendre à cette dignité. La subordination nécessaire des moyens à leur fin les assujettit toutes à certaines règles, et si ces règles ne paraissent pas faire un art à nos yeux, c'est ou parce que l'observation en est trop aisée et trop facile, ou parce que celui qui les convertit insensiblement en habitude chez lui par le secours de l'éducation, s'accoutume à les regarder peu à peu comme un présent de la nature plutôt que comme un fruit de l'étude. Pour le dire en passant, les hommes sont tous bien plus savants qu'ils ne pensent. Le germe de toutes les sciences et de tous les arts est répandu dans nos actions journalières. Les sciences et les arts en eux-mêmes ne sont qu'un degré de développement de plus.

Chaque art demande un artiste propre, et ce fait encore ne doit pas trouver de contradiction (1). Tout art, quel qu'il puisse être, renferme une fin qu'il faut avoir en vue, et des moyens sans lesquels on ne saurait y parvenir. La connaissance de cette fin et de ces moyens suppose donc toujours dans l'artiste une

(1) V. p. 144, discours VII (discours de l'abbé Talbert).

certaine intelligence, et quant aux moyens surtout, l'exécution de tout ce qui est du ressort du corps exige nécessairement une mesure proportionnelle de force et d'adresse. Les fonctions communes de la vie ordinaire, dont nous venons de faire mention, peuvent encore ici déposer en notre faveur. La mauvaise grâce et l'incapacité absolue, qu'un défaut ou de nature ou d'éducation donne souvent, même pour les plus petites choses, prouvent évidemment que tous ne sont pas propres à tout. Je conviens que pour les arts de ce genre, il suffit d'une dextérité et de lumières très médiocres, et que le même homme peut en embrasser plusieurs. Mais qui ne sait combien il est d'autres arts dont les difficultés ne peuvent être surmontées que par une supériorité de talents toute singulière, et qui exigent même les efforts combinés ou successifs d'un grand nombre d'hommes.

Vous demanderez peut-être, Messieurs, à quoi bon ces remarques que tout le monde fait et sait faire. Je viens de l'insinuer. La plupart des vérités sont dans la bouche du peuple. Je ne prétends attribuer d'autre prix à ces observations que celui que la liaison nécessaire de mon raisonnement peut leur donner. L'administration de la Terre s'étend à toute la nature. Chaque partie de la nature fait un art. Chaque art demande un artiste propre. Que conclure de là ? Je veux en conclure que la multitude et la diversité d'ouvriers qu'exige le grand ouvrage de l'administration de la terre ne peuvent être elles-mêmes que surprenantes et infiniment grandes.

Je ne sais si j'é me trompe ; mais il me semble tout à coup que la source que nous cherchons est trouvée. Il me semble que l'inégalité parmi les hommes devient une conséquence immédiate de notre conclusion. Et pour ne pas laisser, s'il se peut, de doute là-dessus, cherchons encore à prouver que cette multitude et cette diversité d'ouvriers surprenantes et infiniment grandes qu'exige l'administration de la Terre exigent à leur tour elles-mêmes que les biens de la fortune et les dons de la nature ne soient pas partagés également entre nous. L'évidence de la chose pourra suppléer ici à la brièveté de la démonstration.

Disons d'abord un mot des dons de la nature, et il n'est pas équivoque sans doute qu'ils ne doivent pas être les mêmes chez les hommes (1). Il faut que toutes les places soient remplies dans le monde, et, pour les remplir, il faut des talents propres, et par conséquent différents (2). Ces sciences sublimes, qui

(1) « La nature a voulu partager et distribuer différemment les talents entre les hommes, en donnant aux uns une aptitude à bien faire certaines choses, qui sont comme impossibles à d'autres ; tandis que ceux-ci à leur tour ont une industrie qu'elle a refusée aux premiers. » Burlamaqui, *Princ. du dr. nat.*, 2^e part., ch. IV, § XIII, p. 189.

(2) « Dieu voulant établir la société veut que chacun y trouve son bien, et y demeure attaché par cet intérêt. C'est pourquoi il a donné aux hommes divers talents. » Bossuet, *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*, liv. I, art. I, VI^e proposition, p. 11.

s'élèvent dans les régions de l'entendement pur pour y chercher les attributs de la divinité, l'ordre de l'univers, les lois du mouvement, la puissance des nombres, l'essence de l'esprit et de la matière ; ces arts ingénieux qui imitent la nature par les sons, par le geste, par les couleurs ou par d'autres secours ; enfin, ces inventions utiles, qui paraissent ne se rapporter uniquement qu'aux nécessités de la vie, au soin de notre santé, de notre nourriture, de nos vêtements ou même de nos plaisirs, toutes ces sphères d'activité, dis-je, comme elles arrivent à leurs fins par d'autres moyens, demandent aussi de celui qui s'y trouve placé d'autres perfections. Le même homme ne peut point réunir tant de qualités souvent opposées : notre nature est finie. La solidité des muscles du bras paraît porter préjudice à la délicatesse des fibres du cerveau, et surtout la culture de l'âme ne peut que faire souffrir presque toujours celle du corps. Mais s'il était possible que le même homme parvînt à concilier au-dedans de lui ces contrariétés, ce prodige ne servirait pas de grand'chose. L'unité de notre substance ne nous permet pas de nous partager. La contemplation exclut l'action, et l'une et l'autre ne peuvent pas porter sur deux objets en même temps. Combien faut-il donc d'hommes et d'hommes différents ?

Parlons ensuite des biens de la fortune, et disons encore que tout serait troublé s'ils étaient les mêmes partout. Ce sont les talents qui nous rendent propres à une place, mais ce sont d'autres circonstances ordinairement qui nous poussent à la choisir. Il ne suffirait point la plupart du temps d'avoir les dispositions les plus heureuses à s'acquitter bien de certains emplois dans la vie : il en est dont les dehors sont si peu flatteurs que personne ne s'y soumet sans une espèce de contrainte. Il faut des motifs qui fixent la volonté toujours flottante de l'homme, et le caprice du sort nous les fournit. Tels sont le besoin, la naissance, la force de l'éducation, la difficulté de parvenir, l'exemple d'autrui, la volonté d'un maître. Et c'est ici surtout le triomphe de l'indigence : c'est elle qui ranime les arts et les sciences ; c'est d'elle que tant de mortels illustres et fameux tiennent leur gloire et leur célébrité ; c'est son aiguillon puissant qui nous force à trouver en nous-mêmes des talents que nous aurions peut-être ignorés ou du moins négligés dans une situation plus riante. Il fallait donc absolument qu'une moitié du genre humain, pour peu dire, naquît dans la pauvreté, dans l'ignorance, dans l'obscurité ou dans l'esclavage : et il n'est pas douteux que le monde n'ait de bien plus grandes obligations à cette moitié qu'à l'autre (1).

C'est ainsi que l'inégalité parmi les hommes devient nécessaire à l'avancement et au maintien de l'administration de la Terre, ou, pour m'exprimer mieux, c'est ainsi que l'inégalité

(1) V. pp. 147, 148, discours VII.

parmi les hommes devient elle-même un moyen dont Dieu se sert pour conduire l'homme à sa fin. Son établissement n'est pas arbitraire et son origine est aussi ancienne que celle du monde même. Elle fait partie du plan éternel sur lequel l'homme et l'univers ont été formés. Mais outre cette inégalité que les dons de la nature et les biens de la fortune mettent entre nous, on remarque dans la vie plusieurs autres différences qui ajoutent chacune quelque trait nouveau à l'état de l'homme et dont il convient de faire mention pour ne rien oublier.

Cette grande diversité d'humeurs et d'inclinations qu'on observe parmi nous, et qui fait ce qu'on appelle le tempérament ou le caractère, attire d'abord nos regards. Il est constant que l'avare et le prodigue diffèrent en eux-mêmes pour le moins autant que le riche et le pauvre. Mais le tempérament et le caractère d'un chacun méritent d'autant plus notre attention que c'est à eux surtout qu'il appartient de mouvoir l'homme. L'activité, l'indolence, l'amour, la haine, la soif des richesses, le désir de la gloire sont devenus, par accident, le premier mobile de presque toutes nos entreprises. On peut donc ranger les passions en général dans la classe de ces motifs qui décident de la place que chaque homme doit occuper dans l'administration de la Terre, et la diversité des humeurs et des inclinations doit servir d'acheminement à cette espèce d'inégalité en particulier, qui consiste dans la distribution différente des richesses et des honneurs. Oserais-je ajouter, Messieurs, que les motifs du genre dont nous parlons ont l'avantage de voir naître parmi eux celui même, qui nous amène devant vous aujourd'hui. Ce titre peut suffire pour les ennoblir, et je ne me plaindrais pas de leur empire s'ils étaient aussi habiles à nous faire mériter vos suffrages qu'ils sont habiles à nous persuader d'y prétendre.

Mais une différence entre les hommes, qui frappe encore davantage, c'est cette subordination que la société civile établit parmi nous (1). Et il ne sera pas inutile de remarquer que la société civile n'est elle-même qu'une suite nécessaire de l'administration de la terre (2). L'homme solitaire et privé de l'assis-

(1) « Du moment que l'on entre dans une société civile, on se dépouille de sa liberté naturelle, et l'on se soumet à une autorité souveraine ou à un gouvernement. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, ch. V, § IV, p. 289. — Burlamaqui écrit : « La société civile n'est autre chose que cette union d'une multitude d'hommes qui se mettent ensemble sous la dépendance d'un souverain pour trouver sous sa protection et par ses soins le bonheur auquel ils aspirent naturellement. » *Princ. du dr. polit.*, 1^{re} part., ch. II, § I, p. 7. — La Rochefoucauld avançait que « les hommes ne vivraient pas longtemps en société, s'ils n'étaient les dupes les uns des autres », *Maximes*, 87.

(2) Bossuet intitule l'art. II, liv. I de la *Politique* : « De la société générale du genre humain naît la société civile, c'est-à-dire celle des Etats, des peuples et des nations », p. 13.

lance d'autrui n'est à peu près capable de rien (1). Tous ses efforts ne seront jamais que de tristes monuments de son impuissance. Nul plan, nul dessein possible sans le concours de plusieurs. Il faut une union de forces et de vues ; et cette union de forces et de vues nē peut exister que sous deux conditions : il faut à la tête de l'ouvrage un chef intelligent qui connaisse les talents de ses ouvriers et qui sache assigner à chacun d'eux le poste qui lui convient. Il faut ensuite des ouvriers soumis et dociles qui remplissent avec exactitude la tâche qu'on leur prescrit (2). Et voilà au vrai la société civile. Le droit de diriger les autres ou la nécessité d'être dirigé par eux dans l'administration de la Terre, c'est là-dessus que tout roule, et c'est de là que descendent ces diverses distinctions qui ont lieu parmi nous. Mais pour que ces distinctions restent dans la nature, la subordination que la société civile emporte avec elle doit être parallèle partout à cette espèce d'inégalité qui naît de la différente distribution des talents.

Mais je m'arrête ici : tous ces détails me mèneraient trop loin. Je sens, Messieurs, que les égards dus à une Assemblée aussi éclairée, s'ils n'ont pu me dispenser de dire bien des choses connues et peu intéressantes, m'obligent du moins à les abrégier. Je passe à mon autre point dont l'explication ne doit plus trouver de grandes difficultés.

DEUXIÈME PARTIE. — Si tout ce que je viens d'avancer sur l'inégalité parmi les hommes est juste et fondé, il n'est pas douteux, je pense, que la loi naturelle ne l'approuve. Et voici ma preuve. L'inégalité parmi les hommes sert à l'avancement et au maintien de l'administration de la terre, et l'administration de la terre ne tend elle-même qu'à la gloire de Dieu et au bonheur de l'homme (3). La liaison de ces vérités n'est pas

(1) Bossuet, *Politique*, liv. I, art. 1^{er}, VI^e proposition, p. 11, cite la parole de l'Ecclésiaste : « Malheur à celui qui est seul : s'il tombe, il n'a personne pour le relever. » — « Telle est en effet la nature et la constitution de l'homme que hors de la société, il ne saurait ni conserver sa vie, ni développer et perfectionner ses facultés et ses talents, ni se procurer un vrai et solide bonheur. » Burlamaqui, *Princ. du dr. nat.*, ch. IV, § XII, p. 186. — « La fragilité de notre nature, nos besoins, nos passions resserrent de plus en plus les liens de l'intérêt commun, et les rendent plus chers. » Pope, *Essai sur l'homme*, t. II, Epître II, p. 34.

(2) « C'est par la seule autorité du gouvernement que l'union est établie parmi les hommes... Voilà quelle est l'unité d'un peuple, lorsque chacun renonçant à sa volonté la transporte et la réunit à celle du prince et du magistrat. Autrement nulle union... » Bossuet, *Politique*, liv. I^{er}, art. III, prop. III, p. 23. — Pufendorf dit : « L'union des volontés... ne saurait se faire que par un engagement... de soumettre désormais sa volonté particulière à la volonté d'une seule personne ou d'une assemblée... Pour ce qui est de l'union des forces, ...elle se fait aussi lorsque tous en général et chacun en particulier s'engagent à faire usage de leurs propres forces de la manière qu'il leur sera prescrit. » *Les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, ch. VI, §§ V et VI, p. 296.

(3) « Tout gouvernement civil vient de Dieu... car depuis la multiplication du genre humain, les hommes auraient mené une vie pleine de troubles et de désordres affreux sans un établissement comme celui-là,

obscur, et l'on a déjà dû entrevoir que l'homme et l'univers font partout cause commune. Mais craindrions-nous de sacrifier encore quelques instants à une recherche aussi intéressante !

Si la terre est bien administrée, quel doit en être l'effet ? Un mouvement commun et réglé doit animer cette grande masse : chaque chose doit arriver au terme que le Ciel lui a fixé ; nulle partie du tout qui n'apporte de l'avantage à quelque autre partie. Les êtres doivent se multiplier par les arts. La nature doit subir mille métamorphoses pour se parer d'attraits nouveaux. Des imperfections apparentes doivent disparaître pour laisser entrevoir des perfections réelles. L'usage doit se trouver là même où l'on n'eût soupçonné que de l'inutilité. Le monde doit devenir un théâtre magnifique dont les diverses décorations présenteront deux coups d'œil également merveilleux. D'un côté tout paraîtra fait uniquement pour attester la grandeur infinie du créateur ; d'un autre côté tout paraîtra fait uniquement pour le plaisir de la créature. La terre sera en même temps un monument superbe de la gloire de Dieu et le siège fortuné du bonheur de l'homme.

Voilà comme la sagesse suprême sait concilier ensemble les intérêts les plus éloignés ; mais c'est de ceux de l'homme qu'il est particulièrement question ici. Et sans doute il convient de faire voir d'une manière plus précise par quels nœuds secrets notre bonheur se trouve lié à l'administration de la terre.

Qu'on approfondisse avec soin l'essence de nos plaisirs, on trouvera que tout notre bonheur se réduit finalement à je ne sais quel sentiment doux et agréable que l'exercice de nos facultés du corps ou de l'esprit excite en nous sans qu'on puisse ni expliquer ni comprendre son origine. Ce sentiment est un des mystères de la nature de l'homme ; il sait se déguiser sous mille formes différentes que la diversité de nos opérations lui prête. Au fond, il est toujours le même : il naît d'une opération quelconque, et j'en appellerais volontiers le sentiment de soi-même parce qu'il n'est peut-être en effet qu'un témoignage intime et flatteur que nous rendons à notre existence (1). Mais ce n'est pas ici le lieu de suivre cette découverte : elle a été faite par les anciens, et quelques modernes l'ont renouvelée. J'en ai déjà fait mention ailleurs. Qu'il nous suffise de savoir à présent que l'homme, pour être heureux toujours, doit agir sans cesse. Le sentiment de soi-même est un feu sacré qui ne doit jamais s'éteindre et que l'action seule peut entretenir. Un mouvement conforme aux fins de la nature en fait un plai-

qui sert merveilleusement bien à faire observer la loi naturelle. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, ch. VI, § XIV, p. 300. V. aussi Pufendorf, *le Droit de la nature et des gens*, t. II, liv. VII, ch. III, pp. 307 et suiv.

(1) « Le plaisir est un sentiment agréable qui convient à la nature. » Bossuet, *De la connaissance de Dieu et de soi-même*, ch. I, § II.

sir ; un mouvement contraire aux fins de la nature le convertit en douleur ; une cessation de mouvement entière l'anéantit.

C'est de cette loi générale que dépend toute l'économie de la vie humaine, et ce principe est fécond en conséquences favorables à notre cause. Nous pouvons d'abord en conclure que l'administration de la terre peut seule nous procurer le bonheur que nous goûtons ici-bas, puisqu'elle peut seule nous donner le sentiment de soi-même en fournissant à nos facultés du corps et de l'esprit de quoi s'exercer sans cesse. C'est dans cette immense variété d'objets qu'elle nous offre que cette pente invincible au mouvement, qui nous agite sans relâche et qui sans cela manquerait d'aliments, trouve à se satisfaire. C'est de son sein uniquement que nous tirons la matière de cette succession perpétuelle d'actions qui remplissent le cours de notre vie. Mais ce premier pas fait, nous pouvons aller plus loin encore. Nous pouvons assurer sur le même fondement que l'administration de la terre met le bonheur à la portée de tous les hommes, puisqu'il leur donne à tous également le sentiment de soi-même. Jé viens de le dire. Le sentiment de soi-même ne change jamais de nature quoiqu'il change souvent de figure et de nom. Il accompagne indifféremment tout exercice de nos facultés soit du corps ou de l'esprit. Et sans doute il n'est point de situation dans le monde qui nous interdise absolument l'usage de l'un et de l'autre. Si quelque obstacle fâcheux s'oppose chez nous à l'action, du moins la contemplation reste toujours libre, et la plupart des Etats dans le cours ordinaire des choses jouissent de ces deux avantages réunis. C'est ainsi que la même nécessité, qui nous appelle à partager les divers travaux de la vie, nous appelle aussi à partager le sentiment de soi-même. Nous y participons tous par portions à peu près égales. Le savant le trouve dans le cabinet qu'il l'enferme. Le laboureur le trouve dans le champ qu'il cultive. L'homme oisif seul doit ne le trouver nulle part.

Permettez, Messieurs, que je vous arrête ici pour vous prier de jeter les yeux sur le spectacle étonnant et admirable que nous offre l'administration de la terre telle que j'ai cherché à la décrire. Il s'agit de voir comment Dieu a voulu faire éclater sa gloire même dans l'inégalité qui règne parmi nous. Et je croirais tout mon travail inutile si je vous dérobaïs ce tableau, le plus beau qu'on puisse imaginer, si, comme il est vrai, la beauté consiste dans l'accord de l'unité parfaite avec la variété la plus grande. Parcourons, s'il se peut, toute la surface de la terre, et prenons garde à ce qui s'y passe. Une multitude innombrable d'habitants se présente à nos regards. Il n'en est point qui se ressemblent. Différents par leurs talents, par leurs inclinations, par leurs traits, par les mœurs, ils diffèrent encore davantage par leurs richesses, par leur pouvoir, par leurs titres. Ils ont des vues opposées. Ils suivent des routes contraires. L'orateur se distingue par son éloquence, le soldat par sa valeur, le marchand par son industrie, le sage par son indifférence.

L'avare ne cherche qu'un gain sordide, l'ambitieux des dignités pénibles, le voluptueux des plaisirs souvent dangereux. L'athlète nous étonne par sa force et sa légèreté. L'enfant et le vieillard nous intéressent par leur faiblesse. Nous remarquons dans la taille et dans le visage de l'un des proportions et des grâces; nous ne voyons chez l'autre que de la difformité et des ridicules. Les princes et les rois sont habillés de pourpre; le peuple est à peine couvert d'une laine grossière. Le riche voit le jour dans un palais superbe, le pauvre vit et meurt sous le chaume. L'esclave tremble à la voix du maître, le maître tremble à son tour à celle du monarque. Le héros n'aspire qu'à conquérir des provinces, l'artisan se borne au soin de sa nourriture. Le courtisan abhorre la retraite, le solitaire craint le monde. Le chasseur croit qu'on ne respire que dans les bois, le politique ne saurait vivre que dans les intrigues, le fleuriste ne se plaît que dans ses jardins, l'homme de lettres n'aime que ses livres. L'économe ne quitte jamais sa maison de vue, le voyageur fuit ses parents et sa patrie pour courir les mers. L'ami du siècle cherche les cercles, les théâtres et les fêtes. L'astronome observe. Le géomètre calcule. Le métaphysicien doute. On trouve les Grands dans les Cours. Le prêtre vieillit au pied des autels. Le juge ne sort presque point de l'enceinte des tribunaux. Le guerrier passe ses jours dans le tumulte des camps. Telle et plus bizarre encore est la scène de notre vie. Tous ces hommes cependant travaillent au même ouvrage: ils administrent la terre. Tous, ils vont au même but: ils cherchent le bonheur; tous, ils doivent y parvenir. Le sentiment de soi-même n'est refusé à personne. Quelle variété et quelle unité! C'est dans cet arrangement que notre faible raison a peine à croire possible, lors même qu'il est sous nos yeux, que Dieu a voulu montrer que sa puissance, sa sagesse, sa bonté et sa justice sont également infinies, et que dans les ouvrages qui partent de sa main, les effets les plus surprenants peuvent être produits par les causes les plus imperceptibles. Tandis que la nature et la fortune paraissent se liguier ensemble pour nous séparer par des intervalles qui étonnent l'imagination, le sentiment de soi-même, commun à toute l'espèce, nous rapproche insensiblement, et dans le temps que nous nous croyons le plus loin les uns des autres, nous sommes tous au même niveau.

Je ne sais s'il faut en dire davantage; mais il me semble qu'il est suffisamment prouvé que l'inégalité parmi les hommes fait leur bonheur, bien loin de le détruire (1). Si quelque chose peut faire naître un doute passager sur un fait si bien établi, c'est cette erreur dangereuse dans laquelle nous sommes élevés que le bonheur réside dans la possession des richesses et des honneurs. Et je veux bien en convenir: cette opinion est si fort enracinée dans nos cœurs que sa force magique agit souvent sur ceux mêmes qui en reconnaissent la fausseté. C'est une

(1) V. pp. 150, 151, discours VII.

obligation que nous avons sans doute à nos mères et à nos nourrices. Soit par droit d'ancienneté, soit par quelque autre titre, leurs préjugés ont presque toujours chez nous le pas sur les préceptes de la philosophie. Mais je ne m'épuiserai pas à combattre ici ce fantôme. Je ne dirai point que les dons de la nature et les biens de la fortune ne sont entre nos mains que des instruments indifférents par eux-mêmes et qui deviennent salutaires ou nuisibles uniquement par l'usage qu'on sait en faire. Je n'en dirai point que tous les états de la vie offrent à l'envi l'un de l'autre une abondance de biens qui va au delà même de nos besoins et que l'homme juste et laborieux voit toujours ses désirs remplis ici-bas s'il ne désire au moins que son bien-être véritable. Je n'apporterai point non plus l'exemple du riche gémissant au sein de l'opulence et des grandeurs, pendant que le pauvre tous les jours bénit son indigence et son obscurité. L'exposition de ces dogmes peut être utile et nécessaire au peuple. Elle ne saurait être que superflue dans le lieu où je parle.

Mais si quelqu'un, pour se persuader que l'inégalité parmi les hommes ne donne pas d'atteinte à leur bonheur, désirait des preuves d'une autre espèce encore, il en est une bien convaincante et bien décisive que le simple usage de la vue peut lui fournir. Les deux hémisphères du globe que nous habitons forment un contraste qui semble fait exprès pour confirmer notre système en offrant aux yeux sous des traits sensibles des vérités qui semblent quelquefois vouloir échapper à l'entendement. Passons en Amérique, et prenons pour nous y conduire, non les déclamations futiles de quelque satirique chagrin, mais les relations les plus fidèles des voyageurs les plus exacts. C'est dans les sombres forêts du Chili et sur les côtes désertes des Askimaux que doit s'être conservée encore cette égalité qu'on voudrait introduire parmi nous. Voyons ce qu'elle sait faire en faveur de ces peuples dont nos écrivains paraissent envier la félicité. Les habitants de ces vastes contrées sont tous égaux, il est vrai ; mais ils ne sont tous égaux que parce qu'ils sont tous également pauvres, également faibles, également ignorants, et surtout également misérables (1). Ils ne connaissent pas, ou du moins, ils ne connaissent qu'imparfaitement la distinction de souverain et de sujet, de chef et de subordonné. Par là même, ils se privent de tous ces fruits précieux que produisent chez nous l'ordre, l'obéissance, l'émulation, le désir de plaire à son supérieur, la crainte du châtement et l'espoir des récompenses.

(1) Rousseau écrit : « Si j'entends bien ce terme de *misérable*, c'est un mot qui n'a aucun sens, ou qui ne signifie qu'une privation douloureuse et la souffrance du corps ou de l'âme ; or je voudrais bien qu'on m'expliquât quel peut être le genre de misère d'un être libre, dont le cœur est en paix et le corps en santé. Je demande laquelle, de la vie civile ou naturelle, est la plus sujette à devenir insupportable à ceux qui en jouissent ?... Qu'on juge donc avec moins d'orgueil de quel côté est la véritable misère. » *Discours*, p. 88. V. aussi p. 113 et note 16, p. 179.

Ils ne s'élèvent point l'un au-dessus de l'autre par le rang et l'autorité. C'est qu'ils n'ont ni ces charges nécessaires et éminentes qui donnent des titres et du pouvoir, ni ces vertus utiles et respectables qui peuvent faire mériter les charges. Ils possèdent leurs biens en commun. Ces biens, ce sont les eaux de leurs rivières, la lumière du soleil, des solitudes incultes et stériles, et les rivages arides de l'océan. Ils ne cherchent point à se distinguer par les talents, et sans doute ils ont raison. Leur génie est uniforme : c'est la faim, la soif et l'intempérie des saisons (1), et c'est à ces trois maîtres seuls qu'ils doivent quelques inventions grossières et méprisables où l'art de l'homme paraît rester bien au-dessous de l'instinct de la brute. Le voilà ce sauvage qu'on s'efforce de célébrer. Couvert des dépouilles d'un animal moins sauvage que lui, dont la chair encore sanglante doit lui servir d'aliment, il croupit sous une hutte faite de branches d'arbres, qui n'inspire que du dégoût. Son arc et ses flèches sont tous ses trésors. La chasse et la pêche sont toutes ses occupations et tous ses amusements. D'ailleurs, il ne travaille point : sa vie est un sommeil perpétuel. Les nécessités les plus pressantes de la nature peuvent seules le réveiller. Et cependant, on ne cesse point parmi nous d'exalter sa liberté, sa sagesse, son humanité, son contentement, sa tranquillité et sa grandeur d'âme. J'ose lui disputer toutes ces prérogatives. Il n'est pas sage puisqu'il ne connaît ni la fin de son être ni les moyens de la remplir. Il n'est pas libre puisque l'usage des facultés du corps et de l'âme est sans cesse restreint en lui par son ignorance et par son indigence, de tous les tyrans les plus cruels. Il n'est pas content, puisqu'il est toujours en butte aux traits perçants de cet ennui mortel que l'oisiveté traîne nécessairement après elle. Il n'est pas tranquille puisque le repos de l'homme ne peut se trouver que dans l'action. Il n'est pas humain puisqu'il ne recherche point ces qualités qui pourraient le rendre aimable et utile aux autres. Il n'a pas de véritable grandeur d'âme, puisqu'il n'a rien qu'il doive ou craindre ou désirer. Mais qu'est-il donc ? Il est simplement malheureux. Il est ce que seraient tous les hommes, si tous les hommes étaient égaux. Je n'opposerai point à ce tableau celui de notre Europe : il est sous nos yeux. Et ce serait une entreprise trop considérable que de vouloir faire un dénombrement exact de tous les avantages que nous rapporte l'inégalité qui règne parmi nous.

Enfin, Messieurs, je me retrouve. Le début de ce discours n'est plus un paradoxe. On commence à voir en effet comment il est possible que malgré l'inégalité qui frappe d'abord, on trouve cependant dans la vie humaine l'égalité la plus parfaite. Pour arriver à ce terme, il a fallu parcourir des régions lointaines et presque inconnues. J'ai porté quelques coups en che-

(1) « La nature et le climat dominant presque seuls sur les sauvages. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XIX, ch. IV, p. 189.

min faisant à cette opinion fausse et pernicieuse que notre bonheur dépend de la place que nous occupons dans le monde. Je n'ose me flatter de l'avoir détruite. C'est à Thésée qu'est réservée la défaite du Minotaure. Mais si je ne me suis pas égaré moi-même dans les détours obscurs de ce vaste labyrinthe, c'est à vous, Messieurs, que j'en aurai l'obligation : le prix que votre approbation attache à nos succès aura été pour moi le fil d'Ariane.

DISCOURS II

« M. BAULOS BOURNAN, de Bazas »

DISCOURS II

L'inégalité parmi les hommes, considérée en général, a toujours été pour eux une source de murmure contre la providence, ou d'une affreuse ingratitude envers ses bienfaits. Ils ont naturellement trop d'amour-propre pour courber avec soumission sous le poids de leur misère, ou trop de vanité dans la constance de leurs prospérités pour les rappeler à la gloire de l'être qui les en a comblés. Les uns, abattus, semblent méconnaître les divins caractères de leur auteur, et l'interrogent avec indignation sur les raisons de leur existence ; les autres, étourdis et fiers d'une jouissance qui n'a cependant d'autre soutien que leur propre faiblesse, tombent dans un oubli coupable, et travaillent sans cesse à une indifférence qui consomme à jamais leur infidélité. Ainsi, les uns sont injustes et les autres sont ingrats ; ou, disons mieux, ils sont tous également injustes et également ingrats.

En effet, ne sait-on pas que les honneurs, les dignités, les richesses sont entre les mains de Dieu, que la disposition en est dans ses conseils, et que l'emploi qu'on en doit faire est assigné le jour de leur distribution. Quoi donc de plus injuste que d'élever des plaintes sur le refus d'un bien qui ne nous appartient pas, ou d'en user contre les vues du suprême dispensateur !

Leur ingratitude n'est pas moins certaine. Dieu, bien qu'il nous afflige, ne nous laisse jamais sans consolation. Il verse sur les prétendus heureux du siècle des biens qui ne sont pas tous pour eux ; c'est une source vive qui doit se répandre par différents canaux pour guérir nos plaies ; c'est une manne qu'eux seuls, à la vérité, peuvent cueillir, mais sur laquelle nous avons des droits d'autant plus incontestables qu'elle se corrompt infailliblement dans la main avare qui la retient (1). D'ailleurs, ces trésors ménagés pour notre soulagement sont aussi des grâces ménagées pour leur sanctification, et le séjour des saints peut être la récompense d'un seul acte de leur charité.

Combien plus criminelles ces injustices et ces ingrattitudes ne nous paraîtront-elles pas quand nous aurons examiné la source de cette inégalité aussi bien que celle des différents états qui partagent les hommes pendant leurs vies ! Et que ce sera du péché, qui excite tantôt la colère de Dieu et tantôt sa pitié que nous la verrons sortir de la corruption de leurs cœurs ! Agités depuis leur chute de mille passions qui les mettent dans une opposition continuelle les uns aux autres un état qui ferait le bonheur des uns ferait nécessairement le malheur des autres ; et de là, cette inégalité qu'autorise d'autant plus la loi de la nature qu'elle naît de son propre fonds.

(1) V. p. 208, notes 2 et 3, discours XI.

Montrons donc que les péchés et les passions des hommes sont la source de leur inégalité (1) et qu'elle est autorisée par la loi de la nature.

PREMIER POINT

L'homme innocent était parfaitement heureux (2). Maître de ses sens, il ne connaissait en lui d'autre empire que celui de sa volonté. Il ne sentait encore aucune puissance qui, le combattant, le tournât vers des objets opposés à son choix (3). Détachée des choses de la terre, son intelligence méditait sans cesse les attributs du Seigneur dont il ressentait si puissamment les effets. Il était ravi en des extases que lui renouvelaient à chaque instant sa reconnaissance et son amour. La pureté de son cœur faisait celle de ses adorations, et une félicité sans vicissitudes était le prix de son culte et de ses hommages. Prévenu en tous

(1) Bossuet intitule la 1^{re} prop. de l'art. II, liv. I de sa *Politique* : « La société humaine a été détruite et violée par les passions », p. 13. — Dans son traité *Du gouvernement civil*, « où l'on traite de l'origine, des fondements de la nature, du pouvoir et des fins des sociétés politiques », Locke écrit, ch. VII : « Du commencement des sociétés politiques », § XVII : « Le premier âge du monde était un âge d'or. L'ambition, l'avarice, *amor sceleratus habendi*, les vices qui règnent aujourd'hui, n'avaient pas encore corrompu les esprits des hommes, dans ce bel âge », p. 145. — Fénelon dit aussi : « L'ambition et l'avarice des hommes sont les seules sources de leur malheur. » *Télémaque*, t. I, liv. V, p. 134. — Burlamaqui, dans ses *Princ. du dr. polit.*, ch. III, §§ III et IV, p. 12, assure de son côté « que si pendant que les hommes vivaient dans la société de nature, ils avaient exactement observé les lois naturelles, rien n'aurait manqué à leur félicité, et qu'on n'aurait pas eu besoin d'établir un pouvoir souverain sur la terre ; ils auraient vécu dans un commerce mutuel de services et de bienfaits, dans une simplicité sans faste, dans une égalité sans jalousie, et l'on n'aurait connu d'autre supériorité que celle de la vertu, ni d'autre ambition que celle d'être désintéressé et généreux. Mais les hommes ne suivirent pas longtemps une règle si parfaite, la vivacité de leurs passions affaiblit bientôt la force de la loi naturelle, et cette loi ne se trouva plus un frein assez puissant pour laisser plus longtemps à lui-même l'homme ainsi affaibli et aveuglé par les passions. » — Rousseau soutient que « quoiqu'en disent les moralistes, l'entendement humain doit beaucoup aux passions, qui, d'un commun aveu, lui doivent beaucoup aussi : c'est par leur activité que notre raison se perfectionne », pp. 75 et 76. Il dit également que l'homme primitif a des passions « peu actives », est « sujet à peu de passions », et voilà d'où vient son bonheur, pp. 94 et 99. Comme l'écrit justement M. Jean Morel : « C'est qu'il (Rousseau) subit plus qu'il ne le dit l'influence des moralistes chrétiens et qu'en défenseur logique de l'homme primitif il n'admet la passion qu'en tant qu'impulsion de la nature et besoin physique. » *Recherches sur les sources du discours de l'inégalité*, dans « Annales de la société Jean-Jacques Rousseau », t. V, 1909, p. 130.

(2) « ...son innocence tout ensemble et sa félicité dans le Paradis. » Bossuet, *Hist. univ.*, Prem. époque.

(3) L'auteur met en note : « quod nolo malum, hoc ago. » C'est un passage de l'*Épître de saint Paul aux Romains*, VII, le « Confit de la loi et du péché dans l'homme » : « ...je ne fais pas le bien que je veux, mais je fais le mal que je ne veux pas. Si je fais ce que je ne veux pas, ce n'est plus moi qui agis ainsi, mais c'est le péché qui habite en moi. » Médée disait : « Video meliora proboque, deteriora sequor. » (Ovide, *Métamorphoses*, VII, 20).

ses besoins, il était exempt pour y pourvoir des pesanteurs du travail (1), et les éléments sans altération ne contenaient aucun principe qui ne concourût à son immortalité.

Telle aurait été sa nombreuse postérité. Elle aurait formé une société de justes dont les cœurs auraient été parfaitement unis dans l'amour de leur créateur. L'univers entier aurait été leur temple. Les voûtes célestes n'auraient retenti que des chants de leurs hymnes sacrés, et les échos des cieux les auraient répétés fidèlement jusqu'au trône de l'Immortel. Mais l'orgueil, qui avait précipité dans les enfers le premier des anges, chasse du paradis terrestre le premier des hommes. Quoi, mon Dieu ! Cette créature, qui goûtait avec tant de délices les douceurs de votre amour, devait être si tôt après l'objet malheureux de vos rigueurs ! Ne prétendait-elle à vos perfections divines que pour être plongée dans les plus terribles et les plus constantes humiliations ! Que sommes-nous depuis la funeste dégradation de ce premier père ? Prévaricateurs comme lui, nous n'éprouvons que trop, Seigneur, la vérité de vos menaces. Emportés par notre ambition, tourmentés par notre avarice et par notre injustice, consumés par notre curiosité, amollis par notre luxe, appesantis par notre oisiveté et par notre indolence, nous formons une masse dans laquelle se trouve un contraste proportionné aux différentes faiblesses des parties qui la composent.

Pour prouver cette vérité, ouvrons une fois l'histoire de la naissance du monde, et parcourons la seconde époque de son âge (2). Là, nous verrons trois uniques rejetons de l'innocence entrer en partage de la terre presque anéantie par le bras de la colère et de la vengeance du Seigneur (3). Tranquilles possesseurs de leurs héritages, ils étaient bénis dans leur nombreuse postérité. Mais la corruption qui gagnait de plus en plus dans la nature, gagnait de plus en plus dans le cœur de l'homme. On y voit s'élever l'ambition engendrée par la férocité et par l'envie pour troubler la douceur de ces paisibles jouissances. Aussi fâcheuse dans ses moyens qu'injuste dans ses vues, elle n'obéit qu'aux lois de l'avarice et de la vanité. Un chacun ne travaille qu'à tourner vers lui les avantages de la société et ne peut se contenir dans les bornes de ses possessions. D'ailleurs, la présomption qui l'aveugle, lui montre une place au-dessus du rang qu'il occupe comme due et plus convenable à son mérite et à ses talents ; et de là, la bonne foi bannie, la confiance mutuelle ignorée, la force crainte, l'invasion étendue,

(1) V. p. 51, note 1, discours I.

(2) C'est la « Deuxième époque. Noé ou le Déluge. Deuxième âge du monde ». Bossuet, *Hist. univ.*

(3) « La mémoire de ces trois premiers auteurs des nations et des peuples s'est conservée parmi les hommes. » Bossuet, *Hist. univ.* Deuxième époque. Ce sont, comme on sait, Sem, Cham et Japhet.

la tyrannie dominante et Nemrod puissant (1), et de là encore ces rois et ces conquérants, dont les entreprises hardies et les succès tant vantés ne servent le plus souvent qu'à développer leur médiocrité et leur bassesse. Car c'est alors qu'on les voit tels qu'ils sont en effet, et qu'avilie à jamais, leur âme déployée subit le jugement exact et sévère de tous ceux qui les environnent (2).

Voilà donc votre origine, Puissants du siècle, si capable de rabaisser votre orgueil. Les villes détruites, les peuples soumis et effrayés, le sang répandu (3), ne sont-ce pas les faits éclatants de ces illustres aïeux, et leur gloire dans leurs usurpations ? N'eussent-ils pas été moins redoutés s'ils eussent été plus humains ? Et n'eussent-ils pas acquis à plus juste titre le nom de grands s'ils eussent été moins injustes ? Suivons toujours pas à pas les progrès de cette corruption et nous allons voir paraître les magistrats.

Les rois, dans les commencements étaient les seuls juges de leurs royaumes (4). Arbitres souverains des affaires qui s'élevaient parmi le peuple, on courait aux pieds de leur trône pour implorer leur justice avec cette confiance qui d'ordinaire présage la sûreté. Ils regardaient cet exercice comme la partie la plus essentielle de leur devoir et la prérogative la plus flatteuse

(1) « Elle (l'ambition) a fait des conquérants, dont Nemrod, petit-fils de Cham, fut le premier. Celui-ci, homme violent et guerrier, commença à être puissant sur la terre (ipse cepit esse potens in terra. *Genèse*, X, 8) et conquit d'abord quatre villes dont il forma son royaume. » Bossuet, *Polit.*, liv. II, art. I, V^e prop., p. 65. V. aussi liv. IX, art. II, 1^{re} prop., p. 439. — « Nemrod, homme farouche, devient par son humeur violente le premier des conquérants; et telle est l'origine des conquêtes. » Bossuet, *Hist. univ.*, Deuxième époque.

(2) « Ce fut après le Déluge que parurent ces ravageurs de provinces, que l'on a nommés conquérants, qui, poussés par la seule gloire du commandement, ont exterminé tant d'innocents. Nemrod, maudit rejeton de Cham maudit par son père, commença à faire la guerre seulement pour s'établir un empire (*Genèse*, X, 9). » Bossuet, *Hist. univ.*, partie II, ch. 1 « la suite de la religion ». — Fénelon écrit : « Un conquérant est un homme que les dieux, irrités contre le genre humain, ont donné à la terre dans leur colère pour ravager les royaumes, pour répandre partout l'effroi, la misère, le désespoir, et pour faire autant d'esclaves qu'il y a d'hommes libres... Il ne faut jamais songer à la guerre que pour défendre sa liberté... Ces grands conquérants, qu'on nous dépeint avec tant de gloire, ressemblent à ces fleuves débordés qui paraissent majestueux, mais qui ravagent toutes les fertiles campagnes qu'ils devraient seulement arroser. » *Télémaque*, t. I, liv. VIII, pp. 262-263.

(3) « Les violences et les cruautés toujours détestables, le sont encore plus dans les princes établis pour les empêcher et les punir. » Bossuet, *Politique*, liv. III, art. III, X^e prop., p. 105.

(4) « Le prince doit la justice, et il est lui-même le premier juge. » « Faites-nous des rois qui nous jugent, comme en ont les autres nations. C'est l'idée des peuples lorsqu'ils demandent des rois à Samuel. Et ainsi le nom de roi est un nom de juge. » Bossuet, *Politique*, liv. VIII, art. III, IV^e prop., p. 406. — « Il (le roi de Thèbes Sésostris) écoutait chaque jour à certaines heures réglées tous ceux de ses sujets qui avaient ou des plaintes à lui faire ou des avis à lui donner. » *Télémaque*, t. I, liv. II, p. 37.

de leur autorité. On ne connaissait point ces Assuérus, ni ces autres rois de l'Ecriture dont on n'osait approcher sans crainte. Leurs palais étaient un refuge pour les malheureux et un abri inaccessible à l'envie et à la persécution. Mais accablés sous le poids de ces différends qui se multipliaient tous les jours avec les vus qui les faisaient naître, ils choisirent des sages pour en partager le soin (1) ; des sages, dépositaires d'une partie de leur souveraineté ; des sages dont se formèrent dans la suite ce tribunal sévère de l'aréopage fondé par Cécrops, si révérent dans toute la Grèce qu'on disait que les dieux mêmes y avaient comparu (2), ce sénat romain qui avait ébranlé et fait évanouir la fortune de tant de rois, et ces tribunaux augustes que nous voyons aujourd'hui travailler avec tant de force et de dignité à la tranquillité de la monarchie et à la gloire de leur maître, à démasquer à ses yeux l'hypocrisie avançant vers lui couverte du voile de la vertu pour surprendre sa religion et tendre par ce moyen à une dangereuse indépendance, et que nous voyons montrer leur zèle et leur courage jusqu'à devenir la victime de leur fidélité. Examinons toujours les mêmes causes produire des différents effets selon les différents sujets dans lesquels elles agissent.

N'est-ce pas par un effet de ce désordre continu que l'on emporte au delà des mers cette multitude d'hommes pour aller ramasser des trésors inconnus à leurs climats ? Envieux de ce qu'ils ne possèdent pas, ils ne sauraient voir sans peine certains avantages chez les nations étrangères, avantages que leur ciel leur refuse, si l'industrie ne ménageait des ressources à leur détestable cupidité. Ainsi s'accroît la richesse de certains particuliers qui devient quelquefois fatale aux empires en ébranlant les bras qui les soutiennent. Telle fut une des causes de la perte, Rome puissante. Ta force accrue dans la pauvreté de tes citoyens (3) jetait déjà les bornes de ta domination dans les royaumes les plus reculés. L'égalité de fortune qui régnait dans ton sein était le plus ferme appui de ton sage gouvernement (4).

(1) « C'est le conseil que donna Jethro à Moïse qui, par un zèle de la justice et une immense charité voulait tout faire par lui-même. » Bossuet, *Politique*, liv. X, art. II, IV^e prop., p. 542.

(2) « Quel plus grave tribunal y eut-il jamais que celui de l'Aréopage, si révérent dans toute la Grèce, qu'on disait que les dieux mêmes y avaient comparu ? Il a été célèbre dès les premiers temps, et Cécrops apparemment l'avait fondé sur le modèle des tribunaux de l'Egypte. Aucune compagnie n'a conservé si longtemps la réputation de son ancienne sévérité, et l'éloquence trompeuse en a toujours été bannie. » Bossuet, *Hist. univ.*, part. III, ch. V « les Empires ».

(3) Montesquieu écrit : « Il n'y a point eu de peuple, dit Tite-Live, où la dissolution se soit plus tard introduite que chez les Romains, et où la modération et la pauvreté aient été plus longtemps honorées. » *Esprit des lois*, t. I, liv. VIII, ch. XIII, p. 245.

(4) « Au reste, dans ces beaux temps de la république romaine, au milieu de tant de grandeurs, on gardait l'égalité et la modestie convenable à un Etat populaire. » Bossuet, *Politique*, liv. X, art. II, XVI^e prop., p. 553.

Les palmes du triomphe (1) étaient les seules marques distinctives de tes généraux vainqueurs. Attachés entièrement à la culture de leurs terres au retour de leurs glorieuses expéditions, ils n'avaient d'amour que pour leur patrie et que pour sa liberté (2) ; et, accoutumés aux exercices les plus pénibles, leurs corps étaient aussi robustes que leurs cœurs étaient guerriers. Mais le luxe et la mollesse (3) qui s'introduisirent dans ton enceinte avec les richesses de quelques particuliers (4) favorisèrent bientôt l'ambition des autres qui eurent la cruelle satisfaction de voir ta chute par les coups qu'ils portèrent à ta gloire et à ta grandeur.

Je vois aussi en esprit la naissance des savants et des artistes. Les merveilles de l'univers qui élèvent les esprits à la connaissance des choses invisibles, qui fournissent des preuves invincibles, contre lesquelles lutte en vain l'irréligion, de l'existence et de la grandeur de Dieu, n'excitèrent plus qu'une vaine curiosité. Il ne suffisait pas aux hommes d'en admirer les beautés s'ils ne découvraient les ressorts et les forces secrètes qui poussaient les vastes corps qui roulaient autour d'eux. Fondés sur des vains préjugés, ils bâtissent des systèmes qui n'ont d'autre réalité que d'avoir été produits par une vide imagination. La supériorité qu'ils leur acquièrent, les louanges et les récompenses qu'on leur prodigue inspirent l'émulation.

(1) Rappelons la phrase de Montesquieu, dans les *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* : « Romulus et ses successeurs furent presque toujours en guerre avec leurs voisins, pour avoir des citoyens, des femmes ou des terres ; ils revenaient dans la Ville avec les dépouilles des peuples vaincus ; c'étaient des gerbes de blé et des troupeaux : cela y causait une grande joie. Voilà l'origine des triomphes, qui furent dans la suite la principale cause des grandeurs où cette Ville parvint », ch. I, p. 2 et 3.

(2) « Le fond d'un Romain, pour ainsi parler, était l'amour de sa liberté et de sa patrie... Les sénateurs les plus illustres, à n'en regarder que l'extérieur, différaient peu des paysans, et n'avaient d'éclat ni de majesté qu'en public et dans le Sénat. Du reste, on les trouvait occupés du labourage et des autres soins de la vie rustique, quand on les allait quérir pour commander les armées. » Bossuet, *Hist. univ.*, part. III, ch. VI « les Empires ».

(3) « Sitôt que les Romains furent corrompus, leurs désirs devinrent immenses. On en peut juger par le prix qu'ils mirent aux choses. Une cruche de vin de Falerne se vendait cent deniers romains ; un baril de chair salée du Pont en coûtait quatre cents ; un bon cuisinier quatre talents ; les jeunes garçons n'avaient point de prix. Quand par une impétuosité générale tout le monde se portait à la volupté, que devenait la vertu ? » Montesquieu, *Esprit des lois*, t. I, liv. VII, ch. II, p. 198. — Montesquieu avait dit aussi : « Cependant quelle que fût la corruption de Rome, tous les malheurs ne s'y étaient pas introduits : car la force de son institution avait été telle qu'elle avait conservé une valeur héroïque et toute son application à la guerre au milieu des richesses, de la mollesse et de la volupté ; ce qui n'est, je crois, arrivé à aucune nation du monde. » *Considérations*, ch. X, p. 108.

(4) « Tout est perdu, lorsque la profession lucrative des traitants parvient encore, par ses richesses, à être une profession honorée... Cela n'est pas bon dans la république ; et une chose pareille détruit la république romaine. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XIII, ch. XX, p. 29.

On travaille, l'esprit se remplit, le goût se perfectionne, et les sciences naissent, dont les progrès plaisaient d'autant plus qu'elles favorisaient souvent le caractère et les passions de ceux qui les cultivaient. L'avarice y vit l'art d'acquérir, la fourberie de se contrefaire, la médisance de glisser son poison avec plus d'adresse, et la flatterie celui de s'attirer l'estime et la confiance des grands en applaudissant à leurs vices et en leur persuadant que ravis un jour à la terre par les mains de la mort, leur âme régira l'univers de la partie la plus élevée du firmament, d'où le poids de leur grandeur fera courber l'axe des cieux (1). Et vous, dont les mains habiles sont tous les jours consacrées à nos besoins, formeriez-vous un état séparé sans notre faiblesse ? Et n'est-ce pas à notre faste que vos arts doivent leur perfection ?

Je pourrais encore en représenter d'autres qui sont séparés par leur indolence et leur oisiveté. Mais il est temps de dire qu'il n'y a que vous seuls, prêtres du Dieu éternel, dont le ministère saint ait ses racines dans le Ciel, et que bien loin qu'elles aient rien de commun avec celles des autres états qui partagent les hommes pendant leurs vies, elles donnent au contraire des forces pour les détourner. Nous avons montré quelle est la source de l'inégalité parmi les hommes, efforçons-nous à présent de prouver qu'elle est autorisée par la loi de la nature.

DEUXIÈME POINT

Les passions des hommes concourent souvent aux desseins les plus raisonnables et les plus pieux. La cruauté des empereurs, en versant le sang des martyrs, a contribué en partie à établir l'évangile de Jésus-Christ et à cimenter sa sainte cité. Ses ennemis, dans leurs fureurs, préparent eux-mêmes les lieux où s'opèrent ses miracles, où doit être le centre de son église et le siège de la paix. Ainsi, quelque coupables que nous paraissent les sources de cette inégalité parmi les hommes, elle n'en sera pas moins raisonnable, ni moins autorisée par la loi de la nature. Pour nous en convaincre, considérons les hommes dans la diversité de leurs passions, de leurs caractères ; considérons-les tels qu'ils sont en eux-mêmes. D'ailleurs, dans une égalité qui ne souffrit point ce partage qui les divise en souverains, en législateurs, en commerçants, en savants et en artistes, que verrons-nous ? Une confusion capable de nous saisir d'une horreur mortelle si notre esprit ne nous ramenait en l'instant au bel ordre qui nous gouverne.

En effet, nous verrons l'injustice servir à l'avarice, la force à l'ambition, la cruauté à l'envie. N'est-il donc pas naturel qu'il y ait des magistrats qui opposent à ce débordement des

(1) *Note de l'auteur* : « C'est ainsi que Lucain adresse sa flatterie outrée à Néron :

*Ætheris immensi partem si presseris unam
Sentiet axis onus (Pharsale, liv. I). »*

lois dictées par la voix de la sagesse et de la prudence pour l'arrêter dans son cours ? Et que ces magistrats seraient coupables de bien plus grandes prévarications dans leur ministère sans l'œil des princes ou de ceux qui ont en main la souveraineté, qui les observe dans la distribution de la justice dont ils savent devoir rendre compte un jour au Juge éternel qui la leur a confiée. Cette inégalité met les hommes dans un équilibre qui ne saurait être sans elle. Elle forme un système dont toutes les parties sont dans une dépendance essentielle les unes des autres, et dont les rapports sont si intimes qu'on ne saurait en retrancher la plus petite sans ébranler nécessairement le tout (1).

Quelle vigueur le commerce ne répand-il pas dans les Etats ? C'est par lui qu'Athènes, devenue puissante, soumet à ses lois le monarque de Perse (2) et que Carthage s'étend jusqu'aux colonnes d'Hercule (3), c'est par lui que le vice intérieur de plusieurs gouvernements a été corrigé dans sa source en ouvrant aux bons princes une entrée chez leurs voisins pour y aller consulter et recueillir leurs meilleures constitutions ; c'est par lui que nous avons vu de nos jours sept petites provinces (4) défendre leurs libertés, se rendre formidables aux monarques dont elles avaient secoué le joug, et faire respecter leurs pavillons dans les deux hémisphères ; c'est par lui que les différents peuples pourvoient à leurs besoins et se ménagent des secours mutuels ; c'est par lui enfin que leurs mœurs sont adoucies, et que chaque nation compte autant d'alliés qu'elle avait avant d'ennemis à combattre.

Quel éclat les sciences ne répandent-elles pas dans les Etats ? Les siècles des grands hommes sont les siècles de leur règne. C'est de leurs amateurs que les princes apprennent les règles de leur devoir et l'usage glorieux qu'ils doivent faire de leur grandeur. C'est par l'histoire des faits antiques que leurs mains curieuses retracent dans l'esprit de la postérité, qu'ils conçoivent aisément que leurs trônes ne sauraient être affermis que par leur bonté, qu'il manquera toujours beaucoup à la gloire de leur règne s'il manque la plus petite chose à la félicité de leurs sujets, et que c'est en vain qu'ils travailleront à acquérir le titre éclatant de parfaits héros, s'ils ne jouissent de la qualité

(1) V. la dernière phrase du discours XI.

(2) « D'ailleurs les Perses n'étaient pas navigateurs, et leur religion même leur était toute idée de commerce maritime. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XXI, ch. VIII, p. 294.

(3) « Maîtresse des côtes d'Afrique que baigne la Méditerranée, elle (Carthage) s'étendit le long de celles de l'Océan. Hannon, par ordre du Sénat de Carthage, répandit trente mille Carthaginois depuis les colonnes d'Hercule jusqu'à Cerné. » *Ibid.*, t. II, liv. XXI, ch. XI, p. 314.

(4) *Note de l'auteur* : « la Hollande ». Dans les *Lettres persanes*, Montesquieu avait écrit : « ...cette autre reine de la mer, la république de Hollande si respectée en Europe, et si formidable en Asie, où ses négociants voient tant de rois prosternés devant eux », p. 419.

respectable de pères de leurs peuples (1) ; c'est par elles que leur sont représentés les crimes inouïs, les guerres intestines, les révolutions soudaines, les trônes ébranlés comme les effets funestés de la tyrannie et des abus trop ordinaires de l'autorité ; c'est par elles enfin que le citoyen est encouragé à se sacrifier pour sa patrie. C'est par les soins des amateurs des sciences que les cieux nous sont dévoilés, leur étendue mesurée, leurs rapports connus ; que le sang humain n'a point de route qu'on puisse ignorer, que nos esprits les plus déliés ne sauraient échapper à nos observations, aussi bien que les propriétés de ces plantes que la nature multiplie d'autant plus qu'elles nous sont salutaires ; c'est par les soins des amateurs des sciences que l'univers entier nous est ouvert, et leurs recherches étant portées jusqu'aux bornes de l'esprit humain, le sage philosophe apprend à soumettre sa raison et à fixer sa curiosité comme l'hommage le plus justement dû à son dieu et à la religion.

Venez recevoir le tribut de notre reconnaissance, amateurs de belles-lettres. Ne vous devons-nous pas, poètes fameux, le souvenir de plusieurs événements aussi vrais que mémorables, et de ces époques fabuleuses, époques de l'idolâtrie, où votre voix fut empruntée pour chanter la valeur d'un Achille, la force d'un Hercule, l'impiété d'un Tantale, la cruauté d'un Atrée, les aventures d'un Ulysse, la piété d'un Enée, et les actions de tous les héros de la mythologie ? La poésie, langage aussi de la religion, ne prêta-t-elle pas ses accents aux Hébreux pour chanter la miséricorde de leur libérateur, aux prophètes pour annoncer le Désiré des nations et les divers jugements de Dieu sur son peuple, et ne se prête-t-elle pas à tous les fidèles pour célébrer dans leurs temples la naissance, la mort, la résurrection triomphante du Sauveur, la mission des apôtres, le courage des martyrs, le zèle des confesseurs, le feu de l'amour divin qui embrase les vierges, et le bonheur des saints ? Quel est l'esprit et le cœur qui peut se refuser à la force de l'éloquence ? Démosthène tonne, Athènes s'éveille, Philippe est déconcerté. Cicéron, dans le Sénat, développe l'intrigue d'une secrète conjuration, et Catilina, honteux et épouvanté, se réfugie en Etrurie et évite ainsi le coup que ses mains parricides préparaient à sa patrie.

A la vigueur que répand le commerce, à l'éclat des sciences, aux charmes de la poésie, aux persuasions de l'éloquence, joignons la nécessité des arts. Les misères dans lesquelles nous naissons, qui nous environnent pendant la vie et qui ne nous quittent qu'à la mort, entraînent avec elles des besoins qui ne

(1) « Le nom de roi est un nom de père, et... la bonté est le caractère le plus naturel des rois. » Bossuet, *Politique*, liv. III, art. III, 1^{re} prop. — « Le roi, ajoutait-il (Mentor), qui est le père de tout son peuple... » *Télémaque*, t. II, liv. XIV, p. 59. — « Nommer un roi père du peuple est moins faire son éloge que l'appeler par son nom, ou faire sa définition. » La Bruyère, *Caractères*, « Du souverain ou de la république ».

nous permettent pas de vivre sans secours. La fortune et la dignité des rois ne les mettent pas à l'abri de ces humiliantes dépendances, et leur élévation ne sert au contraire qu'à leur prouver une plus grande impuissance d'y pourvoir par eux-mêmes. Les arts nous offrent ces secours. Je vois à leur naissance les moindres productions de la nature préparées pour notre avantage, la terre creusée jusqu'à son centre pour en arracher les trésors qu'elle nous dérobaient. Je vois des édifices, monuments éternels de la puissance des arts, des caractères des peuples et de la magnificence de leurs souverains. L'Euphrate voit élever sur ses bords les superbes murs de Babylone, ces merveilles du monde, la gloire de Sémiramis (1). L'Egypte n'observe qu'avec surprise la beauté de ses pyramides (2), et peut-être qu'Ephèse aurait la honte de voir encore subsister sa Diane, l'objet impuissant de son culte sans la main orgueilleuse qui travaillait à s'immortaliser en renversant son temple fameux qu'admirait l'univers (3). Disons donc une seconde fois que quelque coupables que nous paraissent les sources de cette inégalité parmi les hommes, elle n'en est pas moins raisonnable ni moins autorisée par la loi de la nature. Et s'il était permis de faire une comparaison des choses de ce monde avec les établissements divins, nous dirions que cette inégalité est un remède à nos faiblesses temporelles comme la hiérarchie ecclésiastique établie par Jésus-Christ en est un pour les infirmités spirituelles de notre âme ; car, tantôt c'est un docteur de son église qui s'empresse à nous avancer le pain si souvent refusé à nos gémissements et à nos cris ; tantôt c'est un disciple, tantôt c'est un apôtre, et tantôt un successeur de Pierre tenant en main les clefs de ces portes saintes inaccessibles à l'erreur et inébranlables jusqu'à la consommation des siècles. Ne nous laissons donc jamais d'adorer la main qui nous conserve et nous soutient par tout ce qui pourrait nous détruire, et qui, combattant les passions des uns par les passions ou l'innocence des autres se sert quelquefois de nous pour l'exécution de ses grands desseins. Eliakin, infidèle et sourd à la voix du prophète qui lui criait tout en pleurs de se convertir à Dieu, tombe aux pieds du roi de Babylone, Jérusalem est détruite du même coup et l'autel renversé (4). Le roi Balthazar, pesé à la balance de la Justice divine, les jours de son règne écoulés, est tué dans

(1) « Quelles murailles, quelles tours, quelles portes et quelle enceinte y vit-on paraître ! Il semblait que l'ancienne tour de Babel allât être renouvelée dans la hauteur prodigieuse du temple de Bel. » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. III, ch. IV, « les Empires ».

(2) « L'Egypte n'avait point encore vu de grands édifices que la tour de Babel, quand elle imagina ses pyramides, qui, par leur figure autant que par leur grandeur, triomphent du temps et des Barbares. » *Ibid.*, Part. III, ch. III, « les Empires ».

(3) On sait que l'Artémision d'Ephèse fut incendié en 356 av. J. C. par Hérostrate qui espérait ainsi immortaliser son nom.

(4) *Des rois*, ch. XXV.

le sein des voluptés. L'arrêt effrayant que lui avait tracé une main céleste s'exécute et son empire est confondu dans celui des Mèdes et des Perses (1). Dieu qui remet aux grands le soin de ses châtiments et de ses vengeances ne remet pas moins aux petits selon son cœur celui d'humilier et d'abattre la grandeur même. Ananie et ses deux frères (2) dans la fournaise prouvent à un prince idolâtre que l'autorité secourue même des efforts des éléments est bien faible contre ceux que protège le Dieu qu'ils lui annonçaient par le cantique de leur reconnaissance. C'était ainsi que David armé de cette protection qui soutenait son courage passe au travers de ses ennemis sans s'étonner de leur nombre et désarme leur roi jaloux. Ce n'est plus ce berger qui faisait retentir les bois du son de sa harpe en conduisant les troupeaux d'Isaïe : c'est le vainqueur de Goliath et de dix mille Philistins entre les mains duquel sera remis bientôt le sceptre de Juda.

Prière à Jésus-Christ.

Seigneur, en qui toutes choses existent, qui tournez nos cœurs selon l'ordre de vos décrets éternels, qui donnez la puissance et la justice aux rois, le discernement et la prudence aux législateurs, les lumières aux savants, la fidélité aux citoyens, et de qui vient toute bonne intention, faites que dégagés des passions qui nous assègent dans les différents états qui nous partagent dans la vie, nous n'en remplissions les devoirs que pour votre gloire afin que quand nous serons arrivés à ce terme fatal où l'inégalité sera inconnue, où notre corps qui n'est que poudre s'en retournera en poudre et notre esprit reviendra à vous qui l'avez créé, nous puissions vous louer éternellement avec vos saints. Ainsi soit-il ! (3).

(1) *Daniel*, ch. V.

(2) Nabuchodonosor fit jeter dans une fournaise, d'où ils sortirent sains et saufs : Ananias, Azarias et Misaël (*Daniel*, ch. III).

(3) L'auteur de ce discours est, comme nous savons, de Bazas. Il connaît les règlements de l'Académie de Montauban, car, pour cette société, « l'énoncé des sujets de concours stipule le plus souvent que les manuscrits doivent être terminés par une courte prière à Jésus-Christ ». D. Mornet, *les Orig. intell. de la Révol. fr.*, p. 147.

DISCOURS III

Auteur inconnu

DISCOURS III

Discours de morale où l'on résout le problème suivant : Quelle est la source de l'inégalité qui règne parmi les hommes, et cette inégalité est-elle autorisée par la loi naturelle.

Quelle est la source de cette inégalité que l'on voit parmi les hommes ? Quel est le principe de cette différence, je ne dis pas de biens, mais d'états, de rangs, d'autorités et de conditions ? Qui a pu introduire la domination, la subordination et l'esclavage ? Quels furent les motifs de cette introduction ? Quelle est en un mot la cause de cette disproportion parmi des créatures (1) fit toutes égales ?

Ces questions sortent du premier membre du problème. Il s'agit de trouver un principe général à tous ces effets, je n'en vois point qui convienne mieux que l'ambition (2). C'est le premier principe de la perversité des hommes, et c'est elle qui a introduit l'inégalité qui règne parmi eux. Toutes les autres sources auxquelles on pourrait l'attribuer ne sont que des causes occasionnelles et accidentelles, souvent même des effets concomitants et presque toujours postérieurs à l'inégalité.

La seconde partie du problème ne présente au contraire qu'une seule question, qui est restreinte dans une alternative ; il n'y a point de milieu, point de modification, point de distinction, et la plus grande difficulté est de savoir si la négative exige une contrariété formelle, une opposition essentielle aux principes de la loi naturelle, ou si l'affirmative ne demande qu'une simple permission ou une conformité expresse et nécessaire (3).

Ce n'est qu'après avoir analysé ces termes, pesé toutes les raisons que les auteurs allèguent pour et contre, et comparé

(1) L'auteur a oublié « que Dieu ».

(2) « Depuis ce temps (de Nemrod), l'ambition s'est jouée sans aucune borne de la vie des hommes. » Bossuet, *Hist. univ.*, part. II, ch. I « La suite de la religion ». — « A-t-on oublié que ce fut l'ambition qui porta un des enfants du premier homme à commettre le premier fratricide ? » Pufendorf, *le Droit de la nature et des gens*, t. II, liv. VII, ch. I, § VII, p. 274. — « Il y a toute apparence que ce fut l'ambition soutenue de la force ou de l'habileté qui assujettit pour la première fois plusieurs pères de famille sous la domination d'un chef, c'est ce qui paraît assez conforme au naturel des hommes et cela semble même appuyé par la manière dont l'histoire sainte parle de Nimrod, le premier roi dont nous ayons connaissance. » Burlamaqui, *Principes du droit polit.*, I^{re} part., ch. II, § VII, 3^e, p. 10. — « L'âme goûte tant de délices à dominer les autres âmes... » *Esprit des lois*, t. III, liv. XXVIII, ch. XLI, p. 392. — V. aussi note 1, p. 66, discours II.

(3) L'auteur semble hésiter à donner une réponse nette au second membre de l'interrogation. Pensait-il à la dernière phrase du chapitre *Des esprits forts* ? La Bruyère avançait : « Une certaine inégalité dans les conditions, qui entretient l'ordre et la subordination, est l'ouvrage de Dieu, ou suppose une loi divine : une trop grande disproportion, et telle qu'elle se remarque parmi les hommes, est leur ouvrage, ou la loi des plus forts. »

la loi naturelle et ses principes à l'inégalité et à sa source que j'ai reconnu que l'inégalité n'était pas autorisée par la loi naturelle ; mais il ne suffit pas de m'en être pleinement convaincu, il faut en convaincre mes lecteurs. J'ose m'en flatter lorsque j'aurai démontré la source de cette inégalité, qui fera l'objet de la première partie de ce discours.

PREMIÈRE PROPOSITION

Il n'est pas douteux que pour trouver la source d'une chose, il ne faille remonter à sa première existence. L'on risque, sans cette précaution de se tromper en attribuant l'effet dont on cherche la source à une cause postérieure ou à un effet concomitant. C'est ce qu'ont fait Hobbes, Pufendorf et plusieurs autres qui ont cru reconnaître la vraie source de l'inégalité, les uns dans les lois, les autres dans les sociétés civiles (1), sans

(1) Cf. Hobbes, *De cive*, p. 14 : « Le droit égal que tous les hommes ont sur toutes choses entraîne la guerre. » — Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, ch. V : « Des motifs qui ont porté les hommes à former des sociétés civiles », et particulièrement § VII, pp. 290 et 291 : « la véritable et la principale raison pourquoi les anciens pères de famille renoncèrent à l'indépendance de l'état de nature pour établir des sociétés civiles, c'est qu'ils voulaient se mettre à couvert des maux que l'on a à craindre les uns des autres. Car, comme après Dieu il n'y a rien dont les hommes puissent attendre plus de bien que de leurs semblables, il n'y a rien aussi qui puisse causer plus de mal à l'homme que l'homme même. Et c'est ce qui se trouve bien exprimé dans ce proverbe, où l'on voit en même temps l'usage et la nécessité des sociétés civiles : *s'il n'y avait point de justice, on se mangerait les uns les autres.* » V. aussi Pufendorf dans le *Droit de la nature et des gens*, t. II, liv. VII, ch. I, § VII, p. 271 et suiv., et note 1, p. 270 et suiv. — Burlamaqui, *Princ. du droit polit.*, ch. III, § IX, pp. 13 et 14 : « La grande liberté et l'indépendance dont les hommes jouissaient les jetaient dans un trouble perpétuel, la nécessité les a donc forcés à sortir de cette indépendance et à chercher un remède contre les maux qu'elle leur causait, et c'est ce qu'ils ont rencontré dans l'établissement de la société civile et d'une souveraine autorité. » — Locke, *Du gouvernement civil*, ch. VI, § XIII, p. 110 : « C'est pourquoi, partout où il y a un certain nombre de gens unis de sorte en société que chacun d'eux ait renoncé à son pouvoir exécutif des lois de la nature, et l'ait remis au public, là, et là seulement, se trouve une société politique ou civile. » V. aussi *ibid.*, ch. VIII, § I, p. 160. — La Bruyère : « De l'injustice des premiers hommes, comme de son unique source, est venue la guerre, ainsi que la nécessité où ils se sont trouvés de se donner des maîtres qui fixassent leurs droits et leurs prétentions. Si, content du sien, on eût pu s'abstenir du bien de ses voisins, on avait pour toujours la paix et la liberté. » *Du souverain ou de la république*. — L'antiquité gréco-latine fournit d'autres « sources » : Platon (*République*, II, 11) avance : « la cité naît, comme je crois, parce que l'individu ne se suffit pas lui-même et a de nombreux besoins. » Cicéron (*République*, I, 25) fait sien l'opinion qu'Aristote exprime dans sa *Politique*, à savoir que l'origine des sociétés humaines n'est point le besoin d'aide et de sécurité, mais un instinct de nature. Il le redira dans le *De finibus bonorum et malorum* (V, 23, 66), et écrira dans le *De officiis* (I, 44) que les abeilles ne se réunissent pas en essaims pour faire des rayons de miel, mais en font parce qu'elles sont de nature sociable, et que les hommes se montrent habiles dans l'action et dans la pensée parce qu'ils sont par nature portés à se grouper.

s'apercevoir ou plutôt oubliant que l'inégalité existait avant ces établissements.

Pour remonter à la première existence de l'inégalité, il faut remonter jusqu'aux premiers hommes, et pour en découvrir la source examiner quels furent les motifs et les causes de son introduction, quelles étaient les vues de celui qui lui donna naissance et quels furent les moyens dont il se servit pour l'exécution de cet affreux dessein.

Ces opérations seraient difficiles, et je dis même impossibles, si l'on n'avait l'histoire pour guide. C'est avec elle que nous allons considérer l'homme dans son état naturel de liberté et d'égalité, le voir successivement passer d'un état à un autre, et puiser avec certitude dans ces changements et dans la connaissance de ses mœurs la véritable source de l'inégalité.

Dans le temps que les hommes ne connaissaient ni lois civiles, ni usages, ni établissements politiques ; dans ce temps où la loi naturelle seule guidait leur innocence, l'amour-propre (1), ce premier rayon dont la nature éclaire leur esprit, les réunit en une société, ils goûtaient les douceurs d'une union alors parfaite, qui, bien loin de favoriser l'inégalité, rendit au contraire les hommes plus égaux ; cette société n'admettait aucune prérogative, aucune distinction, et la seule disproportion qui fût alors (s'il pouvait y en avoir une) était dans la possession des biens ou plutôt le talent de les faire valoir ; mais comme elle pouvait devenir la source d'une inégalité réelle, elle fut supprimée par la société qui, en faisant profiter les uns des talents des autres, les rendit pour ainsi dire communs (2).

(1) « Cet amour-propre est si fort qu'il l'emporte d'ordinaire sur toute autre inclination. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme...*, liv. I, ch. III, § II, p. 55.

(2) « Lorsque Dieu promet à Abraham qu'il fera de ses enfants un grand peuple, il leur promet en même temps une terre qu'ils habiteront en commun. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. I. III^e prop., p. 18. — « Dieu a donné le monde aux hommes en commun, mais puisqu'il le leur a aussi donné pour les plus grands avantages et pour les plus grandes commodités de la vie qu'ils en puissent retirer, on ne saurait supposer et croire qu'il entend que la terre demeure toujours commune et sans culture. » Locke, *Du gouvern. civil*, ch. IV, § X, pp. 38 et 39. — « On conçoit que d'abord Dieu donna tout en commun aux hommes... Tant que le genre humain fut réduit à peu de personnes, on se contenta d'établir que dès que quelqu'un se serait saisi d'une chose, à dessein de la faire servir à ses besoins, aucun autre ne pourrait l'en déposséder ; en sorte pourtant que le fond ou la substance même des choses, qui en produisent d'autres, demeurerait toujours en commun. Mais quand les hommes se furent multipliés, et que l'on eut commencé à cultiver les choses d'où l'on tire de quoi se nourrir et se couvrir, alors, pour prévenir les contestations et pour mettre un bon ordre dans le commerce de la vie, on assigna en propre à chacun le fond et la substance même de certaines choses, laissant du reste au premier occupant tout ce qui ne serait point entré dans ce premier partage. Voilà de quelle manière la propriété des biens s'introduisit, avec l'approbation de Dieu, par un effet du consentement des hommes et de quelque convention, du moins tacite. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme...* liv. I, ch. XII, § II, pp. 189, 190. V. aussi *le Droit de la nature et des gens*, t. I, liv. IV, ch. IV, § I, note 2, p. 544 et § IV, note 4, p. 550.

Que cette société était différente de celle d'aujourd'hui ! Si l'on peut honorer de ce nom la réunion de quelques hommes qui ne peut se soutenir que par le luxe (1) et qui n'est fondée que sur leurs besoins réciproques et indispensables.

L'amour-propre avait alors des bornes inviolables. Ce n'était pas cette passion toujours jalouse du bonheur d'autrui, qui ne cherche que ses intérêts aux dépens de ses frères, et qui ne craint pas d'employer le fer et le feu pour l'exécution de ses odieux desseins ; ce sentiment pur, naturel et légitime, ne s'était pas encore corrompu dans le cœur de l'homme, et comme la loi naturelle le donne pour règle de l'amour que l'on doit à son prochain, on en faisait une juste compensation (2).

Mais à mesure que l'esprit de l'homme acquit des lumières, son cœur se corrompit, et conséquemment ses mœurs ; cet amour-propre, inspiré par la nature, devint une passion ou, pour mieux dire, enfanta des passions, que l'on doit regarder comme des monstres, qui détruisirent la société, rompirent l'égalité qui en est la base, semèrent la discorde et occasionnèrent les guerres. Le premier de ces monstres et celui qui est véritablement le père et le principe de tous les autres est l'ambition ; c'est à elle que le genre humain est redevable de tous

(1) « Le luxe est toujours en proportion avec l'inégalité des fortunes. Si, dans un Etat, les richesses sont également partagées, il n'y aura point de luxe... Pour que les richesses restent également partagées, il faut que la loi ne donne à chacun que le nécessaire physique. Si l'on a au-delà, les uns dépenseront, les autres acquerront, et l'inégalité s'établira. » *Esprit des lois*, t. I, liv. VII, ch. I, p. 193. — Fénelon avait écrit : « Quand on leur parle (aux habitants de la Bétique) des peuples qui ont l'art de faire des bâtiments superbes, des meubles d'or et d'argent, ...ils répondent en ces termes : ces peuples sont bien malheureux d'avoir employé tant de travail et d'industrie à se corrompre eux-mêmes ! Ce superflu amollit, enivre, tourmente ceux qui le possèdent : il tente ceux qui en sont privés de vouloir l'acquérir par l'injustice et par la violence. Peut-on nommer bien un superflu qui ne sert qu'à rendre les hommes mauvais ? » *Télémaque*, t. I, liv. VIII, p. 258 et 259. — Rousseau (*Discours*, p. 161 [note 9 de la p. 75]) écrit : « Le luxe, impossible à prévenir chez des hommes avides de leurs propres commodités et de la considération des autres, achève bientôt le mal que les sociétés ont commencé, et sous prétexte de faire vivre les pauvres qu'il n'eût pas fallu faire, il appauvrit tout le reste, et dépeuple l'Etat tôt ou tard. Le luxe est un remède beaucoup pire que le mal qu'il prétend guérir ou plutôt il est lui-même le pire de tous les maux... De la société et du luxe qu'elle engendre, naissent les arts libéraux et mécaniques, le commerce, les lettres, et toutes ces inutilités qui font fleurir l'industrie, enrichissent et perdent les Etats. »

(2) Rousseau (*Discours*, p. 178 [note 15 de la p. 91]) écrit : « Il ne faut pas confondre l'amour-propre et l'amour de soi-même, deux passions très différentes par leur nature et par leurs effets. L'amour de soi-même est un sentiment naturel qui porte tout animal à veiller à sa propre conservation, et qui, dirigé dans l'homme par la raison et modifié par la pitié, produit l'humanité et la vertu. L'amour-propre n'est qu'un sentiment relatif, factice, et né dans la société, qui porte chaque individu à faire plus de cas de soi que de tout autre, qui inspire aux hommes tous les maux qu'ils se font mutuellement, et qui est la véritable source de l'honneur. Ceci bien entendu, je dis que dans notre état primitif, dans le véritable état de nature, l'amour-propre n'existe pas. » V. Voltaire, *Remarques sur les Pensées de M. Pascal* (XI).

ses malheurs ; c'est elle qui en est la source, c'est à ce géant révolté contre Dieu même qu'il était réservé de rendre les hommes mortels, de stériliser la terre et de rendre ses habitants aussi infirmes du corps que de l'esprit (1).

Ce fut l'ambition, ce fut cette passion dont se servit l'esprit malin pour corrompre le premier homme, pour flatter, pour exciter ses désirs ; ce fut elle qui le séduisit enfin par l'organe de sa femme. Chassés du paradis terrestre, à peine les hommes avaient-ils reconnu la faute de leur père commun, lorsqu'ils commençaient à jouir en société des biens que la terre produisait et qui étaient le pénible fruit de leurs travaux, ce fut elle qui corrompit encore les cœurs par l'appas de la gloire et des richesses et la fureur de la domination. Caïn s'en ouvrit le premier le chemin par un fratricide ; Nembroth, Ninive et Evechoüs par force, par ruse ou par magie. Ces usurpateurs de la domination et de la liberté naturelle eurent bientôt autant de jaloux et d'ennemis que de sujets : deux ambitieux sont incompatibles (2), il fallut se séparer et se mettre en défense ; l'amour-propre inspira la crainte ; la crainte, la haine ; la haine, la défiance et le désir mutuel de détruire son ennemi. La guerre fut l'instrument de leur fureur. Le vainqueur ne se contenta pas de répandre le sang du vaincu. L'ambition porta sa vengeance jusque sur ceux qui avaient pris son parti. Les vaincus devinrent esclaves des vainqueurs inhumains. L'on foula aux pieds les lois de la nature pour ne plus écouter qu'une celle du plus fort. Ce fut là le terme de l'égalité si conforme à la raison et à l'équité.

S'il est encore quelque égalité sur la terre, c'est l'égalité d'un peuple à un autre, d'un prince à l'égard d'un autre, d'un ou de plusieurs frères. Or, il est aisé de se convaincre que cette égalité est détruite par l'ambition, soit par les exemples journaliers, soit dans les histoires anciennes ou modernes, sacrées ou profanes. Joras, fils de Josaphat, tua ses six frères par la seule ambition dont il était tyrannisé, et parce qu'il ne pouvait s'élever plus haut qu'en les détruisant. Y a-t-il jamais eu entre deux hommes une égalité plus parfaite (je dis même avant les établissements politiques) que celle qui était entre Remus et Romulus, soit par rapport aux biens, soit par rapport aux honneurs ? Lorsque ce dernier répandit le sang que Remus son

(1) « Dieu avait fait au commencement ses anges... Une partie de ces anges se laissa séduire à l'amour-propre... Le plus parfait de tous, qui avait été aussi le plus superbe, se trouva le plus malfaisant, comme le plus malheureux. L'homme, « que Dieu avait mis un peu au-dessous des anges » (Psalm. VIII, 6, B), en l'unissant à un corps, devint à un esprit si parfait un objet de jalousie ; il voulut l'entraîner dans sa rébellion, pour ensuite l'envelopper dans sa perte, » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. II, ch. I. « La suite de la religion ».

(2) « Abraham et Loth ne peuvent compatir ensemble, et sont contraints de se séparer. La terre où ils étaient ne les pouvait contenir, parce qu'ils étaient tous deux fort riches. » (*Genèse*, XIII, 6, 7, 9). Bossuet, *Politique*, liv. I, art. III, 1^{re} prop., p. 21 et 22.

frère avait partagé avec lui dans le sein de leur mère, je demande s'il avait d'autre motif que le désir de régner seul, et d'autre principe que l'ambition. Hermefrindus ne craignit pas de faire charger de fers Bertharius son frère, qui n'avait commis d'autre crime que de partager avec lui l'autorité souveraine ; sans parler d'Héraclius et de Phocas, de Cambyse et de Mergide, rois de Perse ; des fils de Clovis, et de tant d'autres ambitieux, dont le nom seul suffirait et au delà pour passer les bornes prescrites pour l'étendue de ce discours.

Le gouvernement démocratique conserve encore une ombre de l'égalité et de la liberté naturelle des citoyens, bien légère il est vrai, mais qui suffit pour nous découvrir le principe de sa destruction (1). Nous voyons en effet que toutes les démocraties ont été détruites par l'ambition d'un ou de plusieurs de leurs citoyens et réduites en gouvernements ou despotiques ou monarchiques (2). Ces exemples sont trop connus pour qu'il soit besoin de les rappeler.

Il est aisé de voir que l'ambition est entièrement opposée à l'égalité ; ce sont deux êtres inconciliables, dont l'un détruit invinciblement l'autre. Il n'est pas possible de concevoir de l'égalité parmi les citoyens dès qu'on les suppose ambitieux. Quel serait alors le but de leur ambition, puisqu'il n'y aurait plus de domination et d'inégalité ? Et comment imaginer de l'ambition où il n'y a point de domination et où tous les citoyens sont égaux ?

Comme il y a plus d'ambition dans les monarchies que dans tous autres gouvernements, il y a aussi plus d'inégalité. Dans le despotisme, il n'est qu'une seule inégalité qui est du despote au sujet, parce que la crainte qui en est le principe (3) étouffe l'ambition, et comme l'ambition est entièrement exclue des démocraties, l'inégalité en est aussi totalement bannie.

En un mot, ôtez l'ambition et vous ôtez l'inégalité, *sublata causa, tollitur effectus*. L'ambition est donc la cause de l'inégalité. Si quelqu'un en doutait encore, je veux le forcer par l'hypothèse suivante à nier ce principe ou à convenir avec moi que l'inégalité n'a d'autre source que l'ambition.

Je suppose tous les hommes dans l'état de nature, d'indépendance, de liberté et d'égalité ; je suppose encore qu'aucun ne

(1) « Le principe de la démocratie se corrompt, non seulement lorsqu'on perd l'esprit d'égalité, mais encore quand on prend l'esprit d'égalité extrême, et que chacun veut être égal à ceux qu'il choisit pour lui commander. » *Esprit des lois*, t. I, liv. VIII, ch. II, p. 225. — Rousseau écrit, p. 135 : « Ceux dont la fortune ou les talents étaient moins disproportionnés, et qui s'étaient le moins éloignés de l'état de nature gardèrent en commun l'administration suprême et formèrent une démocratie. »

(2) « L'ambition est pernicieuse dans une république. » *Esprit des lois*, t. I, liv. III, ch. VII, p. 50.

(3) « Comme il faut de la vertu dans une république, et dans une monarchie de l'honneur, il faut de la crainte dans un gouvernement despotique : pour la vertu, elle n'y est point nécessaire ; et l'honneur y serait dangereux. » *Ibid.*, t. I, liv. III, ch. IX, p. 53.

soit ambitieux, pour lors, aucun d'eux n'aura le désir de s'élever et de dominer sur les autres, aucun n'envahira le bien de ses voisins, chacun se contentera du sien, il n'y aura point de querelles, point de mauvaises prétentions et, par conséquent, il ne faudra point de lois pour les régler, il n'y aura point de guerre, point de vainqueurs, point de vaincus, point de maîtres, point d'esclaves, point d'usurpateurs de la domination, point de souverains, point de sujets, enfin tous les hommes seront égaux (1). L'inégalité est donc l'effet de l'ambition. Il faut ou nier l'axiome ou accorder la conséquence.

De tous les auteurs qui ont parlé de l'inégalité et qui en ont cherché la source, il y en a peu qui se trouvent entièrement d'accord, mais il y en a beaucoup qui sont à peu de choses près de mon opinion, et s'il y a quelque différence, elle n'est que dans les termes. De ce nombre, sont ceux qui l'attribuent à l'injustice des premiers hommes, à leur perversité, à la guerre ou à la loi du plus fort (2).

D'autres ont attribué la source de l'inégalité aux lois politiques et aux sociétés civiles (3). Je crois qu'il serait dangereux de laisser subsister ces opinions, parce qu'elles sont fondées sur quelque vraisemblance, mais surtout la dernière qui ferait peut-être un puissant préjugé, ne fût-ce que par la réputation de son auteur.

L'inégalité, selon Pufendorf, vient des sociétés civiles, ou plutôt du pouvoir que les hommes ont donné à l'un d'eux de les commander. Voici comme il s'explique lui-même :

« L'égalité consiste en ce que tant qu'il n'est point intervenu d'acte humain ou de convention particulière entre les hommes, personne n'a aucun pouvoir sur les autres, mais chacun peut disposer comme il lui plaît de ses facultés et de ses actions. *Cette égalité a été abolie par l'établissement des sociétés civiles*, dans lesquelles une seule ou plusieurs personnes ont reçu le pouvoir de commander aux autres, et celles-ci se sont vues réduites à la nécessité d'obéir ; d'où il résulte une grande

(1) « Considérons l'état primitif de l'homme, il est certain que les noms de souverains et de sujets, de maîtres et d'esclaves, sont inconnus à la nature ; elle nous a fait simplement hommes, tous égaux, tous également libres et indépendants les uns des autres ; elle a voulu que tous ceux en qui elle a mis les mêmes facultés, eussent aussi les mêmes droits ; il est donc incontestable que dans cet état primitif et de nature, personne n'a par lui-même un droit originaire de commander aux autres, ou de s'ériger en souverain. » Burlamaqui, *Princ. du dr. polit.*, 1^{re} part., ch. VI, § III, pp. 37 et 38.

(2) « Le désir que Hobbes donne d'abord aux hommes de se subjuguier les uns les autres n'est pas raisonnable. L'idée de l'empire et de la domination est si composée et dépend de tant d'autres idées, que ce ne serait pas celle qu'il aurait d'abord. » *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. II, p. 8.

(3) « Comme les hommes ont renoncé à leur indépendance naturelle pour vivre sous des lois politiques, ils ont renoncé à la communauté naturelle des biens pour vivre sous des lois civiles. » *Esprit des lois*, t. III, liv. XXVI, ch. XV, p. 223.

inégalité qui a produit les distinctions des souverains et des sujets » (1).

Ce sentiment est digne de son auteur. L'on n'y voit rien d'opposé à l'équité, à la raison et à la vraisemblance. Je l'aurais sans doute adopté s'il n'était contraire à l'histoire qui me découvre un principe antérieur, qui fut même une des fortes causes de l'établissement des sociétés civiles, au jugement de Pufendorf et de presque tous ceux qui ont écrit du droit naturel.

J'ai dit que le sentiment de Pufendorf sur la source de l'inégalité est contraire à l'histoire, et il l'est en effet. Selon lui, la domination fut une concession du gouvernement faite par les hommes à un ou plusieurs d'entre eux. Interrogeons les historiens, cherchons avec eux la source de la domination, et nous serons convaincus qu'elle ne fut qu'une usurpation dans son principe.

Remontons jusqu'aux premiers hommes. Voyons lequel d'entre eux a le premier dominé, examinons ses mœurs, jugeons de ses motifs et de ses desseins par ses actions, et nous trouverons que dès que l'ambition eut corrompu le cœur de Caïn, il ne craignit pas d'attenter à la vie de son frère Abel dans le dessein de régner seul dans une ville qu'il bâtit, appelée Enoch, du nom d'un de ses fils, et qui fut la première du monde (2).

Pufendorf n'ignorait pas ces faits, à ce qu'il paraît Livre VII. chapitre premier, § 7, de son traité du droit naturel, où, après avoir établi que la crainte et l'ambition furent les causes de l'établissement des sociétés civiles, il répond à une objection tirée de Grotius, qui ne disconvient que l'ambition n'ait part à l'introduction de l'inégalité, mais qui prétend que « dans le commencement du monde, les pères de famille ont vécu pendant plusieurs siècles dans une entière égalité et sans la moindre crainte d'une invasion chimérique, et que l'ambition ne se glissa que tard parmi les hommes, et après l'établissement des sociétés civiles, qui donnèrent naissance aux honneurs et aux dignités. »

« A-t-on oublié, répond Pufendorf, que ce fut l'ambition qui porta un des enfants du premier homme à commettre le premier fratricide ? » (3).

Il ne croyait donc pas que l'on pût ignorer qu'avant qu'il y eût des sociétés civiles et, par conséquent, des lois politiques,

(1) Pufendorf, *le Droit de la nature et des gens*, t. I, liv. III, ch. II, § IX, pp. 356 et 357.

(2) « Caïn, qui viola le premier la fraternité humaine par un meurtre, fut aussi le premier à se soustraire de l'empire paternel : haï de tous les hommes, et contraint de s'établir un refuge, il bâtit la première ville, à qui il donna le nom de son fils Enoch. » Bossuet, *Politique*, liv. II, art. I, III^e prop. — V. aussi saint Augustin, *De civitate Dei*, liv. XV, ch. XX.

(3) *Le Droit de la nature et des gens*, t. II, liv. VII, ch. I, § VII, p. 274. Pufendorf « répond à une objection tirée de Grotius ». V. la première partie de notre note 2, page 79, présent discours, et Grotius, *le Droit de la guerre et de la paix*, t. I, liv. I, ch. IV, § IV, 2, p. 211.

l'ambitieux Caïn avait tué son frère Abel dans le dessein d'usurper plus facilement la domination ? De là, les conséquences invincibles que la domination existât avant les sociétés civiles, et par une suite nécessaire l'inégalité qui en est inséparable, que les sociétés civiles n'en peuvent être la source, que la domination dans son principe n'est qu'usurpation, et non une concession, enfin que l'ambition est le principe primitif de la destruction de l'égalité et la source de la domination.

Mais ne nous bornons pas à ce seul point de l'histoire. Suivons et cherchons après le déluge lequel des descendants de Noë usurpa le premier la domination. Nous apprendrons que ce fut Nembroth, de la race réprouvée de Cham (1), qui non content de dominer sur les hommes, leur inspira de bâtir cette tour, qu'il prétendait élever jusqu'au ciel ; c'était la mesure de son aveugle ambition. Il commença de régner, dit Moïse sur Babel, Erech, Achad et Chalné dans le pays de Seynhar (2).

Bel, autrement Evechoüs, descendant de Nembroth et son successeur, ne fut pas moins ambitieux. Ninive, son fils, premier monarque d'Assyrie, si l'on peut donner ce nom à un tyran qui employa toutes sortes d'artifices pour envahir le trône par des voies si odieuses, que les historiens rapportent, que l'on cru que c'était par le secours du démon, Ninive, dis-je, éleva à son père une statue dans la vue sans doute d'avoir un jour les mêmes honneurs. Ce fut dans son règne que commença l'idolâtrie dont Bel fut le premier objet.

La domination n'était, à ce que l'on voit dans son principe et ne fut très longtemps, qu'une usurpation (3), mais Dieu qui sait tourner la méchanceté des hommes à leur propre utilité, se servit de l'autorité que les rois avaient usurpée pour régler l'ambition, maintenir l'union parmi les hommes (4), et les ramener à leurs devoirs par les lois civiles, et c'est ce qui a fait dire à plusieurs auteurs que les rois tiennent leur autorité de Dieu et que la domination et l'inégalité sont ses ouvrages (5).

(1) V. discours II, p. 68, note 2.

(2) V. discours II, p. 68, note 1.

(3) Rousseau, p. 123, avance : « Telle fut ou dut être l'origine de la société et des lois, qui donnèrent de nouvelles entraves au faible et de nouvelles forces au riche, détruisirent sans retour la liberté naturelle, fixèrent pour jamais la loi de la propriété et de l'inégalité ; d'une adroite usurpation firent un droit irrévocable, et, pour le profit de quelques ambitieux, assujettirent désormais tout le genre humain au travail, à la servitude et à la misère. »

(4) « C'est par la seule autorité du gouvernement que l'union est établie parmi les hommes. » Titre de la III^e prop., art. III, liv. I de la *Politique* de Bossuet.

(5) « Dieu établit les rois comme ses ministres, et règne par eux sur les peuples. » Titre de la I^{re} prop., art. II, liv. III de la *Politique* de Bossuet. — « Quoiqu'il soit de la dernière évidence que la souveraineté doit son origine immédiate aux conventions humaines, rien n'empêche qu'on ne puisse dire avec raison qu'elle est de droit divin aussi bien que de droit humain... Ainsi lorsqu'on donne aux souverains le titre de lieutenants de

Ce qui pourrait faire croire que les sociétés civiles sont la source de l'inégalité, c'est qu'elles donnent le gouvernement à un seul homme, quoique du consentement des autres (1), ce qui maintient une certaine inégalité, c'est-à-dire parce qu'elle a autorisé et permis ce qui se faisait auparavant illicitement ; mais on sera convaincu que non si l'on fait réflexion avec moi combien aurait paru dur et injuste à tous les hommes un établissement qui leur aurait enlevé tout à coup la liberté et l'égalité naturelle, qui les aurait privés de ce bien si cher dont ils avaient joui jusqu'alors, quelque utile qu'il fût d'ailleurs. L'on se persuadera aisément qu'ils ne l'eussent pas introduit, qu'ils ne l'eussent pas reçu, et l'on ne pourrait même supposer qu'ils en eussent eu la plus légère idée.

Au reste, le système de Pufendorf n'est pas si éloigné qu'il le paraît de celui que je soutiens. Je me suis aperçu avec plaisir du rapport qu'ils ont ensemble, et je me suis fait un devoir de plier mes idées à celles de ce grand homme.

Selon lui, comme nous l'avons déjà observé, l'ambition est la cause de l'établissement des sociétés civiles ; ainsi l'ambition serait la cause première de l'inégalité, quand même elle aurait été introduite par les sociétés civiles, qui n'en seraient qu'une cause seconde et un effet concomitant.

De tout ce que nous venons de dire, il semble résulter une contrariété qui n'existe cependant pas, mais qui vient de ce que l'on a peine à comprendre comment la société civile peut être un effet de l'ambition et une modification de l'ambition, un effet concomitant et une cause seconde de l'inégalité.

Pour rendre cela plus sensible, j'emploierai une comparaison qui fera d'autant mieux qu'il n'y a aucune contradiction qu'elle sera plus éloignée des idées abstraites dont l'esprit est préoccupé, et qui aura néanmoins assez de rapport pour que l'on puisse en faire une juste application.

Dieu sur la terre, cela ne veut pas dire qu'ils tiennent leur autorité immédiate de Dieu lui-même, mais cela signifie simplement qu'au moyen du pouvoir qu'ils ont en main, et que les peuples leur ont conféré, ils entretiennent conformément aux vues de Dieu, l'ordre et la paix, et procurent ainsi le bonheur des hommes. » Burlamaqui, *Princ. du dr. polit.*, Part. I, ch. VI, §§ VII et X, pp. 39 et 40.

(1) « Ainsi, nous voyons combien il est probable que les hommes, qui étaient naturellement libres, et qui, par leur propre consentement, se sont soumis au gouvernement de leurs pères, ou se sont joints ensemble, pour faire de diverses familles un seul et même corps, ont remis le gouvernement entre les mains d'un seul, sans limiter, par des conditions expresses, ou régler son pouvoir, qu'ils croyaient être assez en sûreté et devoir conserver assez sa justice et sa droiture dans l'honnêteté et dans la prudence de celui qui avait été élu. Il ne leur était jamais monté dans l'esprit que la monarchie fut *jure divino*, de droit divin ; on n'avait jamais entendu parler de semblable, avant que ce grand mystère eût été révélé par la théologie de ce dernier siècle. Ils ne regardaient point non plus le pouvoir paternel comme un droit à la domination, ou comme le fondement de tous les gouvernements. » Locke, *Du gouvernement civil*, ch. VII, § XVIII, pp. 146 et 147.

Je suppose que la fougue ait emporté un cheval hors de l'écurie de son maître, et que, commençant à causer quelque désordre, l'on l'arrête et l'on l'attache. Si l'on demande quelle est la cause de ce que ce cheval n'est pas en son écurie, on répondra : c'est sa fougue. Ce n'est cependant pas elle qui le retient. Ainsi, il faudra regarder la bride qui le retient hors de l'écurie de son maître comme la cause seconde de ce qu'il n'y est pas et un effet concomitant de la première cause qui la modifie.

Il en est de même des sociétés civiles qui retiennent les hommes hors de leur état naturel, qui est la liberté et l'égalité, mais qui n'étant cependant pas la cause qui les en a tirés, ne peuvent être regardées comme l'origine de l'inégalité.

L'inégalité a, comme l'on voit, sa source dans l'ambition et dans les cœurs qu'elle a corrompus. Je crois l'avoir suffisamment prouvé, mais je prévois que cette opinion sera combattue par le préjugé favorable que l'on a de l'ambition. C'est une chose louable, dira-t-on, et même nécessaire. Oui, dans les monarchies, dont elle est le principe et où elle tient lieu d'estime et de vertu (1). Encore est-ce moins l'ambition qu'une certaine émulation outrée qui n'y est pas dangereuse, parce qu'elle est resserrée par l'autorité du prince qui l'éteint dès qu'elle s'élève à un certain point, c'est-à-dire dès qu'elle devient ambition.

L'émulation et l'ambition sont deux choses bien différentes et qui n'ont entre elles aucun rapport que celui que l'abus y a introduit. La première cherche à se rendre digne des honneurs en surpassant en vertus ceux qui en sont en possession ; la seconde, au contraire, les usurpe ; la force supplée aux qualités qui lui manquent pour l'en rendre digne. L'une ne cherche que l'estime ; l'autre a bien d'autres objets ; c'est l'autorité souveraine qu'elle exige. Que ferait un ambitieux de la réputation de Descartes, de Newton ? A quoi lui serviraient les talents de ces grands hommes et l'immortalité qu'ils se sont acquis ? Ce sont des êtres chimériques pour lui. Il lui faut un pouvoir sans bornes. Il veut que la justice même soit soumise à ses capricieuses volontés. Le vertueux, en un mot, le philosophe et le sage ont de l'émulation ; mais l'ambition est le partage du méchant ; et l'on ne doit pas s'étonner qu'elle soit la source de tant de maux.

S'il ne s'agissait que d'opposer les préjugés aux préjugés, je crois que l'on en trouverait pour le moins autant d'un côté que de l'autre. Ecoutez le républicain : l'ambition est, selon lui, une

(1) « L'honneur, c'est-à-dire le préjugé de chaque personne et de chaque condition, prend la place de la vertu politique... et la représente partout. Il y peut inspirer les plus belles actions ; il peut, joint à la force des lois, conduire au but du gouvernement comme la vertu même. » *Esprit des lois*, t. I, liv. III, ch. VI, p. 49. — « Elle (l'ambition) a de bons effets dans la monarchie ; elle donne la vie à ce gouvernement ; et on y a cet avantage qu'elle n'y est pas dangereuse, parce qu'elle y peut être sans cesse réprimée. » *Ibid.*, t. I, liv. III, ch. VII, p. 50.

chose odieuse, un monstre ennemi de la tranquillité. Au contraire, c'est une chose essentielle à la société, si l'on en croit le sujet d'une monarchie (1) ; sans elle, un Etat ne peut devenir florissant ; sans elle, les arts, le commerce tombent, l'industrie cesse et la vertu disparaît. Mais je vais trop loin ; je crois parler à des lecteurs susceptibles de préventions, et j'oublie que ce discours est adressé à des gens éclairés qui ne sont partisans ni sujets de républiques ou de monarchies lorsqu'il faut juger d'une opinion morale, mais partisans de la vérité et sujets de la vraie philosophie. C'est pourquoi sans m'arrêter plus longtemps à de pareilles objections, je passe au second membre du problème, pensant avoir suffisamment prouvé que l'ambition est la source de l'inégalité qui règne parmi les hommes.

DEUXIÈME PROPOSITION

Prima enim pars æquitatis est æqualitas

SENEC. *Ep.* 30 (2).

La loi naturelle, selon la définition la plus commune est un rayon de lumière et un principe de la droite raison que Dieu a imprimé à tous les hommes, qui leur enseigne comment ils doivent user du droit naturel, et qui leur montre les règles communes de l'équité (3).

Elle se réduit à trois principes fondamentaux, savoir : l'amour-propre, l'amour de Dieu et l'amour du prochain (4). Ces trois principes contiennent tous les devoirs de l'homme.

(1) V. la note précédente et la note 2 de la page 84.

(2) Sénèque interroge : « Quis queri potest in ea conditione se esse, in qua nemo non est ? Prima autem pars est æquitatis æqualitas. »

(3) « Toutes les lois sont fondées sur la première de toutes les lois qui est celle de la nature, c'est-à-dire sur la droite raison et sur l'équité naturelle. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. IV, 1^{re} prop., p. 29. — Grotius (*le Droit de la guerre et de la paix*, I, p. 4) et Pufendorf (*le Droit de la nature et des gens*, I, p. 136 ; *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. I, ch. II, § XVI, p. 53) donnent cette définition : « La loi naturelle, c'est celle qui convient si invariablement à la nature sociable de l'homme que sans l'observation de ces maximes, il ne saurait y avoir parmi le genre humain de société honnête et paisible. » — Burlamaqui définit ainsi la loi naturelle : « une loi que Dieu impose à tous les hommes, et qu'ils peuvent découvrir et connaître par les seules lumières de leur raison, en considérant avec attention leur nature et leur état. » *Princ. du droit naturel*, part. II, ch. I, § II, p. 142. — Rousseau écrit : « Il serait bien difficile de convenir d'une bonne définition de la loi naturelle. » *Discours*, Préface, p. 49 ; v. cette page et les pages 48 et 50.

(4) « Idée d'un créateur », « conservation de son être », « désir de vivre en société », dit Montesquieu, *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. II, pp. 7, 8, 9. — Rousseau croit « apercevoir deux principes antérieurs, dont l'un nous intéresse ardemment à notre bien-être et à la conservation de nous-mêmes, et l'autre nous inspire une répugnance naturelle à voir périr ou souffrir tout être sensible, et principalement nos semblables. » Ce sont l'instinct de conservation et la sympathie. Rousseau continue : « C'est du concours et de la combinaison que notre esprit est en état de faire de ces deux principes, sans qu'il soit nécessaire d'y faire entrer celui de la sociabilité, que me paraissent découler toutes les règles du droit naturel. » *Discours*, Préface, pp. 50 et 51.

Cette loi naturelle est éternelle, elle est immuable, elle est universelle, elle est la même pour tous (1). De là, je conclus qu'elle ne peut autoriser l'inégalité.

Si la loi naturelle inspirait aux hommes l'inégalité, je dis qu'ou elle ne serait pas égale pour tous, ou elle leur inspirerait ce qu'ils ne pourraient faire, ou elle ne serait pas suffisante. Car, dès lors, le désir de se subjuguer les uns les autres et de dominer se trouvant imprimé dans tous les cœurs, il est certain qu'ils ne pourraient tous le satisfaire et qu'il faudra infailliblement des lois humaines pour établir la tranquillité parmi les hommes, ainsi que la société, ce qui supposerait la loi naturelle insuffisante.

Si l'on admet avec Hobbes ce désir ambitieux de la domination pour un principe de la loi naturelle, et que l'on croie avec lui les hommes naturellement méchants, l'amour du prochain, l'équité et la sociabilité ne sont plus des principes que cette loi naturelle inspire ; elle n'est plus dès lors elle-même l'ouvrage d'un être parfait, ou pour mieux dire elle n'est plus rien qu'une chimère (2).

Le désir de se subjuguer les uns les autres est entièrement contraire à l'amour-propre (3). Il n'est plus de sûreté, plus de tranquillité sur la terre si l'on l'y suppose. C'est une guerre continuelle, et il ne doit rester qu'un seul homme vainqueur du combat ; s'il en reste seulement deux, ils combattront jusqu'à ce que l'un des deux soit soumis à l'autre, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'un des deux ait détruit l'autre ; car il n'est pas probable que sentant ses forces égales et excité par ce désir de subjuguer l'autre qui lui est naturel, il se soumette volontairement. Et l'on voit que ce principe tendrait invinciblement à la destruction du genre humain.

La loi naturelle inspire la paix et la société (4), et l'inégalité les détruit. La paix et l'inégalité sont deux êtres qui sont par leur nature inconciliables, tandis que l'égalité et la paix sont inséparables ; tout ce qui tend à détruire la paix détruit nécessairement l'égalité, et l'on ne peut supposer l'existence d'une parfaite égalité qu'on ne suppose en même temps une paix entière.

(1) Les lois naturelles, selon Burlamaqui, *Principes du dr. nat.*, Part. II, ch. V, sont : « obligatoires », § VII, p. 212 ; « universelles », § VIII, p. 213 ; « immuables », § X, p. 215 ; « éternelles », § XI, p. 216.

(2) V. page 85, note 2.

(3) « L'homme a non seulement un très ardent désir de se conserver, mais encore une haute estime de soi-même, dont il est si jaloux qu'il ne saurait en voir rien diminuer, sans en être souvent aussi irrité que s'il recevait du dommage en ses biens ou en sa propre personne... Il est clair que, selon le droit naturel, chacun doit estimer et traiter les autres comme autant d'êtres qui lui sont naturellement égaux, c'est-à-dire qui sont aussi bien hommes que lui. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. I, ch. VII, § I, pp. 131, 132. Cf. également *le Droit de la nature et des gens*, t. I, liv. III, ch. II, § I, p. 346.

(4) Dans l'état de nature, « la paix serait la première loi naturelle ». *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. II, p. 8.

Toute la force des lois humaines ne suffit pas pour établir une paix durable avec l'inégalité.

L'inégalité n'est pas moins opposée à la société qu'à la paix, et l'on en sera persuadé si l'on a une juste idée de la société qu'inspire la nature. Elle ne peut inspirer qu'une société parfaite, et, pour qu'elle le soit, tous les membres qui la composent doivent être égaux. C'est par l'abus que l'on fait de ce terme que l'on s'accoutume à penser que la société et l'inégalité sont compatibles (1) ; en effet, l'on ne craint pas d'appeler société l'informe assemblage d'un certain nombre d'hommes que les nécessités de la vie ont confiné dans l'étendue d'une ville ou d'une province et où ils travaillent tous pour l'utilité d'un seul qui s'est mis en possession du pouvoir souverain. Il ne serait pas plus ridicule de donner ce nom à l'union bizarre d'un renard et d'un lièvre qui, poursuivis par des chasseurs, se seraient jetés dans la même caverne pour éviter la mort. Si le danger qui les menace est aussi continuel que nos besoins, ils n'en sortiront pas. Et je ne doute pas que si le renard pouvait s'imaginer que ce lièvre lui fût utile en quelque façon que ce soit, comme pour l'avertir du danger ou faciliter sa fuite en occupant les chiens et les chasseurs, il ne lui conservât la vie en retenant toujours néanmoins sur lui la supériorité que lui donne sa force.

L'inégalité étant l'effet de l'ambition, comme nous venons de le prouver, il n'est plus possible de croire que la loi naturelle l'autorise. Il faudrait dès lors conclure qu'elle autorise l'ambition, qu'elle autorise l'injustice et la loi du plus fort qui en sont les principes.

Mais quand même l'inégalité aurait une autre source que l'ambition, je dis plus : je suppose pour un instant que ce soient les sociétés civiles qui l'aient introduite, elle n'en sera pas plus autorisée par la loi naturelle. La raison est qu'elle déroge formellement à un de ses principes le plus évident.

Il semble que l'amour du prochain ne soit pas une loi dans les sociétés civiles. L'on croit satisfaire à ce commandement lorsqu'on ne lui fait pas un tort considérable, et l'on ne lui en fait point parce que les lois civiles le défendent et que l'on craint ses châtimens. Est-ce là l'amour que la loi naturelle nous inspire pour notre prochain ?

Pufendorf, quoiqu'il donne la source de l'inégalité aux établissemens civils, ne croit pas pour cela que l'on puisse dire que la loi naturelle l'autorise : « Tout ce qui contribue nécessairement, dit-il, à la sociabilité doit être tenu pour prescrit par le droit naturel, et tout ce qui la trouble au contraire doit

(1) « Dans l'état de nature, les hommes naissent bien dans l'égalité : mais ils n'y sauraient rester. La société la leur fait perdre, et ils ne redeviennent égaux que par les lois. » *Esprit des lois*, t. I, liv. VIII, ch. III, p. 230.

être censé défendu par le même droit » (1), de sorte que pour conclure certainement avec lui que le droit naturel défend l'inégalité, il ne s'agirait plus que de savoir si elle trouble la sociabilité.

Tout ce que nous avons dit là-dessus ne permet pas d'en douter, mais j'ajouterai encore un raisonnement fondé sur les principes fondamentaux de la loi naturelle tiré du même auteur :

« Comme la nature a fait tous les hommes égaux, et que d'ailleurs il ne saurait y avoir de société s'ils ne se regardent comme ayant une nature commune, il s'ensuit par le droit naturel que chacun doit estimer et traiter les autres comme lui étant naturellement égaux et qu'il n'est personne qui ne puisse exiger raisonnablement des autres ce qu'ils attendent ou exigent de lui et qui ne doive au contraire leur accorder par rapport à soi le même droit qu'ils s'attribuent par rapport à eux » (2).

Y a-t-il rien de plus opposé à l'inégalité que cette explication que nous donne Pufendorf du précepte naturel de l'amour du prochain ? On cesse de l'observer dès qu'on s'élève au-dessus des autres, mais surtout lorsqu'on le fait par violence et que l'on use des droits du plus fort, qui sont les fondements de l'inégalité.

La distinction que donne Grotius de la loi naturelle d'obligation et de permission (3) n'est pas même applicable à l'inégalité ; elle ne peut être du droit naturel ni directement ni indirectement ou par réduction, parce qu'elle est opposée à ses principes et qu'ils sont immuables.

La loi naturelle de permission porte sur les établissements humains, il est vrai, mais c'est lorsqu'ils contribuent à la pureté des mœurs et que bien loin d'être opposés à ses préceptes, ils en facilitent au contraire l'observance.

Toutes les lois civiles et politiques ne peuvent légitimer ce que la loi naturelle a une fois défendu : le larcin n'était pas moins un crime à Sparte quoiqu'il y fût permis (4).

(1) *Le Droit de la nature et des gens*, t. I, liv. II, ch. III, p. 219.

(2) *Ibid.*, t. I, liv. III, ch. II, p. 346.

(3) Grotius s'exprime ainsi : « Pour se faire une juste idée du droit naturel, il faut remarquer qu'il y a des choses que l'on dit être de droit naturel, qui ne s'y rapportent pas proprement, mais par réduction ou par accommodation, comme on parle dans l'Ecole, c'est-à-dire en tant que le droit naturel n'y est pas contraire ; de même que nous avons dit qu'on appelle justes des choses où il n'y a point d'injustice. Quelquefois aussi on rapporte par abus au droit naturel des choses que la raison fait regarder comme honnêtes ou comme meilleures que leurs contraires, quoiqu'on n'y soit obligé en aucune façon. » *Le Droit de la guerre et de la paix*, t. I, liv. I, ch. I, § X, 3, p. 66. V. les notes 5 et 6 de Barbeyrac, p. 66.

(4) « On dira peut-être : Pourquoi s'il (Lycurgue) regardait le vol comme une belle chose, a-t-il ordonné de battre celui qui se laissait prendre ? Je réponds qu'il en est de même pour tout ce qui s'enseigne : on punit celui qui fait mal ce qu'on lui apprend. A Sparte aussi, on punit le voleur pris sur le fait, parce qu'il a mal volé. » Xénophon, *la République des Lacédémoniens*, ch. II, 8. — « ...ut Spartæ, rapere ubi pueri et

Il y a quelques établissements civils qui sont une suite nécessaire de la perversité humaine et qui n'existeraient pas sans elle. Ceux-là ne sont pas à la vérité défendus par le droit naturel, mais il ne les autorise pas non plus ; ce sont des remèdes violents que la maladie a rendu nécessaires et qui n'ont d'autres avantages que d'être un peu moins mauvais que les maux qu'ils détruisent.

La vertu, qui est une image active de la loi naturelle, n'est pas moins opposée à l'inégalité qu'à l'ambition ; elle est une étude, une chose composée, rare, difficile à acquérir et presque inconnue dans les monarchies (1), au lieu qu'elle est une chose simple, naturelle et nécessaire dans les démocraties (2) ; c'est ce qui fait qu'il y a beaucoup plus de peuples soumis à un monarque ou à un despote que de gouvernements républicains, et l'on ne doit pas s'en étonner quoique la nature humaine se soulève contre les souverainetés absolues. Cela est aisé à comprendre, comme dit l'auteur de *l'Esprit des lois* (3), malgré

clepere discut. » Cicéron, *République*, liv. IV, 3. — « Lycurgus considéra au larcin la vivacité, diligence, hardiesse et adresse qu'il y a à surprendre quelque chose de son voisin, et l'utilité qui revient au public que chacun en regarde plus curieusement à la conservation de ce qui est sien ; et estima que de cette double institution à assaillir et à défendre, il s'en tiroit du fruit à la discipline militaire (qui estoit la principale science et vertu à quoy il vouloit durer cette nation) de plus grande considération que n'estoit le desordre et l'injustice de se prevaloir de la chose d'autrui. » Montaigne, *Essais*, liv. II, ch. XII. — « Les Lacédémoniens permettaient le larcin pour exercer l'adresse. » Barbeyrac, *Discours sur la permission des lois* (publié à la suite de l'ouvrage de Pufendorf : *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, p. 444). — « Lycurgue, dans la vue de donner à ses citoyens de l'adresse, de la ruse et de l'activité, voulut qu'on exerçât les enfants au larcin, et qu'on fouettât rudement ceux qui s'y laisseraient surprendre » *Esprit des lois*, t. III, liv. XXIX, pp. 423 et 424.

(1) « Les lois (dans les monarchies) y tiennent la place de toutes ces vertus, dont on n'a aucun besoin ; l'État vous en dispense : une action qui se fait sans bruit y est en quelque façon sans conséquence. » *Esprit des lois*, t. I, liv. III, ch. V, pp. 46, 47.

(2) « Car il est clair que dans une monarchie, où celui qui fait exécuter les lois se juge au-dessus des lois, on a besoin de moins de vertu que dans un gouvernement populaire, où celui qui fait exécuter les lois sent qu'il y est soumis lui-même, et qu'il en portera le poids. » *Esprit des lois*, t. I, liv. III, ch. III, p. 40. — Montesquieu dit encore : « La place naturelle de la vertu est auprès de la liberté ». *Esprit des lois*, t. I, liv. VIII, ch. III, p. 231.

(3) Montesquieu s'exprime ainsi : « Il semblerait que la nature humaine se soulèverait sans cesse contre le gouvernement despotique. Mais, malgré l'amour des hommes pour la liberté, malgré leur haine contre la violence, la plupart des peuples y sont soumis. Cela est aisé à comprendre. Pour former un gouvernement modéré, il faut combiner les puissances, les régler, les tempérer, les faire agir, donner, pour ainsi dire, un lest à l'une, pour la mettre en état de résister à une autre ; c'est un chef-d'œuvre de législation, que le hasard fait rarement, et que rarement on laisse faire à la prudence. Un gouvernement despotique au contraire, saute, pour ainsi dire, aux yeux ; il est uniforme partout ; comme il ne faut que des passions pour l'établir, tout le monde est bon pour cela. » *Esprit des lois* t. I, liv. V, ch. XIV, p. 128.

l'amour des hommes pour la liberté, malgré leur haine pour la violence presque tous les peuples sont soumis : c'est que pour ces gouvernements, il ne faut que des passions, et que pour les républiques, il faut de la vertu. Les anciens philosophes, les sages et les législateurs ont regardé l'égalité comme naturelle et comme nécessaire à la pratique de la vertu. Lycurgue, Solon, Phaleas Romulus et Platon ont cherché à l'établir (1). Aristote même n'a pas craint de dire qu'il n'était aucune vertu propre aux esclaves (2).

Non seulement les législateurs, mais les peuples eux-mêmes ont cherché de tout temps à se procurer la liberté et l'égalité, ou à la maintenir ou à la rétablir. Les histoires nous apprennent qu'ils ont profité de toutes les occasions qu'ils ont cru pouvoir favoriser ce légitime dessein, et nous savons encore que ces projets n'ont échoué que par l'ambition d'un ou deux citoyens. Le Milanais me servira d'exemple, parce qu'il est plus récent : après la mort de Visconti, qui arriva au XV^e siècle, ces peuples nommèrent douze magistrats conservateurs de leur liberté, mais l'ambitieux Sforce à qui ils avaient confié le commandement de leur armée s'opposa à leurs desseins, se rétablit par la force sur le trône et remit ces peuples sous la domination d'où ils voulaient sortir.

L'on ne saurait attribuer ces révolutions au caractère séditionnaire d'un peuple inconstant qui ne trouve de gouvernement heureux que celui sous lequel il ne vit pas. Les Romains vivaient depuis longtemps en république, lorsque de concert avec Brutus, ils travaillaient avec tant d'ardeur à se conserver cette liberté et cette égalité qui leur étaient si chères.

Si nous étions encore dans l'état de nature, la question présente ne serait pas un problème, elle n'en est pas un pour notre cœur ; que notre esprit le consulte, et le problème est résolu. Quoique nous soyons faits à l'inégalité par l'habitude,

(1) « Lorsque les lents progrès du vice eurent transformé les royautes en tyrannies, on commença à avoir besoin de lois... Solon, qui fonda sur l'égalité la constitution athénienne est connu parmi les sept sages de l'époque. Lycurgue, s'il avait vécu en ce temps-là, aurait été le huitième. » Sénèque, XC Lettre à Lucilius. — V. *De l'esprit des lois*, t. I, liv. V, ch. V : « Comment les lois établissent l'égalité dans la démocratie », pp. 87 à 93. — Rousseau écrit : « Malgré tous les travaux des plus sages législateurs, l'état politique demeura toujours imparfait, parce qu'il était presque l'ouvrage du hasard ; et que mal commencé, le temps, en découvrant les défauts et suggérant des remèdes, ne put jamais réparer les vices de la constitution : on raccommoait sans cesse, au lieu qu'il eût fallu commencer par nettoyer l'aire et écarter tous les vieux matériaux, comme fit Lycurgue à Sparte, pour élever ensuite un bon édifice. » *Discours*, p. 126.

(2) Aristote, *Politique*, I, 5. — Montesquieu écrit : « ...et pour les vertus, Aristote ne peut croire qu'il y en ait quelque-une de propre aux esclaves. » *Esprit des lois*, t. I, liv. IV, ch. III, p. 67. — V. aussi Cicéron, *République*, III, 24.

elle a je ne sais quoi qui révolte la nature, et le préjugé n'a pu détruire en nous ce sentiment (1).

La réflexion de ces Américains qui vinrent en France et dont nous parle Montaigne me paraît extrêmement naturelle. Interrogés sur ce qu'ils avaient trouvé de surprenant en France, ils répondirent qu'il n'y avait plus frappés que de voir qu'il y avait parmi les Français des hommes pleins et gorgés de toutes sortes de commodités, tandis que leurs moitiés étaient mendiants à leur porte, décharnées de faim et de pauvreté, et qu'ils trouvaient étrange comme ces moitiés si nécessaires pouvaient souffrir une telle injustice, etc. Lorsque Pufendorf a blâmé ce raisonnement, il n'a pas, je suis sûr, fait assez attention qu'il était dans la bouche de gens qui étaient encore dans l'état de liberté et d'égalité naturelle, et le principe dont il fonde sa condamnation est plus politique que naturel (2).

L'égalité, comme l'on voit, est plus conforme à la nature que l'inégalité, et cet argument suffit pour prouver qu'elle autorise plutôt l'égalité que l'inégalité.

Si la loi naturelle est la règle des mœurs (3), comme l'on ne peut en douter, elle ne peut être indifférente pour tout ce qui les concerne ; or, je demande s'il n'est rien qui les concerne plus que l'état d'un homme par rapport à un autre que l'égalité ou l'inégalité qui doit être entre eux. Il faut donc nécessairement qu'elle autorise l'une ou l'autre et qu'elle défende l'une ou l'autre comme opposée à celle qu'elle autorise, et puisqu'elle ne peut les autoriser toutes les deux, n'est-il pas plus vraisemblable qu'elle autorise l'égalité que l'inégalité ? Tout sert à nous en convaincre : la source odieuse de l'inégalité, son opposition aux principes de la loi naturelle et à la vertu, la conformité au contraire et le rapport de l'égalité avec la vertu et la loi naturelle, l'observation de ses préceptes faciles dans l'une et presque impossible en partie dans l'autre, le penchant de l'amour et des caractères étouffé dans l'inégalité, notre égalité physique enfin sont des preuves auxquelles on ne peut se refuser. Concluons donc qu'il n'est pas autorisée par la loi naturelle.

(1) « Le principal droit de l'état de nature, c'est une entière indépendance de tout autre que de Dieu ; à cause de quoi on donne à cet état le nom de liberté naturelle, en tant que l'on y conçoit chacun comme maître de soi-même, et ne relevant de l'empire d'aucun homme, tant qu'il n'y a pas été assujéti par quelque acte humain. De là vient aussi que chacun est regardé comme égal à tout autre dont il n'est ni sujet ni maître. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, ch. I, § VIII, p. 259.

(2) Montaigne, liv. I, ch. XXX. « Ce raisonnement ne vaut rien du tout, écrit Pufendorf, car si ceux qui ont quelque avantage par-dessus les autres à l'égard des qualités du corps ou de l'esprit, ou des biens de la fortune, ne doivent point insulter ceux qui leur sont inférieurs à cet égard, ceux-ci ne doivent pas non plus envier aux premiers ces avantages, moins encore doivent-ils penser à les dépouiller de leurs biens. » *Le Droit de la nature et des gens*, t. I, liv. III, ch. II, § II, p. 348.

(3) V. page 90, note 3.

DISCOURS IV

« M. MARTEAU, médecin Daumale »

DISCOURS IV

Quelle est la source de l'inégalité parmi les hommes ?

Est-elle autorisée par la loi naturelle ?

C'est la disproportion des rangs qui constitue l'inégalité parmi les hommes. Les uns sont grands parce que d'autres sont petits ; et ceux-ci sont grands eux-mêmes parce que d'autres sont plus petits encore. Quelle peut être la source de ces dégradations ? L'homme en sortant des mains de la nature n'est-il pas égal à l'homme ? (1).

L'égalité suppose l'indépendance ; l'indépendance ne peut longtemps subsister entre plusieurs : ce n'est donc pas ailleurs que dans l'établissement des sociétés qu'il faut chercher l'histoire de notre grandeur et de notre bassesse (2).

Jusqu'à la dispersion des peuples, les enfants de Noé n'étaient qu'une seule famille dans laquelle il n'y avait sans doute d'autre inégalité que celle que la nature a mise entre l'époux et l'épouse, entre le père et les enfants. Réunis sous l'autorité du père commun, le tribunal domestique suffisait pour y maintenir l'ordre. Mais plaçons-nous pour un instant au moment précis où chaque famille devint un peuple.

Dans une société naissante, les particuliers viennent à sentir leur force. Ils cherchent à tourner en leur faveur les principaux avantages de la société. Le tien, le mien, la violence, les rapines, les vengeance, toutes les passions en un mot sont bien capables d'en troubler l'harmonie, et elles se trouvent partout où il y a des hommes. Il y faut donc des lois pour arrêter ou prévenir tout ce qui peut intéresser la tranquillité publique, il y faut des lois pour régler les droits des citoyens dans le rapport qu'ils ont les uns avec les autres (3). Sans cela comment subsisterait

(1) L'état de nature est « un état d'égalité ; en sorte que tout pouvoir et toute juridiction est réciproque, un homme n'en ayant pas plus qu'un autre. » Locke, *Du gouvernement civil*, ch. I, § I, pp. 1 et 2. — « La société humaine est par elle-même et dans son origine une société d'égalité et d'indépendance. » Burlamaqui, *Princ. du dr. polit.*, I^{re} part., ch. I, § II, p. 2. — « Mais comme tous les hommes naissent égaux, il faut dire que l'esclavage est contre la nature. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XV, ch. VII, p. 72. — V. note 3, p. 91, discours III.

(2) V. note 1, p. 80, discours III.

(3) « L'intérêt et la passion corrompent les hommes. La loi est sans intérêt et sans passion. » Bossuet, *Polit.*, liv. I, art. IV, IV^e prop., p. 31. — « Sitôt que les hommes sont en société, ils perdent le sentiment de leur faiblesse ; l'égalité qui était entre eux cesse, et l'état de guerre commence. Chaque société particulière vient à sentir sa force ; ce qui produit un état de guerre de nation à nation. Les particuliers dans chaque société commencent à sentir leur force ; ils cherchent à tourner en leur faveur les principaux avantages de cette société, ce qui fait entre eux un état de guerre. Ces deux sortes d'état de guerre font établir les lois parmi les hommes. » *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. III, pp. 9 et 10. — Montaigne écrivait : « Epicurus disoit, des loix, que les pires nous estoient si nécessaires, que, sans elles les hommes s'entremangeroient les uns les autres ; et Platon, à deux doigts prez, a vérifié que, sans loix, nous vivrions comme bestes brutes. » *Essais*, liv. II, ch. XII.

la société ? Il y faut par conséquent un pouvoir suprême pour établir ces lois et les faire exécuter, suprématie qui est la première époque de l'inégalité parmi les hommes dont les uns commencent à gouverner et les autres à être gouvernés (1). C'est sans doute ainsi que se formèrent les premières sociétés après le déluge. L'Écriture nous présente en la personne de Nemrod, premier roi de Babylone, le fondateur du premier empire de l'univers. Les autres familles, cantonnées par peuplades, se donnèrent à son exemple une forme de gouvernement et des chefs. L'égalité cessa pour faire place à la subordination et les hommes ne furent plus au niveau. En effet, la subordination suppose d'un côté le droit de commander, et d'autre part la nécessité d'obéir, ce qui entraîne après soi des distinctions entre les membres d'une même société ; car on n'obéirait pas à ses égaux, ou ce ne serait du moins qu'autant qu'on le voudrait bien ; et la désobéissance renverserait tôt ou tard l'ordre de la société. L'inégalité des conditions tire donc son origine du gouvernement politique. Examinons ceci en détail.

Il n'est point de gouvernement qui ne remette la souveraine puissance entre les mains d'un seul ou qui ne la confie à la sagesse de plusieurs. Un seul sans lois et sans règle entraîne-t-il tout par ses volontés et ses caprices ? (2). C'est le despotisme. C'est la liberté d'un seul et la servitude de tous. Entre le souverain et les sujets, l'intervalle est immense. Il est placé si haut, ils sont placés si bas, qu'il ne les voit presque que comme des atomes dans l'univers. Entraîné par le penchant si naturel qui porte l'homme à chercher sa félicité, il ne veut que ce qui peut contribuer à son bien-être, et il le veut d'une manière irrésistible. Accoutumé à regarder le reste des hommes comme de vils instruments de son bonheur il leur fait adorer ses caprices, parce que ses caprices sont les lois, et que les lois rapportent tout à son bonheur (3). L'ivresse d'une félicité sans mesure ne lui laisse d'autre sentiment qu'une continuité rapide de désirs toujours renaissants et toujours satisfaits. La dureté, l'atrocité de caractère est une suite de cette ivresse que ne tempère point le mélange de la bonne et de la mauvaise fortune. Car comment un homme noyé dans les délices pourrait-il jamais compatir aux maux de l'humanité ? Il ne les sent pas.

(1) « Considérés comme vivant dans une société ; ils (les hommes) ont des lois dans le rapport qu'ont ceux qui gouvernent avec ceux qui sont gouvernés ; et c'est le *droit politique*. » *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. III, p. 10.

(2) « Dans le despotisme, un seul, sans loi et sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses caprices. » *Esprit des lois*, t. I, liv. II, ch. I, p. 15. V. aussi t. I, liv. III, ch. II, p. 39. — Rousseau (Dédicace au *Discours*, pp. 23 et 24) affirme : « quelle que puisse être la constitution d'un gouvernement, s'il s'y trouve un seul homme qui ne soit pas soumis à la loi, tous les autres sont nécessairement à la discrétion de celui-là. » V. également la note 1, p. 147.

(3) « Le despote n'a aucune règle, et ses caprices détruisent tous les autres. » *Esprit des lois*, t. I, liv. III, ch. VIII, p. 52.

Quelle p  ut donc être la condition de la nature humaine sous un pareil gouvernement ? (1).

L'indolence d'un prince énervé par la mollesse se repose sur ses officiers du soin de ses affaires. Si le ministère est nécessaire dans tout autre gouvernement, il l'est encore plus dans celui-ci où le Prince veut un bonheur facile et ne veut que cela. Le travail et l'exercice immédiat de son autorité troubleraient la douceur et la tranquillité d'une vie voluptueuse. Un ministre règne à l'ombre du nom d'un maître efféminé : nouvelle source de malheurs (2). Pourvu qu'il reste le plus fidèle et le premier des esclaves, tout lui sera permis, et quel abus ne fera-t-il pas d'un pouvoir illimité dont il ne rend compte à personne ? A quel tribunal auront recours des sujets abimés qui le plus souvent sont contraints d'étouffer les plaintes et les murmures ? Le souverain écouterait-il les cris de leur douleur ? Comment perceraient-ils jusqu'à lui dans le secret de ces vastes palais dont il est le premier prisonnier ? C'est donc sans ressource que les sujets sont réduits à gémir dans l'oppression et le silence. Heureux encore dans l'excès de leur misère si la nature de la Constitution ne leur donnait qu'un seul maître ; mais de combien de tyrans à la fois ne sont-ils pas les sujets et les esclaves ? Chaque officier particulier, chaque magistrat est le despote lui-même dans les choses qui sont de sa compétence (3). Comme la loi n'est que la volonté momentanée du prince, il faut bien que ses officiers veuillent pour lui, subitement et souverainement comme lui ; car comment à chaque instant pourraient-ils consulter la loi ? (4). Ainsi que ne peut pas un juge dans son tribunal, un gouverneur dans sa ville, un bacha dans sa province, dès qu'il n'a pour conseil que ses caprices et pour loi

(1) « La mollesse est l'ennemie du gouvernement. » Bossuet, *Politique*, liv. IV, art. II, 1^{re} prop., p. 140. — « Les hommes y étant tous égaux, on n'y peut se préférer aux autres ; les hommes y étant tous esclaves, on n'y peut se préférer à rien. » *Esprit des lois*, t. I, liv. III, ch. VIII, pp. 51 et 52.

(2) « Un homme à qui ses cinq sens disent sans cesse qu'il est tout, et que les autres ne sont rien, est naturellement paresseux, ignorant, voluptueux. Il abandonne donc les affaires. Mais, s'il les confiait à plusieurs, il y aurait des disputes entre eux ; on ferait des brigues pour être le premier esclave ; le prince serait obligé de rentrer dans l'administration. Il est donc plus simple qu'il l'abandonne à un vizir qui aura d'abord la même puissance que lui. » *Esprit des lois*, t. I, liv. II, ch. V, p. 36.

(3) « Dans le gouvernement despotique, le pouvoir passe tout entier dans les mains de celui à qui on le confie. Le vizir est le despote lui-même ; et chaque officier particulier est le vizir. » *Ibid.*, t. I, liv. V, ch. XVI, p. 132.

(4) « Dans le despotisme, où la loi n'est que la volonté du prince, quand le prince serait sage, comment un magistrat pourrait-il suivre une volonté qu'il ne connaît pas ? Il faut qu'il suive la sienne. Il y a plus : c'est que la loi n'étant que ce que le prince veut, et le prince ne pouvant vouloir que ce qu'il connaît, il faut bien qu'il y ait une infinité de gens qui veuillent pour lui et comme lui. Enfin, la loi étant la volonté momentanée du prince, il est nécessaire que ceux qui veulent pour lui, veuillent subitement comme lui. » *Ibid.*, t. I, liv. V, ch. XVI, p. 134.

que ses passions ? Il faudrait ne pas connaître le cœur humain et les injustices dont il est capable pour ne pas sentir les abus énormes de ces magistratures tyranniques.

Le despotisme ne souffre donc qu'un seul homme grand par lui-même, exorbitamment favorisé de la fortune, et qui semble se jouer de tout. Cet homme si grand ne laisse à ceux que son choix élève aux places qu'une sorte de grandeur précaire dont ils jouissent à l'ombre de ces postes mêmes qu'ils occupent. Toujours maître de leur sort, en un instant sa volonté peut les faire rentrer dans le néant dont il les a tirés, et les abaisser au-dessous du plus méprisable de ses esclaves. C'est la place qui est grande, ce n'est pas celui qui la remplit. Semblable à ce flatteur de la Cour de Denis, il voit à chaque instant suspendu sur sa tête un glaive tranchant dont un simple fil arrête la chute. Il peut à chaque instant cesser d'être ce qu'il est ; il ne faut pour cela qu'un caprice. Il vit sous un ciel orageux où la foudre gronde toujours, tombe, frappe, étonne, et renverse également le cèdre et le roseau (1). Concluons de ceci que les simples sujets sont égaux dans le despotisme parce qu'ils sont tous extrêmement malheureux (2). Une crainte continuelle, une obéissance aveugle, des exactions sans fin sont leur partage. Mille mains exercent sur eux des injustices qu'autorise un gouvernement injuste ; et rien ne les console des outrages qu'il leur inflige, si ce n'est peut-être l'égalité de leur misère. Ceux à qui la participation du souverain pouvoir paraît faire un sort plus digne d'envie paient eux-mêmes bien cher l'éclat de leur fausse grandeur. La cruelle incertitude de conserver leurs biens, leurs honneurs et leur vie sont un supplice continuel qui répand l'amertume sur leurs plus beaux jours. Concluons encore une fois : tous sont à peu près égaux sous un despote, parce qu'il est tout, parce que tous sont devant lui comme la poussière qu'on foule aux pieds, parce que tous ne sont rien (3).

(1) « Le pouvoir immense du prince y passe tout entier à ceux à qui il le confie. Des gens capables de s'estimer beaucoup eux-mêmes, seraient en état d'y faire des révolutions. Il faut donc que la crainte y abatte tous les courages, et y éteigne jusqu'au moindre sentiment d'ambition. » *Ibid.*, t. I, liv. III, ch. IX, p. 53.

(2) V. ce discours, p. 101, note 1. — V. aussi Fénelon, *Télémaque*, t. I, p. 407 : « Son pouvoir absolu fait autant d'esclaves qu'il a de sujets. » — Rousseau dit que le despotisme « ne souffre aucun autre maître ; sitôt qu'il parle, il n'y a ni probité ni devoir à consulter, et la plus aveugle obéissance est la seule vertu qui reste aux esclaves. C'est ici le dernier terme de l'inégalité... c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien ; et que les sujets n'ayant plus d'autre loi que la volonté du maître, ni le maître d'autre règle que ses passions, les notions du bien et les principes de la justice s'évanouissent derechef. » *Discours*, p. 141.

(3) La Bruyère avait écrit : « Il n'y a point de patrie dans le despotisme ; d'autres choses y suppléent : l'intérêt, la gloire, le service du prince. » « Du souverain ou de la république ».

Il n'en est pas de même dans la monarchie. Un seul y gouverne, mais par des lois fixes et établies (1). Le monarque y est comme la lune dans le ciel qui n'efface pas la lueur des plus petites étoiles (2). C'est là que je vois une noblesse fière de sa grandeur dont l'origine se perd dans la nuit des temps, une noblesse couverte de sang, de sueur et de poussière, dont l'histoire éclaire la naissance, une noblesse plus moderne encore à qui les richesses ont acquis le prix de la vertu. J'y vois ces corps respectables, dépositaires des lois, y jouir des prérogatives et de la considération de la haute noblesse. J'y vois parmi le peuple une infinité de nuances dans les conditions, une émulation presque universelle, un effort général pour s'élever au-dessus de ceux qu'on voit à ses côtés. Toutes ces choses ont leur source dans la nature du gouvernement ; elles y tiennent par un enchaînement indissoluble.

En effet, que serait une monarchie sans noblesse ? Le monarque y doit être la source de tout pouvoir politique et civil ; autrement ce ne serait plus le gouvernement d'un seul. Mais ces lois fondamentales supposent nécessairement des canaux moyens par où coule la puissance ; car s'il n'y avait dans l'Etat que la volonté momentanée et capricieuse d'un seul, rien ne pourrait être fixe ; par conséquent, point de lois fondamentales, point de monarchie. Or, le pouvoir intermédiaire le plus naturel est celui de la noblesse (3). Qui jamais a mieux usé qu'elle de ce pouvoir toujours subordonné à l'autorité souveraine ? Qui pourrait la suppléer dans l'universalité des grands offices ?

Que serait une monarchie sans noblesse ? L'honneur est le premier mobile qui donne le jeu, l'âme et le mouvement à cette grande machine (4). C'est lui qui inspire ces grandes actions que nous admirons, et qui étonnent quelquefois nos petites

(1) Le gouvernement monarchique est « celui où un seul gouverne, mais par des lois fixes et établies ». *Esprit des lois*, t. I, liv. II, ch. I, p. 15. — Rousseau écrit (*Discours*, pp. 134-135) : « Un seul homme était-il éminent en pouvoir, en vertu, en richesse ou en crédit ? Il fut seul élu magistrat, et l'Etat devint monarchique. »

(2) « C'est là dans les monarchies que l'on verra autour du prince les sujets recevoir ses rayons ; c'est là que chacun tenant, pour ainsi dire, un plus grand espace, peut exercer ces vertus qui donnent à l'âme, non pas de l'indépendance, mais de la grandeur. » *Esprit des lois*, t. I, liv. V, ch. XII, p. 118. — Horace avait dit :

...velut inter ignes

Luna minores. (Ode XI, liv. I^{er})

(3) « La maxime fondamentale » de la monarchie « est, point de monarque, point de noblesse ; point de noblesse, point de monarque. » *Esprit des lois*, t. I, liv. II, ch. IV, pp. 31-32.

(4) « Le gouvernement monarchique suppose... des prééminences des rangs, et même une noblesse d'origine. La nature de l'honneur est de demander des préférences et des distinctions ; il est donc, par la chose même, placé dans ce gouvernement... L'honneur fait mouvoir toutes les parties du corps politique ; il les lie par son action même ; et il se trouve que chacun va au bien commun, croyant aller à ses intérêts particuliers. » *Ibid.*, t. I, liv. III, ch. VII, pp. 50-51. — V. note 2, p. 82, discours III.

âmes. Le bruit de ces actions est la seule récompense à laquelle il aspire (1). Est-il question de sacrifier son repos, ses biens et sa vie ? L'Etat le demande, l'honneur parle, il est obéi. L'attachement même le plus légitime cesse de l'être dès que l'honneur en exige le sacrifice. Il suffit qu'il fasse entendre sa voix, on est sourd même à celle de la nature. Périls, fortune, cri du sang tout est oublié, tout est méprisé. Balancer, hésiter serait une infamie, un crime dont on aurait éternellement à rougir. Or, cet honneur, ce grand ressort de la monarchie ne semble-t-il pas être spécialement l'apanage de la noblesse ? (2). C'est un esprit héréditaire, c'est en quelque sorte un patrimoine qu'elle transmet de race en race. C'est son trésor. Elle est encore superbe lors même qu'il ne lui reste d'autres richesses que son honneur. Aussi l'histoire de toutes les monarchies nous apprend-elle que dans tous les temps elle a été le plus ferme appui du trône (3). On la voit aller à la guerre (4), y remplir tous les postes, s'y ruiner, pour que personne ne puisse lui reprocher de n'y pas avoir été (5). Qu'il me soit permis de le demander encore : qui pourrait la suppléer, et sans elle comment se conserveraient parmi nous ces grandes idées d'honneur qui font notre gloire et notre sûreté ? Trouverait-on communément dans les conditions inférieures cette élévation d'âme, cet oubli de soi-même qui lui font affronter les dangers les plus certains ? Que m'importe après cela quelle soit l'origine de sa primitive institution ! (6). Les ténèbres et l'obscurité font son éclat. L'importance et la nécessité de ses services excusent l'importunité de sa grandeur. Sans noblesse, point de monarque, dit l'admirable auteur de *l'Esprit des lois* (7). Elle tient donc à l'essence du gouvernement.

(1) « La gloire et l'honneur sont pour cette noblesse qui ne connaît, qui ne voit, qui ne sent de vrai bien que l'honneur et la gloire. » *Ibid.*, t. II, liv. XIII, ch. XX, p. 30.

(2) « ...Cette noblesse dont l'honneur est pour ainsi dire l'enfant et le père. » *Ibid.*, t. I, liv. V, ch. IX, p. 111.

(3) « ...La couronne fut toujours soutenue par cette noblesse qui tient à honneur d'obéir à un roi. » *Ibid.*, t. I, liv. VIII, ch. IX, p. 238.

(4) « Il n'y a rien que l'honneur prescrive plus à la noblesse, que de servir le prince à la guerre. » *Ibid.*, t. I, liv. IV, ch. II, p. 65.

(5) Cette noblesse qui, « quand elle est ruinée, donne sa place à une autre qui servira avec son capital encore ; qui va à la guerre pour que personne n'ose dire qu'elle n'y a pas été ». *Ibid.*, t. II, liv. XX, ch. XXII, p. 265.

(6) « Monsieur l'abbé Dubos (dans son ouvrage : *Etablissement de la monarchie française dans les Gaules*) soutient que, dans les premiers temps de notre monarchie, il n'y avait qu'un seul ordre de citoyens parmi les Francs. Cette prétention injurieuse au sang de nos premières familles, ne le serait pas moins aux trois grandes maisons qui ont successivement régné sur nous. » *Ibid.*, t. IV, liv. XXX, ch. XXV, p. 92.

(7) V. ce discours, p. 103, note 3.

Le pouvoir politique passe du souverain à la noblesse (1). Elle est à cet égard la protectrice des lois dans le rapport qu'ont les sujets avec ceux qui les gouvernent. Les tribunaux de leur côté sont destinés à veiller à l'exécution des lois civiles. Leur objet est de régler les droits de chaque citoyen par rapport à ses concitoyens. Le bonheur public en dépend autant que celui des particuliers ; mais pour assurer le bonheur public, il faut que ces lois soient respectées. Le seraient-elles si les magistrats confondus avec le peuple n'avaient une sorte de supériorité qui imposât ? Ces magistratures sont permanentes : n'est-il pas bien juste qu'elles soient pour ceux qui les exercent une source de considération proportionnelle au bien qu'elles procurent à la société ? Sans cette légère compensation, qui se mettrait en peine de sacrifier son repos et ses veilles à dépouiller ce chaos immense de lois, d'usages et de coutumes ? La prééminence de la robe est donc aussi nécessaire dans la monarchie que les lois dont elle est la dépositaire, l'interprète et la protectrice (2).

La faiblesse de nos lumières ne nous permet pas d'être infaillibles dans nos décisions. La prudence a voulu que la même affaire pût être soumise successivement à la revision de plusieurs tribunaux avant que le jugement acquit un caractère d'immutabilité. Loi admirable qui défend nos intérêts contre les surprises de l'erreur ! De cette loi des appels suit l'infériorité des tribunaux subalternes et des officiers qui les remplissent.

Maxime générale (3) : c'est toujours sur cette règle d'utilité publique que se mesure la distinction des états et que se fixe le rang que doit occuper chaque profession. C'est elle qui dans la monarchie leur assigne leur prix et leur valeur. Au reste, il est sagement établi que l'ambition du peuple n'y soit pas sans ressource. Ce désir si naturel de s'élever, de monter par degrés, et de figurer dans un coin de l'univers, peut inspirer et faire exécuter de grandes choses. Il anime le commerce et l'industrie qui sont la vie de l'état politique, parce que l'ambition trouve dans l'industrie et le commerce une source de richesses qui

(1) « Les pouvoirs intermédiaires subordonnés et dépendants constituent la nature du gouvernement monarchique, c'est-à-dire de celui où un seul gouverne par des lois fondamentales... Le pouvoir intermédiaire subordonné le plus naturel, est celui de la noblesse. » *Esprit des lois*, t. I, liv. II, ch. IV, p. 31.

(2) « En France, cet état de la robe qui se trouve entre la grande noblesse et le peuple ; qui sans avoir le brillant de celle-là, en a tous les privilèges ; cet état qui laisse les particuliers dans la médiocrité, tandis que le corps dépositaire des lois est dans la gloire ; cet état encore, dans lequel on n'a de moyen de se distinguer que par la suffisance et par la vertu... » *Ibid.*, t. II, liv. XX, ch. XXII, pp. 264-265.

(3) Montesquieu se plait à s'exprimer ainsi.

la conduit aux honneurs (1). Il est donc avantageux et nécessaire qu'il y ait des nuances dans les conditions. On voit des citoyens au-dessus de soi ; on veut les égaier, et bientôt on voudra les surpasser. On n'y peut arriver que par le travail, et ce moyen qu'on saisit pour satisfaire son amour-propre conduit naturellement au bien général. Confondez, égalisez les conditions, plus d'émulation ; dès ce moment, plus d'industrie, plus de commerce. On ne songera qu'à se procurer le nécessaire physique. Toutes les parties de l'Etat seront dans l'abattement, l'engourdissement et la langueur.

On ne peut pas tout à fait raisonner de même de la démocratie. Telle est sa nature qu'à certains égards tous les citoyens sont égaux. La souveraine puissance est entre leurs mains : ils sont un peuple de rois (2). Ils doivent jouir du même bonheur et des mêmes avantages. Il n'est cependant pas possible que dans la meilleure démocratie, l'égalité soit entière et absolue ; mais les distinctions y naissent du sein de l'égalité même et ne la choquent pas. Les magistrats y sont des ministres que le peuple se choisit et non pas des maîtres qu'il se donne. Le Sénat est son conseil et non pas son législateur. Le Sénat et les magistrats ne sont que les protecteurs des lois, et ce n'est que d'elles seules que dépend le dernier des citoyens, parce que ce n'est que d'elles seules que peut dépendre un souverain (3).

L'indépendance une fois établie, le peuple une fois à l'abri de l'oppression, les distinctions de rang deviennent nécessaires. Il faut un séminaire de magistrats, et cet ordre doit être distingué du peuple pour qu'il y puisse prendre confiance. L'éclat de la naissance semble lui répondre de la fidélité de l'administration. Il voit sans jalousie des hommes qui ne deviennent grands que pour le mieux servir, des hommes dont la grandeur est son ouvrage (4).

Il ne serait pas raisonnable que la postérité de ceux qui ont rempli les places du Sénat et de la magistrature rentrât dans l'ordre des conditions inférieures. Ce serait, tous les jours,

(1) « La pratique de ce pays est très sage : les négociants n'y sont pas nobles ; mais ils peuvent le devenir ; ils ont l'espérance d'obtenir la noblesse, sans en avoir l'inconvénient actuel ; ils n'ont pas de moyen plus sûr de sortir de leur profession que de la bien faire, ou de la faire avec honneur, chose qui est ordinairement attachée à la suffisance. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XX, ch. XXII, pp. 263-264.

(2) « Le gouvernement républicain est celui où le peuple en corps, ou seulement une partie du peuple, a la souveraine puissance... Lorsque dans la république, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie. » *Ibid.*, t. I, liv. II, ch. I, p. 15 et ch. II, p. 16. — V. note 1, p. 84, discours III.

(3) « Ses ministres ne sont point à lui, s'il ne les nomme : c'est donc une maxime fondamentale de ce gouvernement, que le peuple nomme ses ministres, c'est-à-dire ses magistrats. Il a besoin, comme les monarques, et même plus qu'eux, d'être conduit par un Conseil ou Sénat. » *Ibid.*, t. I, liv. II, ch. II, p. 18.

(4) « Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité. » *Ibid.*, t. I, liv. II, ch. II, p. 18.

nouveaux embarras pour les remplacer. D'ailleurs, ces vicissitudes de grandeur et d'anéantissement ne seraient guère propres à soutenir l'émulation. La perpétuité de la noblesse dans un certain nombre de familles est donc encore une suite de la constitution. L'histoire des belles actions des ancêtres s'y conserve mieux, et l'on sait assez quelle est la force des exemples domestiques : ils sont pour ainsi dire des exhortations continuelles à la vertu.

Dans ce premier ordre de l'Etat, les soins que prennent ceux que le bien public appelle aux charges méritent une récompense. La patrie n'a que des honneurs à donner. L'estime, la considération, le respect y sont donc un tribut naturellement attaché à l'importance des emplois.

Des services heureux y doivent augmenter la grandeur de ce tribut et faire pardonner l'éclat des honneurs. Ils sont un hommage consacré par la reconnaissance, un témoignage glorieux de la supériorité des talents et un puissant aiguillon pour tourner l'ambition de tous les cœurs à l'amour de la patrie (1). L'inégalité doit donc se glisser dans ces familles qu'une grandeur commune semblait mettre au niveau. C'est ainsi qu'à Rome les Scipions, les Gracques, les Fabius étaient illustres entre les familles patriciennes.

C'est de la sorte qu'on voit naître au milieu de la démocratie des inégalités apparentes qui ne blessent pas l'égalité réelle et l'indépendance des citoyens.

La disproportion est plus marquée dans l'aristocratie. Là, un corps de nobles gouverne, et le peuple ne prend point part aux affaires. Il y reste dans un état purement passif (2). On sent bien quelle doit être alors la différence entre le Sénat et le peuple. On sent également quelle doit être la différence entre le noble et le sénateur, entre le sénateur et le chef du Sénat. Ces distinctions naissent de l'inégale distribution des pouvoirs, ou pour mieux dire de la translation de ces pouvoirs entre les mains de certaines personnes et de certaines familles à qui les autres sont subordonnées.

L'immutabilité de cette noblesse destinée à gouverner la république est ici pour le moins aussi nécessaire que dans la démocratie. Sans cela, ce ne serait que brigues et concurrences parmi les plébéiens avides de domination, et tout serait perdu.

(1) « La vertu politique est un renoncement à soi-même... On peut définir cette vertu, l'amour des lois et de la patrie. » *Ibid.*, t. I, liv. IV, ch. V, p. 69. V. aussi t. I, liv. III, ch. V, p. 47 et note *a* de cette page. V. encore t. I, liv. V, ch. II, p. 83.

(2) « Dans l'aristocratie, la souveraine puissance est entre les mains d'un certain nombre de personnes. Ce sont elles qui font les lois et qui les font exécuter ; et le reste du peuple n'est tout au plus à leur égard que comme dans une monarchie les sujets sont à l'égard du monarque. » *Ibid.*, t. I, liv. II, ch. III, pp. 25 et 26. — Rousseau (*Discours*, p. 135) écrit : « Si plusieurs à peu près égaux entre eux l'emportaient sur tous les autres, ils furent élus conjointement, et l'on eut une aristocratie. »

D'ailleurs, il est bon que ceux qui gouvernent soient rompus aux affaires et possèdent l'esprit du gouvernement, ce qu'on ne pourrait pas espérer d'une noblesse élective. La nature de l'aristocratie éternise donc l'inégalité. Il ne reste au simple citoyen d'autre moyen de s'élever que les richesses, enfants du travail et de l'industrie. Ces moyens lents et naturels de se distinguer se trouvent sous la main de tous les hommes ; mais tous n'en font pas usage. Les uns par leur activité se rapprochent de la condition des nobles dont ils partagent l'aisance et copient la grandeur. La paresse et l'indolence retient les autres dans l'obscurité qui les a vus naître.

C'est de la sorte que je conçois que chaque espèce de gouvernement peut influencer sur l'inégalité des conditions ; mais outre ces causes particulières, il en est deux plus générales : la religion et la guerre.

Il n'y a point de peuple sans religion (1), point de religion sans culte extérieur, point de culte sans ministres. La simplicité des premiers sacrifices permettait à tout homme d'être le pontife de sa famille (2). Par la suite, on a bâti des temples où l'on peut aller avec confiance exposer aux dieux ses faiblesses, ses misères et ses besoins (3). Le désir de plaire à la divinité multiplia les cérémonies (4). Dès lors, il fallut qu'il y eût des ministres pour prendre soin de ces lieux spécialement consacrés à la religion et à la pompe de son culte. Ces ministres furent honorés par des peuples qui les regardaient comme les médiateurs entre le ciel et la terre (5). Plus grand fut l'attachement à la religion, plus on fut porté à les honorer. Aussi, les Egyptiens, les Juifs et les Perses, les trois peuples de la terre les plus religieux, ont-ils fait du clergé un corps séparé qu'ils

(1) « Dans l'indépendance de l'état de nature, sans la crainte de quelque Divinité, dès que chacun se sentirait assez de forces pour opprimer les autres impunément, il n'y aurait rien qu'il n'entreprît contre eux, quand il lui en prendrait fantaisie. L'Honnêteté, la Pudeur, la Bonne-Foi, passeraient dans son esprit pour de pures chimères et de vains noms : il ne serait jamais porté à bien faire, que par le sentiment de sa propre faiblesse, et de ses besoins. Sans la religion, aucune société civile ne saurait non plus se bien soutenir. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. I, ch. IV, § IX, p. 77. V. aussi *le Droit de la nature et des gens*, t. I, pp. 245 et suiv., et particulièrement la note 4 du § III, pp. 248 et suiv.

(2) « Les premiers hommes, dit Porphyre, ne sacrifiaient que de l'herbe. Pour un culte si simple, chacun pouvait être pontife dans sa famille. » *Esprit des lois*, t. III, liv. XXV, ch. IV, p. 169.

(3) « Rien n'est plus consolant pour les hommes qu'un lieu où ils trouvent la Divinité plus présente, et où tous ensemble, ils font parler leur faiblesse et leur misère. » *Ibid.*, t. III, liv. XXV, ch. III, p. 165.

(4) « Le désir naturel de plaire à la Divinité multiplia les cérémonies. » *Ibid.*, t. III, liv. XXV, ch. IV, p. 169.

(5) « On consacra aux dieux des lieux particuliers ; il fallut qu'il y eût des ministres pour en prendre soin... Des gens consacrés à la Divinité devaient être honorés. » *Ibid.*, p. 169.

honoraient presque autant que la Divinité même (1). La multitude des rites et la magnificence des cérémonies religieuses demanda une distribution de services. Chacun eut son emploi. De là naquirent les différents ordres de la hiérarchie ecclésiastique. Cet esprit s'est perpétué jusqu'à nous, et des dignités pontificales en a fait en quelque sorte des dignités civiles (2).

La guerre n'a pas été une source moins universelle d'inégalités parmi les hommes. Les nations se sont armées contre les nations, et la victoire s'est arrogé des droits que la force n'était plus en état de lui disputer. L'insolence du vainqueur n'écoula plus la voix du droit des gens qui veut qu'on se fasse dans la paix le plus de bien et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible (3). Du droit de conquête on fit dériver celui d'exterminer, et le conquérant crut faire grâce quand il se contenta de réduire en esclavage (4). L'histoire nous montre partout des esclaves, c'est-à-dire qu'elle nous montre partout l'abus de la victoire et l'oubli de l'humanité (5). Sans entasser ici les exemples des siècles reculés, nos pères n'ont-ils pas vu les Espagnols exterminer d'une main les peuples de l'Amérique et de l'autre arracher du sein de leur patrie des milliers d'Africains pour défricher ces vastes contrées qu'avait dépeu-

(1) « Le culte des dieux demandant une attention continuelle, la plupart des peuples furent portés à faire du clergé un corps séparé. Ainsi, chez les Egyptiens, les Juifs et les Perses, on consacra à la divinité de certaines familles, qui se perpétuaient et faisaient le service. » *Ibid.*, p. 170.

(2) « Lorsque la religion a beaucoup de ministres, il est naturel qu'ils aient un chef, et que le pontificat y soit établi. Dans la monarchie, où l'on ne saurait trop séparer les ordres de l'Etat, et où l'on ne doit point assembler sur une même tête toutes les puissances, il est bon que le pontificat soit séparé de l'empire. » *Ibid.*, t. III, liv. XXV, ch. VIII, pp. 176 et 177.

(3) « Le droit des gens est naturellement fondé sur ce principe : Que les diverses nations doivent se faire dans la paix le plus de bien, et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs véritables intérêts. » *Ibid.*, t. I, liv. I, ch. III, p. 10.

(4) « Ce qui les a fait penser ainsi (les auteurs de notre droit public), c'est qu'ils ont cru que le conquérant avait droit de détruire la société : d'où ils ont conclu qu'il avait celui de détruire les hommes qui la composent... Du droit de tuer dans la conquête, les politiques ont tiré le droit de réduire en servitude; mais la conséquence est aussi mal fondée que le principe. » *Ibid.*, t. I, liv. X, ch. III, p. 278. V. aussi t. II, liv. XV, ch. II, pp. 62 et 63 : « Le droit des gens a voulu que les prisonniers fussent esclaves, pour qu'on ne les tuât pas. »

(5) « Lope de Gama dit « que les Espagnols trouvèrent près de Sainte-Marthe des paniers où les habitants avaient des denrées; c'étaient des cancre, des limaçons, des cigales, des sauterelles. Les vainqueurs en firent un crime aux vaincus ». L'auteur avoue que c'est là-dessus qu'on fonda le droit qui rendait les Américains esclaves des Espagnols; outre qu'ils fumaient du tabac, et qu'ils ne se faisaient pas la barbe à l'espagnole. Les connaissances rendent les hommes doux; la raison porte à l'humanité : il n'y a que les préjugés qui y fassent renoncer. » *Ibid.*, t. II, liv. XV, ch. III, pp. 66 et 67.

plées leur fureur (1). Ignorons-nous quel est le sort de ces malheureux que l'avarice d'un maître accable des travaux les plus pénibles ? L'Afrique et l'Asie ne gémissent-elles pas sous le poids de leurs fers ? La liberté de l'Europe même n'a-t-elle pas souffert des atteintes ? N'y retrouvons-nous pas encore des vestiges de l'ancienne servitude que le droit de conquête y avait établi du temps des Romains et de l'inondation des Barbares ? L'esclave cultivait la terre au profit d'un maître qui ne lui devait que le nécessaire physique. Il faisait partie de sa famille et ne pouvait changer de domicile sans son consentement. Les lois établissaient entre le serf et l'homme libre les distinctions les plus humiliantes. Il n'y a pas encore trois cents ans que le souvenir de cette servitude de la glèbe est entièrement effacé dans la Bourgogne. En Pologne, le peuple est encore dans l'esclavage de la noblesse.

Telles ont été, je crois, dans tous les temps, et telles sont encore aujourd'hui les sources les plus générales de la disproportion qui se trouve parmi les hommes. Ces inégalités sont-elles autorisées par la loi naturelle ?

Toutes les lois naturelles se rapportent au bonheur de l'homme (2). Tendre à cette fin, c'est s'accorder avec elles, lors même qu'on paraît les violer. La nature a fait les hommes égaux ; la raison n'a donc pu les rendre dépendants que pour leur bonheur, et c'est ce qu'elle a fait dans l'établissement des sociétés. Mille considérations les engageaient à s'approcher les uns des autres, à se communiquer et se faire part des avantages qui étaient en leur possession. Mille besoins, et plus que tout ce plaisir secret que sent un animal à la vue d'un autre animal de même espèce, devaient les tenir unis (3). Mais ces liens étaient trop faibles : mille passions n'auraient pas manqué de les rompre. Ce n'aurait été que licence, que rapines, que carnages, que trouble et que désordre. Le plus faible aurait été la victime du plus fort : Caïn leur avait déjà donné de funestes leçons d'homicide. Il leur importait donc de vivre sous l'obéissance des lois, parce qu'il leur importait infiniment de ne pas vivre dans la solitude. En effet, que serait une société sans lois ? Les verrous, les serrures et toutes les précautions qu'a inventés la prudence, les roues, les gibets, les échafauds et tous les supplices qu'a inventés la salubre cruauté des législateurs nous disent assez quels seraient les affreux excès

(1) « Les peuples d'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique, pour s'en servir à défricher tant de terres. » *Ibid.*, t. II, liv. XV, ch. V, p. 68.

(2) V. note 1, p. 47, discours I.

(3) « J'ai dit que la crainte porterait les hommes à se fuir : mais les marques d'une crainte réciproque les engageraient bientôt à s'approcher. D'ailleurs ils y seraient portés avec le plaisir qu'un animal sent à l'approche d'un animal de son espèce. » *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. II, pp. 8 et 9.

auxquels se porterait le cœur humain sans ce frein qui le retient au milieu de ses écarts (1).

Or, ces lois politiques et civiles qui donnent une certaine allure au gouvernement, ces lois si nécessaires pour le maintien de l'ordre, pour le bonheur public et celui des particuliers, supposent nécessairement des distinctions entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, entre ceux qui sont les protecteurs des lois et ceux qui vivent sous la protection des lois. Elles ne donnent aux uns la puissance, la considération, le respect que parce qu'il est de l'avantage des autres de se soumettre de respecter et d'obéir. Rien n'est donc si conforme aux vues de la loi naturelle que la violation de l'égalité naturelle dans les gouvernements modérés. L'égalité renverserait les idées de subordination, idées si nécessaires pour entretenir l'harmonie entre toutes les parties de l'Etat.

Je ne parle ici que de l'inégalité des hommes dans les gouvernements modérés. Le despotisme n'a point comme ceux-ci le bonheur de la société pour objet. Tout lui est indifférent excepté celui qui est assis sur le trône. Il semble n'être fait que pour détruire, et à cet égard, il viole les lois de la nature. Si cependant quelque chose était capable d'apprivoiser sa férocité naturelle, il pourrait devenir un excellent gouvernement pour certains peuples, et peut-être le seul qui leur convint. Naturalisé dans les climats brûlants de l'Afrique et de l'Asie, il pourrait conduire au bonheur des hommes mous, lâches et efféminés qui ont besoin d'une forte impulsion pour les faire agir (2); mais il faudrait pour cela que le prince pût ne pas oublier qu'il est homme, et que ce sont des hommes qu'il gouverne (3).

Si le despotisme peut ne pas être coupable envers ceux qu'il regarde comme libres, je ne sache pas que rien puisse jamais légitimer le droit de servitude qu'il s'est arrogé sur d'autres hommes. Ils sont de deux espèces : les noirs et les blancs. Il prive toujours les premiers de la portion la plus précieuse de leur intégrité. Souvent même les blancs ne sont pas à cet égard à l'abri de ses attentats. Qui ne frémit de ces outrages qu'il fait à la nature ? Mutilation odieuse qui dégrade l'homme

(1) « La loi punit et récompense. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. IV, V^e prop., p. 31.

(2) « Il règne en Asie un esprit de servitude qui ne l'a jamais quittée, et dans toutes les histoires de ce pays, il n'est pas possible de trouver un seul trait qui marque une âme libre : on n'y verra jamais que l'héroïsme de la servitude... L'Afrique est dans un climat pareil à celui du midi de l'Asie, et elle est dans une même servitude. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XVII, ch. VI et VII, pp. 136 et 137. V. aussi liv. XV, ch. VII, p. 71 : « Il y a des pays où la chaleur énerve le corps et affaiblit si fort le courage, que les hommes ne sont portés à un devoir pénible que par la crainte du châtement. »

(3) « Les droits sacrés de l'humanité engagent... un maître à n'oublier jamais que son esclave est homme aussi bien que lui. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, ch. IV, p. 285.

de son état naturel, qui ne lui laisse que les désirs, l'impuissance et le plus affreux désespoir.

La violence de ses mains sacrilèges s'étend sur les deux sexes. C'est encore un des malheurs des pays mahométans que la vertu des femmes esclaves y soit tous les jours exposée à la brutalité d'un maître dont le dégoût la livrera bientôt aux entreprises d'un nouveau patron. Les lois de la pudicité ne sont-elles donc plus de droit naturel et ne doivent-elles plus être senties par toutes les nations du monde ? (1).

Enfin le dernier des malheurs c'est que le pouvoir arbitraire se joue de la vie de ses esclaves. Il la livre au caprice d'un maître impérieux et bizarre auprès de qui la faute la plus légère est un crime capital dont il se fait justice lui-même, comme s'il n'était pas contraire à la loi naturelle qu'il soit juge dans sa propre cause. Des exemples terribles nous apprennent qu'on fait presque aussi peu de cas de la vie de ces malheureux que de celle des insectes (2). Il faut que le despotisme ait fait un effort pour devenir plus cruel que lui-même.

Il y a plus de douceur et de modération dans la servitude des nègres des colonies de l'Amérique : mais pour être moins odieuse en est-elle plus excusable ? Quoi, parce que l'indigo, le café, le sucre et le tabac seraient trop chers s'ils n'étaient cultivés par la main des nègres, c'est un titre pour leur arracher la liberté, de tous les biens le plus précieux (3). Ne serait-ce pas plutôt parce qu'ils sont d'une couleur si différente de la nôtre que nous ne saurions imaginer qu'ils puissent être véritablement des hommes ? Que ne s'imaginent-ils à leur tour qu'il est impossible que nous ayons une âme, et surtout une âme bonne dans un corps tout blanc, et que ne jettent-ils leurs patrons dans les fers ! Car si nous avons une âme humaine, ne se laisserait-elle pas toucher à la miséricorde et à la pitié ? (4).

C'est sous le spécieux prétexte de les convertir à la religion chrétienne que les princes d'Europe ne se sont pas fait une

(1) « Dans les Etats mahométans, on est non seulement maître de la vie et des biens des femmes esclaves, mais encore de ce qu'on appelle leur vertu ou leur honneur... Les lois de la pudicité sont du droit naturel, et doivent être senties par toutes les nations du monde. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XV, ch. XII, pp. 77 et 78.

(2) *Note de l'auteur* : « Gentil Bellin, peintre vénitien, peignait dans le sérail de Constantinople une décollation de St-Jean-Baptiste. Le sultan trouva que la peau du cou ne jouait pas son effet. Bellin n'en voulut pas convenir, et pour le convaincre le sultan trancha sur-le-champ la tête d'un esclave. V. le dictionnaire des beaux-arts, art. Bellin. »

(3) « Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XV, ch. V, p. 68.

(4) « Ne serait-il pas venu dans la tête des princes d'Europe, qui font entre eux tant de conventions inutiles, d'en faire une générale en faveur de la miséricorde et de la pitié ? » *Ibid.*, p. 69.

peine de la loi qui les rend esclaves (1). Depuis quand est-il permis de violer la loi naturelle pour faire observer celles de la religion ? Que diront les siècles à venir ? Que les Européens étaient des avars très zélés, j'allais presque dire des tyrans très dévots (2).

(1) *Note de l'auteur* : « Louis XIII se faisait une peine de souscrire la loi qui rendait esclaves les nègres de ses colonies ; mais quand on lui eut fait entendre que c'était dans la vue de les convertir il ne balança plus. V. *Nouveaux voyages aux îles de l'Amérique*, par le P. Labat, t. IV, p. 114, 1722. » L'auteur omet toujours de dire qu'il a puisé sans cesse dans l'*Esprit des lois*. En effet, nous lisons encore au t. II, liv. XV, ch. IV, pp. 67 et 68 : « Louis XIII (en note : note b, le P. Labat. *Nouveau voyage* (sic) *aux îles de l'Amérique*, t. IV, p. 114, 1722, in-12) se fit une peine extrême de la loi qui rendait esclaves les nègres de ses colonies : mais quand on lui eut bien mis dans l'esprit que c'était la voie la plus sûre pour les convertir, il y consentit. »

(2) « J'aimerais autant dire que la religion donne à ceux qui la professent un droit de réduire en servitude ceux qui ne la professent pas, pour travailler plus aisément à sa propagation. Ce fut cette manière de penser qui encouragea les destructeurs de l'Amérique dans leurs crimes. C'est sur cette idée qu'ils fondèrent le droit de rendre tant de peuples esclaves ; car ces brigands qui voulaient absolument être brigands et chrétiens, étaient très dévots. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XV, ch. IV, p. 67.

DISCOURS V

« M. d'ARGENSON »

DISCOURS V

PRÉAMBULE

Les erreurs de notre raison sont souvent plus grandes que celles de nos sens ; celles-ci passent et se redressent, une expérience en corrige une autre, et la curiosité mène à la rectitude. Mais ce que nous nommons notre raison s'enorgueillit de vains raisonnements que nous suivons avec plus de rapidité que d'examen, c'est une chaîne longue et incertaine de conséquences qui, pécchant souvent dans le principe, nous présente des lumières plus dangereuses que l'obscurité. Nos préjugés et nos passions en infectent la source ; l'amour-propre défie les idoles qui lui sont favorables, le pouvoir les autorise, et la médiocrité obéit par crainte et par habitude. Ces erreurs n'ont que trop souvent passé des hommes aux lois, et la mauvaise constitution d'un Etat appuie les abus qui le ruinent.

Tel est le principe de l'inégalité vicieuse parmi les hommes. Que ce ne soit un grand mal dans la société, c'est de quoi l'on ne saurait douter. Mais comment en démêler les diverses applications ? Jusqu'où doit-on les supporter ? C'est ce qui embarrassera toujours la politique pratique. En vain réfléchit-on, si on ne se corrige jamais. L'inégalité vicieuse jouit aujourd'hui des plus grands droits, elle augmente dans les Etats avec la politesse (1) ; elle ruine les mœurs, le commerce et toutes les sources du bonheur et de l'abondance. Une compagnie illustre et éclairée ne pouvait donc choisir de sujet plus digne d'être mis au concours que la question proposée.

Hâtons-nous de juger, nous prouverons après. L'inégalité vicieuse parmi les hommes, celle qui tient à l'homme sans la recommandation du mérite et des offices (2), est l'un des plus grands maux de la société ; la loi naturelle la proscriit (3) ; ce n'est pas un mal nécessaire, mais une partie de ce mal est inévitable, autant que les maladies qui abrègent la vie des hommes.

En effet, il y aura toujours des fièvres, mais la médecine doit tendre néanmoins à les guérir et à les extirper universellement, autant que si elle se flattait de le pouvoir ; elle parvient toujours à une partie de l'objet qu'elle se propose.

(1) « Elle (la politesse) naît de l'envie de se distinguer. C'est par orgueil que nous sommes polis. » *Esprit des lois*, t. I, liv. IV, ch. II, p. 62.

(2) « Celui qui n'a point été éprouvé, que sait-il ? Il ne sait rien, il ne se connaît pas lui-même... Sur la plainte de Jeroboam faite à Roboam, fils et successeur de Salomon, pour lui demander quelque diminution des impôts du roi son père, ce prince... tint conseil avec les vieux conseillers du roi son père. » Bossuet, *Politique*, liv. X, art. II, VII^e et IX^e prop., pp. 543 et 545.

(3) « Dans cet état (de nature), chacun se sent inférieur ; à peine chacun se sent-il égal. » *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. II, p. 7. — V. note 1, p. 66, discours II et note 1, p. 99, discours IV.

Il ne serait pas absolument impossible qu'un pays fût divisé en héritages égaux, où chaque famille possédât suffisamment de terres pour les faire valoir suivant ses forces (1). Chacun pourrait concourir également aux besoins de la société, on échangerait les denrées surabondantes ; les besoins mutuels, et non l'avidité des richesses, sont le ressort du commerce (2) ; les lois conduiraient à l'égalité, et non à l'augmentation de l'inégalité, comme elles font dans la plupart des monarchies ; les armes ne prêteraient leur force qu'à la défense des frontières, et non à l'ambition des conquérants, et les juges n'auraient à punir que les méchants et les usurpateurs. Par cette simplicité des vœux politiques, les quatre grands objets de la société seraient remplis, l'agriculture, le commerce, la justice et les armes. Par ces vues, rien ne dérangerait l'égalité ; les hommes qui y présideraient, les magistrats et les commandants n'auraient que des fonctions du moment (3).

(1) « Ces philosophes (grecs), ces premiers inventeurs des lois, dans des temps où la vertu était en honneur, et chez des nations si célèbres par leur politique et par leurs exploits, ont toujours dit... que, pour le bonheur d'un Etat, il fallait maintenir l'égalité entre citoyens autant qu'il se pouvait. Lycurgue commença sa législation en partageant également les terres entre chaque habitant, afin qu'elles fussent mieux cultivées, et que l'émulation se tournât plutôt à la vertu qu'à l'opulence. La différence des talents en mettra toujours assez dans les fortunes ; il y aura même de ces inégalités qui seront vicieuses ; mais il est faux de dire qu'il soit à propos qu'il y en ait, et ce n'est pas la seule occasion où les raisonnements confondent le droit avec le fait et prennent l'effet pour la cause. Il y a des abus qu'on ne peut prévenir ni arrêter ; mais en général, quoiqu'on ne puisse jamais parvenir à la perfection, par une suite de la faiblesse de l'humanité, on y tend du moins et l'on en approche autant qu'il se peut. » D'Argenson, *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France comparé avec celui des autres Etats ; suivies d'un nouveau plan d'administration*, pp. 126, 127, 128. V. aussi p. 262. — « C'était une bonne loi pour la démocratie que celle qui défendait d'avoir deux hérités (Philolaüs de Corinthe établit à Athènes que le nombre des portions de terre et celui des hérités serait toujours le même. Aristote, *Politique*, liv. II, ch. XII). Elle prenait son origine du partage égal des terres et des portions données à chaque citoyen. La loi n'avait pas voulu qu'un seul homme eût plusieurs portions. » *Esprit des lois*, t. I, liv. V, ch. V, p. 89.

(2) « Ainsi tandis que cet esprit (de commerce) subsiste, les richesses qu'il produit n'ont aucun mauvais effet. Le mal arrive, lorsque l'excès des richesses détruit cet esprit de commerce ; on voit tout à coup naître les désordres de l'inégalité, qui ne s'étaient pas encore fait sentir. » *Ibid.*, t. I, liv. V, ch. VI, p. 95.

(3) « Les magistrats étant, en Hollande, à temps et amovibles, il pourrait arriver que des gens neufs dans les affaires étant élus, ne gouverneraient pas l'Etat selon ses principes et sur les derniers errements de leurs prédécesseurs. On y remédie d'une manière qui peut s'appliquer dans toutes sortes d'occasions semblables. On a établi des conseillers-pensionnaires qui sont perpétuels, mais qui ne président pas les assemblées, et n'ont point même voix délibérative ; ils ne sont que les dépositaires de la Règle, proposent, excitent, avisent ; mais ne sont maîtres de rien, si ce n'est par l'empire de la raison et de l'expérience ; par là, la liberté est en sûreté, et les règles sont conservées. » D'Argenson, *Considérations*, pp. 63 et 64. — « Dans toute magistrature, il faut compenser la grandeur de la puissance par la brièveté de sa durée. » *Esprit des lois*, t. I, liv. II, ch. III, p. 29.

C'est aux lois à rappeler à la raison quand les passions humaines troublent l'ordre. Le dérangement des conditions a sa source dans l'orgueil (1) : il y aura toujours inégalité de forces, de talents et de bonheur. L'amour-propre ne nous est donné que pour nourrir notre émulation ; nos passions l'ont tourné à la vanité et au mépris de nos égaux : l'activité est devenue inquiétude, impatience et colère, et la prudence a formé les Ulysses artificieux ; ces passions ont, pour ainsi dire, incendié nos penchants et corrompu nos vertus. Dans les temps de barbarie, la force a créé les premiers droits ; celle d'un homme seul prévalant à celle de trois, il s'est assujéti ces trois hommes, et l'opinion de sa supériorité a jeté la terreur dans l'esprit des moins courageux ; la violence et l'injustice ont produit l'esclavage des vainqueurs sur les vaincus ; des tyrans de tout ordre n'ont pas rougi de s'arroger sur leurs semblables tous les mêmes droits que les hommes ont sur les animaux irraisonnables ; et les lois dictées par l'usurpation se sont prostituées jusqu'à légitimer ces droits (2).

Les talents ont pris la place des forces corporelles à mesure que la société s'est polie ; chacun a déferé volontairement aux suffrages de ceux qui avaient le plus de vues et d'éloquence ; l'industrie a déployé mille moyens d'enlever les richesses et de captiver les volontés ; on a fait naître de nouveaux besoins en paraissant satisfaire les premiers ; un premier service rendu à la société est devenu le gage d'un second ; l'on a connu de tout temps l'empire des âmes fortes sur les faibles : c'est ainsi que les magistratures ont pu devenir patrimoniales et tyranniques (3).

Le bonheur enfin (qui dépend de l'impénétrable Providence, et que les mauvais philosophes donnent pour un sort aveugle, stupide et méchant comme eux), la fortune a couronné des hommes sans talent et sans vertu. Par là, les richesses et les grandeurs ont dépendu de la naissance et des crimes téméraires

(1) « L'orgueil est la source de la division et du trouble parmi les hommes. » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. II, ch. I « la suite de la religion ». — Pope, dans *l'Essai sur l'homme*, p. 10, écrit : « Nos erreurs ont leur source dans les raisonnements de l'orgueil, on sort de sa sphère, et l'on s'élance vers les cieux. »

(2) V. note 2, p. 85, discours III et note 4, p. 109, discours IV.

(3) « La faiblesse des rois fainéants a rendu toute usurpation héréditaire, et les enfants ont enchéri sur les usurpations de leurs pères, en établissant la tyrannie graduelle et héréditaire qui les rendait, avant que de naître, plus puissants que tant d'autres qui avaient plus de service et de mérite qu'eux. » D'Argenson, *Considérations*, pp. 121 et 122. — « Les maires du palais n'eurent garde de rétablir la mobilité des charges et des offices ; ils ne régnaient que par la protection qu'ils accordaient à cet égard à la noblesse : ainsi les grands offices continuèrent à être donnés pour la vie, et cet usage se confirma de plus en plus. » *Esprit des lois*, t. IV, liv. XXXI, ch. VII, p. 130. — Rousseau (*Discours*, pp. 135 et 136) écrit : « ...toutes les magistratures furent d'abord électives », puis : « ...les chefs devenus héréditaires s'accoutumèrent à regarder la magistrature comme un bien de famille. »

et impunis ; on a tout réduit au calcul et à l'évaluation des métaux ; la commodité du commerce par les monnaies a passé le but que l'on s'y était proposé ; elle a donné lieu à l'usure, à l'avarice, et même à la prodigalité (1).

Les réflexions et les conseils de la prudence n'ont servi que de moyens aux passions humaines ; elles en ont subtilisé le feu sans l'éteindre. Quand on a opposé une force supérieure à leur cours, les ambitieux ont circonvenu les obstacles qu'ils ne pouvaient attaquer de front. De là, nous est venue cette tyrannie douceuse, qui détruit insensiblement le genre humain sous prétexte des avantages dont elle le flatte.

C'est ce travestissement continu du mal au bien apparent qui jette encore quelques doutes en matière de principes politiques, si l'inégalité parmi les hommes provient de la loi naturelle ou lui est contraire.

Le droit de succéder des enfants aux pères, par exemple, paraît une confusion vicieuse de droit naturel et de corruption (2). Que les biens ne restent point en incertitude après la mort du défunt, que les patrimoines passent aux plus proches héritiers du sang, voilà la loi de nature ; mais que la loi de convention conserve soigneusement ces grandes collections de richesses sur une même tête, qu'elles concourent à la vicieuse

(1) « Il serait à souhaiter pour l'Etat qu'il ne passât aux enfants des hommes distingués que ce qu'il leur faut justement pour les mettre en état de se distinguer à leur tour, non par les œuvres d'autrui, mais par les leurs. Toute grandeur, toute fortune innée est vicieuse pour l'homme qui s'en contente et s'y livre mal à propos : il doit y trouver la perte de ses talents et de ses vertus personnelles, et une source éternelle d'ennuis. Les récompenses sont dues aux actions, et les places à la capacité ; voilà sans difficulté ce que disent la raison et la justice. Le pouvoir qu'on reçoit avec la naissance ne se peut supporter que dans la personne du souverain ; c'est dans ce cas privilégié seul que le droit successif héréditaire est avantageux à une nation... Il faut que le pouvoir ne dépende point de la naissance, car les hommes subordonnés aux autres n'ont pas besoin d'éprouver, pour chaque place qui entraîne quelque autorité, les inconvénients attachés à l'imbécillité de l'enfance, à la fougue de l'adolescence, à la décrépitude de la vieillesse, et à l'ignorance habituelle, résultante d'une supériorité ordonnée sans choix et conférée sans examen. » D'Argenson, *Considérations*, pp. 127, 128, 129.

(2) « La loi naturelle ordonne aux pères de nourrir leurs enfants ; mais elle n'oblige pas de les faire héritiers. Le partage des biens, les lois sur ce partage, les successions après la mort de celui qui a eu ce partage ; tout cela ne peut avoir été réglé que par la société, et par conséquent par des lois politiques ou civiles. Il est vrai que l'ordre politique ou civil demande souvent que les enfants succèdent aux pères ; mais il ne l'exige pas toujours... Maxime générale : nourrir ses enfants, est une obligation du droit naturel ; leur donner sa succession, est une obligation du droit civil ou politique. » *Esprit des lois*, t. III, liv. XXVI, ch. VI, pp. 200, 201, et 203. — « Les biens qu'un père possède, étant ses biens propres, il en peut disposer comme il lui plaît. » Locke, *Du gouvernement civil*, ch. VII, § XXII, p. 152. — Rousseau écrit (*Discours*, p. 129) : « Les biens du père, dont il est véritablement le maître, sont les liens qui retiennent ses enfants dans sa dépendance, et il peut ne leur donner part à sa succession qu'à proportion qu'ils auront bien mérité de lui par une continuelle déférence à ses volontés. »

inégalité au lieu de ramener à l'égalité, qu'elles fassent passer la grandeur et la puissance des pères aux fils, ce sont là les vues les plus contraires à la politique et la morale (1).

Cette erreur a cependant fondé la plupart de nos lois ; elles ont consolidé l'injustice au lieu de la détruire ; et comment n'y serions-nous pas trompés, quand la vénération pour les lois de notre pays (2) fait pour nous une seconde religion, et quand il y a du danger à trop sonder la loi de nature !

DIVISION

De ces premières réflexions suit la division essentielle de ce discours.

1° *Y a-t-il une inégalité raisonnable et naturelle parmi les hommes ?*

2° *De l'inégalité vicieuse.*

La première partie ne contiendra que des raisons de doute contre les assertions affirmatives de la seconde. Ces doutes à la vérité ont fait plus de fortune dans les opinions générales que leur réponse ; on a cru qu'il y avait parmi les hommes une inégalité légale autorisée de Dieu et de la nature (3). Démêlons ces fausses apparences de la réalité, et nous établirons ensuite la vérité dans tout son jour.

PREMIÈRE PARTIE. — *Quelle inégalité la nature a paru constituer parmi les hommes.*

Au premier aspect de la grandeur des rois, de l'autorité des commandants, des magistrats, des pères de famille, qui ne croirait qu'il y a différentes espèces d'hommes ? Les uns destinés au commandement, les autres à l'obéissance. La richesse a des droits sur tout ce qui s'achète ; l'ordre des intelligences et des talents semble assigner des rangs différents et subordonnés parmi les mêmes citoyens ; la loi appuie intérieurement ces distinctions extérieures ; la religion même recommande la loi ;

(1) « Les survivances conduisant à l'hérédité des charges et offices qui exigent des talents ou des qualités qui souvent ne sont rien moins qu'héritaires, nous en proscrivons l'usage (c'est le roi qui parle). Notre intention est même que les enfants ne succèdent que rarement aux emplois et fonctions de leurs pères. » D'Argenson, *Considérations*, p. 227. — « Les lois doivent ôter le droit d'ainesse entre les nobles, afin que par le partage continuel des successions, les fortunes se remettent toujours dans l'égalité... Tous les moyens inventés pour perpétuer la grandeur des familles dans les Etats monarchiques ne sauraient être d'usage dans l'aristocratie... On peut dans les monarchies permettre de laisser la plus grande partie de ses biens à un seul de ses enfants ; cette permission n'est même bonne que là. » *Esprit des lois*, t. I, liv. V, ch. VIII, p. 109 et ch. IX, p. 112. — Usbek écrivait déjà à Rhédi : « C'est un esprit de vanité qui a établi chez les Européens l'injuste droit d'ainesse, si défavorable à la propagation... en ce qu'il détruit l'égalité des citoyens, qui en fait toute l'opulence. » Lettre CXIX, p. 364. — V. pp. 145 et 146, discours VII.

(2) « C'est surtout la grande antiquité des lois qui les rend saintes et vénérables. » Rousseau, *Dédicace au Discours*, p. 27.

(3) « L'ordre est la première loi du ciel : et ce principe accordé, il y a, et il doit y avoir des hommes plus puissants que les autres, plus riches, plus habiles. » Pope, *Essai sur l'homme*, pp. 58 et 59.

l'on traite de rebelle celui qui s'égalise à ses supérieurs ; l'égalité paraît prévarication et désordre (1).

Nous continuerions à sentir toujours les mêmes préjugés si la raison qui les a établis ne venait nous éclairer elle-même sur des distinctions nécessaires. Ces distinctions sont des réalités, et non des personnalités parmi les hommes. Tout nous répugne à croire un homme de meilleure condition qu'un autre, et nous découvrons bientôt par leurs qualités propres que l'orgueil attribue à l'homme ce qui n'appartient qu'à la loi ; la crainte et la séduction nous ont grossi les objets ; nous sommes tous nés égaux comme les animaux ; mais vivant en société, il a fallu des lois pour la perfectionner (2). Ces lois nous commandent, et les hommes choisis pour leur exécution en sont les ministres et non les dieux.

Grandeurs de convention et de besoin, elles sont toujours subordonnées aux conditions qui les règlent ; elles ne sont naturellement que pour un temps, mais des vues supérieures en prolongent le terme, et dans l'application de ces règles et de leurs exceptions, l'abus a toujours été bien près de l'usage, tant l'avidité est alerte à faire préférer le bien particulier au bien public (3).

La corruption ayant infecté les sources de la législation, l'on a cru devoir éclairer les droits par l'histoire ; la critique a prétendu blâmer ou autoriser le temps présent par la recherche de l'antiquité. Alors la moindre analogie a séduit nos savants ; les usurpateurs ont trouvé de l'appui dans les mêmes origines, dont les rebelles légitimaient leur puissance ; l'histoire des abus a passé pour celle du droit public ; c'est de là que nous sont venus tant d'écrits dangereux, ou du moins inutiles ; les pères de famille (4), les pasteurs, les chefs de brigands ont été

(1) Montesquieu écrivait : « Dans les monarchies et les Etats despotiques, personne n'aspire à l'égalité ; cela ne vient pas même dans l'idée ; chacun y tend à la supériorité. » *Esprit des lois*, t. I, liv. V, ch. IV, p. 86.

(2) « Il faut joindre les lois au gouvernement pour le mettre dans sa perfection. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. IV, 1^{re} prop., p. 29. — Voir note I, page 92, discours III. — « Les lois sont faites pour obliger les sujets à agir selon leurs véritables intérêts, et à entrer dans le chemin le plus sûr et le meilleur pour les conduire à leur destination, qui est la félicité. » Burlamaqui, *Princ. du dr. nat.*, 1^{re} part., ch. X, § III, p. 113.

(3) « C'est un paralogisme de dire que le bien particulier doit céder au bien public. » *Esprit des lois*, t. III, liv. XXVI, ch. XV, p. 224.

(4) « Dieu ayant mis dans nos parents comme étant en quelque façon les auteurs de notre vie, une image de la puissance par laquelle il a tout fait, il leur a aussi transmis une image de la puissance qu'il a sur ses œuvres... Nous pouvons juger que la première idée du commandement et d'autorité humaine est venue aux hommes de l'autorité paternelle. » Bossuet, *Politique*, liv. II, art. I, III^e prop., pp. 60 et 61. — « ...Les pères, par un changement insensible, devinrent les monarques politiques de leurs familles : et comme ils vivaient longtemps et laissaient des héritiers capables et dignes de leur succéder, aussi ils jetaient par là les fondements de royaumes héréditaires ou électifs. » Locke, *Du gouvernement civil*, ch. V, § XXV, p. 95. — « Ils vivent tous ensemble (les habitants

donnés pour les premiers dépositaires de la puissance publique; on leur a prêté une institution divine, l'on a confondu dans leur pouvoir l'artifice avec la nature, la violence avec la légitimité, et ce chaos admiré des hommes studieux et oisifs, a produit une législation publique toujours altérée, toujours pernicieuse au genre humain (1).

Non, le droit public ne peut avoir sa source dans les abus continuels que nous présente l'histoire de la barbarie; il n'en a qu'une seule, c'est la raison (2).

Elle nous inspire à mesure qu'elle nous éclaire. Si la grossièreté a formé des lois favorables à la violence, dans les meilleurs

de la Bétique) sans partager les terres; chaque famille est gouvernée par son chef, qui en est le véritable roi. Le père de famille est en droit de punir chacun de ses enfants ou petits-enfants qui fait une mauvaise action: mais avant que de le punir, il prend l'avis du reste de la famille. » Fénelon, *Télémaque*, t. I, liv. VIII, pp. 259 et 260. — « Les uns attribuent l'origine des sociétés civiles à la puissance paternelle, ils remarquent que toutes les traditions anciennes nous assurent que les premiers hommes vivaient longtemps; par cette longueur de la vie, jointe à la multiplicité des femmes, qui alors était en usage, un grand nombre de familles se voyaient réunies sous l'autorité d'un seul grand-père, et comme il est difficile qu'une société un peu nombreuse puisse se maintenir sans une puissance suprême, il est naturel de penser que leurs enfants accoutumés dès leur jeunesse à respecter leurs pères et à leur obéir, remettaient volontiers entre leurs mains la souveraine autorité, quand ils étaient parvenus à un âge de raison. » Burlamaqui, *Princ. du dr. polit.*, I^{re} part., ch. II, § IV, p. 8. — « Quelques-uns ont pensé que la nature ayant établi le pouvoir paternel, le gouvernement d'un seul était le plus conforme à la nature. » *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. III, p. 11. — Rousseau dit (*Discours*, p. 129) : « Quant à l'autorité paternelle, dont plusieurs ont fait dériver le gouvernement absolu et toute la société, il suffit de remarquer que rien au monde n'est plus éloigné de l'esprit féroce du despotisme, que la douceur de cette autorité, qui regarde plus à l'avantage de celui qui obéit qu'à l'utilité de celui qui commande; que par la loi de nature le père n'est le maître de l'enfant, qu'aussi longtemps que son secours lui est nécessaire, qu'au delà de ce terme ils deviennent égaux, et qu'alors le fils parfaitement indépendant du père ne lui doit que du respect et non de l'obéissance; car la reconnaissance est bien un devoir qu'il faut rendre, mais non pas un droit qu'on puisse exiger. Au lieu de dire que la société civile dérive du pouvoir paternel, il fallait dire au contraire que c'est d'elle que ce pouvoir tire sa principale force: un individu ne fut reconnu pour le père de plusieurs que quand ils restèrent assemblés autour de lui. »

(1) « Les auteurs de notre droit public, fondés sur les histoires anciennes, étant sortis des cas rigides, sont tombés dans de grandes erreurs. Ils ont donné dans l'arbitraire. » *Esprit des lois*, t. I, liv. X, ch. III, pp. 277 et 278.

(2) « Il y a donc une raison primitive; et les lois sont les rapports qui se trouvent entre elle et les différents êtres, et les rapports de ces différents êtres entre eux. » *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. I, p. 2. L'on sait que la première phrase de l'*Esprit des lois* est celle-ci: « Les lois, dans la signification la plus étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses. » Montesquieu dit encore: « La raison a un empire naturel; elle a même un empire tyrannique: on lui résiste, mais cette résistance est son triomphe; encore un peu de temps, et l'on sera forcé de revenir à elle. » *Ibid.*, t. III, liv. XXVIII, ch. XXXVIII, p. 383.

temps la philosophie les ramène à la douceur ; elles doivent suivre les mœurs et devancer leur perfection (1).

Elle nous dit que nous devons vivre sous des lois, et que la manutention des lois doit être confiée à des hommes choisis et incapables de corruption, comme les lois mêmes (2).

Telle est la source de toute supériorité et de toute infériorité parmi les hommes. De là, viennent les Princes, les Magistrats, les Généraux, les Pères de famille, et même les Maîtres. Tous sont des Législateurs, soit en faisant observer les lois, soit en proposant leurs modifications. Mais lorsqu'ils excèdent ces fonctions sacrées, ils ne sont plus que des usurpateurs et des tyrans.

Diverses méthodes ont réglé les fonctions de ces chefs de la société ; on les a étendues ou bornées suivant l'épreuve de leurs bienfaits ou de leurs excès. C'est ce qui a formé tant de divers gouvernements sur la terre ; bonheur et autorité aux bienfaisants, malheur et révolte aux cruels tyrans (3). Ici, c'est un roi maître de tout, moins encore par sa naissance que parce qu'il gouverne son peuple en père (4) ; là, son pouvoir est bridé par un conseil ou par un sénat nécessaire ; ailleurs, c'est une démocratie qui se tourne tôt ou tard en aristocratie, et qui périt en dégénéral (5). Tous doivent aux peuples le bonheur et l'abondance et ne se doivent pour salaire que la gloire inestimable d'y avoir contribué concurremment avec les lois du pays (6).

Parmi les chefs subalternes et subordonnés de la société, les pères de famille n'ont que l'utilité de leurs enfants pour base de leur autorité. Les lois romaines sont de mauvais modèles sur cette matière. Au lieu de ce droit monstrueux qu'elles leur accordaient, la nature et la raison les restreignent aux seuls

(1) L'homme « pouvait à tous les instants s'oublier lui-même ; les philosophes l'ont averti par les lois de la morale. Fait pour vivre dans la société, il y pouvait oublier les autres ; les législateurs l'ont rendu à ses devoirs par les lois politiques et civiles ». *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. I, p. 6.

(2) « Elle (la loi) est sans tache et sans corruption, elle dirige les âmes, elle est fidèle, elle parle sans déguisement et sans flatterie. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. IV, IV^e prop., p. 31.

(3) « Le prince inutile au bien du peuple est puni aussi bien que le méchant qui le tyrannise... Le gouvernement doit être doux... Un prince qui se fait haïr par ses violences est toujours à la veille de périr. » Bossuet, *Politique*, liv. III, art. III, VI^e, XII^e et XIV^e prop., pp. 98, 110, 115.

(4) « Le père trouve sa gloire dans la bonne conduite de sa famille ; voilà véritablement ce que le monarque est à ses sujets. » D'Argenson, *Considérations*, p. 254. — V. note 1, p. 73, discours II.

(5) « La démocratie a deux excès à éviter : l'esprit d'inégalité, qui la mène à l'aristocratie, ou au gouvernement d'un seul ; et l'esprit d'égalité extrême, qui la conduit au despotisme d'un seul, comme le despotisme d'un seul finit par la conquête. » *Esprit des lois*, t. I, liv. VIII, ch. II, p. 228.

(6) « Le prince n'est pas né pour lui-même, mais pour le public. Le prince doit pourvoir aux besoins du peuple. » Bossuet, *Politique*, liv. III, art. III, II^e et III^e prop., pp. 91 et 92.

besoins de leur éducation pendant la minorité des enfants (1) ; la nature nous l'indique par l'exemple des animaux. Après l'émancipation, ils deviennent des êtres libres et indépendants ; les biens ne leur sont pas dus ; si les pères leur en laissent, c'est un bonheur et non un droit (2). Les maîtres mêmes ne sont que les législateurs et les magistrats de leurs esclaves ; ils sont chargés de veiller à leurs besoins, et le service personnel qu'ils en tirent n'est qu'une reconnaissance légale des soins qu'ils en prennent.

La magistrature est de droit divin, le magistrat n'est que d'élection humaine ; l'obéissance est due aux lois, et non aux législateurs abstractivement à la loi. Ce choix de magistrats et de législateurs ne constitue donc que l'homme honoré d'emploi, mais non supérieur par lui-même ; le grade tient aux choses, et non aux personnes.

Tout office, comme nous avons dit, n'est qu'à temps, tout officier tend au retour à l'état privé, comme tout corps tend au repos. Les lois politiques sont ici les mêmes que les physiques ; les besoins publics créent et maintiennent l'officier, comme Dieu crée le mouvement. Ce retour à l'état privé ne dégrade point l'officier, mais le rend à ce qu'il est ; c'est l'acteur qui a fini son rôle dramatique et qui se réunit aux spectateurs pour jouir à son tour des agréments du spectacle. Il ne se prétend plus ni dieu ni prince, comme il avait paru sur la scène un moment auparavant ; il n'imité en rien cet âne chargé de reliques, dont parle la fable, lequel s'arrogeait personnellement les honneurs rendus au fardeau qu'il portait.

L'on ne disconvient pas toutefois qu'il ne reste quelques parcelles de ces honneurs à quiconque a été l'organe des lois, à celui qui s'est acquitté avec intelligence de leur interprétation et du commandement sur les hommes (3). Tout ce qui a contenu les choses sacrées participe de quelque chose à la consécration ; mais si ces idées nous paraissent naturelles, réduisons-les à leur valeur et nous y trouverons plus d'abstraction que de réalité ; ne les tolérons qu'autant qu'elles augmentent le bonheur de la société ; rejetons-en ce qui la détruit.

(1) « Romulus ne permit de tuer aucun enfant qui eût moins de trois ans ; par là, il conciliait la loi qui donnait aux pères le droit de vie et de mort sur leurs enfants, et celle qui défendait de les exposer. » *Esprit des lois*, t. III, liv. XXIII, ch. XXII, p. 110. — « La première partie... du pouvoir paternel, qui est au fond plutôt un devoir qu'un pouvoir, savoir l'éducation, appartient au père, en sorte qu'il finit dans un certain temps ; car lorsque l'éducation est achevée, ce pouvoir cesse. » Locke, *Du gouvernement civil*, ch. V, § XVIII, p. 85. — V. ce présent discours, p. 122, note 4.

(2) V. ce présent discours, page 120, note 2.

(3) « Il n'y a point à la Chine de noblesse héréditaire, du moins aucune autorité publique ni fonctions ne se transmettent des pères aux enfants ; cependant les familles conservent, dans ce qu'on appelle la Salle des Ancêtres, des tableaux qui contiennent les noms et les services de leurs parents. » D'Argenson, *Considérations*, p. 105.

La noblesse d'extraction a quelque chose de plus physique que l'honneur des emplois qu'on a possédés. Nous voyons parmi les animaux que les bonnes races fournissent de meilleurs individus que les autres, qu'elles dégénèrent par les mésalliances et par la mauvaise éducation, mais que l'art soutient la nature. Qu'on accorde donc quelque préférence au nom et à la descendance des grands hommes ; mais, avec quelle délicatesse ces sujets de préférence ne méritent-ils pas d'être prisés ! Que d'abus énormes n'ont pas suivi cette préoccupation ! N'eût-il pas été mieux de l'omettre, et de ne reconnaître pour bons ouvriers que les fils de leurs propres œuvres ? (1).

Fontenelle a dit avec raison sur la dispute des anciens et des modernes que la question bien examinée se réduisait à savoir si les arbres des anciens étaient plus grands que ceux des modernes (2). Disons de même ici qu'il s'agit de prononcer si les hommes qui commandent sont d'une autre espèce que ceux qui obéissent ; si les premiers sont des géants et des Alcides, et les seconds des Pygmées et des ombres. Nos passions et l'artifice ont porté de tout temps les hommes à l'usurpation, les héros se sont déifiés, les empereurs se sont fait adorer, la noblesse s'est donnée véritablement pour être d'une autre espèce que la roture, les pères de famille ont prolongé leur domination par delà l'éducation de leurs enfants, les maîtres se sont appropriés leurs esclaves jusqu'au droit de vie et de mort. Partout, l'homme s'élève sur l'homme et traite son inférieur comme sa bête. C'est à la nature à éclairer la raison, c'est à la loi à venger la raison et la nature.

DEUXIÈME PARTIE. — *De l'inégalité vicieuse.*

Étant né grand, l'on veut devenir plus grand encore. La soif des richesses et des grandeurs est comparée à celle des hydro-

(1) « On présumera toujours dans un Etat que les nobles d'extraction sont nés avec des sentiments distingués de courage et de vertu ; que l'exemple de leurs ancêtres leur prêche continuellement la gloire de les imiter et l'horreur de dégénérer, et que l'éducation leur donne des lumières. Voilà l'avantage du gouvernement aristocratique ; mais il a cet inconvénient que le corps de la noblesse étant séparé du reste des citoyens, affecte de mépriser et d'accabler les roturiers, qui sont cependant les plus nombreux et les plus laborieux. Personne ne stipule pour ceux-ci dans les délibérations générales, et chaque jour la noblesse augmente ses privilèges et consomme sa séparation d'avec le reste de l'Etat. Nos lois se ressentent trop de la part immense que la noblesse a eue dans l'ancien gouvernement. » D'Argenson, *Considérations*, p. 14.

(2) C'est par cette phrase que commence la *Digression sur les anciens et les modernes* : « Toute la question de la prééminence entre les Anciens et les Modernes étant une fois bien entendue, se réduit à savoir si les arbres qui étaient autrefois dans nos campagnes étaient plus grands que ceux d'aujourd'hui. En cas qu'ils l'aient été, Homère, Platon, Démosthène ne peuvent être égalés dans ces derniers siècles ; mais si nos arbres sont aussi grands que ceux d'autrefois, nous pouvons égaler Homère, Platon et Démosthène. »

piques, dont l'excès croît à mesure de sa durée (1). L'ambition et l'avidité paraissent les vertus des grands, elles les tirent de l'apathie de leur état, elles leur donnent quelques qualités brillantes, mais pernicieuses ; leur splendeur reluit d'un vain luxe. l'intrigue les soutient et les avance, la corruption et l'injustice sont leurs moyens. Voyez ces généreux Romains si célèbres par l'amour de la Patrie, ils en deviennent les destructeurs quand l'inégalité distingue les citoyens en deux ordres. Ceux des patriciens qui sont parvenus au généralat, comblés d'honneurs et de triomphes, n'ont plus d'autre carrière à courir que le renversement de la liberté : ils s'érigent en tyrans, ils détruisent les mœurs antiques et y substituent le luxe effréné et corrupteur, les proscriptions, l'injustice, la folie et la cruauté (2).

Au-dessous des exemples célèbres en sont de médiocres, qui ne prouvent pas moins les malheurs qui suivent l'inégalité des conditions. L'ambition est de tous états, elle fait sortir les enfants de la classe où étaient leurs pères, ils s'indignent de la profession où ils sont nés. Par là, ils perdent les avantages et le bonheur de leur naissance : ils fussent partis du point où leurs pères étaient restés pour aller plus loin ; ils perdent l'honneur de leur première condition pour courir au mépris dans celle où ils s'introduisent. Tels sont les effets différents de l'ambition et de l'émulation : celle-ci est une vertu qui nous distingue parmi nos égaux, celle-là est vice et folie (3).

L'inégalité porte au mépris, et attire le mépris au lieu de l'admiration et de la vénération qu'elle prétend. Les ambitieux n'ont pas toujours des qualités qui répondent à leurs idées de grandeur ; ils soutiennent mal les regards d'une multitude de censeurs intéressés à leur trouver des défauts. Les maîtres ont beau commander avec dureté et la noblesse mépriser le peuple, la bassesse se venge par une critique plus appliquée et plus sévère et par des insultes bien plus atroces qu'il n'y en aurait entre égaux.

(1) « La soif de l'or est comparée à celle qu'ont les hydropiques ; plus on a, plus on souhaite : par la raison des contraires, moins l'on a, moins l'on désire. » D'Argenson, *Considérations*, p. 43.

(2) « Ainsi Rome si jalouse de sa liberté, par cet amour de la liberté qui était le fondement de son Etat, a vu la division se jeter entre tous les ordres dont elle était composée. De là, ces jalousies furieuses entre le Sénat et le peuple, entre les patriciens et les plébéiens ; les uns alléguant toujours que la liberté excessive se détruit enfin d'elle-même ; et les autres craignant, au contraire, que l'autorité, qui de sa nature croît toujours, ne dégénérât enfin en tyrannie. » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. III, ch. VI « Les Empires ».

(3) Montesquieu écrivait : « Les lois qui ordonnent que chacun reste dans sa profession, et la fasse passer à ses enfants, ne sont et ne peuvent être utiles que dans les Etats despotiques, où personne ne peut ni ne doit avoir d'émulation. » *Esprit des lois*, t. II, liv. XX, ch. XXII, p. 264. — « ...Comme l'ambition a rempli le monde de tant de désordres et a excité tant de guerres... » Locke, *Du gouvernement civil*, ch. XV, § I, p. 228. — V. note 2, p. 79, discours III.

J'ai dit que l'ambition et l'avarice augmentaient à mesure de leurs succès. L'inégalité parmi les hommes suit les mêmes lois dans l'Etat ; elle fut le fléau des premiers commencements de la République romaine. La tyrannie, qu'on avait cru abroger par l'expulsion des rois, se trouva multipliée par l'orgueil des patriciens ; et suivant la marche de cette inégalité, nous y trouverons les vraies causes de la chute de cette république depuis les decenvirs jusqu'aux empereurs. Les moyens qui la soutiennent augmentent aussi de vices à mesure que l'inégalité s'établit. Le bourgeois achète la noblesse, et le mérite n'attire plus cette récompense ; le noble n'aspire plus à la grandeur que par intrigue ; le grand devient tyran et cesse de servir son prince par affection ; les princes se jouent de la vie et des biens de leurs sujets pour acquérir de nouvelles provinces (1) ; la vraie gloire fait place à une vanité personnelle qui insulte au genre humain.

Admironsn-en davantage les princes modérés qui sacrifient leurs conquêtes au bien de la paix et qui fondent ce principe dans leurs Etats, que la force des armes ne doit servir qu'à la seule défense de la nation et à prévenir la discorde parmi leurs voisins. Mais ces éloges ne sont grands que parce qu'ils sont rares. Ces princes, qui font les délices du genre humain, sont des astres dont l'aspect ne luit pas souvent à la terre. Titus, Trajan, Antonin, Marc-Aurèle se regardaient comme égaux aux citoyens qu'ils gouvernaient ; leur hauteur ne tenait qu'à l'extérieur de leur dignité.

C'est l'égalité qui a produit la paix et les arts, c'est l'ambition et le désir d'inégalité qui ont fait naître la discorde et la faimantise. Les arts utiles viennent des besoins mutuels, ceux de mollesse et de luxe de l'injuste domination des maîtres sur leurs esclaves et des riches sur les pauvres.

Nous venons tous d'une même famille, nous paraissions égaux à la naissance, également nus et dépourvus ; l'espèce humaine paraît la même à l'extérieur ; les beautés ou difformités, les talents ou les défauts se développent en croissant, et beaucoup d'eux viennent de l'éducation bonne ou mauvaise.

Encore si le mérite faisait la distinction dont on parle, la nature en serait moins blessée, malgré l'uniformité extérieure qui nous indique l'égalité ; nous nous jugerions nous-mêmes, comme nous faisons sur les animaux, car nous prisons parmi eux le plus beau et le meilleur, et nous rebutions l'imperfection et le vice. Mais parmi nous, la naissance et la subtilité forment presque toutes les distinctions. Un sort aveugle préside aux rangs (2), et même si l'on calculait bien les sujets de la fortune

(1) Bossuet (*Politique*, liv. IX, art. II, I^{re} et II^e prop., pp. 439, 440 et 441) parle « des injustes motifs de la guerre... Ceux qui aiment la guerre et la font pour contenter leur ambition sont déclarés ennemis de Dieu. »

(2) Usbek assure à Rhédi que « la faveur est la grande Divinité des Français ». Lettre LXXXVIII, p. 273.

et de l'infortune, l'on trouverait peut-être que les plus difformes d'esprit et de corps sont les plus heureux et les plus grands (1).

Quelle honte aux législateurs d'avoir homologué ces distinctions formées par la tyrannie ! Mais les plus riches ont le plus participé à la rédaction des lois écrites, ils ont stipulé une grandeur permanente pour leur race (2), après avoir envahi l'autorité par leurs brigues ; et devenus forts d'une force injuste, ils s'opposeront toujours à toute réformation où l'on voudrait ne plus attacher l'élévation qu'au mérite et aux services (3).

Un mal en attire un autre. De la grandeur de naissance suit nécessairement la diminution du mérite dans le monde ; les moyens cessent après l'accomplissement des fins. Jouir de la fortune, c'est en abuser. De cent héritiers riches on n'en trou-

(1) « Les champs, les maisons, les troupeaux, les monceaux d'argent et d'or sont-ils des biens ou peuvent-ils être appelés ainsi quand on voit le peu de bénéfice qu'on en retire, ... à combien d'hommes abominables ils échoient sans mesure en partage ? » Cicéron, *De la république*, liv. I, XVII. V. aussi les *Lois* de Platon, liv. V, XII.

(2) Bossuet avance que « la faveur ne voit guère deux générations », et continue : « Quels plus grands services que ceux de Joseph ? Il avait gouverné l'Egypte quatre-vingts ans avec une puissance absolue et avait eu tout le temps de s'affermir lui et les siens. Cependant, il vint un nouveau roi qui ne connaissait pas Joseph. Le prince oublia que l'Etat lui devait non seulement sa grandeur, mais encore son salut, et il ne songea plus qu'à perdre ceux que son prédécesseur avait favorisés. » *Politique*, liv. X, art. IV, VIII^e prop., p. 582.

(3) « La gloire et la grandeur de la noblesse de notre royaume (D'Argenson fait écrire par le roi le « nouveau plan d'administration » qu'il a rêvé), qui nous est si chère à tant de titres, consistant bien plus dans le souvenir des services que nous ont rendus ses ancêtres, et dans le mérite de ceux qu'elle nous rend elle-même, que dans le vain honneur de jouir de certaines exemptions qui n'empêchent pas les nobles de partager avec le reste de nos sujets le poids des impositions, et qui, si elles avaient plus d'effet, seraient injustes, puisque la partie la plus pauvre et la plus laborieuse de notre nation ne pourrait pas supporter seule le fardeau pesant, mais nécessaire des impôts, nous jugeons à propos d'abolir les distinctions établies entre les nobles et les roturiers, qui assujettissent ceux-ci à payer la taille, et en exemptent les autres, d'autant plus que notre intention est de rendre la taille réelle par toute l'étendue de notre royaume, et d'abolir la taille personnelle... Enfin nous réduisons tous les privilèges de notre noblesse à des droits purement honorifiques, et à la considération résultant d'une naissance ancienne et illustre, sans que ce genre de gloire puisse jamais autoriser aucun acte de tyrannie, ni rien qui tende à la surcharge de nos peuples. Une noblesse acquise à prix d'argent, ne pouvant procurer d'autres avantages que des prétentions aux privilèges que nous venons d'abolir, nous proscrivons l'usage abusif qui s'est introduit dans notre royaume d'attacher à des charges vénales l'honneur d'une noblesse transmissible des possesseurs à leurs descendants. Ainsi, sans vouloir dégrader ceux dont les pères ont acquis cette sorte de noblesse, nous déclarons que la source en sera dorénavant tarie, ne nous réservant que le pouvoir attaché à notre souveraineté d'anoblir gratuitement ceux qui auront rendu à notre Etat ou à notre Personne des services dignes d'être récompensés par cette illustration ; nous voulons que ces services soient clairement énoncés dans les Lettres que nous ferons expédier en leur faveur. » D'Argenson, *Considérations*, pp. 236, 237, 238.

vera pas deux capables de mériter par eux-mêmes ce qu'ils ont obtenu en naissant (1) ; on ne leur parle que de ce qu'ils sont, et quand une éducation plus adroite leur cacherait soigneusement ce qui favorise leur indolence, ils le découvriraient bientôt par la malignité de leur situation. Tout leur dit, jouissez de vos biens, soyez inutiles, satisfaites vos passions, vous êtes au-dessus des lois, l'impunité est au nombre de vos prérogatives (2).

C'est l'égalité adhérente aux personnes qui a produit l'aristocratie, gouvernement où les tyrans se multiplient, et où les sujets deviennent esclaves, vanté par les gens riches, détesté des citoyens, source d'injustice, de pauvreté et de déperissement pour le corps de la nation (3). C'est la rouille du gouvernement qu'on y prend pour le poli. Car laissez aller les abus, les officiers s'attribueront toujours personnellement et patrimoniallement leurs offices et les prérogatives qui les accompagnent, comme la dictature devint perpétuelle sous les empereurs ; voilà ce qui a produit la pure aristocratie (4) : mais observez les règles avec rigueur, comme elles le furent toujours pour le consulat annuel à Rome, l'autorité reste aux emplois et disparaît de dessus les personnes, et ce n'est plus là l'aristocratie.

La nature nous parle bien différemment de cette politique partielle et orgueilleuse par où gouvernent les grands ; elle est

(1) Rousseau écrit : « C'est ainsi qu'il dut venir un temps où les yeux du peuple furent fascinés à tel point que ses conducteurs n'avaient qu'à dire au plus petit des hommes : sois grand, toi et toute ta race ; aussitôt il paraissait grand à tout le monde, ainsi qu'à ses propres yeux, et ses descendants s'élevaient encore à mesure qu'ils s'éloignaient de lui : plus la cause était reculée et incertaine, plus l'effet augmentait ; plus on pouvait compter de fainéants dans une famille, et plus elle devenait illustre. » *Discours*, p. 138.

(2) « Le partage des richesses du Nouveau Monde est fait en Espagne avec la plus grande inégalité, et engendre par conséquent tous les maux politiques que produit entre citoyens l'inégalité des biens, indépendante du travail et de l'industrie. C'est en Espagne que l'on trouve le plus de quoi prouver combien l'inégalité des richesses acquises sans soins et sans peines, est un mal dans un Etat. » D'Argenson, *Considérations*, pp. 67 et 68.

(3) « La plus imparfaite de toutes (les aristocraties) est celle où la partie du peuple qui obéit est dans l'esclavage civil de celle qui commande, comme l'aristocratie de Pologne, où les paysans sont esclaves de la noblesse. » *Esprit des lois*, t. I, liv. II, ch. III, pp. 30 et 31. — « L'aristocratie se corrompt lorsque le pouvoir des nobles devient arbitraire : il ne peut plus y avoir de vertu dans ceux qui gouvernent, ni dans ceux qui sont gouvernés. » *Ibid.*, t. I, liv. VIII, ch. V, p. 232.

(4) « Les fiefs (sous le gouvernement féodal) s'appelaient originairement bénéfices, et étaient à vie ; mais par habitude ils devinrent héréditaires : les comtés et les marquissats, qui n'étaient que des charges amovibles, furent bientôt à vie, puis patrimoniaux, les offices dégénèrent en héritages dans les familles. Les officiers préposés pour rendre la justice et pour commander les armées subdéléguèrent d'autres officiers subalternes chargés des mêmes soins ; et ces soins ayant des charmes pour ceux à qui ils furent confiés, d'autant plus qu'ils les honoraient et les enrichissaient, ceux qui les avaient obtenus les conservèrent pour leurs enfants. Telle est la véritable origine des fiefs et de tous les droits qui en dépendent. » D'Argenson, *Considérations*, pp. 119 et 120.

divine et ne nous dicte que des lois faciles à exécuter, mais il faut l'écouter pour la suivre ; elle ne se fait entendre que parmi des citoyens égaux et amis. Alors, les intérêts contradictoires se contrôlent et se concilient, l'aigreur s'émousse, les difficultés s'aplanissent par l'évidence et le bien commun se découvre (1). C'est donc de l'égalité seule que nous sont venues les bonnes lois, c'est par l'assemblage d'hommes égaux entre eux que leur manutention peut être assurée ; le monarque tirera toujours les plus grands appuis de son gouvernement de la seule égalité par les corporations et les compagnies qui agissent librement sous son obéissance (2).

Rome soit toujours libre et César tout puissant

(RACINE, trag. de *Britannicus*) [3].

La liberté, si réclamée par des citoyens opprimés, n'est salutaire et ne se soutient que dans l'égalité ou la presque égalité ; la rébellion choisit plus souvent ses chefs sur leur insolence que sur leur sagesse (4). Alors, l'inégalité augmente, tout retombe dans la licence, dans l'anarchie et dans une tyrannie pire qu'auparavant. Qu'on admire tant qu'on voudra le gouvernement

(1) « On connaît peu de noblesse originaire en Hollande. Ce qui en reste est suspect au gouvernement. Tel est l'esprit ; et quoique le temps et les abus travaillent à défigurer tous les jours les plus salutaires constitutions, ce pays-là n'a pas encore renoncé aux siennes. Ainsi, voilà un gouvernement vraiment démocratique : quant à sa bonté, on peut en appeler aux effets. » D'Argenson, *Considérations*, p. 58. — L'égalité naturelle « doit rendre les hommes commodes et complaisants les uns envers les autres ». Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. I, ch. VII, § III, p. 133.

(2) « Ses vues (celles de Richelieu) pour le dehors furent principalement d'abaisser la Maison d'Autriche en lui attirant des ennemis qui montrassent que sa puissance n'était que grandeur sans force ; pour le dedans, d'extirper l'hérésie et d'abaisser la noblesse de France : si cela est vrai, jamais il n'y eut un plus grand génie au monde. » Et plus loin : « En France, où la succession à la couronne est si bien établie depuis tant de siècles, où l'autorité royale est si bien reconnue, que risque le monarque en soutenant le peuple contre les Grands ? Le premier pas contre l'aristocratie a été d'ôter d'entre les mains de la noblesse un pouvoir attaché à la possession des grands fiefs. On a admis ensuite parmi les officiers royaux des gens sans naissance, concurrence avec la noblesse ; on a même quelquefois affecté de préférer les roturiers aux nobles pour tout ce qui participe au gouvernement. » D'Argenson, *Considérations*, pp. 159 et 175.

(3) D'Argenson écrit à la fin de son chapitre préliminaire intitulé « Objet et occasion de cet ouvrage », pp. 9 et 10 : « J'espère montrer... que l'administration populaire pourrait s'exercer sous l'autorité du souverain, sans diminuer la puissance publique, qu'elle l'augmenterait même, et qu'elle serait la source du bonheur des peuples. Ces vérités exposées, je proposerai quelques principes pour établir la meilleure et la plus sage administration, particulièrement en France.

...Que dans le cours d'un règne florissant,

Rome soit toujours libre, et César tout-puissant.

Racine. *Britannicus*.

(4) Marius, plébéien, ...avec ...ses harangues séditionnaires, où il ne cessait d'attaquer l'orgueil de la noblesse, réveilla la jalousie du peuple, et s'éleva par ce moyen aux plus grands honneurs. » Bossuet, *Histoire univ.*, Part. III, ch. VII « Les Empires »

républicain, l'on y trouvera toujours ces deux défauts qui l'altèrent et le détruisent tôt ou tard, la désunion et l'inégalité. Le partage des suffrages y rend les délibérations lentes et pusillanimes, quand il les faudrait promptes et courageuses. Dans le commencement des républiques, le bien commun rassemble et égalise tous les citoyens, mais bientôt naissent les jalousies avec les ordres, les classes et les rangs qui se forment; l'inégalité efface sans retour toute idée de patrie (1).

La monarchie peut remédier facilement et promptement aux maux de l'inégalité, dès qu'elle entend bien son intérêt (2). Il consiste véritablement à ne commander qu'à des hommes égaux entre eux, autant qu'il est humainement possible. Le monarque est le seul des magistrats dont la gloire et la grandeur consistent dans la perfection du gouvernement (3). Tous les autres pouvoirs subordonnés et intermédiaires trouvent des diversions au bonheur public dans leurs vues particulières; c'est sur quoi le souverain doit être continuellement en garde; et si l'on donnait à ce principe toute l'étendue qu'il mérite, peut-être trouverait-on que l'art de régner ne consiste qu'à établir plus ou moins l'égalité (4).

(1) « La démocratie est encore plus sujette à l'anarchie et à la violence effrénée. Dans sa situation la plus parfaite, elle est toujours exposée à la lenteur des délibérations; car les députés craignent le désaveu; les intérêts subdivisés à l'infini, et les suffrages trop combattus les uns par les autres, manquent d'un point d'appui pour les arrêter et les fixer. » Et : « Toutes ces petites républiques (à propos du § sur Gènes) n'ont souvent qu'un instant de chaleur pour le bien commun; c'est dans les premiers moments d'une liberté recouvrée, ou lorsqu'on se croit en danger de la perdre entièrement; alors tout est héroïsme et merveille; mais bientôt, dans le calme, tout devient indolence et apathie; l'intérêt particulier occupant seul, mine l'intérêt général. L'inégalité des fortunes trouble l'ordre; les places et les honneurs ne servent plus qu'à nourrir l'ambition des particuliers. » Et : « Les magistratures populaires ne réussissent pas ordinairement à conduire une étendue de pays fort considérable. » D'Argenson, *Considérations*, pp. 16, 51, 66.

(2) « La démocratie est autant amie de la monarchie que l'aristocratie en est l'ennemie. La prospérité du peuple enrichit le monarque, mais il a toujours fallu à la noblesse quelque grande cause de ruine pour la porter à céder à l'autorité royale et au bien commun du royaume. » *Ibid.*, p. 143.

(3) « La monarchie ou royauté bien entendue... est le gouvernement d'un Etat par un homme seul, qui considère moins son droit de propriété, que le bien de l'Etat qu'il gouverne, et dont il ne se regarde que comme le premier magistrat. » « Un monarque qui n'a plus à songer qu'à gouverner, gouverne toujours bien, car son intérêt est précisément celui de l'Etat; il ne trouve que là sa gloire et ses plaisirs; tout ce qui tient à son amour-propre forme son bonheur. Il devient bon par convenance, et presque par nécessité. » « Plus... on considère le monarque relativement à ses sujets, plus on reconnaît qu'il est l'homme du peuple, et non le peuple la chose du roi. » « La Loi du roi et de la nation est tout entière renfermée dans ces cinq mots latins, *salus populi, suprema Lex esto*, que le bien public soit la suprême Loi. » *Ibid.*, pp. 173, 174, 195 et 253. Pour cette dernière citation, cf. Cicéron, *De legibus*, liv. III, § III, et *Esprit des lois*, t. III, liv. XXVI, ch. XXIII, p. 236.

(4) « Ce n'est pas seulement chez les Mèdes, comme le dit Hérodote, mais aussi, d'après moi, chez nos ancêtres que, pour jouir de la justice, on a fait rois des hommes d'un caractère jugé irréprochable. Quand la multi-

Les pays d'Etat et les corps municipaux sont dans la monarchie des espèces de républiques protégées (1). Appliquons-y ce que nous venons de dire des gouvernements républicains ; l'égalité les rend utiles, l'inégalité les rend nuisibles.

Toute association, toute compagnie ne remplit bien son objet que par la liberté et l'égalité ; les talents doivent cacher leur prépondérance et n'emporter les suffrages que par la raison et la persuasion volontaire ; les chefs n'y doivent paraître que comme des premiers entre égaux (2).

Descendons aux sciences et aux arts, ils composent une espèce de république, et tout s'y montre plus absolument encore sous les mêmes conditions que nous venons de dire. Les savants et les artistes se croient égaux et enfants d'Apollon et de Minerve ; chacun a son fanatisme pour l'excellence de son genre et dans ses prétentions d'y réussir mieux que les autres ; le public décide, l'autorité se tait et laisse faire, ou bien elle interrompt l'émulation quand elle prononce.

CONCLUSION

Que les législateurs adoptent donc le principe de l'égalité, et la terre changera de face ; l'on cessera de regarder ce grand principe comme une idée chimérique et platonicienne, et chaque effort pour en approcher produira des effets sensibles ; les lois y tendront au lieu des obstacles qu'elles y mettent en conservant des colosses de grandeur qu'elles devraient détruire ou laisser détruire.

Lycurgue parvint en peu d'années à diviser également les biens (dans un petit Etat à la vérité) [3], mais, proportions gardées, les principes sont les mêmes dans le grand comme dans le petit par la raison que les hommes sont les mêmes partout. Veut-on de plus fameux exemples ? Les Romains n'eurent chez eux de véritables causes des guerres civiles que le déran-

tude indigente était opprimée par les détenteurs des biens, elle cherchait refuge auprès de quelque homme d'une vertu supérieure qui, préservant les faibles de l'injustice, rétablissait par des dispositions équitables l'égalité de droits entre les grands et les petits. On a toujours cherché à garantir l'égalité par le droit ; s'il n'avait pas cette raison d'être, il ne serait plus le droit. » Cicéron, *De officiis*, liv. II, XII.

(1) « Quelle belle idée que celle d'une république protégée par un roi, et qui se gouverne d'autant mieux qu'elle est mieux protégée ! L'usurpateur Cromwell se déclara protecteur de l'Angleterre. O rois ! vous devriez envier ce beau titre à ce détestable tyran. » D'Argenson, *Considérations*, p. 34.

(2) « Plaise au ciel que l' n soit bientôt pénétré de cette sage maxime ! L'autorité monarchique et la liberté du peuple ne sont point ennemies, et ne doivent ni se combattre ni se détruire ; au contraire c'est sur la parfaite intelligence de l'autorité et de la liberté que doit être fondé le bonheur du monde. » *Ibid.*, p. 297 (conclusion).

(3) V. ce discours, p. 118, note 1. — De telles institutions « ne peuvent... avoir lieu que dans un petit Etat, où l'on peut donner une éducation générale, et élever tout un peuple comme une famille. Les lois de Minos, de Lycurgue et de Platon, supposent une attention singulière de tous les citoyens les uns sur les autres. On ne peut se promettre cela dans la confusion, dans les négligences, dans l'étendue des affaires d'un grand peuple ». *Esprit des lois*, t. I, liv. IV, ch. VII, p. 75.

gement de l'égalité. Les deux ordres des patriciens et des plébéiens, les règlements qui y intervinrent, la loi agraire, le massacre des Gracques, les proscriptions sanguinaires, leurs généraux devenus maîtres de la république, la contagion du luxe, la dépravation des mœurs, l'oppression du Sénat, tout témoigne que l'inégalité est le fléau destructeur des plus grands empires comme des petites républiques.

Jugeons à cette règle tout ce qui est gouverné par association, tout ce qui s'élève ou qui dégénère. Sans nous aveugler par notre système, assurons que les hommes ne sont subordonnés qu'aux lois et à la force publique qui maintient les lois, qu'ils sont nés égaux entre eux et qu'ils doivent rester tels par les règles de la politique comme par les décrets de la nature.

DISCOURS VII

« M. l'abbé TALBERT,
chanoine de l'église de Besançon,
et membre de l'Académie de ladite ville »

DISCOURS VII

Quel étrange spectacle la société offre-t-elle aux premiers regards du philosophe ? Des hommes dont l'origine, dont l'essence est la même, et cependant subordonnés entre eux, comme si divers degrés d'excellence en distinguaient la nature ! Des souverains de l'univers à qui la terre a été donnée en possession, qui naissent tous avec les mêmes droits à ses richesses, et qui se les partagent avec une monstrueuse inégalité ! Quel est donc le titre qui autorise les uns à s'élever au-dessus de leurs semblables et à les resserrer dans la jouissance des biens communs ? La justice naturelle aurait-elle dicté une disposition si bizarre ? N'est-elle pas plutôt un renversement de son ordre, un violement manifeste de ses lois ?

Tel est le préjugé qui naît à l'aspect des conditions diverses où nous sommes rangés. Mais le philosophe chrétien est forcé d'abord de retourner sur ses pas. Il sent qu'il doit respecter (1) un ordre que le souverain législateur a respecté lui-même, et qu'il eût détruit sans doute s'il eût été contraire à la loi naturelle qu'il venait expliquer et perfectionner. Il faut donc considérer de plus près les ressorts de cette politique générale (2) pour en discerner l'équité et dissiper son opposition apparente avec la loi naturelle.

Ici la religion doit aider la raison dans ses recherches ; et leurs lumières réunies nous découvrent bientôt dans le cœur de l'homme la solution du problème. En distinguant dans la nature humaine deux états différents (3), il est facile d'apercevoir les différentes dispositions qu'ils exigeaient dans l'économie de la société ; l'un de ces états résultait du plan primitif de la création : il fut pour l'homme un état d'innocence et de justice (4) ; l'autre fut un état de désordre, juste châtement de l'homme coupable ; dans le premier, la loi naturelle n'autorisait point (5) l'inégalité des conditions qui n'aurait pu y subsister ; dans le second, l'inégalité devint conforme à ses vues, parce qu'elle fut nécessaire (6). Développons ces deux systèmes.

(1) *Var.* (nous indiquons ainsi les modifications apportées dans le texte imprimé) : « Il sent qu'il est obligé de respecter. »

(2) *Var.* : « Il faut donc considérer de plus près cette politique générale. »

(3) *Var.* : « deux états. »

(4) *Var.* : « l'un de ces états résultait du plan primitif de la création : il fit régner l'innocence et la justice. »

(5) *Var.* : « pas. »

(6) « Il est nécessaire qu'il y ait de l'inégalité parmi les hommes ; — cela est vrai ; mais cela étant accordé, voilà la porte ouverte non seulement à la plus haute domination, mais à la plus haute tyrannie. » Pascal, *Pensées* (La recherche de la vérité).

PREMIÈRE PARTIE

Celui qui ne veut pas reconnaître (1) la décadence de notre nature et qui dit : tout est bien, regarde l'inégalité qui règne parmi nous comme faisant partie de cette belle variété qui décore l'univers. Idée fausse qui n'a pour fondement qu'une première erreur. Les hommes étaient-ils donc faits pour imiter les plantes et les arbres qui occupent plus ou moins de place sur la terre, qui en tirent plus ou moins de suc, parce que leur formé est différente et que leur nature l'exige ainsi ? Non, sans doute, puisque le créateur nous faisait semblables ; cette uniformité qu'il établissait dans notre espèce nous donnait les mêmes droits incontestablement ; elle excluait toute distinction d'états. Lui prêter d'autres vues, c'est supposer qu'il eût voulu rendre en quelque chose notre condition pire que celle des animaux, qui vivent indépendants les uns des autres, dont les besoins sont également remplis, et qui ne reconnaissent (2) de maître que l'homme né supérieur à eux tous. L'intention du créateur était marquée ; et dans son premier plan, toute idée d'élévation, de bassesse, de richesse et de pauvreté devait être étrangère. Têl était par conséquent l'ordre naturel auquel on n'aurait pu donner atteinte sans une usurpation criante tant qu'il aurait pu subsister (3) avec notre bonheur, et rien n'y mettait obstacle avant la corruption du cœur humain. Que dis-je, toute espèce d'inégalité devenait alors incompatible avec l'état de la société. Jugeons-en par les caractères qui distinguaient l'homme dans les jours de sa gloire.

Représentons-nous la nature humaine sortant des mains de son auteur, comme une fleur qu'une rosée pure et un rayon bienfaisant viennent de faire éclore (4), et dont la fraîcheur, le coloris et le parfum charment également. Telle fut la première beauté de notre âme. Aucun mélange n'altérerait ce souffle divin (5). Fait pour connaître, l'homme connaissait sans erreur ; il n'avait à craindre (6) ni ténèbres ni fausses lumières. Il voyait ce qui était bon, ce qui était juste ; sa fin, ses devoirs lui étaient présents, et ne perdant point de vue son but, il pouvait marcher sans s'égarer. Le cœur n'était point (7) en contradiction avec l'esprit. Celui-ci montrait la route, l'autre (8) la

(1) *Var.* : « voir. »

(2) *Var.* : « connaissent. »

(3) *Var.* : « tant qu'il eût subsisté. »

(4) *Var.* : « et un rayon bienfaisant font éclore. »

(5) « Mais la manière dont il (Dieu) produit l'âme est beaucoup plus merveilleuse ; il ne la tire point de la matière ; il l'inspire d'en haut ; c'est un souffle de vie qui vient de lui-même... L'âme est... une chose qui doit toujours demeurer unie à celui qui l'a formée : c'est ce que veut dire ce souffle divin ; c'est ce que nous représente cet esprit de vie. » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. II, ch. I « La suite de la religion ».

(6) *Var.* : « l'homme connaissait sans erreur, et avec la même facilité que l'œil discerne les objets ; il n'avait à craindre... »

(7) *Var.* : « pas. »

(8) *Var.* : « la route, et l'autre. »

suivait. Le penchant vers le bien était le seul qu'il connût, la vertu était son centre. Des goûts sans passions (1), des désirs sans emportements le guidaient dans la jouissance des présents de la création, et le resserraient sans effort dans la mesure prescrite. Une volupté pure acquise sans travail ; inaccessible au trouble, à l'amertume ; qui n'enfantait ni le regret ni la satiété, et qui eût cessé d'être volupté si la raison et l'innocence eussent cessé de l'assaisonner, tel était le juste partage de l'homme naissant. Qui ne voit dans ce léger tableau que l'égalité ne pouvait être altérée pour lors parmi les hommes ? Et qui aurait pu concevoir l'idée de s'élever puisque l'ambition et la cupidité n'avaient point encore élevé leur trône dans les cœurs ? Chacun portant en soi une loi souveraine, principe unique et absolu de ses actions, de quelle utilité aurait pu être toute autre domination ? A quoi bon la subordination, la puissance, la force, lorsque les lois, placées aujourd'hui devant tous nos pas, eussent toujours été prévenues par nos démarches ? Celui qui ne cherche à troubler personne dans son repos et dans ses biens, et qui ne peut être troublé lui-même, a-t-il besoin de supérieurs qui lui donnent un frein ou un appui ? Quel serait le but d'un ordre politique tel que nous le voyons composé avec tant d'artifice et si compliqué, dans une société réglée par une harmonie naturelle, simple et parfaite ; telle qu'un corps dont les membres n'ont qu'un principe de mouvement et ne peuvent agir avec contradiction ? Terreur de l'autorité, appas des richesses et des honneurs, vous n'eussiez point conduit les hommes à l'honnête et à l'utile. Un sentiment plus noble, l'amour du devoir, eût été le ressort universel qui devait jouer à coup sûr. Destinés par le créateur à nous occuper sur la terre, ce motif eût suffi pour nous attacher au travail. Et quels autres objets auraient pu exciter notre industrie ? Ce que nous appelons gloire n'eût pas même été connu, l'espoir du gain n'eût pas été plus puissant sur des hommes (2) dont les besoins simples et bornés étaient assurés d'être remplis. Il ne fallait donc dans leur société (3) ni honneurs ni richesses ; il ne pouvait même y en avoir ; l'inégalité dans les rangs et les fortunes (4) était donc alors une chimère.

Pour répandre un plus grand jour sur cette vérité, jetons un coup d'œil sur tout ce qui environnait l'homme dans la nature, sur l'apanage extérieur de son innocence. Quel pinceau assez délicat pourrait tracer le tableau riant de la jeunesse de cette nature ? Son état lié avec celui de l'homme était par son calme et sa splendeur l'image de son âme et la récompense de ses vertus (5). Telle fut l'idée que s'en forma elle-même l'anti-

(1) *Var.* : « le seul qu'il connût ; des goûts sans passions. »

(2) *Var.* : « et l'espoir du gain n'eût pas tenté davantage des hommes. »

(3) *Var.* : « dans la société. »

(4) *Var.* : « dans les rangs et dans les fortunes. »

(5) *Var.* : « l'image de son âme et sa récompense. »

quité païenne qui a célébré l'âge de justice sous le nom de siècle d'or, monument précieux de notre premier état dont le souvenir a percé les ombres de la fable. La terre toujours couverte de ses plus riches vêtements s'empressait d'ouvrir son sein sous la main innocente qui la cultivait. Elle ne lui laissait que le travail nécessaire à son occupation et à son amusement. Ses productions qui de même que le goût de l'homme n'étaient pas encore altérées (1) donnaient à une vie charmante un aliment délicieux. Toutes les parties de l'univers concouraient à former au roi de la nature une demeure digne de lui. Un air pur, inaltérable, un soleil (2) bienfaisant qui n'occupait point ses forces à enfanter des orages, donnaient une saison unique, égale, tempérée, qui lui permettait de souffrir impunément toutes ses impressions, lui épargnait le soin de préparer à son corps des vêtements et des asiles, éloignait de lui la maladie, la douleur et cette foule importune de besoins qui en sont les suites (3).

Cette hypothèse établie, il n'est personne qui ne prévienne la conséquence que j'en dois tirer. Il est sensible que là il ne pouvait y avoir (4) ni richesses ni pauvreté, où les désirs et les besoins étaient toujours prévenus. Des hommes envers qui la nature était également libérale et à qui elle ne pouvait manquer auraient-ils pensé à se partager les possessions de la terre, à ajouter une propriété stérile à un usufruit où ils trouvaient du superflu ? N'eût-ce pas été une folie d'amasser des biens particuliers, tandis qu'un trésor immense, inépuisable, était ouvert à tous sans coûter aucun soin ? De quel prix eût été cet or qui a allumé dans l'univers une soif qui ne s'éteindra plus ? Eût-on vu s'élever des palais qui n'eussent été que de tristes prisons ? Se fût-on couvert de pourpre, de soie et de ces ornements que nous recherchons, mais qui pour lors n'auraient fait que charger le corps de liens embarrassants ? (5). Comment la matière de notre faste eût-elle trouvé place autour de l'homme ? (6). En un mot un éternel oubli n'eût-il pas couvert tous ces arts frivoles ou subalternes, enfants du luxe ou de la nécessité, qui sont devenus une source de l'inégalité des fortunes ? (7). Ainsi concouraient au même but et l'état intérieur

(1) *Var.* : « n'étaient pas altérées. »

(2) *Var.* : « inaltérable, et un soleil. »

(3) *Var.* : « de besoins qui nous assiégent. »

(4) *Var.* : « il ne pouvait se trouver. »

(5) *Var.* : « Se fût-on couvert de pourpre et de soie pour charger ses membres de liens inutiles et embarrassants ? »

(6) *Var.* : « eût-elle alors trouvé place autour de nous ? »

(7) *Var.* : « Des couronnes, des guirlandes de fleurs ; voilà le luxe et les ornements destinés à cet état. Des berceaux entrelacés de branches chargées de fleurs et de fruits, des autels de gazon, élevés pour offrir à Dieu les prémices de nos richesses ; voilà tous les objets de l'architecture. Varier en mille et mille façons les tapis qui couvraient les campagnes, nuancer plus agréablement cette riche superficie ; embellir les bords d'une source ; conduire son cours docile, et multiplier les détours ; aider la terre

de l'homme innocent et sa situation extérieure. Allons plus loin et cherchons plus immédiatement dans son cœur le principe des mutations qu'a éprouvées la société (1). Supposons que cet état florissant de l'univers, qui à la vérité était attaché à l'innocence de ses habitants, mais qui pouvait absolument en être séparé, supposons, dis-je, qu'il n'eût pas existé ; que la vie eût été assujettie aux mêmes conditions qu'aujourd'hui, que nos besoins multipliés eussent exigé les mêmes travaux, les mêmes soins, les mêmes secours ; alors, il faut en convenir, l'exercice d'un grand nombre d'arts devenait nécessaire ; l'on n'aurait pu se passer ni du commerce, ni d'un nouveau genre de richesse arbitraire, telle que l'or et l'argent, pour établir une liaison entre les sociétés et entre les membres de chaque société (2) ; mais qu'en devait-il résulter ? La diversité des états seulement, et non l'inégalité si, comme nous le supposons toujours, le cœur de l'homme n'était pas corrompu. Le besoin mutuel et la reconnaissance ne pouvaient être que des liens de plus à l'union des humains (3), qui ayant droit à des secours réciproques, auraient aimé à se prévenir en se les donnant (4) ;

à enfanter ses productions, lui coopérer ; voilà le grand art qui devait s'exercer parmi les hommes ; ce n'est pas que quelques autres n'eussent pu prendre l'essor. Peut-être que pour varier ses amusements, pour faire honneur à son industrie, pour rendre hommage à l'auteur de la nature, en imitant ses chefs-d'œuvre, l'homme se fût rendu créateur par le coloris et le ciseau. Peut-être que des instruments formés pour seconder sa voix, et bénir avec lui l'Etre éternel, auraient rendu sous ses mains encore pures des sons merveilleux. Les diverses productions de la nature auraient trouvé sans doute leur usage, mais notre vie et notre bonheur ne dépendant point de ces jeux d'industrie, il ne pouvait évidemment se glisser à l'aide des arts ni différence dans les biens, ni distinctions entre les personnes. »

(1) *Cette phrase* : « Allons plus loin... qu'a éprouvées la société », est remplacée par : « Avouons-le cependant, si le cœur de l'homme eût été corrompu, la folie aurait bien pu introduire l'inégalité, malgré les précautions de la nature. Qui sait si son goût dépravé, en l'éloignant d'elle, ne l'eût pas jeté dans mille bizarreries ? Il aurait été bien capable sans doute de se charger d'un faste ridicule, de s'élever des maisons pour se défendre des impressions d'un ciel qui ne l'insultait pas ; possédant tout, la cupidité aurait bien pu le porter à amasser des trésors inutiles, à en dépouiller ses semblables ; enfin le jeu des passions aurait pu, quoique plus difficilement, donner lieu à une partie de ces établissements qui sont parmi nous une source de l'inégalité des rangs et des fortunes. La loi naturelle pouvait autoriser à certains égards cet ordre nouveau ; et cela même donne du jour à notre système, et le confirme. Ces réflexions nous ramènent toujours à la première, que c'est immédiatement dans le cœur de l'homme qu'il faut chercher le principe des mutations de la société ; une supposition qui est comme le revers de celle que nous venons d'établir sera notre dernière preuve. »

(2) *Var.* : « entre les sociétés et les membres de chaque société. »

(3) *Var.* : « de plus pour unir les humains. »

(4) Burlamaqui écrivait : « Ils (les hommes) ne sauraient se passer les uns des autres ; et ce n'est que par des secours mutuels qu'ils peuvent se procurer un état agréable et tranquille. Aussi remarque-t-on en eux une inclination naturelle qui les rapproche et qui établit entre eux un commerce de services et de bienfaits, d'où résulte le bien commun de tous et l'avantage particulier de chacun. L'état naturel des hommes entre eux est donc un état d'union et de société ; la société n'étant autre chose que

l'amour fraternel opérant toujours à la place de l'autorité et de la force, on les eût vus dans un concert parfait se rendre tous également utiles, se respecter également et se traiter sans distinctions, uniquement animés par le devoir sacré d'aider ses semblables et de se charger d'une portion du travail public. Tous eussent reçu la même récompense, c'est-à-dire un salaire toujours mérité, toujours proportionné aux besoins et au delà duquel les désirs ne pouvaient se porter. Quelle sorte d'inégalité aurait donc pu se glisser alors dans la société humaine ? Non, non ; quelque hypothèse que l'on établisse, elle ne régnera jamais (1) que par le dérèglement de nos facultés. Supposons la mer sans orages : à quelle simplicité ne sera pas réduit l'art de la navigation ? De combien de pièces ne sera pas déchargée la construction du vaisseau ? Combien la manœuvre deviendra-t-elle facile ? Appliquons ceci à la société ; retranchez-en (2) les passions (3). Quelle simplicité dans son gouvernement ! Quelle chute énorme de pièces devenues inutiles dans sa constitution ! Elle devait donc subsister dans le plan primitif sans admettre l'inégalité des états ; et la loi naturelle n'aurait donc pu autoriser (4) un ordre différent, puisqu'il n'eût été qu'une disposition inutile, injuste, bizarre, impossible même dans l'exécution.

Heureuse situation du cœur de l'homme, plus précieuse encore que les présents de la nature qui en étaient la récompense (5), soyez l'objet de nos regrets éternels. Vous faisiez notre bonheur et notre gloire. Les hommes que vous reteniez sur le même niveau pouvaient sans peine se reconnaître pour frères (6) ; rangés aujourd'hui dans un ordre bien différent, ils ont presque oublié qu'ils l'étaient encore, tant les degrés qui les séparent sont multipliés. Mais croyons-nous que notre premier état ne mérite les soupirs (7) que des mortels réduits à l'avilissement et à la pauvreté ?

Vous que le sort a placés sur leurs têtes, vous que l'inégalité favorise, pour qui seuls la nature semble avoir des trésors,

l'union de plusieurs personnes pour leur avantage commun. D'ailleurs, il est bien manifeste que c'est là un état primitif, puisqu'il n'est point l'ouvrage de l'homme : c'est Dieu lui-même qui en est l'auteur. La société naturelle est une société d'égalité et de liberté. Les hommes y jouissent tous des mêmes prérogatives et d'une entière indépendance de tout autre que de Dieu. Car naturellement chacun est maître de soi-même et égal à tout autre, aussi longtemps qu'il ne se trouve point assujéti à quelqu'un par une convention. » *Princ. du dr. naturel*. 1^{re} part., ch. IV, § III, pp. 42, 43.

(1) Var. : « elle ne doit régner. »

(2) Var. : « retranchons-en. »

(3) V. note 1, p. 66, discours II.

(4) Var. : « ne pouvait autoriser. »

(5) Var. : « que les présents de la nature qui y étaient attachés. »

(6) Var. : « Vous feriez notre bonheur et notre gloire ; sous vos lois, les hommes retenus sur le même niveau, pourraient sans peine se reconnaître pour frères. »

(7) Var. : « Mais notre premier état ne mérite-t-il les soupirs. »

croyez-vous avoir moins perdu à la révolution de la société ? Vous ne commanderiez pas ; vous ne seriez pas environnés de faste et noyés dans le luxe ; mais vous auriez la paix et le bonheur ; vous auriez des vertus. Quel avantage votre amour-propre tirerait-il de vos prérogatives, qui sont les fruits de la corruption du cœur humain ; qui n'ont pris naissance que dans les ruines de l'ordre parfait, et que la loi naturelle autorise seulement parce que l'inégalité est devenue un remède à des maux plus grands ? Passons à ce nouveau système, et rendons sensibles par le contraste les nuances des deux tableaux de notre société.

DEUXIÈME PARTIE

L'homme devenu criminel, les caractères de sa prévarication s'imprimèrent partout. Ils furent gravés dans son âme qui perdit sa lumière et sa force ; ils le furent sur son corps qui devint sujet à la maladie, à la douleur, au trépas (1) ; ils le furent sur toute la nature qui s'arma pour le maltraiter, et qui parut le méconnaître pour son roi (2). Ses besoins se multiplièrent à l'infini et sa malice y contribua plus que tout le reste. L'abus de ses facultés et de ses richesses fut inséparable de leur usage ; un feu inquiet lui fit haïr l'ordre et la paix. Le trouble fut son élément, et la cupidité, la violence, l'injustice s'emparèrent d'un séjour créé pour les vertus. Attaquée d'un mal extrême, la société eut besoin d'un remède violent. Il fallut opposer au désordre un nouveau renversement qui devait être un témoignage perpétuel du premier mal.

La nécessité suggéra le projet et en dirigea naturellement l'exécution. Ce qui restait de lumières à l'esprit humain ayant fait éclore les lois, on chercha les moyens de les rendre souveraines et de fortifier le frein que les hommes étaient contraints de se donner. Les idées de bien et d'équité peu connues de la multitude ou peu puissantes sur elle, les terreurs de la religion ne pouvant faire des impressions universelles et continues, l'on comprit que chacun devait se dépouiller de son indépendance pour réunir l'autorité dans un seul ou dans un nombre choisi dont la voix serait celle de la société même et dont la main serait armée (3) de sa force pour faire plier sous la règle tout ce qui voudrait s'en écarter. L'on vit partout des chefs respectés et obéis, et jamais aucun peuple ne douta que la loi naturelle fit un devoir de leur être soumis (4).

(1) *Var.* : « à la douleur et au trépas. »

(2) « En même temps, tout change pour lui. La terre ne lui rit plus comme auparavant ; il n'en aura plus rien que par un travail opiniâtre ; le ciel n'a plus cet air serein ; les animaux qui lui étaient tous, jusqu'aux plus odieux et aux plus farouches, un divertissement innocent, prennent pour lui des formes hideuses ; Dieu qui avait tout fait pour son bonheur, lui tourne en un moment tout en supplice. » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. II, ch. I, « La suite de la religion ».

(3) *Var.* : « et dont les mains seraient armées. »

(4) *Var.* : « et aucun peuple ne mit en problème si la loi naturelle faisait un devoir de leur être soumis. »

Le bon ordre assuré par la punition des violences fut le premier fruit de l'autorité. Son second objet fut l'administration de la justice relativement aux contestations des citoyens. Enfin l'art militaire étant né de nos fureurs l'appela à son secours et en fit un plus grand usage. Ainsi l'on vit présider nécessairement à toutes les parties du gouvernement l'autorité et la puissance. Elles servirent même à subordonner entre eux ceux qui en furent revêtus ; les supérieurs, les juges se multiplièrent, mais leur autorité (1) dut n'être qu'une, se rapporter à un même principe et en dépendre. Telle fut l'origine de cette inégalité de pouvoir dont les divers degrés sont les fondements du bonheur public.

Mais l'homme n'étant pas naturellement porté à souffrir un joug imposé par ses semblables, et la décence, la perfection de l'ordre exigeant que la force et la crainte ne fussent pas les ressorts uniques de l'obéissance, l'on crut devoir imprimer aux citoyens en dignité un caractère qui les rendit respectables, qui fit participer leurs personnes à la noblesse de leur état. Ce n'était point assez : il fallait rendre sensible cette distinction aux yeux des hommes toujours frappés par les dehors. C'est pourquoi l'on environna les chefs des marques de leur supériorité ; on leur décerna des honneurs, on leur attribua des prérogatives. Les choses rares et précieuses furent réservées pour leur usage ; leur manière de vivre, leurs vêtements, leurs demeures furent distingués, et tout cet extérieur en impose à la multitude, rendit vénérables les fonctions publiques et contribua à la subordination. Ainsi fut introduite l'inégalité des états. Suivons-en les progrès. Quels motifs firent agir les hommes et mirent tout en mouvement parmi eux ? D'abord la nécessité et le besoin mutuel. Ces liens remplacèrent ceux de la tendresse fraternelle qui devaient nous unir. La société ne pouvant subsister sans le secours réciproque de ses membres, car chacun d'eux n'aurait pu être en même temps laboureur, artiste et soldat ; il fallut se partager les travaux divers. Les uns s'attachèrent donc à la culture des terres ; le soin des troupeaux occupa les autres. Ceux-ci se consacrèrent à la défense de la patrie ; ceux-là exercèrent les différents arts ; et il fallut que tous devinssent propriétaires de ce qu'ils possédaient, autant pour animer le travail que pour prévenir l'injustice et la confusion. Mais la voie de l'échange, et ensuite un métal d'un prix fixé, rendit communs tous les biens, tous les fruits de l'industrie. L'on aperçoit au premier coup d'œil que parmi des hommes affaiblis dans leur volonté et dans leurs lumières, l'indolence, le défaut de talent et les diverses passions devaient rendre les succès inégaux. Celui qui travailla plus ou mieux ne pouvait manquer de recueillir davantage. L'avarice anima l'un ; il acquit, il conserva. L'orgueil aiguillonna l'autre ; il chercha la perfection de son art et le rendit plus lucratif, tandis que d'autres

(1) *Var.* : « mais son autorité. »

sacrifièrent tout à des passions différentes et furent laissés en arrière.

Il était aussi de la politique de proposer des récompenses à ceux qui se distingueraient dans leurs fonctions, dans leurs travaux (1) ; elles étaient dues par justice au petit nombre de ceux que l'amour seul du bien animerait ; elles devenaient de puissants aiguillons pour tous les autres. Car telle était la condition de l'homme corrompu : l'ambition, la cupidité, l'amour-propre devaient opérer à la place de la vertu pour le porter à l'honnête et à l'utile (2). Heureux encore les mortels de pouvoir quelquefois détourner avec avantage le cours de ces torrents ruineux. Ces passions, mises en jeu à propos, donnèrent à la société une forme plus stable, plus parfaite ; l'on vit les devoirs mieux remplis ; le génie prit l'essor, et, secondé du travail, il enfanta des merveilles dans la sphère des sciences et des arts, qui fussent restés dans le néant, ou qu'on eût vus réduits à une théorie bornée avec toute idée du beau, sans ces mobiles universels qui donnaient lieu nécessairement à l'inégalité des conditions (3).

Ici, se présente une difficulté. S'il est vrai, dira-t-on, que l'inégalité soit fondée (4) dans son origine sur une différence d'émulation, d'industrie, de travail et de mérite (5), pourquoi voyons-nous les distinctions et les biens héréditaires dans les familles, indépendamment du mérite et du travail ? N'était-il pas de l'intérêt de la société qu'ils en fussent toujours le fruit ? (6). Et la loi naturelle ne résiste-t-elle pas au système de l'inégalité au moins considéré sous cette face ?

Je pourrais répondre qu'en fondant l'inégalité en général sur la loi naturelle, je ne prétends pas la charger de tous les abus qui pourraient s'être glissés dans le système (7). Mais il est certain que l'on ne doit point compter parmi les abus le droit

(1) *Var.* : « dans leurs fonctions et dans leurs travaux. »

(2) *Var.* : « à l'utile et à l'honnête. »

(3) *Var.* : « ...dans la sphère des sciences et des arts, et sans ces mobiles universels qui donnaient lieu à l'inégalité des conditions, toute idée du beau restait enveloppée, tout était réduit à une faible théorie. »

(4) *Var.* : « que l'inégalité était fondée. »

(5) *Var.* : « sur une différence d'émulation, d'industrie et de mérite. » Et l'auteur ajoute ceci : « Si je ne suis qu'un lâche, ai-je droit de m'asseoir sur les trophées élevés à la bravoure de mes ancêtres ? Placerait-on la statue d'un pygmée aussi haut que celle d'un géant ? Est-il juste que l'on reçoive dans le berceau des couronnes qui sont le prix des travaux d'une longue vie ? N'était-il pas de l'intérêt... »

(6) *Var.* : « qu'elles en fussent toujours le fruit ? »

(7) *L'auteur ajoute* : « Nous distinguerons toujours avec elle les richesses, de leur usage immodéré ; l'autorité, de la tyrannie ; la grandeur, du faste et de l'orgueil. Une vie oisive pour la société ne sera jamais l'apanage légitime du sang ; et la dispensation des grâces qui sont liées avec les premières fonctions, ne sera point ratifiée par cette raison naturelle, quand elle n'aura pour fondement que la naissance et la faveur. Mais il est certain... »

d'hériter des honneurs et des biens. C'est une disposition (1) que l'équité même a dictée. La liberté de disposer de sa fortune en faveur du sang et de l'amitié (2) et la perpétuité des rangs dans les familles de ceux qui les ont mérités font partie de la récompense qui leur est due. C'est un hommage rendu à jamais à la vertu, à la bravoure, au travail et au talent que d'éterniser les distinctions et les faveurs qui en ont été les fruits. C'est un prix proportionné aux grandes choses ; le court espace de la vie ne doit point être la mesure de la durée des trophées : ils ne sont pas dignes des hommes célèbres s'ils ne leur survivent. Et quel moyen d'ailleurs était plus propre (3) à rendre le mérite respectable, à enflammer l'émulation qui le développe, à mettre en action toute espèce d'industrie, de talents et même de vertus dont une langue mortelle s'emparerait bientôt si chacun n'avait que soi pour objet et le temps borné de sa vie ? (4). La perpétuité de la noblesse et des biens n'est donc pas moins un avantage pour la société qu'une justice rendue au mérite ; elle ne dispense pas ceux qu'elle favorise de s'en rendre dignes ; elle les y dispose au contraire (5) en leur rappelant qu'elle a été la source de leurs prérogatives.

(1) *Var.* : « C'est une loi. »

(2) *Var.* : « du sang ou de l'amitié. »

(3) *Var.* : « Et quel moyen plus propre. »

(4) *Var.* : « et même de vertus, qui tomberaient bientôt dans la langueur, si l'on avait pour objet que soi et le temps borné de sa vie ? »

(5) *L'auteur fait cette importante addition* : « elle les y dispose au contraire. Ne le voyons-nous pas en effet. Dès que l'état de riche ou de noble donne un rang dans la société, l'âme commence à prendre une sorte d'élévation. Qu'est-ce que ce germe de grandeur que la noblesse nous fait concevoir en naissant ? N'est-ce pas ce nom même de noblesse qui, présentant à l'esprit, sans que l'on y réfléchisse, l'idée du mérite qui en fut la source, devient une leçon continuelle de ce qu'on doit être et donne l'essor à ces hauts sentiments qui font la force et la gloire des États ? Et si l'on vient à considérer que les distinctions dont on jouit ont en l'origine la plus pure, ah ! c'est alors qu'une honte précieuse s'empare du cœur, et que l'on rougit de se voir couvert d'une dépouille étrangère. Quel aliment pour l'émulation que le souvenir de ses pères, lorsque placés dans leurs rangs, on est à portée de les imiter ! Si les statues des hommes célèbres, élevées jadis dans les places publiques, si ces personnages muets parlaient aux citoyens avec tant d'éloquence, quelle force n'aurait pas le langage de ceux qui nous touchent de si près ! Dès que nous recueillons les fruits de leur gloire, elle est à nous en quelque sorte, et nous cherchons à en accroître le trésor ; et que nous serviraient des exemples fameux, si la naissance ne nous mettait en état d'en profiter ! Qu'un homme confondu dans le peuple soit descendu d'un héros, qu'il conçoive le désir de l'imiter, que produiront ces sentiments lorsqu'il tracera un sillon dans la terre ? Lorsque pour les mettre en usage, il faudra percer la foule des citoyens ? Ce désir qui l'aiguillonne sera-t-il vif et durable ? Le mérite doit toujours trouver la porte des places et des honneurs ; mais le corps de la noblesse est comme le trésor où la société doit puiser le plus souvent. Qu'il serait riche ce trésor si l'éducation fécondait toujours la naissance ! Que ne dirions-nous pas en faveur de la loi qui rend les couronnes héréditaires ! On peut dire sans politique qu'elle fait la sûreté des empires en prévenant les troubles ; qu'elle en assure le bonheur en attachant un souverain aux intérêts d'un État qu'il regarde comme l'héritage de son sang ; en lui

N'est-il pas important aussi que chaque famille ait sa sphère marquée ? (1). Quel renversement, quelle confusion, si les enfants tombaient toujours de l'état de leurs pères ! Que deviendraient les arts laborieux sous des mains énervées par la mollesse, le repos ou la délicatesse du tempérament ? Il n'est point d'état dont on puisse mieux prendre l'esprit, mieux connaître les devoirs, dans lequel on puisse mieux s'exercer que dans celui où l'on est né, où l'on reçoit l'éducation (2) ; par là, chaque condition s'assure des sujets (3). Je ne prétends pas que dans les familles tous doivent suivre la même route ; ce système ne serait ni avantageux ni praticable, puisque les goûts et les talents sont partagés ; mais je veux dire qu'il est important (4) de ne point changer de sphère, parce que la disproportion est trop grande entre les différentes classes qui distinguent les citoyens, et que chacune d'elles a des mœurs propres dont il faut concevoir le germe en naissant (5). Mais pourquoi dans cet ordre présent de la société, que nous voulons trouver équitable, la pauvreté est-elle communément le partage des arts les plus pénibles ? Pourquoi a-t-on attaché à la plupart une idée de bassesse, et à proportion de la misère de leurs suppôts ? Tout ce qui est utile ne mérite-t-il pas de considération ? (6). La raison, la justice, l'intérêt public nous le disent également (7).

Ne nous hâtons pas de condamner une disposition qui n'a peut-être contre elle que l'apparence. Ne pourrait-on pas dire qu'il était important que des hommes engagés dans ces états par la nécessité y fussent retenus par le même lien, qu'ils ne pussent en sortir aisément, et qu'ils ne connussent point l'abondance qui enfante la mollesse et nuit toujours au travail ? Avancerait-on un paradoxe en disant que pour prévenir les révoltes de l'orgueil qui éloignerait les hommes de tout emploi, de tout office humiliant, il était nécessaire d'attacher une sorte d'avilissement aux personnes qui les exerceraient afin qu'accou-

rendant plus chères les sages maximes émanées de ses pères. Enfin l'expérience du monde prononce sans appel, et justifie hautement la disposition la plus révoltante au premier coup d'œil qui soit née du système de l'inégalité. Heureux l'Etat, heureux le prince lui-même s'il pouvait être élevé en homme privé, voir de près une société qu'il gouvernera sans la connaître ; et si au lieu de parcourir les royaumes pour chercher la sagesse, comme quelques princes de l'antiquité, il visitait au moins son peuple ! Je reviens à toutes les conditions en général : n'est-il pas important que chaque famille ait sa sphère marquée ? »

(1) Chez les Egyptiens, « la loi assignait à chacun son emploi, qui se perpétuait de père en fils. On ne pouvait ni en avoir deux ni changer de profession ». Bossuet, *Hist. univ.*, Part. III, ch. III, « Les Empires ».

(2) *Var.* : « Il est facile de prendre l'esprit, de connaître les devoirs d'un état où l'on reçoit la naissance et l'éducation. »

(3) *Var.* : « s'assure et se prépare de loin des sujets. »

(4) *Var.* : « mais au moins est-il important. »

(5) V. note 3, page 127, discours V.

(6) En Egypte, « toutes les professions étaient honorées ». Bossuet, *Hist. univ.*, Part. III, ch. III, « Les Empires ».

(7) *Var.* : « La raison, la justice, l'intérêt commun le publient également. »

tumés à se regarder et à être regardés comme d'un ordre inférieur, l'on rendit sans honte et sans dégoût des services acceptés d'autre part sans répugnance ? (1). Enfin n'est-il pas vrai que s'il était avantageux de donner une sorte de considération aux richesses dont l'appât excite si puissamment l'industrie et le talent (2), il était utile par conséquent de dépriser à un certain point la pauvreté ? (3).

Le procédé de la nature dans ses productions semble supposer qu'elle a prévu la distinction des états. Elle a des richesses abondantes et communes qu'elle prodigue à tous les hommes. Elle en a de rares, d'exquises, de précieuses dont elle est avare et qui ne pourraient suffire à l'usage universel. Il est constant que si la consommation était la même chez tous (4) et pour toutes choses, la matière manquerait bientôt au luxe ainsi que les artistes. Il fallait donc qu'il y eût des hommes destinés par état à jouir des trésors de la nature et des arts ; tout concourt donc à justifier l'inégalité des conditions.

C'est en vain que tant de peuples ont tenté de se rapprocher de l'institution primitive. Ils ne voyaient pas qu'il était arrivé une révolution dans la société, que le plan de l'édifice était changé parce que le fond où il devait porter n'était plus le même. Les républiques ont eu d'abord en vue une sorte d'égalité ; mais la nécessité plus forte que les systèmes y glissa bientôt la disproportion entre les citoyens. Elles eurent des chefs, des grands, des riches, comme les autres nations ; les formes de gouvernements ont varié, il est vrai, suivant les temps et les mœurs, mais toutes ont eu ce trait de ressemblance. L'antiquité, me dira-t-on peut-être, réclame hautement contre cette nécessité prétendue que vous supposez. Parmi plusieurs peuples moins connus, elle vous montre celui de Lacédémone pour confondre vos raisonnements. Digne objet de l'admiration de tous les siècles, l'heureuse et sage Sparte apprit à ses citoyens à vivre en frères, à bannir le faste des rangs et des richesses ; elle fit voir que l'égalité pouvait subsister dans l'Etat le mieux policé, le plus affermi (5), puisque

(1) Dans l'antiquité, un grand nombre de travaux manuels étaient considérés comme indignes d'un homme libre. Les Latins disaient *artes liberales* et *artes operosæ*.

(2) *Var.* : « les talents. »

(3) Bossuet avait écrit : « Il fallait qu'il y eût des emplois et des personnes plus considérables, comme il faut qu'il y ait des yeux dans le corps ; leur éclat ne fait pas mépriser les pieds ni les parties les plus basses. Ainsi, parmi les Egyptiens, les prêtres et les soldats avaient des marques d'honneur particulières ; mais tous les métiers, jusqu'aux moindres, étaient en estime ; et on ne croyait pas pouvoir sans crime mépriser les citoyens dont les travaux, quels qu'ils fussent, contribuaient au bien public. Par ce moyen, tous les arts venaient à leur perfection ; l'honneur qui les nourrit s'y mêlait partout ; on faisait mieux ce qu'on avait toujours vu faire et à quoi on s'était uniquement exercé dès son enfance. » *Hist. univ.*, Part. III, ch. III, « Les Empires ».

(4) *Var.* : « chez tous les hommes et pour toutes choses. »

(5) *Var.* : « le mieux policé et le plus affermi. »

son gouvernement se soutint parmi les ruines de la puissance de ses rivales.

Sparte, je l'avoue, offre une image de cette égalité que nous regrettons. L'on ne devait pas s'attendre à la trouver chez des hommes environnés des ténèbres de l'idolâtrie. Ces citoyens courageux qui ne faisaient qu'un corps dont l'esprit de Lycurgue était l'âme, eussent ramené sans doute le premier état de la société s'il eût été possible (1). Mais ils furent encore bien éloignés d'y atteindre. Car observons d'abord que l'égalité ne fut point générale parmi eux. Ils eurent des souverains et des magistrats. Quoiqu'ils fissent peu de cas des richesses, elles ne purent être si négligées que les uns n'en possédassent plus que les autres. Mais ce qui prouve encore plus, c'est l'effet singulier qui résulta dans la république de cette ombre d'égalité si admirable au premier coup d'œil (2). Il en coûta cher à l'Etat pour la maintenir, car il fallut bannir (3) les arts, l'industrie, le travail. Une oisiveté funeste prit leur place et laissa les esprits sans culture, les mœurs sans principes, sans bienséance, sans humanité. L'unique vertu connue fut une bravoure féroce, entretenue pour défendre les tristes privilèges de ces républicains (4). Était-ce donc cette belle société du premier âge que Sparte nous retraçait dans un Etat (5) dont la politique étouffait les plus beaux dons de la nature ? La loi naturelle autoriserait-elle donc le système de l'égalité puisque l'exemple de Sparte nous fait voir qu'il ne peut s'exécuter (6) même en partie qu'aux dépens des talents et des vertus. Les sociétés qui ont voulu suivre ce plan concourent

(1) *Var.* : « était l'âme, auraient vu le premier état de la société rétabli par leurs lois, s'il avait pu l'être. » — Burlamaqui, dans ses *Princ. du dr. polit.*, II^e part., ch. II, § XXXVI, pp. 94 et 95, écrivait : « Lycurgue sachant que les trois sortes de gouvernements simples avaient chacun de très grands inconvénients ; que la royauté dégénérerait aisément en pouvoir arbitraire et tyrannique, que l'aristocratie dégénérerait en un gouvernement injuste de quelques particuliers, et la démocratie en une domination aveugle et sans règle, Lycurgue, dis-je, crut devoir faire entrer ces trois sortes de gouvernements dans celui de Sparte, et comme les fonde en un seul, en sorte qu'ils se servissent l'un à l'autre de remède et de contrepoids. Ce sage législateur ne se trompa point, et nulle république n'a conservé si longtemps ses lois, ses usages et sa liberté que celle de Sparte. »

(2) *Dans son ouvrage imprimé, l'auteur a retranché* : « si admirable au premier coup d'œil. »

(3) *Var.* : « pour la maintenir : il fallut bannir. »

(4) « La vie de Lacédémone était dure et laborieuse... L'argent était méprisé. Comme toutes ses lois tendaient à en faire une république guerrière, la gloire des armes était le seul charme dont les esprits de ses citoyens fussent possédés... Lacédémone, par sa vie réglée, était ferme dans ses maximes et dans ses desseins... On remarquait dans son peuple je ne sais quoi de farouche. » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. III, ch. V, « Les Empires ». — Les Lacédémoniens déclaraient être leur propriété tout ce qu'ils pouvaient atteindre de la pointe de leur lance, disait Cicéron, *République*, liv. III, ch. IX. — V. Grotius, *le Droit de la guerre et de la paix*, t. I, Discours préliminaire, § XXV, p. 22 et note 5 du § XXIV, p. 22. ainsi que la note 1 du § XXV, p. 22.

(5) *Var.* : « dans un gouvernement. »

(6) *Var.* : « le système de l'égalité puisqu'il ne peut s'exécuter. »

toutes à la même preuve. Eh quoi ! si les Etats avaient pu souffrir une telle constitution, le divin législateur du peuple juif, qui entraînait dans le plus léger détail de sa police (1), eût-il manqué de la former sur un dessein si parfait ? Ses lois ne tendirent point à établir l'égalité (2). Il voulut, il est vrai, qu'après le partage des terres, un temps fût fixé pour le retour des possessions aliénées. Mais dans ce sage règlement, il n'avait pour but que de prévenir la ruine ou la dispersion des familles ; les arts furent livrés à l'industrie de la nation, le commerce lui fut ouvert ; elle eut des chefs, des juges, des rois (3) ; par là, l'on vit chez elle divers degrés de puissance, d'élévation, de richesses, et le législateur ne réclama point. C'est que celui qui avait fait l'homme connaissait parfaitement que depuis sa chute, le mobile de ses actions n'était plus l'amour de l'ordre et de la justice, mais l'amour-propre et la cupidité qu'il faut intéresser chez lui pour le faire agir (4) ; et qu'enfin il a besoin de ses passions pour enchaîner ses passions mêmes (5). Vouloir faire régner l'égalité parmi les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, ce serait vouloir former une société où la force serait l'unique loi, où l'injustice serait sans frein, où le génie qui invente, le travail qui perfectionne seraient sans aiguillon, où l'homme laborieux verrait le citoyen oisif et inutile jouir du fruit de ses sueurs ; où, en un mot, le talent, l'ignorance, l'activité, la paresse, le vice et la vertu auraient la même récompense (6). Quelle république ou plutôt quelle chimère ! Car (7) un tel gouvernement ne subsisterait pas ; la nécessité en changerait bientôt la forme, ou (8) le désordre en l'agitant le dissoudrait, ou l'esprit de langueur y plongerait tout en léthargie ; ce serait une mer orageuse, ou une eau glacée qui n'a plus de mouvement.

Le bien commun et, par conséquent, la loi naturelle qui y est toujours relative dans tout ce qu'elle prescrit (9), exigeait donc l'inégalité dans l'état actuel de l'homme ; et l'on ne doit donc plus considérer la société que comme un de ces ouvrages de

(1) « Quant à ce grand nombre d'observances dont il (Moïse) a chargé les Hébreux... » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. II, ch. III, « La suite de la religion ».

(2) V. note 2, page 81, discours III.

(3) *Var.* : « des juges et des rois. »

(4) *L'auteur supprime* « pour le faire agir ».

(5) « Il n'y a point d'homme qui ne soit et vertueux et vicieux ; peu le sont à l'extrême, mais tous le sont à un certain degré... Nous ne suivons pas en tout, mais par partie, le bien et le mal ; soit vices ou vertus, l'amour-propre les dirige... Dieu... contremine chaque folie, chaque caprice,... sait tirer les effets de la vertu du principe d'une vanité qui ne recherche d'autre intérêt, qui ne prise d'autre récompense que la louange : c'est lui qui bâtit sur les besoins et les défauts de l'esprit, la joie, la paix et la gloire du genre humain. » Pope, *Essai sur l'homme*, Epître II, p. 33.

(6) *Var.* : « le vice et la vertu jouiraient du même sort. »

(7) *L'auteur supprime* : car.

(8) *L'auteur supprime* : ou.

(9) *L'auteur supprime* : « dans tout ce qu'elle prescrit. »

l'art où il faut des pièces de différente force, de diverses grandeurs, placées à des hauteurs réglées et qui ne se soutiennent qu'en se prêtant un mutuel secours par leur situation (1). Sans cette disposition la terre n'offrirait plus que l'image du chaos (2).

Ne pensons pas toutefois que l'ordre introduit dans l'univers établisse divers degrés de félicité parmi nous. Il serait dès lors injuste, parce qu'un homme n'est pas fait pour être plus heureux qu'un autre, si l'on fait précision des vices et des vertus. Aussi la providence ne permet pas que l'inégalité du bonheur naisse de celle des conditions. La trempé même de nos cœurs y met un obstacle invincible. Soumis en esclaves au joug de l'habitude, elle nous rend presque insensibles à notre situation. Ce que nous sommes accoutumés d'éprouver nous devient (3) un état naturel. Si l'on sent quelque différence entre deux conditions, ce n'est que dans le moment d'un contraste (4) que la plupart n'éprouvent jamais ; ainsi l'homme puissant ne jouit point d'un vrai bonheur ; il croit seulement qu'il serait bien plus malheureux s'il cessait d'être ce qu'il est (5) ; l'homme du peuple, sans être tourmenté (6) de la dureté de son état, s'imagine qu'il serait plus heureux s'il venait à s'élever ; double erreur qui nourrit l'émulation de part et d'autre, et qui tend au bien commun. L'artisan cherche à acquérir, et reste lié à la société qu'il sert par l'appât du gain. Le riche entretient son opulence pour être mis sans cesse à contribution par le premier et (7) pour être, à parler juste, le dépositaire des deniers publics (8).

(1) *Var.* : « qu'en se prêtant du secours que par leur situation. » V. la dernière phrase du discours XI.

(2) *L'auteur supprime cette phrase* : « Sans cette disposition... du chaos. »

(3) *Var.* : « devient pour nous. »

(4) *Var.* : « c'est dans le moment d'un contraste. »

(5) *Var.* : « s'il n'était pas ce qu'il est. »

(6) *Var.* : « sans souffrir. »

(7) *L'auteur supprime* : et.

(8) Pour tout ce paragraphe, v. Pope, *Essai sur l'homme*, Épître IV, pp. 59 et 60 : « ...Loin de détruire le bonheur, cette inégalité de biens produit des besoins mutuels qui servent à l'augmenter. La différence qui se trouve dans la nature en conserve la paix. Ce n'est ni la condition, ni les circonstances qui font l'essence du bonheur. Il est le même dans le sujet comme dans le roi, dans celui qui défend ou celui qui est défendu (*en note* : « c'est-à-dire que la différence qui se trouve entre les hommes en fait de possessions extérieures a pour but l'harmonie et le bonheur de la société ; à cause que le manque de biens extérieurs dans les uns et l'abondance de ces mêmes biens dans d'autres serrent davantage les liens entre celui qui oblige et celui qui est obligé. ») ...Si la fortune répartissait également ses faveurs, et que tout le monde fût égal, n'y aurait-il pas des débats continuels ? Ainsi donc, puisque Dieu a fait un bonheur pour tous les hommes, il ne saurait l'avoir placé dans la possession des biens extérieurs. La fortune peut disposer diversement de ses dons ; et suivant la diversité de ses distributions, on appelle les uns heureux, les autres malheureux ; mais l'égalité de la juste balance des biens se fait reconnaître en donnant aux uns de l'espérance, aux autres de la crainte : ce n'est ni le bien ni le mal présent qui fait le sujet de la joie ou de l'affliction ; c'est le pressentiment d'un mieux ou d'un pis futur. » V. également notes 2 et 3, page 208, discours XI.

DISCOURS VIII

« M. ETASSE, étudiant en droit à Rennes »

DISCOURS VIII

Nés du même père, pétris du même limon, animés par le même souffle du créateur, pourquoi tous les hommes ne sont-ils pas égaux ? Le plus grand nombre, continuellement occupé à repousser la misère ne subsiste que par des travaux pénibles, bas et serviles, et ne vit que d'un pain grossier arrosé de ses sueurs. Quelques mortels choisis par la divinité pour être ses plus vives images donnent des lois à l'univers ; un cortège nombreux les environne, les flatte, les adore ; un peuple innombrable et laborieux fournit à leurs besoins et à leurs plaisirs. Arbitres souverains de la vie et de la mort, le sort des nations est dans leurs mains ; ils en peuvent être les pères ou les tyrans. Quel contraste ! Quelle inégalité ! C'est l'ouvrage odieux de l'ambition (1), de la force et de la violence, disent certains esprits qui regardent comme un joug tyrannique la subordination dans laquelle ils sont obligés de vivre. Ils réclament sans cesse les droits sacrés de la nature, et quelquefois même ils parviennent à une funeste indépendance en brisant tous les liens de la société. Essayons, s'il se peut de leur rendre aimable le joug qu'ils détestent ; tâchons de leur faire apercevoir de la sagesse et de l'équité dans un plan de société qui leur paraît si contraire au droit primitif de la nature. Remontons à l'origine du monde. Consultons la seule histoire des premiers temps que le mensonge n'ait point altérée. Apprenons-y de la vérité même quelle est la source de l'inégalité parmi les hommes. C'est cet oracle qui doit résoudre le problème. C'est à cette école que les souverains doivent apprendre à régner et les sujets à obéir.

Dans le premier plan de la providence, si j'ose m'exprimer ainsi, l'innocence, la paix et l'immortalité devaient être l'heureux apanage du genre humain fait à l'image de Dieu (2). Créé dans la justice, élevé par la grâce au-dessus de toutes les faiblesses de sa nature, le premier homme avait sur toutes les créatures un souverain empire, héritage précieux qu'il devait transmettre à sa postérité, mais dont sa désobéissance nous rendit indignes (3). Son crime est puni dans tous ses enfants,

(1) V. note 2, page 79, discours III.

(2) « ...Si l'homme n'avait jamais été corrompu, il jouirait dans son innocence et de la vérité et de la félicité avec assurance. Et si l'homme n'avait jamais été que corrompu, il n'aurait aucune idée ni de la vérité, ni de la béatitude. » Pascal, *Pensées* (Preuves de la religion).

(3) « Il (Moïse) nous fait voir... la perfection et la puissance de l'homme, tant qu'il porte l'image de Dieu en son entier ; son empire sur les animaux ; son innocence tout ensemble et sa félicité dans le Paradis, dont la mémoire s'est conservée dans l'âge d'or des poètes. » Bossuet, *Hist. univ.*, I^{re} part., Première époque.

le genre humain est maudit de Dieu (1), les doux liens du mariage deviennent un joug, la femme est assujettie à l'homme (2), sa dépendance est le fruit de son péché. Saisissons ce premier trait de subordination et d'inégalité que nous offre l'histoire sainte. Quel jour ne répand-il pas sur cette matière ? Le problème est résolu, l'inégalité parmi les hommes est la peine du péché. Parcourons les âges suivants et nous verrons le joug s'appesantir à mesure que les crimes se multiplient (3). Leur nombre irrita tellement la divinité qu'elle résolut d'en tirer la vengeance la plus éclatante ; le genre humain fut enveloppé sous les eaux du Déluge (4), et si jusqu'à cette époque terrible la société avait pris quelque forme, si la subordination et l'inégalité des conditions y furent sensibles, la mémoire en est perdue avec ces hommes criminels. Une seule famille est réservée pour repeupler l'univers ; elle se multiplie et veut immortaliser sa mémoire avant de se disperser. Elevons, dirent les enfants de Noé, élevons à notre gloire un monument éternel, une tour qui touche jusqu'aux cieux. Dieu, jaloux, dissipa ce projet insensé ; la superbe Babel ne fut que le monument de la faiblesse humaine ; les langues furent confondues, et les hommes dispersés pour former ces nations innombrables qui couvrent aujourd'hui la surface de la terre (5).

Le partage des biens, la fondation des empires, la fureur des conquêtes, l'établissement des lois et l'invention des arts font naître ces rangs, ces distinctions qui partagent la société. Nemrod est le premier qui soumette les hommes par la force des armes. Adonné aux plaisirs de la chasse, il avait fait dans les forêts l'apprentissage de cet art funeste que les passions humaines ne rendent que trop souvent nécessaire (6). Dans le même

(1) « Dieu qui avait résolu de récompenser son obéissance (l'obéissance d'Adam) dans toute sa postérité, aussitôt qu'il s'est révolté, le condamne et le frappe, non seulement en sa personne, mais encore dans tous ses enfants, comme dans la plus vive et la plus chère partie de lui-même : nous sommes tous maudits dans notre principe, notre naissance est gâtée et infectée dans sa source. » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. II, ch. I, « La suite de la religion. »

(2) « Dès l'origine du monde, Dieu dit à Eve et en elle à toutes les femmes : Tu seras sous la puissance de l'homme, et il te commandera. » Genèse, III, 16 ; Bossuet, *Politique*, liv. II, art. I, III^e prop., p. 60. — Rousseau écrit (*Discours*, p. 96) : « Le moral de l'amour est un sentiment factice, né de l'usage de la société, et célébré par les femmes avec beaucoup d'habileté et de soin pour établir leur empire, et rendre dominant le sexe qui devrait obéir. »

(3) « La terre commence à se remplir, et les crimes s'augmentent. » Bossuet, *Hist. univ.*, I^{re} part., Prem. époque.

(4) « Leur impénitence, et leur endurcissement puni enfin par le déluge. » *Ibid.*

(5) « ...et il mit la confusion parmi eux, en leur faisant oublier leur premier langage. Là donc, ils commencèrent à se diviser en langues et en nations. » *Ibid.*, Part. II, ch. I, « La suite de la religion ».

(6) « Nemrod, le premier guerrier et le premier conquérant, est appelé dans l'Ecriture un fort chasseur. » (Genèse, X, 9 B), Bossuet, *Hist. univ.*, Part. I, Deuxième époque.

temps que le prince ambitieux jetait à Babylone les fondements d'un grand empire (1), les autres peuples de l'Orient se donnaient eux-mêmes des souverains. Les nations ainsi divisées devinrent respectivement étrangères ; elles semblèrent oublier qu'elles avaient toutes la même origine et que tous les hommes étaient frères (2). L'ambition et l'intérêt les armèrent les uns contre les autres ; le sang humain ruissela de toutes parts ; il fut glorieux d'affronter les plus grands dangers ; la bravoure dans les combats fut une vertu ; après avoir été l'effroi de la terre, les conquérants furent les objets de l'adoration publique. Chaque nation divinisa ses premiers héros, leur bâtit des temples et brûla sur leurs autels un encens sacrilège. Quelle source d'inégalité parmi les hommes ! L'idée de la gloire ne fut plus attachée qu'à la profession des armes ; un dur et honteux esclavagisme fut le sort des vaincus que le fer avait épargnés dans la mêlée ; les enfants de ces hommes courageux qui avaient versé leur sang pour la défense de la patrie, héritèrent des prééminences flatteuses de leurs pères, un sang plus pur sembla couler dans leurs veines, un intervalle immense les sépara du reste des hommes qui ne fut plus auprès d'eux qu'un vil peuple presque toujours leur esclave.

Dans les douceurs de la paix, ceux que des lauriers sanglants n'avaient point illustrés, se frayèrent un nouveau chemin à la gloire et à la fortune. L'esprit humain se développe et commence à sentir ce qu'il est et ce qu'il peut. Je vois naître les Homères, les Zeuxis, les Phidias, les Apelles, les Platons et les Socrates, noms immortels et dont la mémoire sera toujours plus chère à la postérité que celle des Alexandres, des Achilles et des Cyrus. La saine raison n'aperçoit au-dessus de ces hommes célèbres qu'un monarque vertueux qui met sa gloire à faire le bonheur de ses peuples.

Les premiers arts qui n'avaient pour but que de satisfaire aux simples besoins de la vie deviennent un objet de mépris fondé sur l'ignorance et la grossièreté de ceux qui les professent. Peu suffit à la nature ; un instinct grossier nous éclaire sur ses vrais besoins et nous apprend à les contenter. Tandis que l'artisan reste dans la foule et languit dans la pauvreté, les sciences et les beaux-arts percent jusqu'au pied du trône. Les muses, protégées par le souverain polissent les mœurs farouches des peuples et donnent à la société mille nouveaux agréments. La faveur et la fortune payèrent quelquefois leurs bienfaits, la gloire les accompagna toujours, et l'immortalité en fut la plus digne récompense. Encouragé par les succès, l'esprit

(1) « Nabuchodonosor II, plus terrible que son père Nabopolassar, lui succéda. Ce prince, nourri dans l'orgueil, et toujours exercé à la guerre, fit des conquêtes prodigieuses en Orient et en Occident ; et Babylone menaçait toute la terre de la mettre en servitude. » *Ibid.*, Part. I, Septième époque.

(2) « Tous les hommes sont frères. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. I, III^e prop., p. 7.

humain ne voit plus rien au-dessus de ses forces ; il ose porter ses regards jusque dans les cieus et mesurer le cours de ces globes immenses qui roulent sur nos têtes. L'amour de la gloire avait accoutumé les hommes à braver la mort dans les combats ; l'espoir du gain leur fait chercher de nouveaux dangers. Ils exposent leur vie à la merci des vents et des flots pour procurer à leur patrie les richesses d'un autre monde ; la navigation fait renaître entre toutes les nations une société universelle dont le commerce est le lien (1). Des particuliers amassent par leurs travaux des sommes immenses, un luxe poli succède à la simplicité des premiers temps ; le pauvre en se rendant nécessaire au faste et aux plaisirs des grands obtient d'eux des secours abondants qu'il n'en avait pu arracher lorsqu'il ne travaillait qu'à leurs besoins. On aperçoit aisément combien dût être féconde cette source d'inégalité. C'est encore aujourd'hui celle qui met le plus de variété parmi les hommes. Tel que la naissance et la fortune semblaient avoir condamné à vivre dans le mépris et la pauvreté trouve dans le commerce une ressource assurée qui en le rendant utile à sa patrie le conduit quelquefois aux premières dignités de l'Etat. Il devance ceux qui l'avaient des longtemps précédé, il voit au-dessous de lui ceux dont il essayait autrefois les mépris ; et, par une fatale vicissitude à laquelle sont assujetties toutes les choses humaines, la postérité de cet homme de fortune retombe dans la poussière après avoir pendant quelque temps figuré avec éclat sur le théâtre du monde.

Telle fut l'origine, tels furent les progrès de l'inégalité parmi les hommes. Il serait inutile d'entrer dans un plus grand détail des faits qui l'ont portée au point où nous la voyons aujourd'hui. Hâtons-nous de la justifier aux yeux des partisans du système spécieux, mais chimérique de l'égalité.

Les sages du paganisme ne connurent point assez les vrais principes de la société et ne virent dans l'inégalité des conditions qui la partagent que les suites d'une usurpation criminelle. Ils marchaient dans les ténèbres, le sentier de la révélation ne leur était point ouvert, Dieu les avait laissés dans l'ignorance de ses jugements. Jouissons de la lumière qu'il fait briller à nos yeux, et, parfaitement instruits par la religion que sa sagesse régla de toute éternité les différents états de la vie humaine, étudions les vues de sa providence pour nous y conformer (2). Un plan qu'il a choisi pour faire notre bonheur ne peut qu'être conforme aux règles immuables de l'ordre et de l'équité.

(1) « La première source de tant de richesses est le commerce et la navigation. » Bossuet, *Politique*, liv. X, art. I, III^e prop., p. 520.

(2) « Nous voyons... la société humaine appuyée sur ces fondements inébranlables, un même Dieu, un même objet, une même fin, une origine commune, un même sang, un même intérêt, un besoin mutuel tant pour les affaires que pour la douceur de la vie. » *Ibid.*, liv. I, art. I, VI^e prop., p. 13.

Tous les hommes sont égaux par leur nature, c'est-à-dire par l'humanité qui fait leur essence, mais ils sont distingués par d'autres principes qui rendent nécessaire parmi eux l'inégalité des biens et des conditions. S'ils étaient dans l'innocence primitive, s'ils n'étaient point corrompus dès le sein de leur mère, une parfaite égalité règnerait entre eux, ils ne connaîtraient d'autre autorité que la puissance paternelle, d'autre souveraineté que celle du créateur (1). Mais il faut un frein à la fureur des passions avec lesquelles ils naissent et qui les tyrannissent, et ce frein, la Providence a su le trouver dans l'ouvrage de ces mêmes passions (2). L'inégalité est tout à la fois la peine et le remède de nos crimes. Elle nous oblige à faire par nécessité ce que nous ne sommes plus en état de faire par vertu. Car, ne nous dissimulons point à nous-mêmes les secrets mouvements de nos cœurs : ce ne sont point les tendres sentiments d'une amitié fraternelle qui serrent les nœuds de la société. L'intérêt particulier est le grand mobile de nos actions et presque toujours l'unique motif des secours que nous nous donnons les uns aux autres (3). Elles sont rares les âmes nobles et généreuses qui savent faire du bien par des motifs plus relevés et plus glorieux à l'humanité. Le système d'une communauté universelle de biens, qui peut-être eût été praticable parmi des hommes parfaitement équitables et sans passions, ne saurait être, parmi des hommes tels que nous, qu'injuste, chimérique et sujet aux plus terribles inconvénients. Il ouvrirait la porte aux plus affreux brigandages, le plus faible serait à chaque instant la victime du plus fort, et nous ne verrions dans l'univers d'autre société, d'autres lois que celles qui règnent dans une troupe de brigands. Quelles étaient en effet ces nations barbares dont l'histoire profane a conservé le souvenir et quels sont encore aujourd'hui ces peuples sauvages chez qui tous les biens sont communs et qui ne connaissent d'autre subordination que celle des soldats à leurs chefs ? Ce sont des bêtes féroces toujours altérées de sang. Elles ne respirent que la guerre, guidées par cette maxime détestable qu'il est honteux de devoir à de paisibles travaux les secours nécessaires à la vie, tandis qu'on peut les arracher à son voisin par la force des armes. Un point d'honneur si barbare est-il bien propre à faire le bonheur des nations ? Peut-on, quand on n'a pas étouffé tous les sentiments de la nature, aspirer à une telle égalité ?

(1) « Dieu ayant mis dans nos parents, comme étant en quelque façon les auteurs de notre vie, une image de la puissance par laquelle il a tout fait, il leur a aussi transmis une image de la puissance qu'il a sur ses œuvres. » *Ibid.*, liv. II, art. I, III^e prop., p. 57.

(2) « La seule autorité du gouvernement peut mettre un frein aux passions et à la violence devenue naturelle aux hommes. » *Ibid.*, liv. I, art. III, II^e prop., p. 22.

(3) « On se console, on s'assiste, on se fortifie l'un l'autre. Dieu voulant établir la société veut que chacun y trouve son bien et y demeure attaché par cet intérêt. » *Ibid.*, liv. I, art. I, VI^e prop., p. 11.

L'anarchie n'aurait pas des suites moins funestes que la communauté des biens. Il faut des lois qui mettent le faible et l'innocent à l'abri de la violence et de l'usurpation et qui assurent à chaque citoyen la possession tranquille de ce qui lui appartient (1). Mais quel fruit la société pourrait-elle retirer de ces lois si une autorité souveraine ne veillait à leur observation ? Le crime, toujours audacieux, saurait-il les respecter si le bras vengeur de la justice ne l'intimidait ? (2) A la honte de l'humanité, il est parmi les hommes des monstres pour qui rien n'est sacré dans l'univers. Il a donc été nécessaire de donner aux lois une force menaçante qui jette la frayeur dans l'âme du scélérat et qui, par l'appareil du supplice, déconcerte ses noirs projets. Aussi n'est-il point de nation qui n'ait senti dès son origine la nécessité de se donner un chef qui fit régner sur elle la justice et les lois ; et Dieu lui-même en a consacré le pouvoir souverain en nous faisant un précepte de la soumission (3). C'est Dieu qui forme les empires et qui dispense à son gré les sceptres et les couronnes (4). Il inspire les justes lois et donne aux souverains le caractère auguste dont ils sont revêtus (5) : leur majesté est une majesté empruntée (6), l'autorité royale est pour ainsi dire une émanation de la toute-puissance divine (7), comme la justice des rois est une participation de la sagesse éternelle (8). Le trône de Dieu est la source

(1) « Le bien public, avait affirmé Montesquieu, est toujours que chacun conserve invariablement la propriété que lui donnent les lois civiles. » *Esprit des lois*, t. III, liv. XXVI, ch. XV, p. 224.

(2) « La loi punit et récompense. La loi est sacrée et inviolable. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. IV, V^e et VI^e prop., pp. 31 et 32.

(3) « Quand les hommes s'obligent à Dieu lui promettant de garder, tant envers lui qu'entre eux, tous les articles de la loi qu'il leur propose, alors la convention est inviolable, autorisée par une puissance à laquelle tout est soumis. » *Ibid.*, liv. I, art. IV, VII^e prop., p. 34.

(4) « Il (Dieu) gouverne... tous les peuples, et leur donne à tous, leurs rois. » *Ibid.*, liv. III, art. II, I^{re} prop., p. 82. Et : « c'est Dieu qui fait les rois. » *Ibid.*, liv. VII, art. VI, I^{re} prop., p. 368.

(5) « Aussi Dieu a-t-il mis dans les princes quelque chose de divin. » *Ibid.*, liv. III, art. II, III^e prop. p. 86. — « La puissance souveraine est sacrée et inviolable. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, ch. IX, § IV, p. 316 ; V. aussi Pufendorf, *le Droit de la nature et des gens*, t. II, liv. VII, ch. VIII, § I, p. 398. — « Sa personne (du prince) doit être sacrée. » *Esprit des lois*, t. I, liv. XI, ch. VI, p. 325. — Rousseau écrit (*Discours*, p. 134) : « Il était nécessaire au repos public que la volonté divine intervînt pour donner à l'autorité souveraine un caractère sacré et inviolable qui ôtât aux sujets le funeste droit d'en disposer. »

(6) « La majesté est l'image de la grandeur de Dieu dans le prince. » Et : « vous voyez l'image de Dieu dans les rois et vous avez l'idée de la majesté royale. » Bossuet, *Politique*, liv. V, art. IV, I^{re} prop., pp. 237 et 240.

(7) « Les princes agissent... comme ministres de Dieu, et ses lieutenants sur la terre. C'est par eux qu'il exerce son empire. » *Ibid.*, liv. III, art. II, I^{re} prop., p. 82. — V. note 5, p. 87, discours III.

(8) « La justice appartient à Dieu : et c'est lui qui la donne aux rois. » Bossuet, *Politique*, liv. VIII, art. I, II^e prop., p. 391.

de toute puissance légitime. Quelle origine ! Princes de la terre, qu'elle vous est glorieuse ! Vous êtes à nos yeux les images de la divinité (1). Soyez comme elle justes et bienfaisants (2).

S'il est encore de ces faux sages passionnés pour l'égalité, l'indépendance et l'anarchie, un dernier raisonnement achèvera de les convaincre. Les Israélites connaissaient ainsi que nous l'inégalité des biens et des conditions : il y avait parmi eux des pauvres et des riches, des grands et des petits, des souverains et des sujets ; et l'histoire de ce peuple si longtemps chéri de Dieu (3) est une preuve toujours subsistante de la vérité que je défends. Dieu lui-même fut le fondateur de la république juive (4) ; elle tenait de lui ses juges et ses lois, ainsi que ses prêtres et sa religion (5) ; il en était pour ainsi dire le premier magistrat ; il partagea la terre promise entre les douze tribus, leur nomma des chefs, prescrivit l'ordre judiciaire, et mit dans cette république naissante la subordination nécessaire pour la conserver. Ennuyés du gouvernement républicain, dégoûtés de leur propre liberté, les Juifs veulent à l'exemple des autres nations être gouvernés par des rois (6). Dieu, par la bouche du prophète Samuel, fait sentir à son peuple toute l'étendue de l'autorité royale ; il met le sceptre dans les mains de Saül et le rend ensuite héréditaire dans la famille de David (7). Revêtu de notre chair, son fils unique nous a donné lui-même l'exemple de la soumission aux puissances qui gouvernent le monde, il a payé le tribut à César, et nous a défendu

(1) « Ils sont des Dieux, et participent en quelque façon à l'indépendance divine. » Et : « Je ne sais quoi de divin s'attache au prince et inspire la crainte aux peuples. » *Ibid.*, liv. IV, art. I, II^e prop., p. 119, et art. IV, I^e prop., p. 240.

(2) « Gouvernez-les comme Dieu gouverne, d'une manière noble, désintéressée, bienfaisante, en un mot divine. » *Ibid.*, liv. III, art. II, IV^e prop., pp. 88 et 89.

(3) « Race élue et toujours bénie depuis deux mille ans. » Bossuet, *Hist. univ.* Part. II, ch. XVII, « La suite de la religion ».

(4) « C'était... une espèce de république ; mais qui avait Dieu pour roi. » Bossuet, *Politique*, liv. II, art. I, VI^e prop., p. 67.

(5) « Il était... le seul roi... Il exerce publiquement l'empire souverain sur son peuple dans le désert. Il est leur roi, leur législateur, leur conducteur. » *Ibid.*, liv. II, art. I, II^e prop., pp. 58 et 59.

(6) « Le peuple de Dieu demanda de lui-même un roi pour le juger. » « Le peuple d'Israël se réduisit de lui-même à la monarchie, comme étant le gouvernement universellement reçu. Établissez-nous un roi pour nous juger, comme en ont tous les autres peuples. » (*Des rois*, VIII, 5.) « C'est l'idée des peuples, lorsqu'ils demandent des rois à Samuel. » *Ibid.*, liv. II, art. I, IV^e prop., p. 63 ; VII^e prop., p. 67 ; liv. VIII, art. III, IV^e prop., p. 406.

(7) « C'est lui qui établit les rois. Il fit sacrer Saül et David par Samuel ; il affermit la royauté dans la maison de David et lui ordonna de faire régner à sa place Salomon, son fils. » *Ibid.*, liv. II, art. I, II^e prop., p. 59.

de séparer du culte de Dieu l'obéissance à nos rois (1). Le ciel pouvait-il nous dire plus clairement que l'inégalité parmi les hommes est l'ouvrage de sa providence ? C'est un des moyens qu'il a choisi pour punir le crime originel de la nature humaine et pour prévenir les désordres de nos passions. Adorons ses desseins, et goûtons sous un prince tendrement aimé toutes les douceurs de la soumission. Le gouvernement monarchique sous lequel nous vivons est l'image de l'autorité paternelle. Heureuse la nation qui trouve un père dans son roi ! (2). Heureux le roi qui, regardant ses Etats comme une famille nombreuse dont il est chef, ne fait mouvoir que pour leur félicité les ressorts d'une politique bienfaisante ! Heureux le sage, le philosophe, le chrétien qui sait aimer le joug, et plus heureux encore le prince qui sait le faire aimer !

(1) « Au reste, quand Jésus-Christ dit aux Juifs : Rendez à César ce qui est dû à César (Matth. XXII, 21), il n'examina pas comment était établie la puissance des Césars : c'est assez qu'il les trouvât établis et régnants ; il voulait qu'on respectât dans leur autorité l'ordre de Dieu et le fondement du repos public. » *Ibid.*, liv. VI, art. II, 1^{er} prop., p. 259.

(2) « Les rois tiennent la place de Dieu, qui est le vrai père du genre humain... Le nom de roi est un nom de père. » *Ibid.*, liv. III, art. III, p. 89. — « Heureux, disait Mentor, le peuple qui est conduit par un sage roi ! » Fénelon, *Télémaque*, t. I, p. 32.

DISCOURS IX

Auteur inconnu

DISCOURS IX

Discours sur la source de l'inégalité parmi les hommes.

Que nous sommes peu de choses ! Nous naissons sans forces, sans industrie et sans connaissances. Nous devons ces avantages aux organes de la matière et aux secours de nos pareils. Sans ces secours, nous serions inférieurs aux brutes, où nous cesserions dès l'instant de notre existence. Et quelle existence encore ! Un souffle peut la détruire. Un instant peut la rendre odieuse par les dangers auxquels elle est soumise. Des forces insuffisantes, des peines inévitables, des doutes invincibles, toutes les faiblesses inséparables d'un état destructible et toutes les chimères d'une aveugle raison occupent nos jours. Qu'est-ce que l'homme ? *Pulvis et umbra sumus* (1). Faisons disparaître ces traits accablants par une esquisse plus riante et plus flatteuse.

L'homme est un être intelligent et capable des projets les plus élevés. Il croit mériter l'empire de l'univers. Il en parcourt l'immensité. Il brave la fureur et l'inconstance des éléments. Il développe les mystères de la nature. Il soumet tout à ses recherches et à ses calculs. Ne serait-il que poussière ? D'où vient-il, où va-t-il ?

Ces réflexions sont simples et naturelles. On veut et se connaître et connaître les hommes. Sans cette science, le sage ignore ce qu'il peut et ce qu'il doit. Procurons-nous la donc, s'il est possible. Etudions les hommes avec les lumières de la raison.

Plus on les envisage, plus on est frappé de leur variété. Tous diffèrent les uns des autres. On n'en rencontre pas deux qui se ressemblent. Seraient-ils tous inégaux ? Première réflexion. Quelle est la source de leurs inégalités ? Deuxième réflexion. Approfondissons-les. En développant ces problèmes, nous apercevrons sans doute si la loi naturelle autorise ces inégalités. Ce sera le sujet de notre dernière réflexion.

Tous les hommes sont-ils inégaux — PREMIÈRE QUESTION

Nous voulons juger de l'état des hommes. Considérons-les. N'allons pas fixer nos regards sur ces siècles obscurcis par un éloignement prodigieux. Nous ne rencontrerions que des doutes ou des mystères. Ici, des géants périssent en escaladant les cieux. Là, des sages commandent à la nature et aux génies. Ailleurs, des hommes vivent plus de neuf cents ans. Quels tableaux ! Ressemblent-ils aux hommes que nous voyons ? Non. Oublions-les donc, ou ne nous en occupons qu'avec le respect que l'on doit aux oracles si, ce qui nous les annonce, en a le caractère.

(1) Horace, liv. IV, ode VII, « *Ad Torquatum* ».

C'est parmi nous qu'il faut chercher le portrait des hommes.

Nous sommes ce qu'ont été nos pères et ce qu'ont été tous ceux dont l'histoire rectifiée par l'esprit de philosophie nous transmet les mœurs et les actions.

Nous partageons également les propriétés de la vie, c'est-à-dire ce qui est commun à toute une espèce. Nous commençons. Nous finissons. Nous remplissons nécessairement les devoirs qui prolongent nos jours. Tels sont ceux de respirer et de s'alimenter. Notre vie est inséparable d'un mouvement qui paraît nous conserver. S'il se ralentit, ou se précipite, on souffre, on languit. S'il s'arrête, on ne vit plus (1).

Ces propriétés nous sont communes à tous. Elles le sont aux animaux. Nous les partageons même avec les productions inanimées. Les arbres et les plantes se nourrissent et se perpétuent par des moyens différents, mais toujours avec la circulation. Elle est la loi universelle de tous les corps. Elle est nécessaire à leur conservation et à leur reproduction. Elle commence avec chaque corps. Lorsqu'elle finit, on meurt. Tous les hommes sont morts, et tous mourront.

Qui ne se figurerait à ces traits qu'ils sont égaux ? Suspendons néanmoins notre jugement. Cette uniformité n'en fait pas le caractère distinctif. Elle les instruit qu'ils sont frères et qu'ils ont besoin des secours les uns des autres (2). Quels titres pour s'aimer !

Mais n'apercevons-nous que cette uniformité ? Pouvons-nous méconnaître la différence qu'ils présentent ? Elle règne sur les couleurs, les grandeurs, les forces, les goûts, les talents et sur toutes les facultés de la vie. Je nomme facultés les accidents possibles à chaque espèce. Je n'entrerais ni dans le détail des propriétés et des facultés de l'homme, ni dans leur distinction. Il excéderait les bornes d'un discours. L'extension et la couleur seront des propriétés. La quantité de l'une et la qualité de l'autre appartiennent aux facultés. Je ne crains pas d'avancer qu'on n'a jamais vu deux hommes semblables en figure, en goûts, en talents et en toutes facultés. La nature ne les a jamais produits. Tous sont diversifiés par les inégalités les plus sensibles. Ils sont donc tous inégaux.

Ce n'est pas de cette inégalité de laquelle on demande la source (3). Le plus borné des humains l'aperçoit. Un créateur universel s'annonce à nos esprits. Il a dû prescrire l'égalité des propriétés de la vie humaine et l'inégalité de ses facultés. Il est le père de tous. Il l'a voulu. Nous n'avons que la soumission et la reconnaissance à opposer à ses ordres.

(1) V. pp. 57 et 58, discours I.

(2) V. note 1, p. 56, discours I ; note 4, page 141, discours VII ; note 2, p. 157, discours VIII.

(3) Rousseau écrit (*Discours*, p. 60) : « On ne peut pas demander quelle est la source de l'inégalité naturelle, parce que la réponse se trouverait énoncée dans la simple définition du mot. »

Le goût de philosopher nous séduit aujourd'hui plus que jamais. Il nous porte à supposer une cause naturelle à toutes choses. Nous voudrions devoir l'existence aux impulsions de la matière, au concours fortuit des atomes, aux tourbillons ou à toute autre source aveugle (1). Ces systèmes affranchissent de tout devoir envers un principe intelligent. Nous ne réussissons point. Nous ne savons pas nous déguiser la nécessité de ce principe. La nature nous l'indique. L'univers nous le manifeste, et la raison démontre à nos cœurs qu'il existe, qu'il est l'auteur de toutes choses, que par conséquent il a établi les inégalités qui nous distinguent.

Dans le nombre de ces inégalités, il en est une espèce aussi sensible que celles dont je viens de parler : c'est celle des conditions. Rois, princes, nobles, roturiers, riches, pauvres, libres, esclaves, laboureurs, vigneron, bergers, artisans, voilà les hommes. L'un est le premier de ses citoyens. L'autre en est le dernier. Le stoïcisme assure que la félicité ne dépend pas de cette distinction de rangs. L'amour-propre (2), autre stoïcisme attaché à chaque mortel, fait disparaître cette distance des degrés supérieurs. Malgré leur langage, celui qui n'a que le nécessaire, regrette les plaisirs qu'il croit inséparables du superflu. Qu'il se trompe ou non, en est-il moins malheureux ? (3). L'infériorité de condition est une peine. Elle est inévitable cependant par l'inégalité dans laquelle nous sommes distribués.

Quelle est la source de cette inégalité — DEUXIÈME QUESTION

Le rang dans lequel nous naissons n'est pas toujours celui dans lequel nous mourons. La force, l'industrie ou ce qu'on nomme la fortune nous élèvent ou nous abaissent. Cromwell fut le chef de sa république. A qui devait-il le jour ? Quel est le rang de ses descendants ? Nous dirions volontiers que l'inégalité des conditions est l'ouvrage ou du hasard ou de l'adresse. Et celui qui murmure contre son peu d'élévation prouve qu'il le pense ainsi. C'est n'être pas raisonnable. Si cette inégalité est utile à la société, nous devons contribuer à son entretien. Si elle existe de tous les temps, nous sommes injustes de la critiquer.

L'homme est un être matériel et intelligent. Il est orné de toutes les propriétés qui le font tel. J'ai fait connaître une partie de celles qui conviennent à son état matériel. Ajoutons celles qui caractérisent son intelligence. La principale est la faculté de penser.

Je pense, j'en suis certain. Je puis penser à telle opinion, la croire, agir en conséquence ou résister à ce qu'elle m'annonce.

(1) « Ceux qui ont dit qu'une fatalité aveugle a produit tous les effets que nous voyons dans le monde, ont dit une grande absurdité ; car quelle plus grande absurdité qu'une fatalité aveugle qui aurait produit des êtres intelligents ? » *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. I, p. 2.

(2) V. note 1, p. 81, discours III.

(3) V. la dernière page du discours VII.

Aucune puissance créée ne peut contraindre, changer ni détruire cette faculté. Elle est à moi. J'en dispose. Je suis donc libre. J'en conclus que l'homme est libre, que la liberté est une propriété de la vie humaine (1) et que nous devons la partager avec l'égalité attachée aux propriétés. Nous n'en faisons pas un usage égal. Peu d'hommes en connaissent les droits. Mais posséder un bien et se servir d'un bien sont fort différents. Cet usage n'est qu'une faculté dépendante de la volonté propre et des motifs étrangers qui la déterminent. La liberté est une propriété inséparable du droit de penser et commune à tous les hommes.

Vous vous révoltez, sectateurs d'une fatalité chimérique. Vous nous décidez les simples exécuteurs des ordres du destin. Vous prétendez les événements de la vie écrits sur je ne sais quel livre. Vous le dites du moins. Est-ce sérieusement ? Examinez-vous bien et soyez sincères. Le sentiment intérieur vous condamnera. Votre volonté vous décide toujours. Sans cesse, il dépend de vous d'agir ou de ne point agir. Vous vous applaudissez de vos succès. Vous vous repentez lorsque vos projets réussissent mal. Vous sentez des remords. Connaissez-vous ces mouvements si vous n'étiez pas libres ? La singularité des esprits forts de ce siècle est révoltante. Ils traitent de vils esclaves des préjugés tous ceux qui sont soumis aux ordres mystérieux d'une religion. Mais lorsqu'on admet des chaînes invisibles, des nécessités muettes et toutes les rêveries du fatalisme, on devient pour eux un sage, un génie du premier ordre. Par quels avantages les romans métaphysiques de l'incrédulité méritent-ils cette préférence ?

La véritable élévation du génie devrait consister à simplifier tout ce qui est soumis à nos recherches et surtout à éviter les interprétations occultes et mystérieuses lorsqu'on aperçoit les causes naturelles. L'homme agit par la détermination de sa pensée. Il fait ce qu'il veut et ce qu'il ordonne. Pourquoi lui contester une liberté dont l'usage est si sensible ? Pourquoi l'imaginer asservi à des décrets sans force, sans action, sans contrainte et sans impulsion ? Chimères gratuites et qui ne peuvent avoir de réalité que sur les cerveaux creux des hommes à système.

L'homme est libre, parce qu'il pense. S'il ne l'était pas, il penserait en vain, ou ce don si précieux deviendrait son supplice. La liberté, sans doute, est l'essence de la pensée. Elles sont inséparables. Qui ne pense pas, n'est pas libre. Tel est

(1) « L'homme étant par sa nature un être intelligent et libre, qui peut lui-même reconnaître son état, quelle est sa dernière fin, et prendre les mesures nécessaires pour y parvenir, c'est proprement dans ce point de vue qu'il faut prendre son état naturel, c'est-à-dire que l'état naturel de l'homme sera celui qui est le plus conforme à sa nature, à sa constitution, à la raison, au bon usage de ses facultés et à sa dernière fin. » Burlamaqui, *Princ. du dr. polit.*, I^{re} part., ch. III, § XXVII, p. 19.

le bœuf dans ses pâturages. Il remplit nécessairement les actions qui le font vivre. Il ne fait rien de plus.

Je n'entre point dans la discussion de l'âme des bêtes. Elle est, ici, étrangère. Je puis sans crime supposer qu'elles ne pensent pas, parce qu'il est douteux si cela est, et parce qu'il n'est pas nécessaire de penser pour agir (1). Mais il l'est d'être libre pour pouvoir diriger sa faculté de penser et exécuter les inspirations qu'elle présente.

Nous pensons. Nous sommes libres. Avec ces propriétés, nous naissons soufrais à un penchant invincible et que je nomme encore une propriété de la vie. C'est l'amour de soi-même, lien mystérieux qui attache toutes les productions animées à la vie (2). Il est l'instinct et la substance mitoyenne des brutes. Il est le moteur des actions nécessaires à la conservation. Il les ordonne par les sentiments de plaisir et de douleur qui lui sont unis, et il les exécute par les ressorts de la machine qu'il dirige. Ressorts mystérieux, et par lesquels le créateur nécessite chaque espèce de se perpétuer. Les arbres et les plantes sont nécessités de recevoir la circulation de la sève qui les nourrit par leurs racines. Ces productions ne peuvent refuser cet aliment. Les productions animées sont également nécessitées de respirer et de s'alimenter par les ordres absolus de l'amour de

(1) La Bruyère, dans le ch. *Des esprits forts*, avait avancé : « Je ne sais point si le chien choisit, s'il se ressouvient, s'il affectionne, s'il craint, s'il imagine, s'il pense : quand donc l'on me dit que toutes ces choses ne sont en lui ni passions, ni sentiment, mais l'effet naturel et nécessaire de la disposition de sa machine préparée par le divers arrangement des parties de la matière, je puis au moins acquiescer à cette doctrine. Mais je pense, et je suis certain que je pense; or quelle proportion y a-t-il de tel ou de tel arrangement des parties de la matière, c'est-à-dire d'une étendue selon toutes ses dimensions, qui est longue, large et profonde, et qui est divisible dans tous ces sens, avec ce qui pense ? »

(2) « Dieu en nous créant s'est proposé notre conservation, notre perfection et notre bonheur. C'est ce qui paraît manifestement, et par les facultés dont l'homme est enrichi, qui tendent toutes à ses fins, et par cette forte inclination qui nous porte à rechercher le bien et à fuir le mal. Dieu veut donc que chacun travaille à sa conservation et à sa perfection pour acquérir tout le bonheur dont il est capable, conformément à sa nature et à son état. Cela étant, on peut dire que l'amour de soi-même (j'entends un amour éclairé et raisonnable) peut tenir lieu de premier principe à l'égard des devoirs qui concernent l'homme lui-même; en tant que ce sentiment étant inséparable de la nature humaine, et ayant Dieu pour auteur, nous fait connaître clairement quelle est à cet égard la volonté de l'Être suprême. Mais il faut bien remarquer que l'amour de nous-mêmes ne peut nous servir ici de principe et de règle, qu'autant qu'il est dirigé par la droite raison, conformément à ce que demande notre nature et notre état. Car ce n'est que de cette manière qu'il devient pour nous l'interprète de la volonté du Créateur : c'est-à-dire qu'il doit être ménagé de telle manière qu'il ne blesse ni les lois de la religion, ni celles de la sociabilité. Autrement cet amour-propre deviendrait la source de mille injustices; et loin de nous être utile, il nous tournerait à piège, par le contrecoup que ces mêmes injustices ne manqueraient pas de nous porter. » Burlamaqui, *Princ. du dr. naturel*, II^e part., ch. IV, § IX, pp. 182-183-184.

soi-même. Il est l'âme matérielle de tout ce qui vit, et se perpétue sans ténir à la terre que par la pesanteur, l'attraction, la gravitation, ou tout ce que l'on voudra.

L'homme libre et soumis à l'amour de lui-même ne peut pas se supposer dans l'égalité de forces, de talents et de conditions, s'il n'est un automate, une machine nécessitée, incapable de bien et de mal, et qui ne méritera jamais. Cet état est contradictoire avec celui d'un être intelligent et pensant. Nous pensons nécessairement. Nous sommes nécessairement libres, et nous ne sommes pas nécessairement vertueux. L'être libre est ce qu'il lui plaît si rien ne le contraint.

N'allons pas nous imaginer que la liberté est un bien dont nous puissions faire un usage illimité. Elle doit être astreinte à quelques ordres. Elle a ses lois, sans doute. Tout en a dans la nature, et c'est par les lois que chaque chose remplit la fin pour laquelle elle est formée.

Sans les lois, il n'est aucune sûreté publique ni particulière. Elles la procurent. Elles forment l'union et l'harmonie des sociétés. Trop faibles pour nous passer des secours d'autrui, les lois nous les assurent. Elles font le bonheur de la vie. Elles nous conservent enfin lorsque nous les respectons.

On respecte les lois par amour ou par crainte. Ne comptons pas sur le respect de notre amour. La contrainte est toujours odieuse à des êtres libres. Ils voudraient être indépendants (1). Quelque ridicule que soit ce désir, il flatte. Il est propre aux substances intelligentes. Il est le fruit de l'orgueil, cette passion de l'âme contre laquelle on ne peut être trop en garde. Il nous porte à détester tout ce qui nous contraint. Nous anéantirions toutes les lois si nous le pouvions impunément. Jusqu'où ne pousse-t-on pas le mépris des lois divines ? On les traite de frivolités avec une confiance qu'on aurait à peine si on était bien convaincu qu'elles sont le fruit de l'imagination de nos aïeux.

La seule crainte fait respecter les lois. Sans elle, l'homme sera souvent injuste. Il peut le vouloir. Quels obstacles le retiendront ? La crainte seule. Sans la supériorité et la puissance de celui qui veille à la parfaite observation des lois, on les enfreindra (2). Or, cette supériorité n'existe que par l'inégalité des

(1) « La liberté et l'indépendance de tout supérieur sont deux choses tout à fait distinctes qu'il ne faut pas confondre. La première appartient essentiellement à l'homme, l'autre ne saurait lui convenir. Et bien loin que la liberté de l'homme soit par elle-même incompatible avec la dépendance d'un souverain et l'obéissance à ses lois, au contraire c'est cet empire du souverain et la protection que les hommes en retirent qui fait pour eux la plus grande sûreté de leur liberté. » Burlamaqui, *Princ. du dr. polit.*, 1^{re} part., ch. III, § XVII, p. 16.

(2) « Je définis la loi une règle prescrite par le souverain d'une société à ses sujets, soit pour leur imposer l'obligation de faire ou de ne pas faire certaines choses, sous la menace de quelque peine, soit pour leur laisser la liberté d'agir ou de ne pas agir en d'autres choses, comme ils

conditions. C'est cette inégalité qui donne de la force aux lois. La sûreté publique la réclame. L'amour de soi-même en attend les secours les plus essentiels. Elle est donc nécessaire.

Qu'on ne nous dise pas que la raison a des lois qui suffisent pour contenir l'homme. La philosophie ne ramènera pas ce fabuleux âge d'or pendant lequel on ne devait obéir qu'aux ordres de cette raison. Nous ne sommes nécessairement ni justes, ni vertueux, ni raisonnables. Nous sommes libres. A ce droit, nous ne ferons que nos volontés sans les lois. Elles sont nécessaires. Dès que tout en a dans la nature, la liberté doit avoir les siennes. On ne les respectera que par l'inégalité des conditions. Elle est donc essentielle à la sûreté.

A-t-elle toujours existé ? C'est ce qui nous reste à développer. On prétend que les premiers hommes étaient égaux ; que quelques sages imaginèrent les lois, qu'ils portèrent la multitude à en confier l'exécution au citoyen le plus juste ou le plus brave parce que le bien public l'exigeait (1) ; que l'élévation des rois provient de ce consentement des peuples ; que si ces rois ne remplissent pas les conditions de leur élévation, on peut les en punir et les destituer ; qu'on peut même les faire rentrer dans l'égalité prescrite par la nature, lorsque les motifs de leur élévation ne subsistent plus (2).

C'est par ces maximes qu'on se flatte d'établir que l'inégalité de conditions est l'ouvrage des hommes. Il n'est pas impossible d'en faire voir la faiblesse. D'abord, on assure que les hommes naissent égaux. Ils le sont en effet en ce qu'ils partagent également les mêmes propriétés. Mais ces propriétés ne les distinguent pas. On ne les connaît que par les accidents. Ils n'ont de valeur que par les facultés, et il n'est pas possible de désavouer que le partagé en est inégal. Nous différons en goûts, en forces, en figures, en grandeurs, en tempéraments, en génie, en couleurs, en sentiments, et en tous les accidents.

Comment ose-t-on nommer égaux des êtres si variés. Il vaudrait autant dire que les églises de Saint-Sulpice et des Quinze-Vingts sont les mêmes. Elles ont les mêmes propriétés.

L'égalité parmi les hommes les exposerait à mille inconvénients. Ils ne distingueraient ni pères, ni enfants, ni épouses, ni amis, ni offenseurs, ni bienfaiteurs. Qui verrait, aimerait ou

le trouveront à propos et leur assurer une pleine jouissance de leurs droits à cet égard. » Burlamaqui, *Princ. du dr. nat.*, I^{re} part., ch. VIII, § III, p. 89.

(1) Sénèque (XC Lettre à Lucilius) assure que « les premiers hommes et leurs enfants suivaient, dans leur pureté native, la nature, qui était à la fois leur guide et leur loi, et ils se confiaient à la décision du meilleur d'entre eux ».

(2) Cf. : Burlamaqui, *Princ. du dr. polit.*, I^{re} part., ch. VI, pp. 37 et suiv. ; Locke, *Du gouvernement civil*, et particulièrement ch. VII, pp. 122 et suiv. ; Grotius, *le Droit de la guerre et de la paix*, t. I, liv. I, ch. IV, et particulièrement § VII, pp. 219 et suiv. ; Pufendorf, *le Droit de la nature et des gens*, t. II, liv. VII, ch. III, pp. 307 et suiv., et *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, ch. VI et VII, pp. 293 et suiv.

haïrait un homme, les verrait, aimerait ou haïrait tous. Leur faculté de penser serait sans cesse en contrariété avec les inspirations qui les nécessiteraient. Quels hommes ! Ne changeons point leur sort. Ils partagent les facultés de la vie avec une inégalité qui leur donne une valeur réelle et qui fait leur sûreté dans cette vie et leur espoir dans l'avenir. C'est Dieu qui l'a ainsi ordonné : tout ce qu'il a fait est bien. Il est à sa place. Le système de l'égalité de conditions est une illusion impraticable. Dieu nous a distribué le partage des facultés avec inégalité. La condition est une faculté. Elle doit donc, dans l'ordre de Dieu même, être inégalement partagée.

On est encore dans l'erreur lorsqu'on se persuade que le consentement des peuples a fait les rois (1). Il y contribue sans doute comme le mouvement participe aux effets de la pendule. Ce mouvement n'est cependant pas la source de cette pendule. Elle la tire de la volonté de l'ouvrier qui l'a fabriquée, volonté de pensée et d'intelligence, sans laquelle cette pendule n'existerait pas. L'origine de tous les ouvrages de l'art est la volonté qui les précède. Tout ce qui existe est l'ouvrage d'une volonté antérieure et assez puissante pour exécuter ce qu'elle résout.

La volonté du Créateur élève les souverains. Le consentement des peuples est le moyen et la cause seconde dont il se sert pour l'exécution de ses ordres. On me dira que l'homme, exécuteur des ordres de Dieu, n'est plus libre. On m'opposera même les embarrassantes conséquences que l'esprit humain a tirées d'une prescience dont les ressorts sont des mystères à nos yeux. Dieu connaît infailliblement l'avenir. L'homme est libre. Ces principes nous paraissent contradictoires parce que nous ignorons l'art de les concilier. Nous en concluons que l'un des deux est faux. L'ignorance seule est la base de cette conséquence. Le sage peut-il la croire un oracle ? Elle devient, à l'examen, une illusion.

J'ai dit que la liberté était indépendante de tous êtres créés. Elle ne peut pas l'être de toute puissance, ou elle serait éternelle. Elle a commencé avec nous. Nous ne la tenons ni de nous, ni de nos pères. Elle est unie à la faculté de penser. Elle en dépend même, et cette faculté n'est également ni un don des hommes, ni un fruit de l'éducation. Elle est en nous, malgré nous. Elle y exerce ses fonctions malgré tous les obstacles qu'on lui opposerait, et elle les exerce sans aucune interruption.

On va se récrier encore. Le sommeil, dira-t-on, interrompt l'usage de la pensée. C'est le sentiment universel et l'opinion des hommes les plus savants. Cette universalité ne la rend pas plus évidente. On ne se souvient pas si pendant son sommeil on a pensé. On ignore ce à quoi on a pensé. L'oubli et l'ignorance sont encore ici le fondement d'une décision. Quelle source de principes ! Elle est cependant la base de toutes les objections de l'épicurisme.

(1) V. note 5, p. 87 et note 1, p. 88, discours III.

Il est un moyen de terminer ce doute, et presque tous ceux des incrédules. Qu'ils constatent que le droit de penser est propre à la matière. Qu'ils le démontrent. Sans quoi, je ne puis les en croire. Si ce droit appartient à l'Etre immatériel, si même il en est l'essence, il ne peut cesser que par l'anéantissement de sa cause. La pensée est propre à la matière ou à l'âme. Si on admet les deux propositions également douteuses, on honore le matérialisme. Pourquoi donc lui donne-t-on la préférence ? L'antiquité et l'universalité le condamnent. Son système est sans preuves. Il n'est ni plus vraisemblable, ni plus naturel que celui de l'immatérialiste. Encore une fois, à quel titre mérite-t-il cette préférence ?

On se dit esprit fort dès qu'on rejette tout mystère. L'âme en est un pour nous. On ne l'admet point. Mais parce qu'il faut attribuer la faculté de penser à quelque source, on la décide propre à la matière, comme le mouvement. Ce système est-il donc moins un prodige que celui qu'on rejette ? Dieu fit-il moins un miracle en accordant à la matière le droit de penser qu'en unissant une substance intelligente au corps humain ? (1). L'esprit fort est aussi l'esclave des préjugés. Il ne prouve point le mécanisme de son opinion ; il ne la dépouille pas des mystères. Elle est un système réellement imaginé par l'homme. On en connaît et l'inventeur et le temps de son invention. Celui de l'immatérialiste est antérieur à tous les temps connus. On doute si l'homme l'a imaginé. On ne peut prouver que cela soit. Et peut-être a-t-il une source bien supérieure. Le vrai sage donnera-t-il la préférence au matérialiste ?

En un mot, il doit m'être permis de supposer que l'homme pense toujours. C'est un droit attaché à son espèce, comme celui de représenter les objets l'est au miroir. Nous ne connaissons ni l'instant de sa cessation, ni celui de son renouvellement. Il ne dépend ni de nous, ni de toute puissance créée de l'interrompre. C'est un tourbillon continuel, qui se meut à tous les instants et dont nous n'arrêtons ni ne décidons les effets.

Qu'il soit propre à la matière ou à l'âme, il est l'ouvrage de Dieu, créateur de toutes choses. Cet Etre en dispose et s'en sert pour nous suggérer les idées qu'il lui plaît et pour amener les motifs qui nous déterminent à vouloir ou refuser. Il ne nous nécessite ni par des chaînes, ni par des impulsions. Il n'emploie que la persuasion. Lui contesterions-nous un pouvoir par lequel l'orateur et l'historien emportent les suffrages de leurs lecteurs ? C'est un moyen simple et naturel. Il est digne de la puissance suprême, sans avoir rien de contraire à la liberté.

(1) La Bruyère avait écrit : « Peut-être que moi qui existe n'existe ainsi que par la force d'une nature universelle qui a toujours été telle que nous la voyons, en remontant jusques à l'infinité des temps. Mais cette nature, ou elle est seulement esprit, et c'est Dieu ; ou elle est matière, et ne peut par conséquent avoir créé mon esprit ; ou elle est un composé de matière et d'esprit, et alors ce qui est esprit dans la nature, je l'appelle Dieu. »
Des esprits forts.

Nous ignorons comment Dieu l'emploie sans altérer cette liberté. Qu'importe ! L'ignorance n'est point une autorité. La raison ne peut pas adopter les conséquences qui partent d'une source aussi vicieuse.

Notre consentement contribue à l'élévation des rois, sans en être la source, sans qu'il nous rende leurs égaux, et sans qu'il puisse nous donner le droit de les juger et de les punir. Ils sont l'image de la divinité (1). Ils ne sont responsables qu'à Dieu de leurs actions (2). Il est leur juge et leur supérieur, et nous ne devons les envisager qu'avec le respect qu'inspire un caractère divin (3). Celui qui les élève peut permettre que le méchant les abaisse, sans que le succès de la révolte justifie l'action. C'est ainsi que Dieu sait punir et affliger qui il veut. Mais sans sa volonté, tous les hommes ne réussiraient jamais à former un souverain.

Par ce goût de tout simplifier qui nous maîtrise, nous aimons mieux croire que les rois doivent leur pouvoir au consentement des peuples. C'est s'attacher à la cause seconde. Le même goût qui nous fait prononcer que l'univers est une machine, nous porte à développer le secret de son mécanisme dans les causes aveugles. Allons au delà. Perçons jusqu'à la cause intelligente. Elle se manifeste dans un poème, dans un chant, dans un tableau. La perfection de l'ouvrier est l'objet réel de nos admirations. Sa volonté fut le créateur de l'ouvrage. L'univers et tout ce qui existe est de ce genre. Il n'existerait pas si une volonté antérieure ne l'eût décidé. Il ne serait pas ce qu'il est sans la puissance et les perfections de ce créateur. Il est une machine. Tout ce qu'il contient est machine. A la bonne heure. Mais toute machine suppose un créateur intelligent. Pourquoi chercher si loin une source étrangère ? Nous ne connaissons ni la matière, ni l'espace, ni le temps, ni le mouvement, ni l'esprit. Malgré ces obstacles, nous nous flattons d'établir une source matérielle de toutes choses. Quelle extravagance ! Croyons-nous pouvoir éviter la justice d'une intelligence parfaite ? Sans Dieu, rien n'existerait. Rien n'était nécessaire, sa volonté est la source de toutes choses. *Voluntas dei omnium quae sunt ipsa est causa* (4).

Il ne s'agit pas de cette source, me répondra-t-on, mais de celle que l'histoire nous révèle. Les premiers hommes vécurent

(1) V. note 6, p. 160, discours VIII.

(2) « C'est pourquoi David disait : J'ai péché contre vous seul, ô Seigneur, ayez pitié de moi ! Parce qu'il était roi, dit saint Jérôme sur ce passage, et n'avait que Dieu seul à craindre. » Bossuet, *Politique*, liv. IV, art. I, III^e prop., p. 122.

(3) « Il y a donc quelque chose de religieux dans le respect qu'on rend au prince. Le service de Dieu et le respect pour les rois sont choses unies ; et saint Pierre met ensemble ces deux devoirs : craignez Dieu, honorez le roi. » *Ibid.*, liv. III, art. II, III^e prop., p. 86.

(4) Bossuet, dans le *Traité du libre arbitre*, écrit : « Et quand on dit que Dieu est la cause de tout ce qui est... »

sans lois et sans souverains. Ils étaient égaux. Ils n'étaient soumis à d'autres ordres qu'à ceux qu'ils trouvaient gravés sur leurs cœurs et qu'ils n'y avaient pas mis (1). Ce fut le temps de la loi naturelle, unique devoir des hommes avant la loi écrite.

Parcourons donc les historiens de l'antiquité. Les plus anciens sont Hésiode, Homère, Hérodote et plusieurs autres. Sont-ils d'accord entre eux ? Le sont-ils avec les annales des Chaldéens, des Egyptiens et des Chinois ? Suivant ces annales, l'inégalité de conditions est antérieure à toutes nos connaissances. Les dieux de ces peuples furent leurs premiers rois. Ce qu'elles disent de plus est regardé comme des fables qu'ils ne vénéraient point eux-mêmes.

Les conjectures des Grecs n'ont rien de plus vraisemblable. On n'y trouve point le nom des inventeurs des lois. Solon, Lycurgue et tous leurs sages furent des réformateurs. Ils changèrent les coutumes de leurs pays sur les modèles qu'ils puisaient en des climats plus policés (2). Mais avant ces réformes, il était des lois. On ne justifie point que tels peuples ont vécu sans lois et sans supérieurs. On ne fixe en aucun endroit l'époque de la première inégalité de conditions que par des conjectures frivoles et fondées sur des traditions populaires.

Le prétendu règne de la loi naturelle gravée sur le cœur des premiers hommes est encore une illusion. Il est facile de se convaincre qu'il n'a point existé. J'en appelle à Moïse. En qualité d'historien qu'on ne peut lui contester, il mérite autant notre confiance que tous les auteurs païens ensemble. Il nous apprend que les premiers hommes ont sacrifié à Dieu. Caïn et Abel l'ont fait. De qui en avaient-ils reçu l'ordre ?

On ne le supposera pas gravé sur leurs cœurs. En tout cas, les cérémonies prescrites pour sacrifier ne pouvaient être gravées sur les cœurs. On ne pouvait le faire que sur les lieux les plus élevés. On n'y offrait point d'animaux immondes. Noë sor-

(1) La loi naturelle « est connue de chacun naturellement, ou, comme s'expriment les écrivains sacrés, *gravée dans les cœurs des hommes*, en tant qu'elle peut être découverte par les seules lumières de la raison ». Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. I, ch. III, § XII, pp. 62 et 63. V. aussi *le Droit de la nature et des gens*, t. I, liv. II, ch. III, § XIII, pp. 212 et suiv., et la préface de Barbeyrac, p. XVII, § IV. — « Comme s'expriment les écrivains sacrés », v. l'*Épître de saint Paul aux Romains*, II : « Quand les païens, qui n'ont pas la loi, font naturellement les choses que la loi commande, ces hommes qui n'ont pas la loi, se tiennent lieu de loi à eux-mêmes. Ils font voir que l'œuvre commandée par la loi est écrite dans leurs cœurs : leur propre conscience en témoigne, et leurs pensées tantôt les accusent, tantôt même les défendent. C'est ce qui apparaîtra le jour où, selon mon Évangile, Dieu jugera par Jésus-Christ les actions secrètes des hommes. »

(2) « Un Homère, un Pythagore, un Platon, Lycurgue même, et Solon, ces deux grands législateurs... allèrent apprendre la sagesse en Égypte. » Bossuet, *Hist. univ.*, Part. III, ch. III, « Les Empires ».

tant de l'arche, *tollens de cunctis pecoribus et volucris mundis, obtulit holocausta super altare* (1).

Ces cérémonies étaient constantes. Les Israélites les connaissaient. Ils les pratiquaient avant Moïse. Ce fut pour sacrifier que ce législateur demanda à Pharaon la liberté d'assembler son peuple. Les hommes avaient imaginé ces cérémonies, ou Dieu les avait révélées. Elles ne peuvent avoir qu'une de ces sources. L'épicurien les attribue à l'homme, il ne le prouve pas. Cela suffit-il pour qu'on l'en croie ? Elles sont antérieures à tous les temps cités et connus. On les pratiquait avant que la loi fut écrite, et l'historien qui la rédige par écrit assure que les premiers hommes les ont connues et pratiquées. Elles sont donc le devoir des hommes dès l'instant de leur création, parce que Dieu les leur a imposées. Elles sont de révélation, et par une conséquence infaillible, la loi naturelle ne fut jamais le devoir de nos pères.

Si nous passons chez les idolâtres, les païens et tous les peuples de la terre, nous les trouvons soumis au devoir de sacrifier. Les brahmanes, les mages, les druides, les Grecs, les Romains, les Persans, les Mèdes, les Assyriens, tous les peuples enfin ont connu le devoir des sacrifices. Ils ne les rendaient point au dieu des Hébreux. Eh ! qu'importe, ils sacrifiaient. Le devoir en est aussi ancien que les hommes. Il est à présumer que les premiers rebelles aux ordres de la révélation ont tout fait pour dérober à leurs descendants la connaissance de cette révélation. La vérité leur échappa cependant malgré eux, ou par leurs remords ou par leur désespoir. Ces descendants virent qu'il était un être supérieur auquel il fallait sacrifier pour en mériter les faveurs du présent et de l'avenir. Ils ne connurent ni cet être, ni la nature du culte qu'on lui devait. Chacun s'en forma des idées. L'admiration, la crainte, la reconnaissance firent les dieux de l'idolâtrie. Chaque pays eut son culte et ses divinités. Nul ne put révéler la loi de Dieu parce qu'il ne la connut pas et parce qu'il ne fit pas ce qu'il pouvait pour la connaître. Les seuls Juifs conservaient la pureté de la révélation (2). Ils l'observaient avant la loi écrite. Elle était leur devoir. Elle était celui de tous les hommes, s'ils ne s'en étaient écartés.

Voilà des conjectures, me dira-t-on ; il est vrai. Mais elles sont fondées sur la vraisemblance, sur le témoignage du plus ancien des historiens et sur ce que nous savons de tous les peuples de la terre. Par quels secours percevons-nous l'obscurité des premiers siècles sans celui des conjectures ? L'histoire ne peut remonter jusqu'à l'origine des temps. Qu'il nous soit donc permis d'employer un moyen si commun aux incrédules même.

Les lois cérémonielles sont constamment de révélation ou d'institution humaine. Nous n'avons point à balancer qu'entre l'une ou l'autre source. Partisans de Lucrèce, décidez-nous.

(1) *Genèse*, v. III, 20.

(2) V. note 3, page 161, discours VIII.

Nous vous en croirons si vous nous nommez les inventeurs des lois, si vous fixez l'époque du temps auquel on imagina les idées de Dieu, de religion et d'immortalité, si vous justifiez qu'avant ce temps on vivait sans les révéler et sans les soupçonner, si enfin vous nous démontrez que quelques peuples ont ignoré ces idées.

Où puiseraient-ils les preuves nécessaires ? Toutes les histoires démentent ce système. Partout, on aperçoit les idées de Dieu et de culte. Elles sont antérieures aux annales les plus anciennes. Les hommes de tous les temps ont sacrifié ; tous ont eu des idoles, des autels, un culte et la crainte de l'avenir. La variété de ces cultes ne prouve rien pour l'incrédule. Elle constate l'ignorance des hommes sur la nature et de l'être suprême et des devoirs qu'il exigeait ; elle établit la méchanceté des anciens qui avaient déguisé à leurs enfants la vérité des détails de la révélation. Elle démontre encore la faiblesse de l'esprit humain et la licence du fanatisme, mais elle prouve invinciblement que tous les hommes ont su *et esse deos, et haec tanta opera deorum esse*, qu'il était un dieu créateur universel. Ils ont été instruits qu'il fallait l'invoquer, non parce qu'un d'eux l'avait imaginé : on citerait son nom, sa patrie ou son siècle ; non parce que cette vérité était gravée sur leurs cœurs : nous aurions le même avantage, et il est facile de se convaincre que cela n'est pas ; mais parce que la tradition les en instruisait, parce que la justice de ce devoir était gravée sur leurs cœurs et confirmée par leur raison, et parce que ce devoir aussi ancien que les hommes, aussi universellement avoué, devait être la révélation et par conséquent d'obligation essentielle. Supposons les hommes encore plus faibles qu'ils ne le sont. Il n'est pas naturel d'imaginer qu'ils seront assez complaisants pour s'asservir d'un consentement universel à la morale incommode et contraire à leurs penchants, que quelqu'un d'eux aura imaginée. On peut abuser de l'indispensable nécessité de vénérer Dieu. La justice de cet ordre nous est notoire. Mais il n'eût pas été facile de persuader à la raison ce devoir s'il eût été une simple imagination. Cette raison, unique flambeau de l'homme qui veut s'élever au-dessus de tous les préjugés, dit intelligiblement à qui la consulte que : nous ne devons rien à Dieu s'il ne nous a prescrit ce que nous lui devons.

Les lois cérémonielles ont toujours existé. Concluons-en qu'elles sont de révélation, que Dieu est l'auteur des lois (1), que par conséquent il l'est de tout ce qui sert à les faire observer. Nous avons démontré que cette observation dépend du pouvoir et de la supériorité du chef. Or, ce pouvoir réside dans l'inégalité des conditions, inégalité antérieure à toutes nos histoires, établie avec la loi même, et nécessaire à la sûreté publique. Elle est donc l'ordre de Dieu même, source des nécessités.

(1) V. note 3, p. 56, discours I.

Est-elle conforme à la loi naturelle ? — TROISIÈME QUESTION

La loi naturelle renferme le devoir d'aimer son prochain. Elle est la maxime de notre conduite la plus infaillible lorsque nous n'avons point de lois plus positives. On la nomme naturelle parce qu'on la prétend gravée sur les cœurs par la nature. L'amour du prochain ainsi que l'amour de Dieu sont très constamment gravés sur les cœurs (1). Parce que rien ne nous dispense légitimement de les exécuter. La raison décide malgré nous qu'il faut les remplir. En cela, nous avons raison de décider ces devoirs gravés sur nos cœurs. Mais ne disons pas par la nature. Sans l'instruction, nous les ignorerions. Nous ne les devinerions pas. Une loi que la nature grave sur tous les cœurs doit être sensible à tous sans les secours de l'instruction. Tel est l'amour de soi-même. Nous le sentons en naissant. Nous lui obéissons, sans conseils. Et nous lui obéirions à tous les instants si l'impérieuse faculté de penser ne nous portait pas quelquefois à l'enfreindre. Les brutes ignorent le suicide (*sic*).

Je ne veux cependant pas contester à l'amour du prochain un titre que tous les hommes lui ont consacré. Il le mérite. Il fait la sûreté de l'amour de soi-même. En respectant son voisin, on encense son amour pour la vie. C'est lui demander les mêmes égards. La sûreté publique n'a pas de plus solide appui que cette loi. Elle établit la confiance et l'union. Elle rassure contre les faiblesses et les besoins. Nous comptons sur les secours d'autrui. Ils sont nécessaires à l'enfant, au vieillard, au malade, à l'homme le plus sain même. Qui peut se vanter de n'être pas dans une heure obligé d'implorer le bras et les soins d'un inconnu ? (2). La loi naturelle nous les procure lorsqu'on en exécute les ordres.

Mais à qui confier cette exécution ? A nos cœurs ? Voudrions-nous les remplir ? Nous sommes nécessairement libres. Nous ne sommes pas nécessairement vertueux. Sans l'inégalité de conditions, toute loi est sans force. Nous ne la respecterons que quand il nous plaira. Plus les lois sont nécessaires, plus l'obligation de les remplir doit être certaine. La supériorité du chef et l'inégalité de conditions qui en résulte nécessairement sont les moyens uniques qui puissent contraindre à l'obéissance. Ils sont donc conformes au devoir de la loi naturelle.

Rien n'existe sans lois. Tout en a dans la nature. Lois de mécanisme pour tous les corps. Lois d'intelligence pour toutes les substances pensantes. Tous les peuples ont senti la nécessité d'en avoir. Tous en ont. On les a variées suivant les goûts, les mœurs, les temps et les besoins. Toutes paraissent émanées des amours de Dieu, du prochain et de soi-même. Ces variations

(1) Montesquieu écrit : « Cette loi, qui en imprimant dans nous-mêmes l'idée d'un créateur, nous porte vers lui, est la première des lois naturelles par son importance, et non pas dans l'ordre de ces lois. » *Esprit des lois*, t. I, liv. I, ch. II, p. 7.

(2) « Il vaut mieux être deux ensemble que d'être seul... Si l'un tombe, l'autre le soutient. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. I, VI^e prop., p. 11.

sont l'ouvrage des hommes. Chaque société a les siennes qu'elle rectifie suivant les circonstances.

Mais il en est de générales contre lesquelles on ne peut opposer qu'un doute équivoque. Tous les mortels les révèrent s'ils ne sont les descendants de quelques enfants allaités par les tigres. A ces traits, on reconnaît l'amour de Dieu, du prochain et de soi-même (1). Le caractère en est frappant. La justice en est sensible, et l'exécution, j'ose le dire, en est trop satisfaisante pour que nous les désavouions. La volupté nous insinuera que l'amour de Dieu ne consiste pas dans les cérémonies d'un culte. Mais elle ne dit jamais qu'on ne doit rien à Dieu.

Epicuriens, vous prétendez que l'homme est l'inventeur de ces ordres si universellement gravés sur tous les cœurs. Nommez-nous donc ce sage qui, dans l'enfance du monde, fit une découverte aussi intéressante. Nos cœurs se seraient-ils réunis sans un miracle pour ratifier cet étonnant système ? Il n'est pas possible de vous en croire. Nous ne devons rien à Dieu s'il ne nous a prescrit ce que nous lui devons. Attachons-nous à ce principe. La raison nous le prononce et elle nous assure que l'amour de Dieu n'est un devoir que parce qu'il est de révélation.

Sans sa révélation, en effet, que pouvons-nous lui rendre ? L'épicurien dit qu'il l'aime et qu'il l'admire. Mettons ces grands mots au creuset. Ils ne disent rien. Il ne hait pas Dieu. Quel gré lui en sait-on ? Peut-il haïr son créateur ? Il l'admire. Autre sentiment de contrainte. Est-il le maître de refuser son admiration à la source des perfections ? Ces mouvements involontaires ne peuvent être un hommage satisfaisant et méritoire. Ils sont cependant l'unique culte des esprits forts. Aimer Dieu, dans leurs bouches est un terme sans valeur. L'homme est incapable d'aimer ce qu'il ne connaît pas et de connaître Dieu s'il ne s'est manifesté et s'il n'a pas révélé les moyens de mériter de lui. Cette révélation est le médiateur qui fait disparaître la distance infinie qui se trouve entre lui et nous. Une religion, telle qu'elle soit, nous rapproche de lui par des idées plus conformes à notre entendement. Sans ce secours, nous ne voyons qu'un jour éblouissant, une profondeur immense, un objet indéfini, et sur lequel nos lumières ne peuvent fixer rien de réel. Consultons le cœur humain. Il ne dépend pas de lui d'aimer sans un objet. La religion est l'unique (2) qui puisse nous faciliter le devoir de l'amour de Dieu. Elle est le tribut que nous lui devons et qu'il a dû nous imposer. S'il ne l'a pas fait, nous ne lui devons rien, et s'il l'a fait, nous l'offensons en la méprisant.

Est-il encore un moyen de douter qu'il nous ait révélé le culte que nous lui devons ? Et pouvons-nous balancer à croire

(1) V. la 2^e moitié de la p. 90 et note 4 de cette page, discours III.

(2) L'auteur a oublié un mot : moyen ?

que ce culte est cérémoniel ? Il est aussi ancien que les hommes. On ne peut en prouver l'origine dans l'imagination humaine. Nos lumières nous en constatent la nécessité et la justice avec une évidence qui force les voluptueux d'avouer qu'ils aiment cet Etre. Le culte cérémoniel est donc de révélation. Il est la première loi et le premier devoir des hommes. L'exécution de toute loi telle qu'elle puisse être dépend de l'inégalité des conditions.

Cette inégalité est antérieure aux annales les plus anciennes. Nous n'en établirons jamais la source dans la volonté des hommes qu'en démontrant la certitude du ridicule système de l'éternité du monde. Elle doit être unie à la loi, dont elle est le soutien. Elle est donc dans l'ordre de Dieu même, auteur de la loi et de sa nécessité. Elle est dans le rang des facultés de la vie, dont le partage est inégal par la volonté suprême. Elle est enfin la conservation de l'amour du prochain et de soi-même. Nécessaire, conforme à la loi naturelle, établie par Dieu même, du moins tacitement, osons-nous la critiquer ? Osons-nous réclamer une égalité chimérique qu'un instant détruirait, et qui jamais ne nous assurerait contre la force et l'injustice ?

Omnia deorum sunt. Senec. de benef. l. 7.

DISCOURS X

« M. de la SERRE, de l'Oratoire »

DISCOURS X

PREMIÈRE DEMANDE

Quelle est la source de l'inégalité parmi les hommes ?

L'homme, avant que son crime (1) lui eût ravi ses plus beaux droits, ne trouvait pas encore la source de ses maux dans les biens de la terre. Comme il les possédait sans passion, il en jouissait sans dégoût. Devenu infidèle à son Dieu, ces biens ont changé pour lui et ne servent plus qu'à faire son malheur. Il y cherche cependant sa félicité et il en fait toujours l'objet de ses désirs, quoiqu'ils ne puissent en étancher la soif insatiable. Mais comme nous avons différentes passions, nous plaçons notre bonheur dans différentes créatures. Les uns croient le trouver dans les plaisirs des sens, d'autres le placent dans les richesses.

Il en est qui croient que les honneurs et les dignités sont capables de remplir l'immensité de leur cœur. Ces diverses passions dont le crime originel a infecté le genre humain font mouvoir presque tous les hommes et ont introduit parmi nous l'inégalité qui subsistera tant qu'elles nous domineront (2).

En effet, Messieurs, tant que nous aurons des passions, nous verrons des hommes plongés dans la mollesse et occupés de l'unique soin de satisfaire leurs plaisirs toujours renaissants, négliger la culture de leurs terres et le soin de leurs biens.

Obligés d'avoir recours aux autres pourront-ils en recevoir des secours ? Tous les hommes n'ayant que de quoi fournir à leurs besoins qu'ils ont rendu égaux à leurs richesses, comment se résoudront-ils à se priver d'un bien qui leur est devenu nécessaire ? Le malheur de ces infortunés trouvera peut-être des cœurs sensibles qui, touchés de leur misère se priveront pour la finir d'une partie de leurs revenus. Le sort de ces misérables les attendrira, mais ils seront effrayés par leur nombre. Je dis leur nombre, parce que si on se laisse attendre, sûrs d'avoir de quoi fournir à leurs nécessités, les lâches croupiront dans l'indolence, et le voluptueux lâchera la bride aux passions. Bientôt ennuyé de se priver d'une partie de ses revenus pour fomentier la mollesse et pour autoriser la volupté, on ne verra que des coupables dans ces malheureux ; comme ils méritent de l'être, on ne sera plus touché de leur misère et dans la crainte d'entretenir leurs vices, on deviendra insensible à leurs malheurs. Voilà l'égalité qui disparaît. Elle ne pourra subsister tant que l'homme sera esclave des passions.

Arrachez, si vous voulez la voir reparaître, arrachez du cœur de l'avare la sordide satisfaction qu'il sent à retenir, pour le

(1) V. pp. 138, 139, 143, discours VII ; note 3, p. 155 et notes 1, 3, 4, 5, page 156, discours VIII.

(2) V. note 1, p. 66, discours II.

posséder plus que pour en jouir, un bien qu'il ravit à la société en l'empêchant de circuler.

Arrachez, si vous voulez rétablir l'égalité, arrachez la volupté du cœur de ces hommes qui achètent à prix d'argent le plaisir barbare de ruiner leur santé. Comment en effet pourront-ils se contenter d'un bien qui, suffisant pour leurs besoins, ne le sera jamais pour leurs plaisirs. Arrachez surtout cet aveugle amour de nous-mêmes qui nous fait préférer ce qui nous est utile et commode à ce qui est avantageux à nos semblables (1).

Excepté un petit nombre que la religion ne rend sensibles qu'aux intérêts du ciel, nous ne cherchons tous que les nôtres ; cet amour de nous-mêmes entraîne presque toujours l'amour des honneurs qui ne peuvent subsister avec l'égalité ! Elle offense un ambitieux. Il faut qu'il soit au-dessus des autres et que quelque chose l'en distingue. Ses talents lui assureront l'estime, mais cette estime n'est pas universelle. Tout le monde ne connaît pas le prix des talents. Tout le monde connaît celui des honneurs. Que ne fera-t-on pas pour y parvenir ? On se permet tout pour être grand. L'éclat des dignités dérobe l'horreur des crimes qu'elles ont coûtés. On met tout en œuvre. L'ambition fournit mille ressources (2).

Déjà l'un donne ses biens au nouveau tyran dans l'espérance de partager son pouvoir, l'autre le lui cède dans la crainte d'en être la victime. Devenu plus riche que les autres, il ne sera pas longtemps sans être leur maître. Déjà, l'espérance et la crainte lui fournissent une cour. On lit déjà dans ses yeux ses volontés pour les suivre. On étudie déjà ses inclinations pour s'y conformer, et ses désirs pour les prévenir.

Mais ceux qui lui rendent des hommages ne sont pas longtemps sans s'imaginer qu'il est doux d'en recevoir, et ce désir commun d'être placé au-dessus des autres fait bientôt des sujets et des maîtres (3).

On trouve donc la source de l'inégalité dans les passions des hommes. On la trouve aussi dans leurs besoins.

La nature toujours sage veut que membres d'un même corps, nous contribuions tous au bien commun, et comme nos besoins sont variés, elle veut que nous nous occupions de différents emplois. Parmi ceux que l'homme doit exercer, il en est d'aisés, il en est de difficiles. Naturellement amis de ce qui nous flatte, nous nous serions adonnés aux arts agréables, et nous aurions négligé ceux qui ne sont qu'utililes si des récompenses ne nous eussent caché leurs difficultés ou donné le courage de les surmonter (4).

(1) V. note 2, page 82, discours III.

(2) V. note 2, p. 83, note 2, p. 84, discours III ; note 3, p. 127, discours V.

(3) V. note 1, page 85, discours III.

(4) V. p. 147, discours VII.

Cette récompense, dira-t-on, ne sera pas assez considérable pour rompre l'égalité. L'idée qu'on attache aux choses en fait souvent le prix. Miltiade court à Marathon s'exposer à l'armée innombrable de Darius pour le frivole avantage de voir son portrait sur le Pécile.

L'espérance d'un laurier olympique rallume dans Sophocle un feu presque éteint par la glace de la vieillesse. Un officier français abandonne sa famille éplorée qui croit lui dire un éternel adieu. L'espérance d'une croix, qui est toujours la récompense du mérite, lui fait oublier qu'il est ami, qu'il est père, qu'il est époux. Telles seront, ajoute-t-on, les récompenses qui engageront à gérer les emplois les plus onéreux, à exercer les métiers les plus difficiles, à s'appliquer aux arts les moins agréables.

Ces récompenses, telles que vous les supposiez, distingueront-elles ceux qui les recevront ? Si elles les distinguent, vous rompez l'égalité ; si elles ne les distinguent pas, elles n'auront pas de quoi les flatter ni par conséquent de quoi les faire agir. Mais ne nous abusons pas. Cet amour de la gloire n'est pas le mobile qui fait agir tous les hommes. Il en est qui touchés d'un vil intérêt ne se repaîtront point d'une gloire qu'ils regardent comme chimérique. Vénales et mercenaires, ils vendront à prix d'argent les services qu'ils sont obligés de rendre à la société dont ils sont les membres, et aimeront mieux n'être pas utiles que de l'être gratuitement.

Des lois les contraindront de gérer tel emploi plutôt que tel autre ? Elles ne feront que des infracteurs et la fourbe venant au secours de l'oïiveté saura lui fournir mille prétextes. Des peines rigoureuses les obligeront de travailler. Qu'en arrivera-t-il ? Obligés d'exercer quelque art, ils se vengeront des lois qui les y obligent en l'exerçant mal ; et les arts négligés ou mal cultivés annoncent la ruine prochaine de la société. Ils en sont le soutien. Mille besoins nous les rendent nécessaires. Or, il faut pour faire fleurir ces arts dont nous ne pouvons nous passer que quelques récompenses animent ceux qui les exercent et paient les services qu'ils nous rendent et dont nous avons besoin. Ces récompenses font disparaître l'égalité ; elle ne peut donc subsister tant que nous aurons des besoins. Elle ne peut aussi subsister tant que nous aurons des passions. Nos passions et nos besoins sont donc la source de l'inégalité. Est-elle autorisée par la loi de nature ? C'est une question qui n'est pas moins intéressante que celle que nous venons d'examiner.

DEUXIÈME DEMANDE

La loi de nature autorise-t-elle l'inégalité ?

La première leçon qué la nature nous donne, c'est de nous aimer mutuellement (1) et de mettre chacun du nôtre dans le fond de l'utilité commune par un commerce réciproque de ser-

(1) V. note 2, page 157, discours VIII.

vices (1). Elle veut que chacun de nous emploie ses biens ou son industrie à serrer de plus en plus les nœuds de la société.

Or, rien ne répond mieux aux vues de la nature que le partage inégal des richesses.

Le besoin que le pauvre a des biens du riche et celui que le riche a du travail du pauvre, les met dans une espèce de dépendance l'un de l'autre et forment entre eux un lien qui les unit indispensablement (2). C'est de là que résulte cette harmonie que nous admirons dans les différents membres et ce concours unanime au bien commun. Telle est, grand Dieu, ta suprême sagesse. Tu te sers de nos passions pour exécuter tes desseins et tu obliges l'homme à travailler au bien général par l'amour qu'il a de son propre avantage (3).

Mais ce n'est pas le seul que l'on retire de l'inégalité des richesses, ni la seule raison qui la fasse autoriser par la loi de nature. Elle répond encore à ses vues parce qu'elle met en jeu mille vertus qui seraient oisives sans elle. En effet, si les uns n'avaient pas des besoins ni d'autres de quoi les soulager, aurions-nous occasion d'exercer la générosité et la reconnaissance ? La nature nous aurait-elle fait une loi de soulager nos semblables si elle eût voulu que personne n'eût besoin d'être soulagé ? Pourquoi nous ordonnerait-elle de recevoir des bienfaits avec des sentiments de zèle et de tendresse si elle n'autorisait l'inégalité sans laquelle personne n'aurait eu besoin de recevoir ? Nous ne pourrions exercer ces vertus si nous étions tous égaux. La nature pourrait-elle nous faire une loi de les pratiquer et condamner ce qui les fait naître ? Avouons plutôt qu'elle autorise l'inégalité. Elle ne veut pas enlever aux riches un moyen presque toujours efficace de salut. Combien, en effet, de puissants du siècle ont effacé leur nom du livre de mort en donnant par leurs largesses la vie à des malheureux à qui leur misère en a cent fois fait désirer le terme. C'est par l'aumône que Nabuchodonosor pouvait effacer ses péchés (4), c'est par l'aumône que Tobie a su racheter les siens (5).

Mais cette inégalité qui donne occasion à plusieurs vertus de paraître enfanter peut-être des crimes, et quoiqu'elle rende les hommes charitables, généreux, reconnaissants, la nature ne l'autorise pas si elle les rend ambitieux, avares, intéressés. L'ambition, l'avarice, l'intérêt sont moins l'effet de l'inégalité que sa cause, ce sont elles qui l'ont produite et non pas l'iné-

(1) « L'amour de Dieu oblige les hommes à s'aimer les uns les autres. » « Chaque homme doit avoir soin des autres hommes. » « L'intérêt même nous unit. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. I, pp. 5, 10, 11. — V. note 4, page 141, discours VII ; note 2, page 158 et note 3, page 159, discours VIII ; note 2, page 178, discours IX.

(2) V. note 1, page 194, discours XI.

(3) V. note 5, page 150, discours VII.

(4) Daniel, ch. IV.

(5) Tobie, ch. II.

galité qui les enfante. Elle ne rend pas les hommes criminels, elle les rend peut-être malheureux. Parcourons, dit quelqu'un, ces humbles cabanes où un père affaîssi par la fatigue et les années ne peut fournir à sa famille désolée aucun des mets qui couvrent en foule les tables des grands du siècle. Un pain arrosé des sueurs qu'il lui coûte fait souvent toute sa nourriture. Exposé aux rigueurs de la soif, de la faim, de la nudité, il meurt cent fois sans mourir. Toutes les créatures paraissent s'enfuir devant lui tandis que la terre et la mer semblent s'envier l'honneur de fournir aux besoins et aux plaisirs de son semblable.

La nature pourra-t-elle souffrir ce contraste et autoriser l'inégalité qui le produit ? Non, sans doute. Elle condamne l'inégalité si c'est elle qui est la cause de ce contraste. Mais n'est-il pas plutôt un effet de notre inhumanité que de la distribution inégale des richesses qui suppose des gens moins riches mais non des gens qui manquent de tout ? Chez nous, des ministres, dépositaires des aumônes des riches et des biens de l'Eglise sont chargés de veiller aux besoins des indigents. Des hôpitaux offrent presque dans toutes les villes un hospice et du soulagement à ceux que des infirmités ou des maladies mettent hors d'état de travailler. Aussi ne voit-on pas des hommes dans une disette universelle. Il en est, je l'avoue, qui n'ont pas mille commodités de la vie dont les opulents ne peuvent se passer. Jugeant d'eux par nous-mêmes, nous les regardons comme malheureux parce qu'ils sont moins riches que nous ; et nous le sommes plus qu'eux parce que nous avons plus de besoins (1). Ils ont des moments d'angoisse et de douleurs. Mais le riche n'en a-t-il pas aussi ? Ils trouveraient à désirer sur le trône comme dans leur cabane. C'est parce qu'ils sont hommes qu'ils sont malheureux et non pas parce qu'ils ne sont point opulents. N'accusons donc point l'inégalité des biens de rendre les hommes misérables et avouons que la nature ne peut que l'autoriser puisqu'elle répond à ses vues, puisqu'elle cimente l'union dont elle nous ordonne la pratique (2).

Aussi peu de gens disconviennent de cette vérité ; mais beaucoup, en avouant qu'elle autorise l'inégalité des biens soutiennent qu'elle condamne l'inégalité de puissance. Naturellement amis de l'indépendance, l'amour-propre (3) nous persuade aisément que nous ne devons dépendre de personne. L'homme regarde comme injuste ce qui le contredit, et comme il n'aime point à obéir, il croit que la loi de nature le lui défend. Bientôt l'esprit vient au secours du cœur et mille sophismes condamnent une supériorité qui nous offusque. Sans s'arrêter à répondre à ces fantômes de raisonnement que réalise une imagination intéressée, effleurons quelques vérités auxquelles on ne peut se refuser.

(1) V. la dernière page du discours VII.

(2) V. note 8, page 151, discours VII.

(3) V. note 1, p. 96, discours III et note 1, p. 99, discours IV.

La société est une machine composée de ressorts. Il en faut un qui meuve tous les autres. Elle est un corps composé de différents membres. Il lui faut une tête (1).

Tant que les hommes auront des passions, il faudra des lois pour les réprimer, et des chefs revêtus d'une puissance légitime pour les faire respecter (2).

Ce ne sont pas là les seuls arguments qui démontrent qu'il faut inégalité de pouvoir, et que par conséquent la nature l'autorise. On peut encore conclure de l'inégalité de talents, que Dieu a voulu qu'il y ait inégalité de puissance (3).

Il a fait présent aux uns du grand art de conduire. D'autres, incapables de commander, sont faits pour obéir (4). Les Sésostris et les Alexandres étaient nés pour subjuguier les peuples. Les Titus et les Antonins pour les gouverner. Richelieu était fait pour trouver des projets. Turenne, pour les exécuter. Cette diversité de talents entraîne nécessairement la différence d'autorité. Il en faut davantage à un général qui commande qu'au soldat qui obéit, et à celui qui fait observer les lois qu'à ceux qui ne sont chargés que de les suivre. De là, la nature a gravé dans nos cœurs un esprit de subordination aux ordres de nos supérieurs (5). De là, ces remords qui nous poursuivent partout lorsque nous voulons nous soustraire aux ordres de ceux qui sont à notre tête. De là, ce tendre respect que nous sentons pour nos rois dès que nous sommes en état de sentir. Est-ce le préjugé ou l'éducation qui l'enfante ? Nous l'avons, hélas ! avant d'avoir reçu l'une et d'être capable de l'autre. C'est la nature qui nous l'inspire (6). Pourrait-elle vouloir que nous n'eussions pas de maîtres et nous ordonner de les respecter ?

Tous les peuples s'en sont donnés. Les républiques mêmes ont confié le dépôt des lois et les rênes de l'Etat à des hommes qu'elles élisaient. Toutes les nations ont eu des rois et n'ont différé que par les noms le plus ou moins de pouvoir dont elles

(1) V. note 2, p. 56, discours I.

(2) « Il ne suffit pas que les hommes habitent la même contrée ou parlent un même langage, parce qu'étant devenus intraitables par la violence de leurs passions, et incompatibles par leurs humeurs différentes, ils ne pouvaient être unis à moins que de se soumettre tous ensemble à un même gouvernement qui les réglât tous. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. III, 1^{re} prop., p. 21. — « L'ordre et la beauté de la société humaine demandaient nécessairement qu'il y eût quelque règle à laquelle on fût tenu de se conformer. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. I, ch. II, § I, p. 36. V. *le Droit de la nature et des gens*, t. I, liv. II, ch. I, pp. 160 et suiv. — V. aussi note 4, page 87, discours III ; note 3, page 99, discours IV ; note 2, page 122, discours V ; note 2, page 159, discours VIII.

(3) V. note 3, page 121, discours V.

(4) V. la fin de la p. 85, discours III et note 1, p. 100, discours IV.

(5) V. note 1, page 175, discours IX.

(6) V. note 1, page 73, discours II ; notes 4, 5, 6, 7, 8, page 160 et note 1, page 161, discours VIII ; notes 2 et 3, page 174, discours IX.

les honoraient. On respectait les sentences des éphores à Lacédémone comme celles des sénateurs à Rome. Le préteur commandait l'armée en Grèce comme le consul en Italie. Ce consentement de tous les peuples est l'organe de la nature. Elle autorise donc l'inégalité de puissance. Notre religion qui est venue la perfectionner nous fait comme elle une loi de la subordination (1).

« Que tout le monde, dit-elle, soit soumis aux puissances supérieures, car il n'y a pas de puissance qui ne vienne de Dieu, et ceux qui y résistent attirent sa condamnation sur eux-mêmes. Le prince, ajoute l'Écriture, est le ministre de Dieu. Il est donc nécessaire de vous y soumettre, non seulement par la crainte du châtimement, mais aussi par un devoir de conscience. »

Elle s'explique aussi clairement sur l'inégalité des richesses. Elle assure ceux qui *donneront aux pauvres*, qu'ils *amasseront un trésor dans le ciel*. Elle promet à celui qui *donnera l'aumône de ce qu'il a*, que *toutes choses lui seront pures*. Elle nous apprend que *celui qui a pitié du pauvre, prête à l'Eternel qui lui rendra son bienfait*; et si Jésus-Christ anathématise les richesses, ce n'est pas parce qu'elles rompent l'égalité, mais parce qu'il est difficile d'être riche et vertueux en même temps (2). La nature condamne comme la religion ces cœurs d'airain qui font aux malheureux un crime de leur misère, et ces tyrans qui oubliant que leurs sujets sont leurs semblables s'en servent comme de leurs esclaves (3).

C'est contre cet abus des richesses et du pouvoir que crie la loi naturelle. Mais elle autorise l'un et l'autre et ne nous fait point un crime d'être riches et puissants, mais d'abuser de nos richesses et de notre pouvoir.

Grand Dieu qui avez distribué inégalement les richesses pour nous donner le mérite de réparer cette inégalité, faites que nous ne tournions pas à notre perte ce que vous n'avez fait que pour notre bien. Indifférentes d'elles-mêmes, les richesses et la puissance nous deviendront funestes si nous ne nous en servons

(1) V. note 3, page 79, discours III.

(2) Cf., par exemple, l'évangile de St-Luc, *Le jeune homme riche*. Jésus dit au jeune homme riche : « Si tu veux être parfait, va, vends ce que tu as, donne-le aux pauvres, et tu auras un trésor dans le ciel. » *Discours aux pharisiens*. « Donnez plutôt en aumônes ce que vous possédez, et toutes choses seront pures pour vous. » *Le repas chez un pharisien*. « Quand tu donnes un festin convie les pauvres... Tu seras heureux, parce qu'ils ne peuvent pas te le rendre; et cela te sera rendu à la résurrection des justes. » « Qu'il est difficile à ceux qui ont des richesses d'entrer dans le royaume de Dieu ! dit encore St-Luc dans *le jeune homme riche*. Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'il ne l'est à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu. » V. aussi note 5, page 87, discours III et notes 3, 4, 5, 6, 7, 8, page 160 et note 1, page 161, discours VIII.

(3) V. note 3, page 111, discours IV.

pour le bonheur de nos frères (1). C'est là leur seul privilège. C'est le seul usage que la nature et la religion nous ordonnent d'en faire. Usons donc de l'inégalité dont nos passions et nos besoins sont la source selon les vues de la nature ; et nous fermerons la bouche à ceux qui en confondant l'inégalité avec l'abus qu'on en peut faire, osent soutenir qu'elle n'est pas autorisée par la loi naturelle.

(1) V. note 7, page 145, discours VII.

DISCOURS XI

Auteur inconnu

DISCOURS XI

Sur l'origine et la cause de l'inégalité des conditions, et sur sa conformité avec la loi naturelle.

Il n'est point de plus grand ennemi de l'homme que l'homme même : livré tout entier à ses passions, il en est la victime et la proie. Ardent pour le bonheur, il le manque par cette ardeur même, parce qu'elle l'emporte au delà de la raison, et que le flambeau de la réflexion n'éclaire point ses désirs. Aussi ne voit-on dans l'espèce humaine que contrariété et qu'inconstance : ce n'est que contradiction de vœux, que variété de désirs, que goûts nouveaux et que dégoûts ; on méprise ce que l'on a ; on estime ce qu'on ne peut avoir ; on poursuit avec inquiétude, on se désespère de ne point obtenir, on se dégoûte dès qu'on obtient : toute autre condition est meilleure que celle qu'on a. Voyez l'homme public : son élévation lui est à charge ; il s'affaisse sous le poids qui l'accable et envie le repos du particulier. Jetez les yeux sur l'homme privé : son repos fait son ennui ; il se trouve malheureux d'être confondu dans la foule, et jette un regard jaloux sur le faste du financier. Le soldat regrette les travaux de la campagne ; le laboureur préfère à son toit rustique la vie errante, et pourtant assujettie, de l'homme de guerre : tous se plaignent de leur sort, et leur bouche qui ne devrait s'ouvrir que pour chanter les louanges du créateur n'est guère l'organe que de leurs plaintes.

O hommes que vous êtes injustes et que vous connaissez peu votre bonheur ! Ce qui vous manque ne manque point à d'autres qui se plaignent : votre malheur vient de vous. Ayez seulement le courage d'être heureux ! Osez vous avouer que vous l'êtes : vous le serez par cela même. La matière du bonheur est au dedans de nous : l'aveu que nous nous en faisons en est, pour ainsi dire, la forme. Cette inégalité dont vous faites le sujet de vos murmures et de vos plaintes, est précisément ce qui fait votre appui. Le roi qui vous gouverne est un père qui vous protège (1). Le magistrat qui vous juge est un surveillant qui prévient les rapines ; c'est un arbitre qui apaise les dissensions et éteint le feu cruel des guerres domestiques. L'homme de guerre que vous soldez est pour ainsi dire à vos gages pour vous défendre des invasions du dehors, pour assurer la possession de vos héritages et la tranquillité de vos habitations. Le marchand qui s'enrichit de son commerce, jette l'abondance dans sa patrie ; il facilite l'exploitation des terres par l'exportation de vos denrées ; il en échange le superflu contre le nécessaire qui vous manque ; sa fortune est la preuve, comme la récompense de ses services. En un mot, le riche met en œuvre

(1) V. note 1, page 73, discours II.

les talents du pauvre et fournit à sa subsistance. Le pauvre est un aide au riche, qui sans ce secours serait pauvre au milieu de l'opulence (1). Toutes les conditions se soutiennent et sont les membres d'un même corps (2). La société n'est qu'un commerce de devoirs et d'obligations réciproques, dont l'accomplissement fait, à l'avantage des particuliers, le bonheur et la sûreté du tout.

Pour vous en convaincre, recherchons l'origine et la cause de cette inégalité qui partage les hommes en des classes si différentes. Voyons si elle est contraire à la justice ou si elle n'est pas plutôt, et conforme à la loi de la nature, et suffisamment réparée pour le bonheur de tous. Ces deux points approfondis étoufferont nos plaintes ou lèveront du moins le voile qui semble quelquefois en couvrir l'injustice.

PREMIÈRE PARTIE

La faiblesse et les passions de l'homme, cause universelle et morale. Les services, les talents, l'industrie et le travail, causes particulières et physiques de l'inégalité des conditions.

Que l'homme fût exempt de vices et inébranlable dans le bien ; que l'amour de soi-même ne fût qu'une portion de celui qu'il aurait pour l'humanité ; que l'honneur, la justice, la probité fussent en lui des affections inaltérables : alors on verrait un merveilleux concert entre les hommes ; une paix universelle règnerait sur la terre ; tous travailleraient avec ardeur au bonheur du tout, et la société deviendrait un trésor public d'où chacun tirerait beaucoup davantage qu'il n'y aurait mis. Plus de divisions, plus de querelles, ni rien qui troublât le repos : les hommes seraient des frères en qui la force du sang éteindrait toute rivalité ; ce seraient des amis, qui par des prévenances mutuelles goûteraient les fruits de l'amitié et trouveraient dans sa douceur de nouveaux liens pour en resserrer de plus en plus les nœuds. Les biens alors pourraient être communs, et l'homme trouvant son bonheur dans l'exercice de ses facultés, chacun emploierait sa force et ses talents au profit de la famille humaine. Le faible concourant à raison de son pouvoir à la félicité commune, ne serait point repris par le fort qui trouverait dans la force que la providence lui aurait départie, l'étendue de ses obligations. Le travail serait égal,

(1) « Ainsi par les talents différents le fort a besoin du faible, le grand du petit, chacun de ce qui paraît le plus éloigné de lui, parce que le besoin mutuel rapproche, et rend tout nécessaire. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. I, VI^e prop., p. 12.

(2) « Comme nous avons plusieurs membres, qui tous ensemble ne font qu'un seul corps, et que les membres n'ont pas tous une même fonction, ainsi nous ne sommes tous ensemble qu'un seul corps en Jésus-Christ, et nous sommes tous membres les uns des autres. Chacun de nous a son don et sa grâce différente. » (Rom. XII, 4, 5, 6). Bossuet, *Politique*, liv. I, art. I, VI^e prop., p. 11.

dès qu'il serait selon la mesure de la justice et la proportion du talent. Il n'y aurait alors ni rivalité entre les hommes, ni inégalité dans le rang ou la fortune : la vertu ferait l'office des lois, et le bonheur public la richesse des particuliers.

Mais rendez l'homme à ses passions, quel déplorable changement de scène ! La bienveillance générale se resserre, l'intérêt prend la place de la vertu, l'amour-propre décide des affections du cœur. Le frère est en garde contre le frère, l'ami entre en défiance de l'ami, l'époux conspire contre l'épouse, la femme contre le mari : ce n'est que renversement de mœurs, que bouleversement dans la société. Plus de bonne foi dans le commerce, plus de sûreté dans les voyages, plus de confiance dans les traités : ce n'est partout qu'inimitiés, que rivalités, que haines : tout va au gré des passions : tout n'est qu'embûches, que surprise, que violence : la race humaine est une multitude de brigands, et la terre le théâtre de toutes les horreurs (1).

Quel remède donc à tous ces maux ? Point d'autre que l'autorité des lois. Elles fixent les intérêts des particuliers et mettent des bornes à la cupidité : elles visent à l'utilité générale en resserrant les droits que la passion s'arroge et que la raison désavoue : elles prescrivent le bien qu'on n'aurait pas le courage d'entreprendre : elles défendent le mal dans lequel la convoitise nous fait trouver un faux intérêt. Elles proposent des peines et des récompenses, et, venant à l'appui de la loi naturelle qui semble à un cœur lâche n'intéresser que la raison, elles intéressent l'homme par sa sensibilité même et par ses passions. Dès ce moment, tout rentre dans l'ordre, et le grand nombre au moins se tient dans la règle.

Mais s'il faut des lois, il faut un législateur qui ait en main le pouvoir et l'autorité publique ; il faut des interprètes de la loi et des surveillants qui en maintiennent l'exécution ; il faut des sujets et des princes, des consultants et des troupes, des charges et des dignités, des grades et de la subordination. Et voilà l'inégalité de rang, ou la première inégalité dans les

(1) « Tant de passions insensées et tant d'intérêts divers qui en naissent, font qu'il n'y a point de foi ni de sûreté parmi les hommes. « Ne croyez point à votre ami et ne vous fiez point à votre guide : donnez-vous de garde de celle qui dort dans votre sein : le fils fait injure à son père. la fille s'élève contre sa mère, et les ennemis de l'homme sont ses parents et ses domestiques » (Michée, VII, 5, 6). De là vient que les cruautés sont si fréquentes dans le genre humain. Il n'y a rien de plus brutal ni de plus sanguinaire que l'homme. « Tous dressent des embûches à la vie de leur frère, un homme va à la chasse après un autre homme, comme il ferait après une bête, pour en répandre le sang » (Michée, 2). « La médisance, et le mensonge, et le meurtre, et le vol, et l'adultère ont inondé toute la terre, et le sang a touché le sang » (Ozée, IV, 2), c'est-à-dire qu'un meurtre en attire un autre. Ainsi la société humaine établie par tant de sacrés liens est violée par les passions, et comme dit saint Augustin : « Il n'y a rien de plus sociable que l'homme par sa nature, ni rien de plus intraitable ou de plus insociable par la corruption » (Aug. *De civit. dei*, XIII, 27). » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. II, 1^{re} prop., pp. 15 et 16.

conditions. Elle a son origine et sa cause dans les motifs du bien public et dans la nécessité de réprimer les passions de l'homme (1).

Cette inégalité de rang a souvent et avec justice, pour le soutien des dignités et l'acquit de leurs charges, entraîné l'inégalité de fortune. Mais, comme la première, celle-ci a eu aussi sa source immédiatement dans le remède qu'il a fallu apporter aux maux de l'humanité ; dans la nécessité d'employer pour la conservation de l'espèce ce qu'il y avait dans l'état présent de plus propre à exciter l'industrie et à procurer le bien général : je veux dire, la *propriété*, ou le droit de jouir et de disposer du fruit de son travail (2).

En effet, que des hommes touchés de Dieu s'unissent pour vivre en commun ; que tout intérêt propre soit banni de leur cœur et de leur société ; que la force et le talent y soient employés à l'envi pour la félicité du tout : je l'admire, et n'en suis point surpris : ce courage n'est point impossible à la grâce, et qui sommes-nous pour mettre des bornes aux dons de Dieu ? Mais que sans secours particulier, sans un de ces miracles qui fondent les cœurs et les amollissent, on ose espérer de la multitude un héroïsme si peu commun ; que l'on se persuade que l'homme tel qu'il est veuille s'oublier soi-même jusqu'au point de se dévouer tout entier et de se sacrifier sans réserve au bien public, sans autre intérêt que celui d'une bienveillance générale et d'une charité universelle, c'est méconnaître l'homme, ignorer ses passions, se déguiser ses faiblesses.

Quelle n'est pas la force de l'amour-propre, et, sous la protection même des lois, n'en faisons-nous pas tous les jours la funeste expérience ? Il rapporte tout à soi, ne pense et n'agit que pour soi, n'estime rien que par rapport à soi (3) : c'est un verre trompeur qui répand sa couleur particulière sur les objets et les déguise, qui les éloigne ou les rapproche jusqu'à les identifier avec nous, selon qu'ils nous importent ou qu'ils nous nuisent. Insatiable, il veut tout accumuler ; chagrin et jaloux, il supporte impatiemment un égal ; inséparable de l'esprit de propriété, il a droit à tout, s'approprie tout, et, autant qu'il est possible, à l'exclusion de tous : c'est le ressort principal de nos actions, c'est le mobile presque unique de nos entreprises. Arrachez-le du cœur de l'homme, introduisez la communauté des biens, ce ne sera sur la surface de la terre qu'oisiveté, mollesse, indigence. La société sera un corps sans vie ou sans vigueur : tous ses membres seront dans l'engourdissement.

(1) V. note 2, page 188, discours X.

(2) « Dans un gouvernement réglé nul particulier n'a droit de rien occuper... De là est né le droit de propriété. Et en général tout droit doit venir de l'autorité publique, sans qu'il soit permis de rien envahir ni de rien attenter par la force. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. III, IV^e prop., pp. 24 et 25.

(3) V. note 1, p. 81, discours III.

Que dis-je ? On n'y verra de toutes parts que guerres, que divisions, que querelles. Le fort se plaindra du faible qui ne peut fournir le même travail ; le vigilant se plaindra du paresseux, et le deviendra à son exemple ; tous taxeront d'hommes inutiles et à charge à l'Etat ceux en qui les besoins surpasseront la force et les talents ; aucun ne souffrira qu'avec peine qu'un autre prenne plus que lui à l'épargne. Les besoins donc ne seront pas satisfaits, ou le feu de la discorde et de la jalousie sera partout allumé : la société courra risque de se dissoudre et de retomber dans les maux que nous avons décrits précédemment. Il a donc fallu, pour prévenir ces troubles et encourager le travail, pour empêcher l'industrie de devenir la proie de la paresse, introduire le *domaine* et la *propriété*.

Et certes, le champ que j'ai pris soin de cultiver a reçu par mes mains une vertu qu'il conserve et qu'auparavant il n'avait pas : mon travail lui est donc incorporé, et dans cet état il m'appartient (1). Me le ravir, c'est s'approprier la sueur de mon front et me faire une injuste violence. La nature n'a point distribué les biens ; elle les a seulement exposés : *non distribuit, sed objecit : in medio posuit et reliquit* (2). J'ai donc eu droit de saisir un terrain qui attendait un maître, et d'adoucir par la culture une terre stérile et sauvage. Et telle a été la première voie d'acquérir le domaine et la propriété, la culture et l'*occupation*. Les choses communes et présentées par la nature indistinctement à tous ne sont de droit à personne, *sunt nullius* : elles sont au premier qui les saisit : *primo occupantis*. Ce n'est qu'un accord libre et volontaire, tel qu'on n'en doit point attendre de l'homme intéressé, qui peut nous dépouiller du droit personnel que nous avons, les charges publiques acquittées et les impôts fournis, de disposer et de jouir, privativement à tout autre, du fruit de notre travail (3).

(1) « Encore que la terre et toutes les créatures inférieures soient communes et appartiennent en général à tous les hommes, chacun pourtant a un droit particulier sur sa propre personne, sur laquelle nul autre ne peut avoir aucune prétention. Le travail de son corps et l'ouvrage de ses mains, nous le pouvons dire, sont son bien propre. Tout ce qu'il a tiré de l'état de nature, par sa peine et son industrie, appartient à lui seul : car cette peine et cette industrie étant sa peine et son industrie propre et seule, personne ne saurait avoir droit sur ce qui a été acquis par cette peine et cette industrie-là, du moins s'il reste aux autres assez de semblables et d'aussi bonnes choses communes. » Locke, *Du gouvernement civil*, ch. IV, § III, p. 31. — Rousseau écrit (*Discours*, p. 131) : « Le droit de propriété n'étant que de convention et d'institution humaine, tout homme peut à son gré disposer de ce qu'il possède. »

(2) V. note 2, p. 81, discours III.

(3) Grotius, qui distingue deux façons d'acquérir la propriété, par l'acquisition primitive et par l'acquisition dérivée, parle de la première en commençant ainsi : « L'acquisition primitive, dans le temps que le genre humain était encore réduit à un nombre de personnes assez petit pour pouvoir s'assembler en un même lieu, a pu se faire et par droit de premier occupant, et par un partage... Mais aujourd'hui elle ne peut se faire

Or, si le partage des terres s'est fait d'abord par voie d'occupation, les plus robustes et les plus diligents, ceux qui auront eu une famille plus nombreuse, auront saisi, défriché, cultivé un plus grand nombre de terres, selon la mesure et le degré de leur activité et de leur force, selon la nature et la qualité du terrain. Ils se seront hâtés de pourvoir à leurs besoins présents et à venir, prévoyant au delà du nécessaire, et assurant à leur famille qui se multipliait sous leurs yeux un héritage suffisant. Car si l'industrie et le travail eussent dû se borner à la nécessité présente, ils eussent été engourdis aussitôt presque qu'excités ; les terres mal cultivées eussent amené de mauvaises récoltes, et, avec elles, l'indigence : il n'y eût point eu de ressources pour les temps de la vieillesse ou de la maladie, et il est injuste d'empêcher toute prévoyance à cet égard. Les richesses qu'offrait la nature se sont donc partagées inégalement, et il a été libre d'amasser pour l'avenir des biens dont on ne pût avec justice être dépouillé. De là, l'inégalité de fortune due en ces premiers temps à l'inégalité de travail, de force et de talent. mais toujours en conséquence du refroidissement de la bienveillance universelle et de cet esprit d'intérêt qui anime l'homme.

Ne pensez pas que le domaine acquis par cette voie n'ait été que passager : il a dû être perpétuel, et la propriété s'étendre, pour ainsi dire, au delà du tombeau. Car puisque mon travail est à moi, je puis en céder les fruits à mon gré lorsque je ne peux plus en jouir. Puisqu'il importe au tout que les terres soient cultivées le mieux qu'il est possible et que tout le travail imaginable soit fourni, il a fallu y intéresser l'homme par ce qu'il y a de plus capable de flatter son amour-propre et d'animer son courage, par le droit de disposer même à sa mort du fruit de ses peines et de ses soins. De là, le droit de tester et le fondement des successions *ab intestat* (1) : ce qui perpétue

que par droit de premier occupant. » *Le Droit de la guerre et de la paix*, t. I, liv. II, ch. III, § I, p. 288. — « La prise de possession par droit de premier occupant est aujourd'hui la seule manière d'acquérir originairement la propriété du fond et de la substance même des choses. C'est ainsi que l'on se rend maître des pays déserts, que personne ne s'était encore appropriés ; car ils commencent à appartenir au premier qui y met le pied avec intention de les posséder, et qui pour cet effet les cultive, et y plante ou y établit des bornes, par lesquelles il distingue ce dont il veut s'emparer d'avec ce qu'il veut laisser commun, comme auparavant. Que si plusieurs à la fois s'emparent ensemble d'une certaine contrée, l'expédient le plus ordinaire est d'assigner à chacun une certaine portion de terre, après quoi on regarde celles qui restent comme appartenant à tout le corps. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. I, ch. XII, § VI, p. 193. V. aussi *le Droit de la nature et des gens*, t. I, liv. IV, ch. VI en entier, p. 578 et suiv.

(1) « Il y a deux différentes sortes d'acquisitions dérivées : les unes qui font passer les choses d'une personne à l'autre en vertu des dispositions de quelque loi ; les autres, qui sont fondées sur une volonté expresse de l'ancien propriétaire. Les unes et les autres sont ou universelles, ou particulières, selon que l'on acquiert ou tous les biens d'une personne, ou seulement une partie. L'acquisition universelle des biens d'une personne en

de race en race l'inégalité du premier partage et ce qui est une nouvelle source de différence dans la fortune, selon le plus ou moins de successions et de legs qui seront entrés dans une branche.

Mais les hommes s'étant multipliés, cette inégalité a dû devenir autrement considérable. La plupart des terres étant saisies et cultivées ; celles qui demeuraient en friches étant ou d'un trop mauvais rapport ou de trop peu d'étendue pour fournir à l'entretien de ce nouvel essaim d'habitants ; des familles trop multipliées ne trouvant plus dans la culture des terres qui faisaient leur héritage de quoi fournir à leur subsistance ; les productions simples de la nature donnant à peine le dixième des choses utiles ou nécessaires aux hommes, il a fallu que l'homme se tournât du côté des arts et de l'industrie, qu'il échangeât son travail contre le nécessaire qui lui manquait, et que le riche donnât pour ce travail qu'il ne pouvait ou ne voulait fournir ce qui lui était devenu moins utile. De là, les mercenaires et les journaliers, le rapport de maître et de domestique ; de là, les arts et les talents et de nouveaux ordres d'hommes selon la fortune et la considération, suivant le plus ou moins d'utilité, le plus ou moins de génie qu'apportent ou que supposent les différentes professions ; de là, les fortunes naissantes et le passage des anciennes possessions dans des familles nouvelles, suivant la décadence des unes et l'étonnante rapidité des autres ; de là, enfin, les distinctions et les privilèges, selon qu'il a fallu payer les services, honorer le mérite, encourager les talents : distinctions et privilèges qu'il a été bon, nécessaire même, de transmettre aux descendants, malgré peut-être quelques inconvénients (1), pour animer des hommes, de soi lâches et efféminés, ou tout occupés de leurs familles, à l'héroïsme des vertus publiques. Voilà donc les divers ordres de l'Etat : les nobles et les roturiers ; les riches et les pauvres ; les gens en charge et les employés ; les maîtres et les cultivateurs ; les gens de commerce et de finance ; les arts libéraux et mécaniques : introduits comme d'eux-mêmes par la constitution même de l'homme, selon l'activité et le génie différent d'un chacun, selon

vertu de la loi, a lieu dans les successions *ab intestat*, dont voici le fondement. Il serait également contraire et à l'inclination générale des hommes, et au repos du genre humain, que les biens qu'on a acquis avec tant de peine, fussent regardés comme sans maître après la mort de chacun, et laissés en proie au premier occupant. C'est pour cela que, parmi tous les peuples, on a établi, en suivant les lumières de la raison, que, si quelqu'un venait à mourir sans avoir disposé de ses biens, ils passeraient aux personnes que l'on présumerait lui avoir été les plus chères, à en juger par les sentiments naturels des hommes... Les acquisitions dérivées, faites en vertu d'un acte formel de l'ancien propriétaire, ont lieu ou en cas de mort, ou entre vifs. On acquiert l'universalité des biens d'une personne, après sa mort, en vertu du testament par lequel elle en a disposé en notre faveur. » Pufendorf, *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. I, ch. XII, §§ IX, X, XIII, pp. 198, 199, 202. V. aussi le *Droit de la nature et des gens*, liv. IV, ch. X et XI, t. I, pp. 627 à 653.

(1) V. note 4, page 130, discours V.

le droit de la naissance, selon la qualité des talents et la nature de services rendus, le tout en conséquence du remède qu'il a fallu apporter à l'abus dangereux des passions, actuel ou à craindre.

Mais l'homme ne fut-il point pécheur ? S'il est peccable, s'il est borné ; si la force et les talents varient avec les individus ; si le travail est nécessaire ; si l'enfance, la vieillesse, la maladie se succèdent : l'inégalité subsiste, la dépendance et la subordination demeurent. Car l'homme fût-il alors sans passions, il ne serait pas sans faiblesse ; eût-il par caractère un attachement inviolable ou bien connu, il pourrait le méconnaître : le connaît-il ? Ses lumières fussent-elles mesurées par le devoir ? Elles ne seraient pas aussi étendues que le besoin. La force serait souvent au-dessous du talent, le talent au-dessous de la force : l'utile, l'agréable, tant de choses nécessaires au tout sans l'être aux particuliers, seraient au-dessus de la portée d'un seul : plusieurs mains y seraient nécessaires : leurs mouvements, ou seraient sans succès faute d'unité de vue et de dessein, ou demanderaient un guide qui les dirigeât au même but, de la même façon : l'homme dans tous ces cas aurait besoin d'être conduit, éclairé, fortifié : il serait dépendant, et dans son être physique par le manque de force, et dans son être moral par le besoin de lumières. La dépendance et l'inégalité sont donc une suite de la constitution de l'homme ; c'est notre condition naturelle (1). Des lumières personnelles proportionnées au devoir et au besoin : une force intérieure qui ne le céderait point aux lumières : un amour de la vertu au-dessus de toute surprise, de toute faiblesse, supérieur à tout relâchement du cœur, à tout oubli, à toute inadvertance de l'esprit, seraient seuls capables de la sauver. Il faudrait une suite de miracles pour l'empêcher de s'introduire.

Aussi est-elle un état originaire, aussi ancien que l'humanité : et c'est une des attentions de Dieu sur nous de nous y avoir placés. Si les hommes fussent sortis du sein de la terre ou tombés du ciel tout formés, sans dépendance les uns à l'égard des autres, comme ceux de la fable de Cadmus, un penchant secret aussi fort que la nature, les eût portés à s'unir et à vivre ensemble, d'abord dans un état de liberté. Mais bientôt l'intérêt, l'injustice, les soupçons, les défiances, les jalousies eussent jeté le trouble dans cette société : plusieurs en fussent venus à une rupture ouverte et en eussent entraîné d'autres dans leur parti : la guerre, ce fléau meurtrier (2), se fut allumée de toutes parts

(1) V. note 3, page 48 ; note 1, p. 53, discours I.

(2) *Note de l'auteur* : « Il ne faut pas confondre cette doctrine avec le système impie de Hobbes : elle en diffère autant que la vérité de l'erreur. 1° Hobbes regarde l'état de liberté comme l'état primitif de l'homme, et nous n'en faisons la supposition que pour louer le créateur de ne nous y avoir point placés. 2° Il veut que tout ait été permis dans l'état de liberté, la fraude, les surprises, les ruses, les machinations, le massacre même de l'innocent, sous l'admirable prétexte qu'il pourrait me surprendre

par le souffle de la discorde et le feu des passions : tous les maux fussent tombés à la fois sur la race humaine jusqu'à ce que les hommes comprenant enfin les malheurs de l'anarchie se fussent soumis à un gouvernement politique. Mais les choses se sont passées autrement (1). La providence nous a épargné toutes les horreurs qu'entraînait cette prétendue liberté, et nous a conduit par une voie plus abrégée, qui est celle de la naissance, dans l'état où la raison ne nous aurait conduit qu'après bien des longueurs et bien des troubles.

Dès le premier âge, avant que les hommes se fussent multipliés, Caïn et Abel avaient leurs travaux à part et leurs biens séparés : l'un était berger, dit l'Écriture, et offrit à Dieu les prémices de son troupeau; l'autre était laboureur, et trouva dans les fruits de la culture la matière de ses offrandes. Or, pourquoi ces biens à part et cette propriété dans un temps où la nature, quoique défigurée par le péché, offrait encore abondamment le nécessaire à un si petit nombre d'habitants, si ce n'est parce qu'il fallait pourvoir à l'avenir et transmettre comme par héritage la constitution la plus propre à prévenir les troubles et à assurer la tranquillité publique ?

Aussi les hommes naissaient-ils dans la dépendance et la subordination. Adam était le chef de sa famille, et ses enfants, des sujets que l'amour, le respect, la nature, la reconnaissance

s'il le voulait, et que j'ai droit de le prévenir; au lieu que si cet état existait, il n'y aurait que la juste défense qui fût permise. Il y aurait des troubles sans doute, mais la plupart seraient injustes; nous parlons du fait, et Hobbes n'a pas honte d'en soutenir le droit. 3° Il n'y a point, selon Hobbes, d'action bonne ou mauvaise par sa nature; toute la morale tire selon lui son origine de la convention des hommes et c'est là une doctrine monstrueuse; il y a de la contradiction dans les mœurs comme dans les jugements : contradiction des actions entre elles, des actions avec l'objet où elles se portent, des actions avec la fin et la destination du principe d'où elles émanent; il y a donc une absurdité morale aussi réelle que l'absurdité métaphysique : l'une est un vice, l'autre une erreur. 4° Il n'y aurait, selon Hobbes, dans l'état de liberté qu'une loi de nature d'où dépendrait l'obligation de chercher la paix par des contrats et des conventions : comme si ce pouvait être un plus grand crime de manquer de parole que d'ôter la vie à un innocent. 5° Cette loi ne permettrait pas seulement de se tenir en garde, mais autoriserait à tout oser tant qu'on n'aurait pas de la part des autres une caution suffisante : comme s'il pouvait y en avoir, même dans la monarchie, contre les machinations occultes, dès lors qu'il n'y a point de conscience ni de loi naturelle. 6° Le gouvernement politique ne vient selon lui que de la convention des hommes, et nous soutenons que la puissance souveraine vient de Dieu. 7° Il prétend que notre obligation d'obéir à Dieu vient uniquement de sa puissance et de notre faiblesse, au lieu que nous pensons que les attributs moraux de cet être suprême sont aussi de puissants motifs pour aimer, respecter et accomplir ses ordres. »

(1) Cependant, Bossuet disait (*Hist. univ.*, part. II, ch. I, « La suite de la religion ») : « Mais, avant que de nous donner le Sauveur, il fallait que le genre humain connût, par une longue expérience, le besoin qu'il avait d'un tel secours. L'homme fut donc laissé à lui-même; ses inclinations se corrompirent, ses débordements allèrent à l'excès, et l'iniquité couvrit toute la face de la terre. »

attachaient à leur roi (1). Dans l'un, la tendresse du père tempérerait la majesté, adoucissait la puissance ; dans les autres, l'amour filial faisait goûter la dépendance et la soumission. La nature introduisait l'inégalité par le besoin et la rendait précieuse par le sentiment. On éprouvait sans même y faire réflexion que dans un gouvernement réglé, la liberté ne perd que les maux qu'elle peut causer, rien du bonheur qu'elle peut produire, et cette expérience était un héritage qu'on transmettait comme les autres possessions.

En effet, Adam était non seulement le roi de ses enfants, il l'était des enfants de ses enfants : ceux-ci ayant contracté des mariages furent chefs de nouvelles familles, mais toujours sous la puissance et l'autorité du père commun (2) ; et le genre humain ne fut bientôt qu'une monarchie composée de diverses familles sous la protection et le gouvernement d'un seul (3). Ensuite les hommes s'étant fort multipliés pendant la longue vie du premier roi, les familles différentes firent sans doute à sa mort autant d'Etats séparés qui s'accrurent par les mariages contractés chez l'étranger (c'est-à-dire dans d'autres familles) et par les nouveaux sujets qui en suivirent ; par la soumission volontaire d'autres petits Etats, qui, trop faibles pour se soutenir par leurs forces, imploraient la protection d'un Etat plus puissant et se rangeaient sous ses lois ; souvent par le droit de la guerre contre des voisins incommodes qu'on mettait sous le joug ou en punition de leurs injustices ou pour les mettre à l'avenir hors d'état de nuire. Par là, les familles se mêlèrent, les degrés de parenté s'obscurcirent ; le roi, qui était père de son peuple, devint maître d'un peuple mélangé qui ne tirait plus de lui seul son origine : le pouvoir souverain passa d'âge en âge aux aînés, sauf néanmoins les révolutions ; tant parce que l'âge donnait plus d'expérience et d'habileté dans les affaires que parce que la primauté de naissance était en quelque sorte une occupation de la royauté et un titre de même nature que tous les droits originaux des autres possessions (4). La puissance paternelle fut ainsi la source et le modèle de la puissance royale : l'une et l'autre est aussi ancienne que le

(1) V. note 4, page 122, discours V.

(2) « Assurément durant tout le temps qu'Adam vécut, Seth, que Dieu lui donna à la place d'Abel, lui rendit avec toute sa famille une entière obéissance. » Bossuet, *Politique*, liv. II, art. I, III^e prop., p. 61.

(3) « Les hommes vivaient longtemps au commencement du monde... Un grand nombre de familles se voyaient par ce moyen réunies sous l'autorité d'un seul grand-père, et cette union de tant de familles avait quelque image de royaume. » *Ibid.*, p. 61.

(4) « A moins... qu'il n'arrivât quelque chose d'extraordinaire, l'aîné devait succéder ; et à peine trouvera-t-on deux exemples du contraire dans la maison de David, encore était-ce au commencement. » *Ibid.*, IX^e prop., p. 72. — V. Grotius, *le Droit de la guerre et de la paix*, t. I, liv. II, ch. VII, § XVIII, p. 393 ; Pufendorf, *le Droit de la nature et des gens*, t. II, liv. VII, ch. VII, § XII, pp. 393-394, et aussi *les Devoirs de l'homme et du citoyen*, liv. II, ch. IX, § VII, pp. 317 et 318.

monde et de la même institution. C'est donc la nature et non la convention, la providence divine et non la sagesse humaine, la naissance et non un contrat qui nous ont soumis au gouvernement (1) ; ce sont les services, les talents, le droit de la naissance, le travail qui ont physiquement opéré l'inégalité qui nous partage en tant de classes ; c'est l'abus des passions, la nécessité de les réprimer, la faiblesse naturelle de l'homme qui en ont été les causes excitantes et morales. Après cela, il est aisé d'en justifier l'origine et de montrer sa conformité avec la loi naturelle.

DEUXIÈME PARTIE

Linégalité des conditions conforme à la loi naturelle

Si l'on jugeait de l'homme par ses plaintes, rien ne serait plus injuste que le rang où chacun de nous est placé. Car parcourrez tous les ordres, interrogez tous les particuliers : il n'en est point qui soit content de son sort et qui ne préfère tout autre état de vie à celui dans lequel il est engagé (2). Mais nous avons une autre règle, et cette universalité de plaintes est un titre qui en démontre l'injustice. L'homme fait en cette occasion ce qu'il fait presque toujours : il juge sur des idées imparfaites que lui suggèrent ses affections présentes et regarde comme un bien ce qui est un mal véritable, ce qui n'est qu'un soulagement momentané, capable dans la suite d'irriter davantage et d'aigrir de plus en plus ses maux. Un malade brûlé de la fièvre boit avec délices une liqueur rafraîchissante qui va lui causer la mort : le vindicatif goûte la fausse douceur d'une vengeance qui l'expatrie, qui l'arrache à ses enfants, à ses biens, à ses amis : celui que l'intérêt domine fait avec joie une injustice qui lui coûtera une infinité de regrets. L'avenir ne paraît rien à côté du présent ; ce présent qui n'est qu'un point, devient comme infini par la sensation ; c'est un aiguillon qui pénètre et qui fait des impressions profondes : de là, les plaintes et les murmures contre l'état où la providence nous a placés. On sent des maux attachés à l'humanité, on s'en prend à sa condition, on rejette tout sur l'inégalité : on calcule les avantages que l'égalité procurerait sur-le-champ ; on ne met point

(1) « L'Écriture elle-même ne dit-elle pas que toute personne doit être soumise aux puissances souveraines, parce qu'elles sont établies de Dieu ? Je réponds avec Grotius que les hommes ont établi des sociétés civiles, non en conséquence d'un ordre de Dieu, mais de leur propre mouvement, y étant portés par l'expérience qu'ils avaient faite de l'impuissance où étaient les familles séparées de se bien mettre à couvert des insultes et de la violence d'autrui. De là, ajoute-t-il, est né le pouvoir civil, que saint Pierre appelle pour cette raison un pouvoir humain, quoiqu'il soit ailleurs qualifié un établissement divin, parce que Dieu l'a approuvé comme une chose salutaire aux hommes. » Burlamaqui, *Princ. du dr. polit.*, I^{re} part., ch. VI, § XVI, p. 42. — V. Grotius, *le Droit de la guerre et de la paix*, t. I, liv. I, ch. IV, § VII, note 3, p. 220, et Pufendorf, *le Droit de la nature et des gens*, t. II, liv. VII, ch. III, § II, pp. 308 à 310, et particulièrement cette dernière.

(2) V. la dernière page du discours VII.

dans la balance les préjudices qu'en recevrait la société, ni ce qu'il nous en coûterait un jour à nous-mêmes ou à notre postérité : dès ce moment, on n'hésite plus, on soupire après une chimère, on taxe d'injustice ce qui est le fruit de la sagesse, de la prévoyance et de l'équité. Mais qu'on remonte à la source, qu'on considère avec attention la nature, les passions et l'état primitif de l'homme : bientôt le nuage se dissipe, une nouvelle lumière paraît, on ne voit rien que de juste dans ce qui avait le plus révolté : on reconnaît que l'inégalité des conditions est une suite nécessaire de la constitution naturelle de l'homme, que la digue qu'il a fallu opposer aux passions en a été le principe immédiat, et que nous avons été placés dans cet état de la main de Dieu même. Or quoi de plus juste et de plus conforme à la loi naturelle que ce qui est l'apanage de notre nature, que ce qui remédie à l'excès des passions, que ce qui a Dieu même pour auteur ? Est-il injuste que chacun jouisse du fruit de son travail, et que le laborieux s'élève au-dessus de l'indigence de l'homme oisif ? Mon travail ne dépend-il pas de moi, et puisque vous prétendez n'être que mon égal, quel droit auriez-vous sur ce qui m'est si personnel ? Est-il injuste qu'il y ait de la subordination là où il faut un gouvernement ? L'égalité que vous regrettez l'introduit : car il faut dans vos principes que le faible s'associe avec le fort pour jouir sous sa protection du fruit de l'indépendance. L'inégalité est donc bien nécessaire, puisque l'égalité la ramène.

Elle subsiste en effet, quelque supposition que vous fassiez : introduisez si vous le voulez, la communauté des biens : n'y aura-t-il pas encore de la dépendance et de la subordination ? Voyez les abeilles, les castors (1) et tous les animaux qui vivent en république : ils travaillent et ont tout en commun ; néanmoins, ils sont distribués en classes différentes ; leur société est un petit état où les rangs sont marqués, où le bon ordre se conserve par la dépendance et une sorte de gouvernement. Partout où il y a société, il doit y avoir une fin commune et des intérêts communs : or, pour y arriver et pour en jouir, il faut des conducteurs et des guides qui y dirigent toutes les actions des particuliers. Des mouvements libres et parallèles ne peuvent toujours aller de pair et au même but : c'est le frein qui assujettit deux coursiers au même pas et au même travail.

Il y a plus, et dans cette même supposition il y aurait encore inégalité dans le travail et la possession : le plus faible prendrait à l'épargne selon ses besoins, qui pourraient être plus grands : le plus fort serait tenu de travailler selon l'étendue de son pouvoir ; sa force serait la mesure de ses obligations ;

(1) *Note de l'auteur* : « On ne cite point les fourmis : leurs magasins, leurs greniers d'hiver ne se trouvent point et sont aujourd'hui plus que suspects. Aristote a parlé des polypes, on ne l'a point cru ; il a parlé des magasins de fourmis, et cela est devenu une opinion générale. Il disait vrai sur ce qu'on n'a point voulu croire, il se trompait sur ce qu'on a cru. »

si les biens seraient communs, l'usage en serait personnel ; les fruits de l'arbre que vous auriez planté et cultivé ne seraient pas plus à vous qu'à celui qui aurait plus de diligence à les cueillir : le sol serait à tous, les fruits aux plus diligents. L'inégalité se retrouve dans les moyens qu'on emploie pour l'éviter.

Mais non seulement l'inégalité est inévitable, et par conséquent conforme à la loi naturelle : elle est encore désirable, et comme le supplément de ce qui manque à notre nature. Elle peut seule procurer la paix, elle est le moyen le plus sûr de parvenir au bien commun par le travail et le bien personnel des particuliers. Elle rapproche les hommes par le besoin ; l'égalité (1) inspire la fierté qui les divise : elle encourage les arts et les talents ; l'égalité produit la mollesse et l'indigence. Voyez l'étendue infinie du commerce, les avantages immenses qu'il procure, les fatigues continuelles qu'il exige ! *Ici, le blé croît en abondance ; là, on fait des vins exquis. L'ivoire nous est envoyé des Indes, le fer du pays des Chalibes. Le mont Tmolus est couvert de safran, l'Epire nous élève les meilleurs coursiers* (2). Tout pays n'est pas également fourni de tout : *non omnis fert omnia tellus*. La nature a pris soin de répandre ses faveurs en diverses contrées pour unir les peuples par l'intérêt, pour les rendre dépendants par le besoin, pour n'en faire en quelque sorte qu'une famille par le trafic et la circulation. Le marchand qui s'enrichit est le facteur de tous les particuliers : c'est un assureur qui se charge à ses périls et risques de procurer l'entrée de tout ce qui nous manque et la sortie de tout ce qui nous est inutile. Le commerce est dans ses mains une pierre vraiment philosophale, qui convertit l'étain en or et la laine en rubis. Mais quels travaux ne demande-t-il pas ? A quels dangers n'expose-t-il pas ? N'est-il pas juste que celui qui brave la mer et les flots, qui toujours exposé aux fureurs d'un élément perfide passe successivement du froid glaçant du nord aux ardeurs brûlantes de la ligne, trouve enfin dans l'abondance et le repos le salaire de tant de services ? Privez l'homme de cette récompense : introduisez partout l'égalité : où sera l'homme qui prendra sur lui tant de fatigues, qui s'exposera à tant de périls ? Quel droit aurez-vous de forcer un égal à une inégalité si réelle et si criante ? La société ne sera donc plus qu'un Etat languis-

(1) C'est « inégalité » que l'auteur a voulu écrire.

(2) L'auteur traduit quelques vers du liv. I des *Géorgiques* (du 54^e au 61^e vers) :

Hic segetes, illuc veniunt felicius uvæ.

.....

...Nonne rides croceos et Tmolus odores.

India mittit ebur.....

At Chalybes nudi ferrum,.....

...Eliadum palmas Epiros equarum ?

Ces palmes des cavales d'Elis que procure l'Epire sont les victoires aux Jeux olympiques qu'on célébrait en Elide.

sant, sans force, sans éclat, sans magnificence : plus de commodités, plus d'ornements : plus de ces fruits que nous devons à d'autres climats, plus d'arbres transplantés : inutilement la mer laissera sonder ses abîmes ; les montagnes ouvriront leur sein, les trésors qu'elles renferment ne seront plus pour l'homme. On sera partout réduit au strict nécessaire ; il manquera en bien des lieux. Il faut encourager l'homme par l'intérêt (1) si l'on veut en attendre du secours : on ne peut l'intéresser qu'en permettant l'inégalité. Alors tout s'anime, tout s'agit ; les terres sont cultivées avec soin, les mines fouillées, les mers couvertes de vaisseaux ; l'abondance renaît, la félicité publique croît avec la fortune des particuliers.

Ainsi les passions qui paraissent devoir tout bouleverser ont par le secours des lois produit la subordination, et par le moyen de l'inégalité, l'abondance et la paix. Ce sont des ressorts qui n'étant point assujettis, se détendent avec furie et portent le désordre dans toutes les parties de la pièce qu'ils animent, mais qui modérés par un balancier, distribuent le mouvement avec justesse et donnent à tout le rouage un jeu qui semble tenir de la vie. Lâchez-leur la bride avec Lucrèce : l'homme est un monstre dont on doit tout craindre. Extirpez-les avec Zénon : l'homme est un stupide dont il n'y a rien à espérer. Une indifférence générale s'empare de son cœur, il tombe dans l'apathie et l'insensibilité : tout renfermé en lui-même, rien ne le tire au dehors ; il est seul au milieu de l'humanité. Plus de gloire alors, plus de vertu guerrière : plus d'intérêt qui anime, plus d'espérance qui encourage, plus de cette constance ou sorte d'opiniâtreté qui réussit : l'homme est sans aiguillon, et la société sans vie. C'est par le sentiment et les sens que l'âme est principalement unie au corps : c'est par les affections que l'homme tient à la société, qu'il en dépend, qu'il s'y intéresse, qu'il lui est utile. Il ne s'agit que de les régler et de saisir ce point de milieu qui fait la vertu. Cette règle, ce sont les lois : ce milieu, c'est la propriété, ou l'assurance de jouir en paix, sous la protection des lois, du fruit de son travail. Otez la propriété, la société tombe dans une langueur qui la dissout. Otez les lois, la société souffre des fermentations intérieures et des troubles intestins qui la dissipent.

Il est vrai que la loi naturelle que nous portons gravée dans le cœur devrait nous contenir dans le devoir et nous inspirer ces sentiments de générosité qui, selon l'expression d'un ancien, nous rendraient les uns par rapport aux autres comme autant de dieux bienfaisants (2). Mais nous l'avons remarqué, les

(1) V. note 2, p. 53, discours I.

(2) Platon (les *Lois*, V), voulait pour citoyens de sa république des *dieux* ou des *enfants de dieux*. V. Pufendorf, *le Droit de la nature et des gens*, t. I, liv. IV, ch. IV, § IX, p. 559. — Cicéron (les *Lois*, I, 7) assure « *ut homines deorum agnatione et gente teneantur* ».

hommes ne sont ni tous justes, ni tous raisonnables : il en est que la cupidité entraîne, que les passions dominent, en qui la voix de la nature et de l'équité ne se fait plus entendre que de loin ; qui déterminés à tout oser pour s'enrichir, font craindre les plus injustes violences : il en est d'autres, et c'est un beaucoup plus grand nombre, qui avec un cœur droit et des intentions pures, n'ont ni la justesse d'esprit nécessaire pour juger sainement de leurs droits et du droit d'autrui, ni assez de confiance pour s'en remettre à des arbitres qui termineraient à l'amiable les différends qui pourraient survenir. Il a donc fallu contenir les uns, éclairer les autres, les maintenir tous par des lois sages et autorisées dans le bon ordre et dans la paix ; il a fallu un gouvernement et par une conséquence nécessaire l'inégalité et les rangs différents qu'il entraîne, qu'on aura eu soin de remplir selon la proportion des services et la supériorité des talents propres à l'administration publique.

C'est ce que la nature a eu en vue dans l'inégale distribution de ses dons, et elle a mis entre les hommes des rapports si marqués qu'il est impossible de s'y méprendre. Otez les divers ordres de l'Etat : ces rapports n'ont plus de raison suffisante ; la nature devient un ouvrier indéfinissable qui aurait façonné avec soin et fait les unes par rapport aux autres toutes les pièces d'une pendule, sans avoir dessein d'en faire un tout et de les réunir. Que verrons-nous en effet si nous considérons cette multitude d'hommes qui peuplent la terre ? D'une part un peuple grossier, qui a la force en partage, mais qui n'est bon que pour l'exécution ; des hommes bornés, dont la vue ne s'étend pas au delà du petit cercle de l'intérêt, dont les mouvements s'embarassent et se nuisent dès qu'un principe extérieur ne les dirige pas à un même but : de l'autre, des génies supérieurs, qui ont reçu de la nature une intelligence profonde dans les affaires, une prudence consommée pour le conseil, une fermeté à l'épreuve des revers, un fond de ressources au-dessus des contretemps : c'est-à-dire, des hommes faits pour agir en second, et des hommes en état de les conduire et de les diriger. Si la nature eût eu en vue la subordination, eût-elle autrement partagé les talents, établi d'autres rapports ? Ces rapports ne mènent-ils pas d'eux-mêmes à la subordination ? Ici tout se tient : un penchant invincible nous porte à vivre en société ; une énorme complication d'intérêts s'y oppose : le gouvernement politique lève ces difficultés, la nature fournit les talents différents qu'il requiert : cet état est donc juste et infiniment désirable. Il est appuyé sur notre penchant, sur nos besoins, sur les vues de la nature : il n'est pas de notre choix, il est dans le plan du créateur et de son institution.

Mais ce qui doit achever d'étouffer nos plaintes, c'est que cette inégalité qui se trouve entre les conditions différentes n'est point dans le fond si grande que nous nous le figurons, ou est du moins suffisamment réparée pour le bonheur de tous. Les devoirs croissent avec l'élévation et, au milieu de l'inégalité

physique, s'élève par cette combinaison de rangs et d'obligations une égalité morale, qui rapproche toutes les conditions. L'homme en place est moins à lui qu'à la société : tous ses moments sont comptés, il est redevable de tous à l'Etat. Plus il est élevé, plus sa vue, plus ses soins doivent s'étendre : ses engagements croissent avec son autorité. Il n'est au-dessus de nous que pour se devoir dans le fond tout entier à nous (1). Le riche se doit de même au pauvre, et n'a du superflu que pour lui fournir le nécessaire (2). C'est un arbre chargé de fruits qui ne courbe ses branches que pour faire part aux autres de ses trésors. L'indigence du pauvre est un moyen au riche d'exercer sa libéralité ; la libéralité du riche donne matière à la reconnaissance du pauvre : l'égalité prive la société de ces sentiments qui la décorent ; l'inégalité y entretient le commerce des vertus (3). C'est avoir que ne désirer pas : la modération des désirs est l'abondance du sage ; les besoins qui se restreignent, l'unique source du superflu. Combien de riches livrés au luxe éprouvent dans la jouissance même l'amertume des privations ? On désire sans règles et sans bornes, dès qu'on désire au delà des besoins. Tout est donc compensé dans la société, et c'est cette compensation, plutôt qu'une funeste indépendance, qui fait à tout prendre une juste égalité. D'une part, nous devons honorer les grands par nos hommages ; de l'autre, ils doivent nous rapprocher d'eux par leurs bontés. Nous devons l'obéissance à nos supérieurs : ils nous doivent la protection. Nous leur devons du respect et la déférence : ils nous doivent de l'estime et des égards. Quelle contradiction ne serait-ce pas s'ils méprisaient ceux qui les honorent, et dont ils veulent en effet être honorés ! Ce serait corrompre la source de leur gloire et avilir des respects dont ils sont flattés. Soit donc qu'on examine les rangs, soit qu'on considère la fortune, tout est, du moins à peu près, comme il devait être. L'inégalité qui semble d'abord distribuer les hommes en espèces différentes, ne forme que des classes aussi utiles que nécessaires pour le soutien et la conservation du

(1) « Le prince est donc par sa charge à chaque particulier. » « Le prince n'est pas né pour lui-même, mais pour le public. » Bossuet, *Politique*, liv. I, art. III, V^e prop., p. 26, et liv. III, art. III, II^e prop., p. 91.

(2) « La loi serait trop inhumaine si en partageant les biens, elle ne donnait pas aux pauvres quelque recours sur les riches... La loi s'étudie en toutes choses à entretenir dans les citoyens cet esprit de secours mutuel. » *Ibid.*, liv. I, art. V, p. 37.

(3) Dans la *Deuxième épître aux Corinthiens* (VIII), saint Paul disait : « Je ne vous demande pas, pour soulager les autres de vous mettre vous-mêmes dans la gêne, mais je voudrais qu'il y eût de l'égalité entre vous. Dans les circonstances présentes, votre abondance suppléera à leur indigence, afin que leur abondance supplée aussi à votre indigence, et qu'ainsi il y ait égalité, comme il est écrit : « Celui qui avait beaucoup recueilli n'avait pas trop, et celui qui avait peu recueilli ne manquait de rien. »

tout : semblables aux pierres d'une voûte qui se servent mutuellement d'appui : *Societas lapidum fornicationi simillima est : quae casura, nisi invicem obstarent, hoc ipso sustinetur.* Seneca. Epist. 95 (1).

(1) Le texte exact est : « *Societas nostra...* » La phrase est immédiatement précédée de : « *Iste versus et in pectore et in ore sit :*

Homo sum, humani nihil a me alienum puto.
Habeamus. In commune nati sumus. »

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

MANUSCRITS

1. — *Archives académiques* :

Prix de morale de 1754.

Prix de morale de 1743, 1747, 1750, 1757.

Registres de l'Académie I, II, III, VI, VII, XIII, XIV.

2. — *Fonds des manuscrits de la Bibliothèque de Dijon* :

Ms. 1625-1626, Richard de Ruffey, *Histoire et Histoire secrète de l'Académie de Dijon*. M. Lange en a publié une édition partielle (Paris, 1909).

Ms. 2065, Bibliothèque des auteurs de Bourgogne (Supplément. 5 vol.).

IMPRIMÉS

Annonces et affiches de Dijon. 22^e feuille, 30 juin 1770.

ARGENSON (D') Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France comparé avec celui des autres Etats ; suivies d'un nouveau plan d'administration, 2^e éd. Amsterdam, 1784, in-8.
Journal et mémoires du marquis d'Argenson, p. p. E. J. B. Rathery, Paris, 1859-1867, 9 vol., in-8.

ARISTOTE Politique.

AUGUSTIN (saint) ... La Cité de Dieu.

BARBEYRAC (J.) Discours sur la permission des lois (*ouvrage publié à la suite des Devoirs de l'homme et du citoyen, par Pufendorf*), éd. d'Amsterdam, 1735, in-8.

BIBLE

BODIN (J.) République.

BOÉTIE (Et. de la)... Discours sur la servitude volontaire, ou Contr'un.

BOSSUET Discours sur l'histoire universelle.
Politique tirée des propres paroles de l'Ecriture sainte, Paris, 1709, in-4.
Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même.
Méditations sur l'Evangile.
Traité du libre arbitre.

BOULAINVILLIERS (DE)... Histoire de l'ancien gouvernement de France, avec quatorze lettres historiques sur les Parlements et les Etats généraux.

- BURLAMAQUI (J.-J.) .. Principes du droit naturel, Genève, 1747, in-4.
Principes du droit politique, Genève, 1751, in-4.
- CICÉRON De Republica.
De Legibus.
De Natura deorum.
De Finibus bonorum et malorum.
De Officiis.
- FÉNELON Télémaque, éd. de 1791, 2 vol. in-12.
Dialogues des morts.
- FOISSET (Th.) Le Président de Brosses, Histoire des lettres et des parlements au XVIII^e siècle, Paris, 1842, in-8.
- FONTENELLE Digression sur les anciens et les modernes, Paris, 1767, 11 vol. in-12, t. IV.
- GROSLEY (P.-J.) Discours qui a balancé les suffrages de l'Académie de Dijon pour le prix de 1750 par M. D. C. de Troyes en Champagne, seconde édition; s. l. n. d. (1751) in-12.
- GROTIUS Le Droit de la guerre et de la paix, éd. d'Amsterdam, 1729, 2 vol. in-4.
- HOBBS De cive.
- HORACE Odes.
Satires.
- LA BRUYÈRE Caractères.
- LA ROCHEFOUCAULD.. Maximès.
- LERBER (S.-L.) Essais sur l'étude de la morale, Berne, 1773, in-16.
- LOCKE Du gouvernement civil, Amsterdam, 1691, in-12.
- LUCRÈCE De natura rerum.
- Mémoires de l'Académie de Dijon, 1769, 1871-1873.
- MERCURE DE FRANCE. Février 1755.
- MIGNE (J.-P.) Collection des orateurs sacrés, 1844-1866, 99 vol. in-8, t. LXVI.
- MILSAND (Ph.) Notes et documents pour servir à l'histoire de l'Académie de Dijon, Dijon, 1871, in-8.
- MONTAIGNE Essais.
- MONTESQUIEU Lettres persanes, éd. d'Amsterdam, 1781, 7 vol. in-12, t. V.
Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence, *id.*, t. VI.
De l'esprit des lois, *id.*, t. I, II, III IV.

- MOREL (J.) Recherches sur les sources du discours de l'inégalité (dans les Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau, 1909, t. V, pp. 120-198).
- MORNET (D.) Les Origines intellectuelles de la Révolution française, Paris, 1933, in-8.
- PASCAL Pensées.
- PLATON Lois.
République.
- POPE Essai sur l'homme, éd. de Vienne, 1761, 7 vol. in-16.
- PUFENDORF (S.) Le Droit de la nature et des gens, éd. de Leyde, 1759, 2 vol. in-4.
Les Devoirs de l'homme et du citoyen, éd. d'Amsterdam, 1735, in-8.
- ROUSSEAU Discours qui a remporté le prix à l'Académie de Dijon en l'année 1750 sur cette question proposée par la même Académie : si le rétablissement des sciences et des arts a contribué à épurer les mœurs, par un citoyen de Genève, Genève, 1750, in-16.
Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes, éd. de Deux-Ponts, 1782, in-12.
Contrat social.
Confessions.
- SAINTE-BEUVE Causeries du lundi, Paris, 1851-1862, 15 vol. in-18, t. XII et XIV.
- SÉNÈQUE Lettres à Lucilius.
- TALBERT (l'abbé) Discours qui a remporté le prix de l'Académie des sciences de Dijon en l'année 1754 par M. l'abbé Talbert, chanoine en l'église illustre de Besançon et membre de l'Académie de cette ville. Quelle est la source de l'inégalité des conditions parmi les hommes ; si elle est autorisée par la loi naturelle, s. l. n. d. (Dijon, 1755), in-16.
- VERNES (J.) Choix littéraire, Genève, 1755-1760, 24 vol. in-8, t. VII.
- VIRGILE Enéide.
- VOLTAIRE Lettres philosophiques.
Remarques sur les Pensées de Pascal.
Discours sur l'homme.
Lettres à S. A. Mgr le prince de *** (Brunswick) sur Rabelais et d'autres auteurs accusés d'avoir mal parlé de la religion chrétienne.
- XÉNOPHON La République des Lacédémoniens.

INDEX IDÉOGRAPHIQUE

LES SOURCES DE L'INÉGALITÉ

- Les hommes sont nés égaux : 47, I ; 81, III ; 99, IV ; 122, V ; 137, VII ; 159, VIII.
- L'homme connaît le bonheur dans l'état d'innocence : 66, II ; 137, VII ; 153, VIII.
- L'inégalité est d'institution divine : 48, I ; 180, IX.
- Le péché et les passions, sources de l'inégalité : 66, II ; 137, VII ; 156, VIII ; 183, X ; 195, XI.
- L'orgueil, source de l'inégalité : 119, V.
- L'établissement des sociétés civiles, source de l'inégalité : 100, IV.
- La religion et la guerre, sources de l'inégalité : 108, IV.
- L'ambition, source de l'inégalité : 79, III.

LES EFFETS DE L'INÉGALITÉ

- L'ambition crée l'effort : 145, VII.
- L'ambition et l'émulation : 89, III ; 106, IV ; 127, V.
- L'amour-propre et l'amour de soi-même : 82, III ; 118, V ; 150, VII ; 169, IX ; 184, X ; 194, XI.
- Les rapports des hommes entre eux : 144, VII ; 157, VIII ; 166, IX ; 185, X.
- La liberté : 131, V ; 168, IX ; 200, XI.
- La propriété : 144, VII ; 160, VIII ; 196, XI.
- Les riches et les pauvres : 65, II ; 151, VII ; 167, IX ; 186, X ; 194, XI.
- L'hérédité des fortunes est un mal : 120, V.
- L'hérédité des fortunes est un bien : 146, VII ; 198, XI.
- Les sciences, génératrices de biens : 72, II ; 133, V ; 145, VII.
- La puissance paternelle : 124, V ; 159, VIII ; 201, XI.
- La domination et l'usurpation : 68, II ; 87, III.
- Les lois et les chefs sont nécessaires : 56, I ; 87, III ; 99, IV ; 122, V ; 143, VII ; 160, VIII ; 170, IX ; 188, X ; 195, XI.
- Les princes, images de Dieu : 87, III ; 161, VIII ; 174, IX ; 189, X.
- Les bons princes : 69, II ; 128, V ; 162, VIII ; 193, XI.
- La démocratie : 84, III ; 106, IV ; 124, V ; 148, VII.
- La monarchie : 84, III ; 103, IV ; 124, V.

(1) Les chiffres arabes reportent aux pages et les chiffres romains aux discours.

L'aristocratie : 107, IV ; 130, V.

Le despotisme : 84, III ; 100, IV ; 124, V.

La magistrature : 105, IV ; 125, V ; 193, XI.

La noblesse : 103, IV ; 128, V ; 144, VII.

Le peuple : 106, IV ; 124, V.

L'INÉGALITÉ ET LA LOI NATURELLE

La loi naturelle autorise l'inégalité : 56, I ; 66, II ; 110, IV ;
137, VII ; 162, VIII ; 180, IX ; 186, X ; 203, XI.

La loi naturelle n'autorise pas l'inégalité : 96, III ; 134, V.

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

ALARY (l'abbé) : 16.

ALEMBERT (D') : 18.

ARGENSON (D') : 13, 15, 16, 17,
18, 21, 38, 39, 40, 42, 118,
119, 120, 121, 124, 125, 126,
127, 129, 130, 131, 132, 133.

ARGENSON (René-D') : 16.

ARISTIPPE DE CYRÈNE : 47.

ARISTOTE : 33, 34, 37, 80, 95,
118, 204.

AUGUSTIN (saint) : 86.

B

BARBEYRAC : 31, 32, 41, 93,
94.

BAULOS BURNAN : 13, 20.

BODIN : 34, 35, 36.

BOLINGBROKE : 41.

BOSSUET : 32, 35, 36, 37, 38,
47, 48, 50, 53, 55, 56, 57,
66, 67, 68, 69, 70, 73, 74,
79, 81, 83, 86, 87, 90, 99,
101, 111, 119, 122, 124, 127,
128, 129, 131, 138, 147, 148,
149, 150, 155, 156, 157, 158,

160, 161, 162, 174, 178, 186,
188, 194, 195, 196, 201, 202,
208.

BOULAINVILLIERS : 40.

BROSSES (DE) : 13, 15.

BUFFON : 32.

BURLAMAQUI : 32, 41, 47, 48,
49, 51, 53, 55, 56, 66, 79,
80, 85, 88, 90, 91, 99, 122,
123, 141, 149, 168, 169, 170,
171, 203.

C

CARAMAN (DE) : 16.

CICÉRON : 34, 80, 94, 95, 129,
132, 133, 149, 206.

COIGNY (DE) : 16.

CONDILLAC : 18, 32.

D

DIDEROT : 15, 32.

E

ETASSE : 13, 22, 24, 27.

F

FÉNELON : 38, 66, 68, 73, 82,
102, 123, 162.

FEVRET DE FONTETTE : 13.

FLEURY (card.) : 16.

FOISSET : 13, 15.

FONTENELLE : 126.

FYOT DE LA MARCHE : 18.

G

GAUFFECOUR : 13.

GÉLOT : 24, 25, 26, 27, 28.

GROSLEY : 10, 33.

GROTIUS : 32, 41, 86, 90, 93,
149, 171, 197, 202, 203.

H

HOBBS : 37, 80, 85, 91, 200,
201.

HORACE : 103.

J

JUVÉNAL : 33.

L

LA BOÉTIE : 34.

LA BRUYÈRE : 41, 73, 79, 80,
102, 169, 173.

LA CONDAMINE : 18.

LA ROCHEFOUCAULD : 55.

LASERRE : 13, 14, 15, 22.

LASSAY (DE) : 16.

LERBERT : 13, 20, 27.

LOCKE : 31, 32, 41, 66, 80, 81,
88, 99, 120, 122, 125, 127,
171, 197.

LUCAIN : 71.

M

MACHIAVEL : 34.

MANDEVILLE : 32.

MARET : 14.

MARTEAU : 13, 21.

MARTIAL : 33.

MATIGNON (DE) : 16.

MIGNE : 27.

MONTAIGNE : 34, 47, 94, 99.

MONTESQUIEU : 16, 32, 40, 42,
43, 50, 61, 69, 70, 72, 79,

82, 84, 85, 89, 90, 91, 92,
94, 95, 99, 100, 101, 102,
103, 104, 105, 106, 107, 108,
109, 110, 111, 112, 113, 118,
119, 120, 121, 122, 123, 124,
125, 127, 128, 130, 132, 133,
160, 167, 178.

MOREL : 32, 41, 66.

MORNET : 19, 30, 38, 75.

N

NOIRMOUTIERS (DE) : 16.

O

OVIDE : 33, 66.

P

PASCAL : 47, 51, 137, 155.

PAUL (saint) : 66, 208.

PAULMY (DE) : 15, 16, 17, 18,
38.

PERRET : 12.

PLATON : 33, 80, 129, 206.

POLYBE : 34.

POMPONNE (l'abbé DE) : 16.

POPE : 32, 41, 47, 56, 119, 121,
150, 151.

POUFFIER : 19.

PUFENDORF : 31, 32, 41, 55, 56,
57, 79, 80, 81, 85, 86, 88, 90,
91, 92, 93, 94, 108, 111, 131,
160, 171, 188, 198, 199, 202,
203, 206.

R

RATHERY : 16, 17, 39.

RICHARD DE RUFFEY : 9, 10,
12, 13, 15, 27, 30.

ROUSSEAU : 9, 10, 11, 12, 13,
17, 19, 20, 27, 28, 29, 30, 32,

39, 43, 48, 49, 60, 66, 82, 84,
87, 90, 95, 100, 102, 103,
107, 119, 120, 121, 123, 130,
156, 160, 166, 197.

S

SAINTE-BEUVE : 15, 16, 17, 39,
40.

SAINT-PIERRE (l'abbé DE) : 16.

SÉNEQUE : 33, 90, 95, 171, 180,
209.

SIDNEY : 32.

SOCRATE : 47.

T

TALBERT : 10, 13, 14, 22, 24,
26, 27, 32, 52.

THOMAS (saint) : 37.

TIBULLE : 33.

TISSOT : 30.

V

VERNES : 27.

VOLTAIRE : 18, 32, 39, 40, 41,
51, 82.

X

XÉNOPHON : 93.

VU, le 12 Novembre 1935.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
DISCOURS I. — « M. Lerbert, professeur en droit à Berne. »	47
— II. — « M. Baulos Bournan, de Bazas. »....	65
— III. — Auteur inconnu	79
— IV. — « M. Marteau, médecin Daumale. »....	99
— V. — « M. d'Argenson. »	117
— VII. — « M. l'abbé Talbert, chanoine de l'église de Besançon, et membre de l'Aca- démie de ladite ville. »	137
— VIII. — « M. Etasse, étudiant en droit à Rennes. »	155
— IX. — Auteur inconnu.....	165
— X. — « M. de La Serre, de l'Oratoire. ».....	183
— XI. — Auteur inconnu	193
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	211
INDEX IDEOGRAPHIQUE	215
INDEX ALPHABETIQUE	217

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 27 FÉVRIER 1936
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE NOUVELLE
6, RUE PAUL-MOREL, VESOUL (H^{te}-SAONE)

